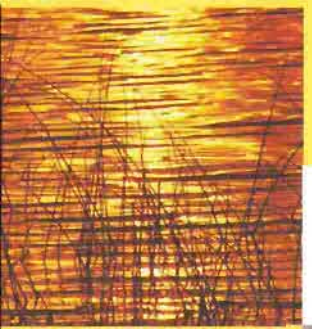
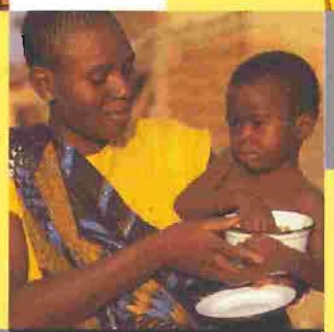
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

26416

03 | Atlas de la Banque Mondiale 2003-2004





le monde en chiffres
l'action en chiffres
le développement en chiffres

Copyright

Les couleurs, les frontières, les dénominations et les classifications utilisées dans cet atlas n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque Mondiale et des organismes qui lui sont affiliés, concernant le statut légal de ces territoires, ainsi que l'approbation ou la reconnaissance de leurs frontières.

Cette édition utilise la projection Robinson pour toutes les cartes. Pour la plus grande partie de la surface de la Terre, cette projection représente assez bien à la fois la superficie et la forme. Quelques distorsions subsistent néanmoins, en ce qui concerne les superficies, les formes, les distances et les orientations.

Crédit photographique : Couverture : Alex Baluyut/Banque Mondiale, Demi/UNEP/Still Pictures, Curt Carnemark/Banque Mondiale; Page de garde : Curt Carnemark/Banque Mondiale; Page 4: Alex Baluyut/Banque Mondiale, Demi/UNEP/Still Pictures; Page 6: Curt Carnemark/Banque Mondiale; Page 8: Curt Carnemark/Banque Mondiale, Chailing Yang/Banque Mondiale; Page 14: Alex Gignoux/Banque Mondiale, Curt Carnemark/Banque Mondiale; Page 16: Curt Carnemark/Banque Mondiale, Tran Thi Hoa/Banque Mondiale, Masaru Goto/Banque Mondiale; Page 17: Masaru Goto/Banque Mondiale; Page 18 et 19: Alex Baluyut/Banque Mondiale; Page 20: Trevor Samson/Banque Mondiale, Ami Vitale/Banque Mondiale; Page 21: Ami Vitale/Banque Mondiale; Page 22: Alex Baluyut/Banque Mondiale, Dominic Sansoni/Banque Mondiale; Page 24: Trevor Samson/Banque Mondiale, Eric Miller/Banque Mondiale; Page 25: Trevor Samson/Banque Mondiale; Page 26: Trevor Samson/Banque Mondiale, Tran Thi Hoa/Banque Mondiale; Page 27: Trevor Samson/Banque Mondiale; Pages 34 et 35: John Isaac/Banque Mondiale; Pages 36 et 37: Edwin Huffman/Banque Mondiale; Pages 38 et 39: Curt Carnemark/Banque Mondiale; Page 50: Eric Miller/Banque Mondiale; 4ème page de couverture : Curt Carnemark/Banque Mondiale, Tran Thi Hoa/Banque Mondiale, Alex Gignoux/Banque Mondiale, Curt Carnemark/Banque Mondiale.
Pour toutes les autres photos : Photodisc.

World Bank Atlas 2003
Copyrigth © 2003 by The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank

L'Atlas de la Banque Mondiale 2003
Copyright © 2004 by The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank

This work was originally published by the World Bank in English as *World Bank Atlas 2003*. This French translation was arranged by Editions ESKA. In case of any discrepancies, the original languages will govern.

Cet ouvrage a d'abord été publié en anglais par la Banque Mondiale sous le titre *World Bank Atlas 2003* en 2003. Cette traduction française est due aux Editions ESKA. En cas de divergence, seule la version originale fait foi.

Les observations, interprétations et conclusions exprimées ici appartiennent à l'auteur (aux auteurs) et ne sont pas forcément celles du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale ni des gouvernements représentés par ses membres.

La Banque Mondiale ne garantit pas la précision des données comprises dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations indiquées sur les cartes dans cet ouvrage n'impliquent pas de la part de la Banque Mondiale un jugement sur le statut légal d'un territoire, ni l'approbation ni l'acceptation de ces frontières.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 32° a), d'une part, que les « copies oureproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (artile L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quel que procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Tous droits réservés
Achevé d'imprimer en janvier 2003
par Imprimerie Barnéoud - France - N° 14582
Première édition

Cet ouvrage est un produit des services du Development Data Group de la vice-présidence pour l'économie du développement de la Banque Mondiale, et les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue du comité d'administration de la Banque Mondiale ou des gouvernements qu'il représente.
Cartographie réalisée par l'Unité de conception cartographique de la Banque Mondiale
Conception, édition et production... :
Washington, DC, with Grundy & Northedge, London

© Editions ESKA 2004
ISBN 2-7472-0524-X

Editions ESKA
12, rue du Quatre Septembre, 75002 Paris
Tél. 01 42 86 55 73 - Fax 01 42 60 45 35
http://www.eska.fr

2003 2004 L'ATLAS DE LA BANQUE MONDIALE

Préface 2

Le monde par régions 3

Thèmes

1 Une population mondiale en expansion 4
2 Une vie plus longue 6
3 Les pays riches et les pays pauvres 8
4 La pression urbaine sur l'environnement mondial 10
5 Nombreux sont ceux qui restent pauvres 12
6 Les objectifs de développement du millénaire 14
7 L'éducation ouvre des portes 16
8 Egalité des sexes et développement 18
9 Les enfants de moins de cinq ans : une lutte pour la survie 20
10 Une meilleure santé pour les mères 22
11 Les fléaux mondiaux 24
12 L'éducation comme vaccin 26
13 Une terre finie et davantage de bouches à nourrir 28
14 Le rétrécissement des forêts 30
15 Consommation d'énergie et réchauffement planétaire 32
16 Croissance et opportunité 34
17 L'essor de l'économie des services 36
18 L'investissement pour la croissance 38
19 Améliorer le climat d'investissement et le climat des affaires 40
20 Rendre l'etat plus efficace 42
21 Bâtir une infrastructure adéquate 44
22 Conflit et développement 46
23 Un monde en cours d'intégration 48
24 Réduire les barrières aux échanges 50
25 L'aide au développement 52

Tableaux statistiques

1 Pricipaux indicateurs du développement 54
2 Pauvreté et mortalité 56
3 Santé Publique 58
4 Education et inégalité des sexes 60
5 L'environnement 62
6 L'économie 64
7 Enérgie et infrastructure 66
8 Climat des affaires et de l'investissement et échanges commerciaux 68
9 Finances de l'état, dette exterieure et aide exterieure 70

Objectifs de développement du millénaire 72

Definitions, sources, et remarques 74

Sources statistiques 79

RNB par habitant en 2001 - Méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale 80

PRÉFACE

Depuis plus de 30 ans, l'*Atlas de la Banque Mondiale* est à la disposition des étudiants et de ceux qui recherchent une vision globale des indicateurs du développement. L'*Atlas de la Banque Mondiale 2003* perpétue aujourd'hui cette tradition, mais avec des changements qui reflètent les progrès réalisés dans notre compréhension du processus de développement.

Les premières éditions de l'*Atlas* ne comprenaient que trois indicateurs : la population, le produit national brut (PNB) par habitant et la croissance du PNB par habitant, pour 136 pays. La stratégie de développement retenue était essentiellement celle de l'investissement pour l'industrialisation, avec en arrière-plan la crainte que la croissance de la population ne dépasse rapidement celle de la production, ce qui devait entraîner une chute du niveau de vie et peut-être une famine généralisée.

Ce n'est qu'avec la 18e édition de l'*Atlas*, en 1985, que sont apparus les "indicateurs sociaux" : espérance de vie, mortalité infantile, taux de scolarisation primaire, et, par la suite, taux d'alphabétisation et taux de fécondité, reflétant le fait que le développement ne concerne pas seulement la manière dont croît une économie mais aussi la manière dont évolue l'existence des gens. Entre temps, la couverture avait atteint 189 pays. En 1992, avec la 25e édition, est apparue une nouvelle section consacrée à l'environnement, pour refléter la prise en compte de la pression sur les ressources mondiales que représente le développement.

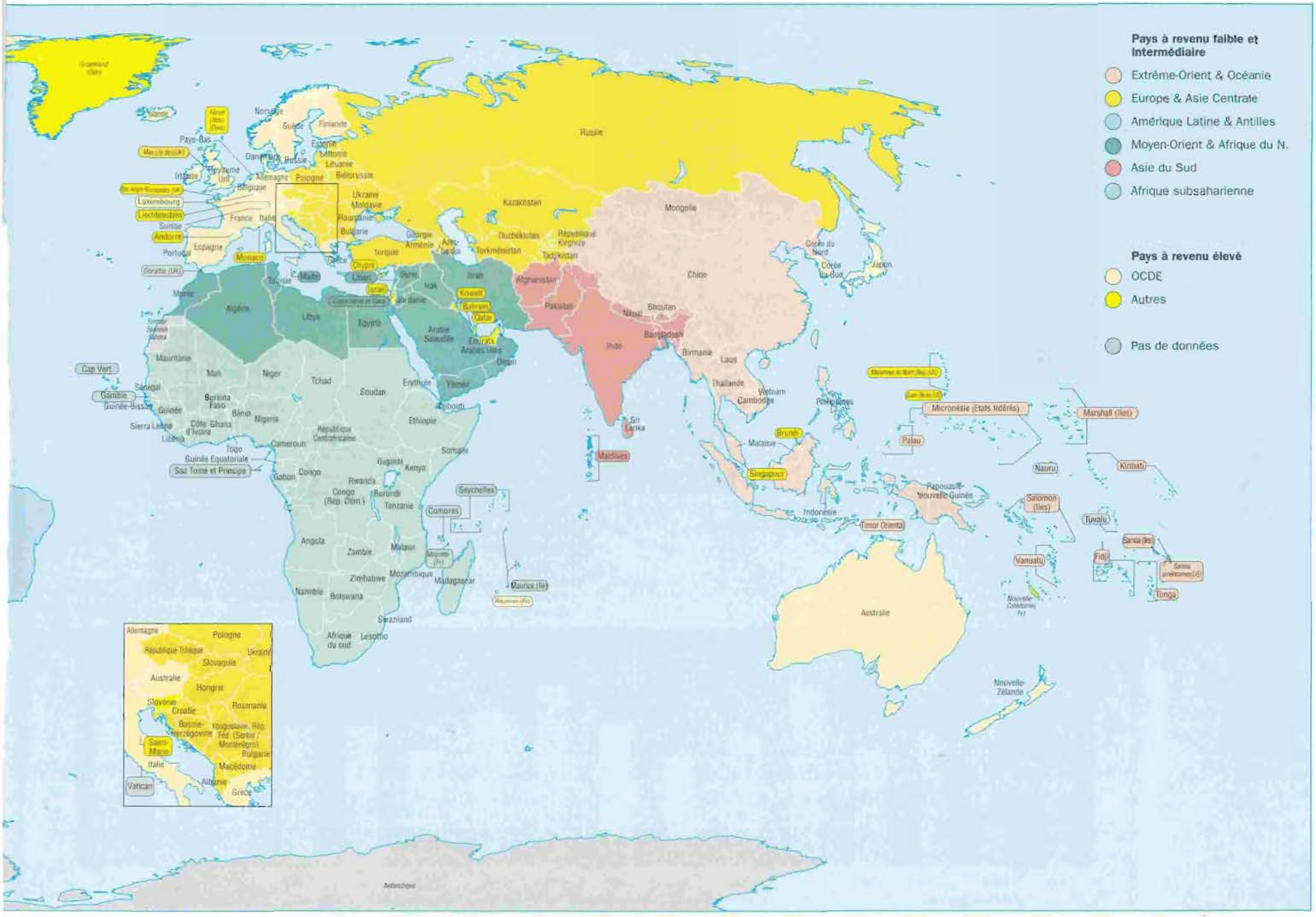
Depuis, beaucoup de choses ont changé. Aujourd'hui, l'effort de développement porte davantage sur la lutte contre la pauvreté. Les Objectifs de développement du Millénaire, adoptés par l'ensemble des membres des Nations Unies, sont constitués de cibles quantifiées spécifiques pour la lutte contre la pauvreté, pour le progrès de la santé publique et de l'éducation et pour une meilleure utilisation des ressources de l'environnement. Ces objectifs, ainsi que l'importance croissante accordée à la mesure des résultats, ont entraîné une demande accrue en statistiques à jour, fiables et pertinentes.

L'*Atlas* permet toujours d'avoir un aperçu des problèmes de développement, en mettant en évidence les statistiques sociales, économiques et écologiques essentielles pour 208 pays. Il a cependant été complété et substantiellement repensé pour offrir davantage d'information selon un plan thématique plus efficace. Chaque sujet est présenté sur deux pages en regard, illustré par des cartes et des graphiques, avec un texte d'accompagnement en guise d'introduction multidimensionnelle. Les thèmes s'articulent selon trois sections :

- Le monde en chiffres : étude de la population, de l'espérance de vie, de la pauvreté, de l'économie mondiale et de l'environnement.
- Le développement en chiffres : évaluation du progrès vers certaines des cibles comprises dans les Objectifs de développement du Millénaire.
- L'action en chiffres : 19 présentations détaillées de la santé publique, de l'éducation, du bien-être social, de l'utilisation des ressources environnementales, de la performance du secteur public et de l'intégration de l'économie mondiale.

L'*Atlas* comprend 9 tableaux d'après la base de données des *Indicateurs du développement dans le monde 2003*, qui apportent une information supplémentaire sur un certain nombre des indicateurs qui apparaissent dans les discussions thématiques.

Nous espérons que ce nouvel *Atlas* vous paraîtra riche en information et ergonomique. Peut-être aussi le trouverez-vous stimulant, non pas en raison de quelque mystère ou de quelques concepts compliqués, mais parce qu'améliorer les conditions de vie de plusieurs milliards de personnes est un problème très concret, qui nous concerne tous.


Pays à revenu faible et intermédiaire
Extrême-Orient & Océanie
Europe & Asie Centrale
Amérique Latine & Antilles
Moyen-Orient & Afrique du N.
Asie du Sud
Afrique subsaharienne
Pays à revenu élevé
OCDE
Autres
Pas de données
Groenland (Dan.)
Islande
Norvège
Suède
Finlande
Russie
Pays-Bas
Irlande
Royaume Uni
Danemark
Estonie
Lettonie
Lituanie
Allemagne
Pologne
Bélorussie
Ukraine
Moldavie
Roumanie
Belgique
Luxembourg
Liechtenstein
Suisse
France
Italie
Andorre
Espagne
Portugal
Monaco
Gibraltar (UK)
Bulgarie
Géorgie
Arménie
Azerbaïdjan
Turquie
Grèce
Chypre
Kazakhstan
Ouzbékistan
Turkménistan
République Kirghize
Tadjikistan
Mongolie
Corée du Nord
Corée du Sud
Japon
Chine
Afghanistan
Iran
Syrie
Liban
Israël
Cisjordanie et Gaza
Jordanie
Irak
Koweït
Bahreïn
Qatar
Arabie Saoudite
Emirats Arabes Unis
Oman
Pakistan
Bhoutan
Népal
Bangladesh
Inde
Birmanie
Laos
Thaïlande
Vietnam
Cambodge
Philippines
Sri Lanka
Maldives
Brunei
Malaisie
Singapour
Indonésie
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Micronésie (Etats fédérés)
Marshall (Iles)
Palau
Nauru
Kiribati
Salomon (Iles)
Timor Oriental
Tuvalu
Samoa (Is)
Vanuatu
Fidji
Samoa américaines (US)
Tonga
Nouvelle-Calédonie (Fr)
Australie
Nouvelle-Zélande
Maroc
Algérie
Tunisie
Libye
Egypte
Mauritanie
Mali
Niger
Tchad
Soudan
Erythrée
Yémen
Djibouti
Cap Vert
Sénégal
Gambie
Guinée-Bissau
Guinée
Burkina Faso
Bénin
Nigeria
Sierra Leone
Côte d'Ivoire
Ghana
Libéria
Togo
Cameroun
République Centrafricaine
Guinée Equatoriale
Sao Tomé et Principe
Gabon
Congo
Congo (Rép. Dém.)
Ouganda
Kenya
Somalie
Rwanda
Burundi
Tanzanie
Seychelles
Comores
Angola
Zambie
Malawi
Mozambique
Zimbabwe
Madagascar
Maurice (Ile)
Réunion (Fr)
Namibie
Botswana
Swaziland
Afrique du sud
Lesotho
Antarctique
Allemagne
Pologne
République Tchèque
Ukraine
Slovaquie
Autriche
Hongrie
Slovénie
Croatie
Roumanie
Bosnie-Herzégovine
Yougoslavie, Rép. Fed. (Serbie / Monténégro)
Bulgarie
Saint-Marin
Italie
Macédoine
Albanie
Vatican
Grèce

Une population mondiale en expansion

Le 20e siècle a connu une croissance démographique sans précédent : la population mondiale est passée de 1,6 milliard à 6,1 milliards. C'est principalement dans les pays en développement que cette croissance s'est produite. Et c'est principalement dans les régions du monde les plus pauvres que la population continuera de s'accroître.

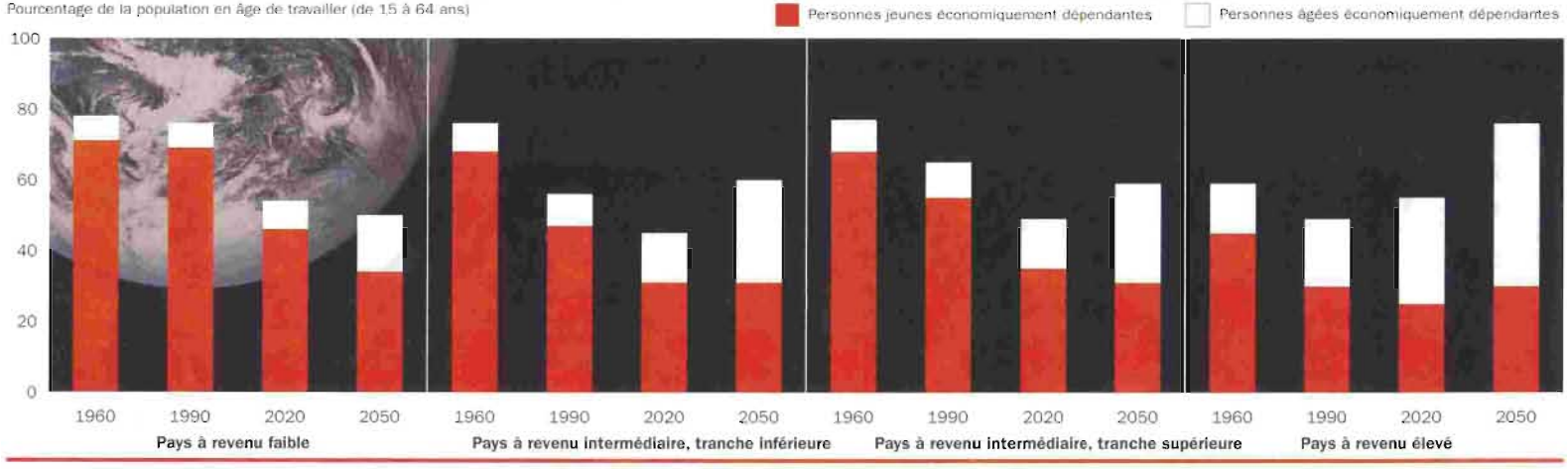
Lorsque la croissance démographique est forte, l'âge moyen est peu élevé. En 2001, les pays en développement comptaient 5.2 millions d'habitants, dont environ un tiers étaient âgés de moins de 15 ans. Dans les régions du monde qui connaissent la croissance démographique la plus rapide, les jeunes représentent une part plus grande encore de la population : 44 % en Afrique subsaharienne et 36 % pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Dans les pays à revenu levé, où la croissance démographique est lente, les jeunes ne représentent que 18 % de la population, tandis que les plus de 65 ans en représentent 14 %. Même si les taux de natalité commencent à baisser, la croissance démographique se poursuivra, un nombre de plus en plus important de jeunes arrivant à l'âge d'avoir des enfants. Des pays comme le Bangladesh et l'Inde peuvent s'attendre à voir leur population augmenter encore de 30 %, même si les couples n'ont plus que deux enfants en moyenne. En 2050, la population mondiale devrait atteindre 8,8 milliards d'habitants.

Les opportunités que représente la croissance démographique

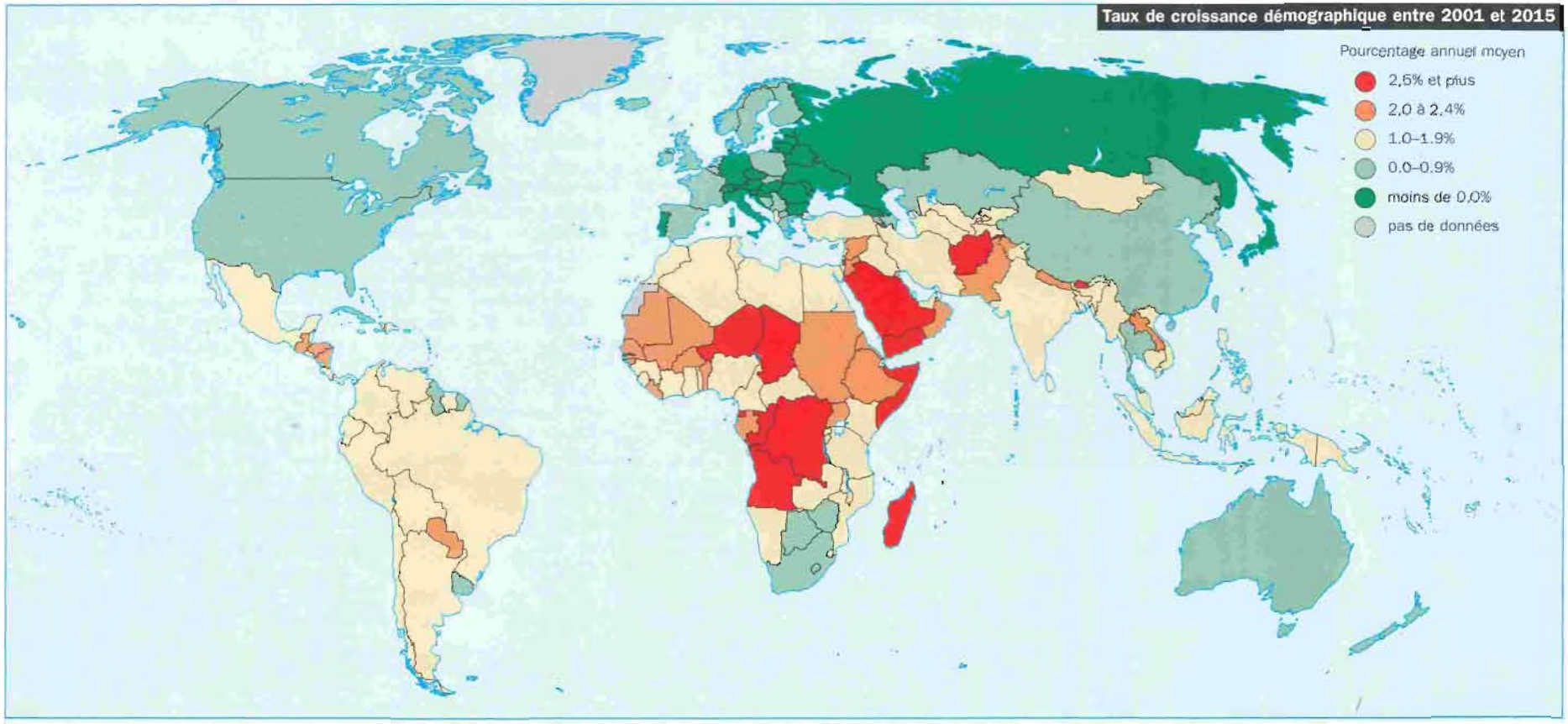
On peut parler d'un "effet démographique" sur la croissance économique. En moyenne, ce sont les pays en développement dans lesquels la croissance démographique était plus lente qui ont connu une croissance économique plus rapide. Une des raisons à cela est que les investissements dans la santé et l'éducation et le progrès de la condition féminine, qui contribuent à la croissance et à la lutte contre la pauvreté, permettent aussi de ralentir la croissance démographique. Or le ralentissement de la croissance démographique représente de nouvelles opportunités de croissance économique.

Les habitants pauvres des pays en développement, lorsqu'ils ont le choix, ont tendance à avoir des familles plus réduites que leurs parents. En particulier, les femmes qui ont reçu une éducation ont des chances d'avoir moins d'enfants. Lorsque les taux de fécondité chutent, la proportion de jeunes - dépendants de la population active - diminue tandis que la proportion de personnes âgées augmente bien plus lentement. Ainsi, un nombre de plus en plus important de personnes actives fait vivre un nombre de moins en moins important de jeunes et de personnes âgées, ce qui représente une opportunité de croissance pour l'épargne individuelle et l'investissement, pour une croissance économique plus rapide et pour une hausse des revenus. Pour que ces pays puissent tirer profit de cette fenêtre démographique, il faut qu'ils suivent des politiques sociales et économiques adéquates favorisant l'emploi productif pour le vaste ensemble de travailleurs potentiels. Cela ne durera pas. La proportion de personnes économiquement dépendantes finit par croître avec la proportion des personnes âgées. En Extrême-Orient, un certain nombre de pays ont su profiter de cette opportunité, cependant les pays qui réalisent actuellement une transition vers des taux de fécondité réduits risquent de ne pas pouvoir en tirer parti, à moins qu'ils sachent eux aussi encourager la croissance, l'investissement et le développement du capital humain.

Ces pays doivent investir dans la croissance et dans le capital humain avant que la fenêtre démographique, porteuse d'opportunités, ne se referme



Taux de croissance démographique entre 2001 et 2015

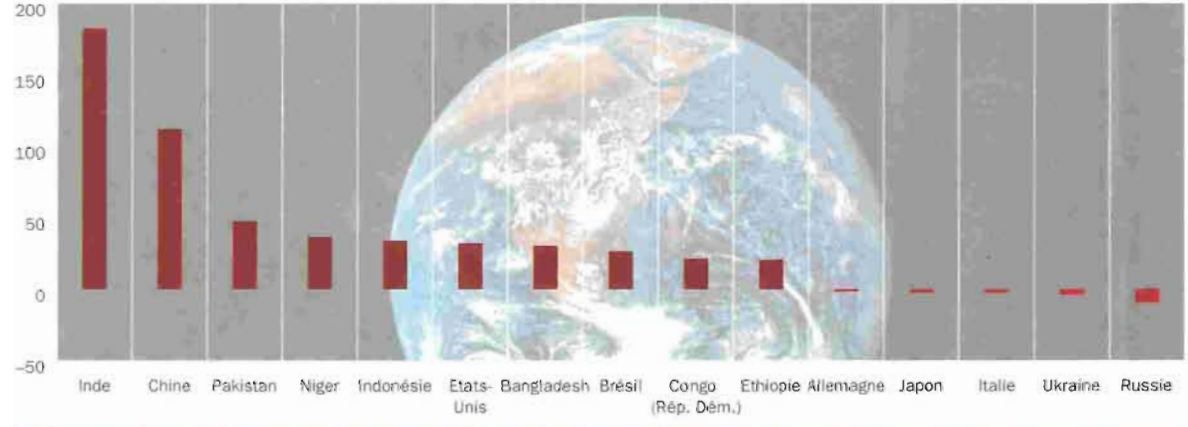


Le prochain milliard

Entre 2001 et 2015, le monde comptera approximativement un milliard d'habitants supplémentaires. Quatre-vingt-dix-sept pour cent seront nés dans les pays à revenu faible et intermédiaire et seront concentrés principalement dans les zones urbaines. La région du monde qui connaîtra la croissance la plus rapide sera l'Afrique subsaharienne, mais c'est l'Asie qui comptera le plus grand nombre d'habitants supplémentaires. Par ailleurs la population de certains pays à revenu élevé et de certains pays d'Europe de l'Est diminuera.

Pour les prochaines années, la croissance démographique prévisionnelle se fera principalement dans les pays les plus pauvres

Croissance démographique absolue par pays entre 2001 et 2015 (en millions)



Le taux de croissance démographique mesure la vitesse à laquelle progresse la population d'un pays. Une croissance démographique rapide peut compromettre la capacité de faire face à tout un ensemble de problèmes économiques, sociaux et écologiques. C'est plus particulièrement le cas dans un contexte de pauvreté généralisée, d'accès insuffisant aux ressources ou de schémas de production et de consommation non durables.

Une vie plus longue

Dans les pays en développement, l'espérance de vie a atteint 64 ans, grâce principalement à de fortes réductions de la mortalité infantile. Une espérance de vie plus élevée se traduit par une plus grande productivité et par une croissance économique stimulée, les gens étant alors plus disposés à investir dans le capital humain et physique.

Dans les pays en développement, l'espérance de vie a augmenté rapidement après la Seconde guerre mondiale - un effet du progrès des soins de santé et de la technologie. Par ailleurs, les progrès y ont été bien plus rapides qu'en Europe un siècle auparavant. A Trinidad et Tobago, en 34 ans, l'espérance de vie est passée de 39 à 61 ans, à comparer avec les 110 années qu'il a fallu pour une progression équivalente en Suède. Récemment, des maladies nouvelles ou qui réapparaissent ont ralenti les progrès de l'espérance de vie. Entre 1960 et 2001, l'espérance de vie n'a augmenté que de 15 ans dans les pays à revenu faible.

Quels sont les facteurs qui affectent l'espérance de vie ?

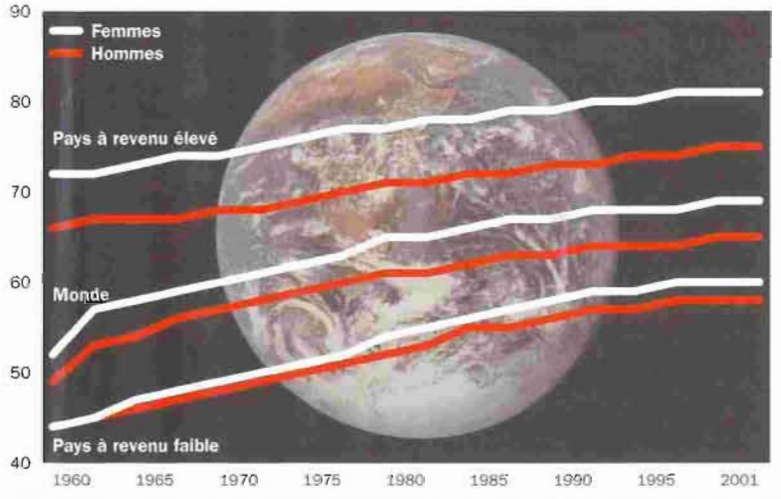
L'espérance de vie à la naissance reflète les chances de survie réparties sur l'ensemble des tranches d'âge. Aussi l'évolution de l'espérance de vie est-elle fortement influencée par les progrès de la santé publique, lesquels entraînent une baisse des taux de mortalité pour toutes les tranches d'âge. Cependant, les progrès les plus rapides viennent de la baisse de la mortalité infantile.

On divise souvent les taux de mortalité infantile en deux groupes : ceux qui concernent les événements des premiers mois de l'existence et ceux qui concernent les événements du reste de la première année. Cette distinction permet de séparer les facteurs biologiques affectant la mortalité infantile des facteurs socioéconomiques, dont le contrôle nécessite des types d'effort différents.

Le lieu de vie conditionne la mortalité infantile. Les habitants des grandes villes ont davantage accès aux soins de santé et sont moins souvent sujets aux maladies infectieuses de l'enfance. Les facteurs socioéconomiques y jouent aussi un rôle, notamment l'activité professionnelle, le revenu et l'éducation des parents. Les pays à revenu élevé ont réalisé d'énormes progrès dans le contrôle de la mortalité infantile provoquée par les facteurs environnementaux, et l'on s'y attache maintenant à réduire le nombre de décès chez les nouveau-nés.

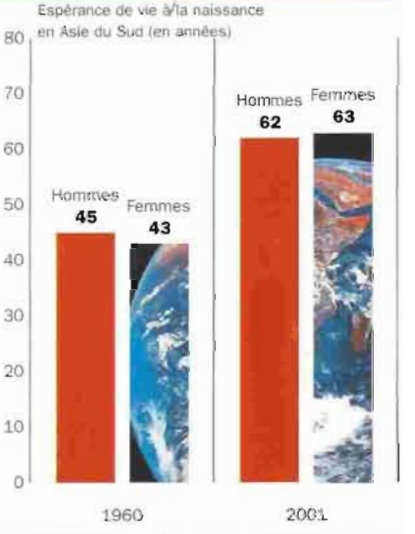
Dans l'ensemble du monde, les femmes vivent plus longtemps que les hommes : la différence est plus grande dans les pays à revenu élevé, et plus réduite dans les pays à revenu faible.

Espérance de vie à la naissance entre 1960 et 2001 (en années)

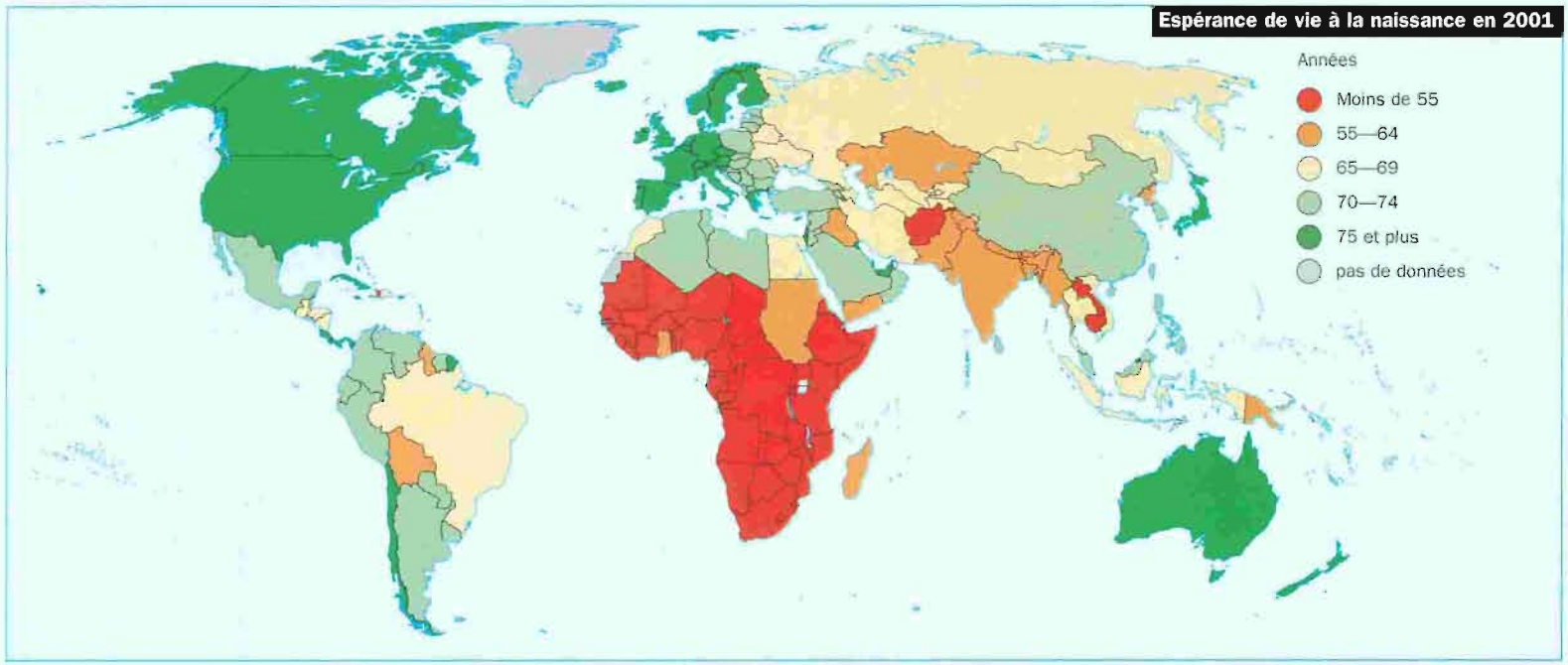


Dans certains pays du sud de l'Asie, les hommes vivaient auparavant plus longtemps que les femmes, mais cela a changé récemment

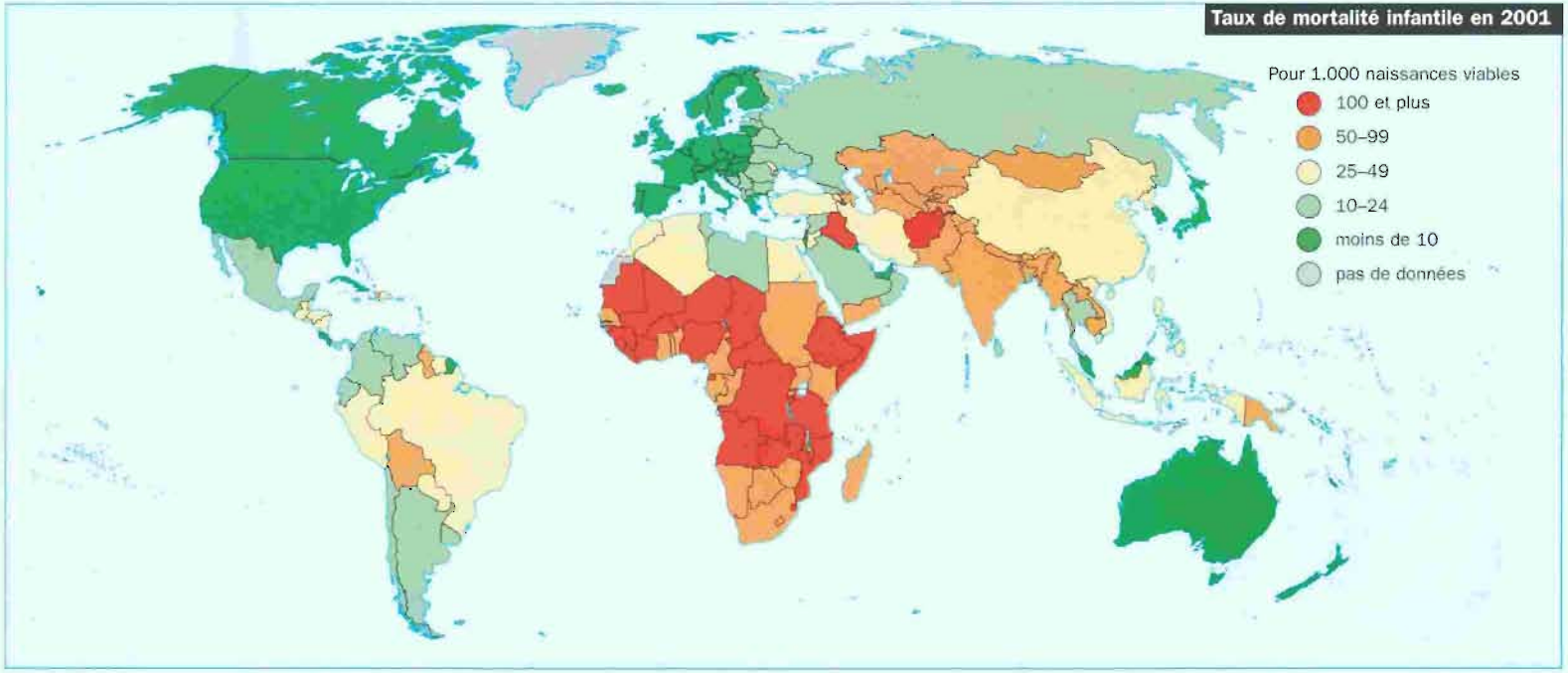
Les femmes vivent 6 à 8 ans de plus que les hommes dans les pays les plus riches et 2 à 3 ans de plus dans les pays à revenu faible. Pourquoi cet écart ? Dans certains pays à revenu faible, les femmes ont davantage de risque de mourir au cours de leur enfance, ainsi qu'au cours de leurs années de fertilité. Par ailleurs, il est fréquent que les femmes n'obtiennent pas une part équitable des ressources en matière de santé. Cette disparité était jusqu'à présent plus prononcée en Asie du Sud, où l'espérance de vie des femmes n'a rattrapé celle des hommes qu'en 1990.



2



L'espérance de vie à la naissance est une mesure du niveau de mortalité d'une population. C'est pourquoi son évolution reflète les progrès réalisés en matière de santé publique. Il s'agit d'un indicateur qui reflète l'effet d'un certain nombre de facteurs sociaux, économiques et environnementaux et qui est étroitement lié à d'autres variables démographiques, en particulier la mortalité infantile.



Au cours de la deuxième moitié du 20e siècle, des progrès rapides de l'espérance de vie ont été observés, résultant principalement de la baisse de la mortalité infantile. Etant donné le lien entre cet indicateur et le RNB par habitant, la mortalité infantile est aussi considérée comme l'un des meilleurs indicateurs du développement socioéconomique d'une collectivité.

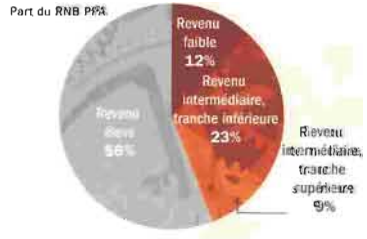
Les pays riches et les pays pauvres

Plus de 80 % des habitants de la planète vivent dans les pays en développement. En 2001, la production de biens et services de l'ensemble de ces pays représentait 6 200 milliards de dollars, soit environ un cinquième de la production mondiale. Comme le montrent ces chiffres, la répartition de la production mondiale et du revenu mondial n'est pas équitable.

Le revenu annuel moyen des 2.5 milliards d'habitants des pays à revenu faible est de 430 $ par habitant, et il ne dépasse pas 80 $ dans certains pays. Pour les 2,7 milliards d'habitants des pays à revenu intermédiaire, cette moyenne est de 1 860 $. Enfin, pour les 960 millions d'habitants des pays à revenu élevé, elle est de 26 510 $. Pour pouvoir faire des comparaisons entre les pays, il faut convertir les devises locales en une unité commune. Les chiffres du revenu national brut (RNB) par habitant de la carte ont été convertis en dollars à l'aide de taux de change moyens calculés sur trois ans (méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale), reflétant le cours des devises sur les marchés mondiaux. Cependant, les taux de change ne permettent pas toujours de représenter de manière adéquate le pouvoir d'achat des revenus dans les pays considérés. Une alternative consiste à convertir le RNB par habitant en dollars en utilisant les parités de pouvoir d'achat (voir ci-dessous).

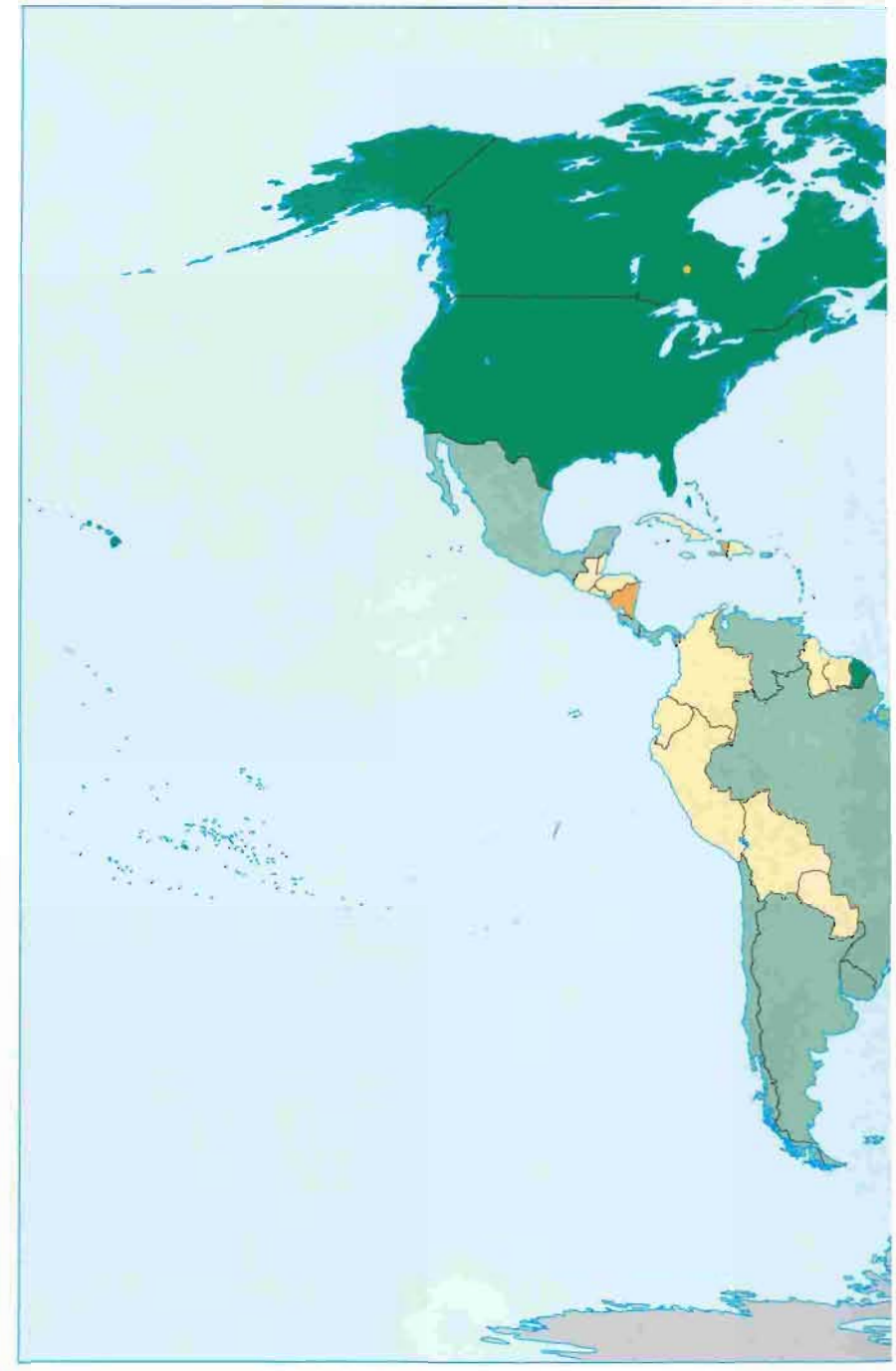
Permettre les comparaisons : parts de la production mondiale...

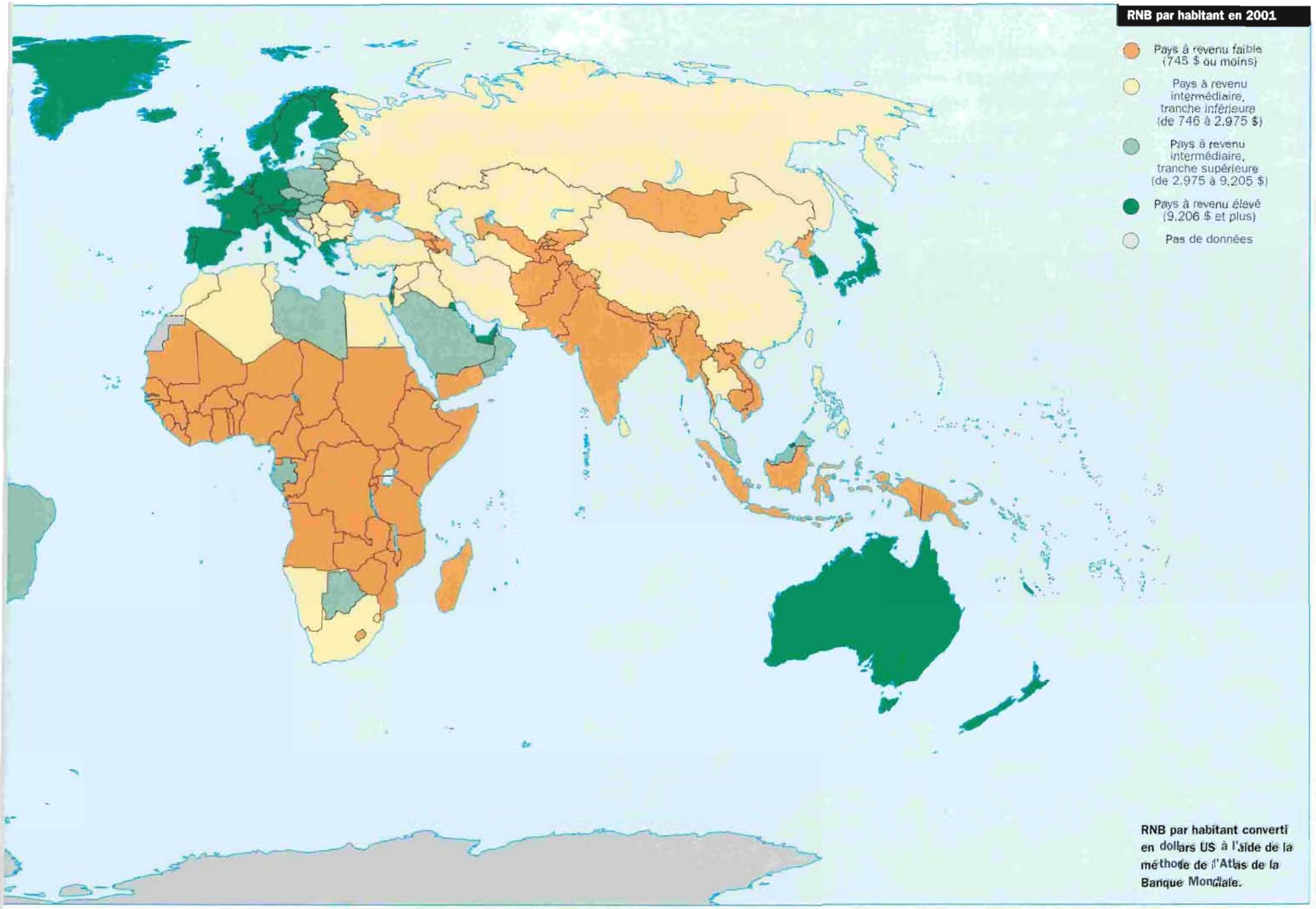
Les parités de pouvoir d'achat (PPA), estimées en comparant les prix de biens et services similaires entre les pays, donnent une image plus claire des niveaux de vie comparés. Lorsqu'on les utilise pour convertir le RNB de chaque pays en une unité commune, la part du revenu mondial dans les pays à revenu faible et intermédiaire est plus grande, ce qui reflète le coût moins élevé d'un certain nombre de biens et services dans ces pays. En 2001, le RNB mondial, valorisé à parité de pouvoir d'achat, était de 45.200 milliards de dollars, dont 44% produit dans les pays en développement.



... et niveaux de vie

RNB par habitant en 2001 (en $)	Méthode de l'Atlas	Parité de pouvoir d'achat
Japon	35 610	25 550
Etats-Unis	34 280	34 280
Royaume-Uni	25 120	24 340
Allemagne	23 560	25 240
France	22 730	24 080
Canada	21 930	26 530
Italie	19 390	24 530
Espagne	14 300	19 860
Corée du Sud	9 460	15 060
Mexique	5 530	8 240
Brésil	3 070	7 070
Russie	1 750	6 880
Chine	890	3 950
Indonésie	690	2 830
Inde	460	2 820




RNB par habitant en 2001
Pays à revenu faible (745 $ ou moins)
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (de 746 à 2.975 $)
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (de 2.975 à 9.205 $)
Pays à revenu élevé (9.206 $ et plus)
Pas de données
RNB par habitant converti en dollars US à l'aide de la méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale.

La pression urbaine sur l'environnement mondial

La population humaine utilise davantage de ressources naturelles que jamais auparavant, et la pression sur l'environnement ne pourra que croître. L'économie mondiale, dont le volume s'est trouvé multiplié par plus de sept depuis 1950, est toujours en expansion. C'est essentiellement à travers les activités des villes et des grandes villes que celle-ci s'est réalisée.

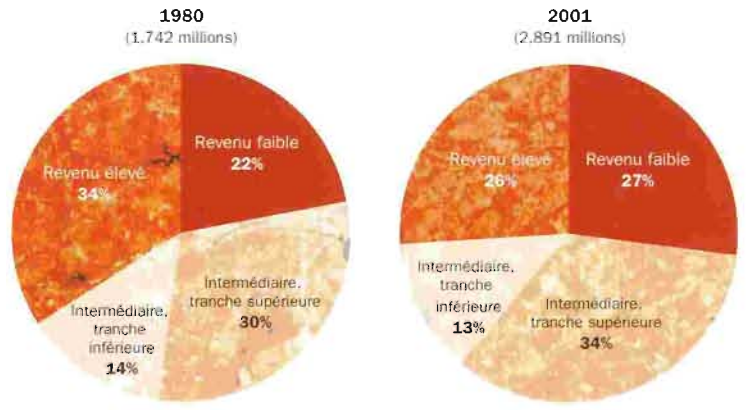
Les grandes villes, qui abritent aujourd'hui presque la moitié de la population mondiale, connaissent une croissance rapide en dimension et en nombre, surtout dans les pays en développement. Les gens affluent en masse dans les grandes villes à la recherche d'un travail, d'un accès aux services publics et d'un niveau de vie plus élevé. Dans les pays en développement, c'est en Amérique Latine que l'urbanisation est la plus importante : la population urbaine y représente 76 % de l'ensemble. En comparaison, l'Afrique subsaharienne, avec seulement 32 % de sa population dans les zones urbaines, reste tout à fait rurale. D'ici 2030, 60 % de la population mondiale vivra dans les zones urbaines, ce qui entraînera une demande accrue en ressources naturelles et en services urbains, avec des conséquences pour l'environnement, notamment davantage de pollution de l'air et de l'eau.

Urbanisation et environnement

Dans un certain nombre de villes et de grandes villes, l'exposition à la pollution atmosphérique constitue la principale menace environnementale pesant sur la santé humaine. L'exposition sur le long terme à des niveaux élevés de suie et de particules de petite dimension dans l'air (fines particules en suspension de moins de 10 microns de diamètre) contribue aussi à toute une série d'effets, notamment maladies respiratoires, cancer du poumon et maladies cardiaques. Ce n'est pas l'urbanisation en elle-même qui pose problème du point de vue de l'environnement. C'est plutôt que les problèmes d'environnement surgissent comme une conséquence indirecte des transports, de l'industrie et de la densité excessive de l'habitat humain. Ces problèmes sont la pollution de l'air et de l'eau et l'accumulation des déchets. C'est en termes de santé humaine que se définit le coût le plus élevé et le plus important de la pollution urbaine.
Dans un certain nombre des plus grandes villes du monde, la pollution de l'air et de l'eau provoque des dizaines de milliers de décès, des millions de cas de maladie plus ou moins grave et des milliards de dollars de pertes de productivité et de dégâts divers. Non seulement les coûts humains et financiers de la pollution sont importants, mais ils ont tendance à être supportés de manière disproportionnée par les pauvres. Par conséquent, lutter contre la pollution se justifie non seulement par des raisons économiques et écologiques mais aussi par des raisons d'équité.

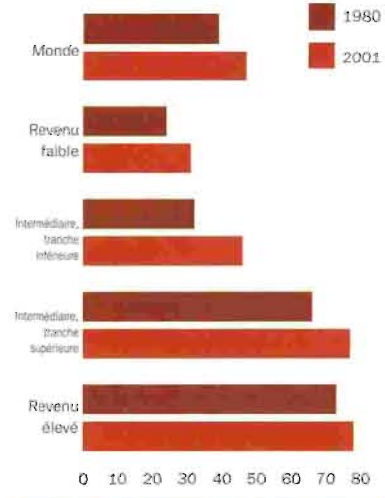
Les pays à plus faible revenu deviennent plus urbains

Part de la population urbaine mondiale



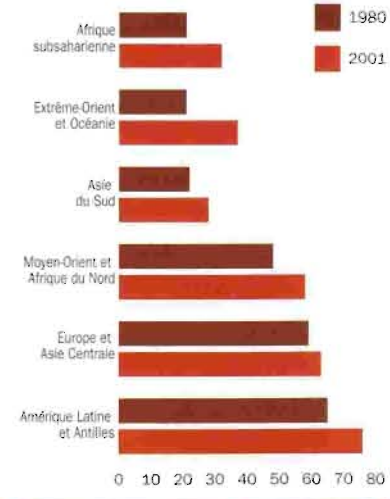
La population urbaine augmente avec le revenu

Population habitant les zones urbaines (%)

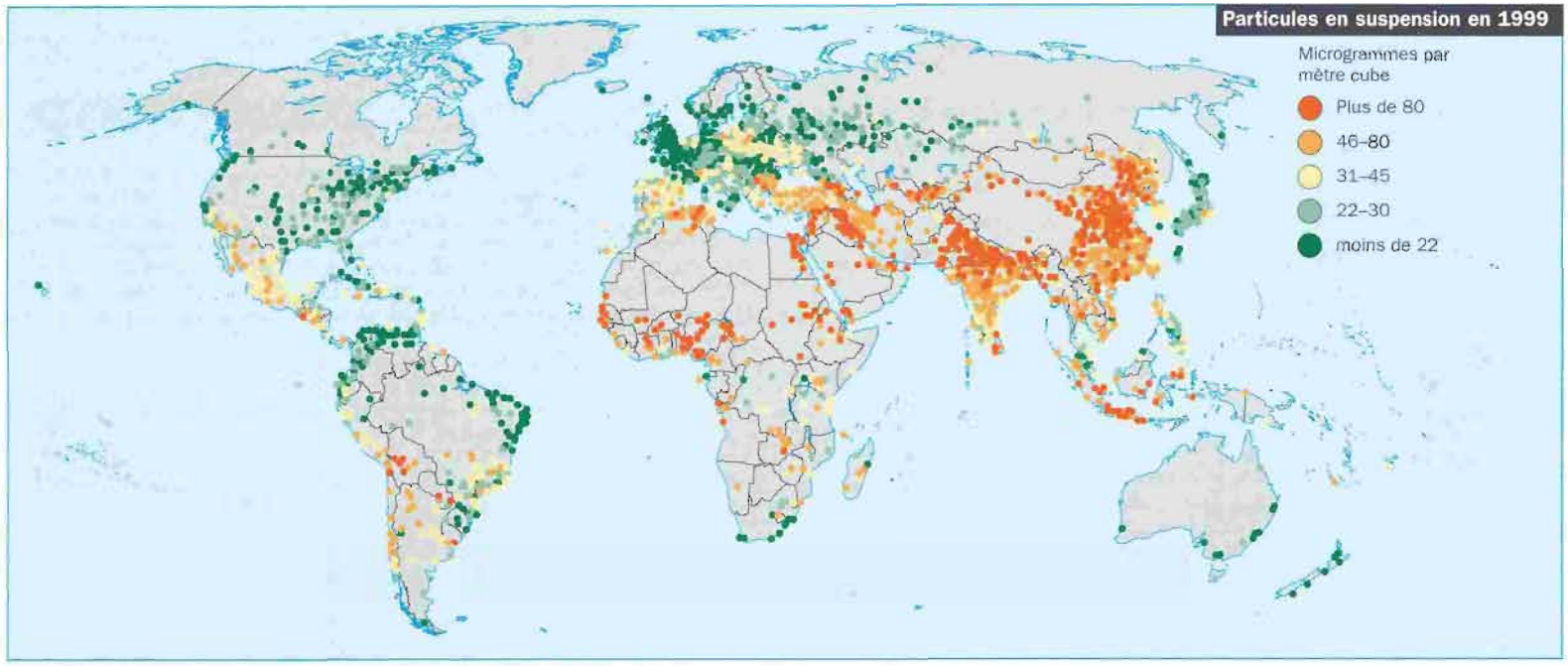


L'Amérique Latine est la région la plus urbaine - l'Asie du Sud la région la moins urbaine

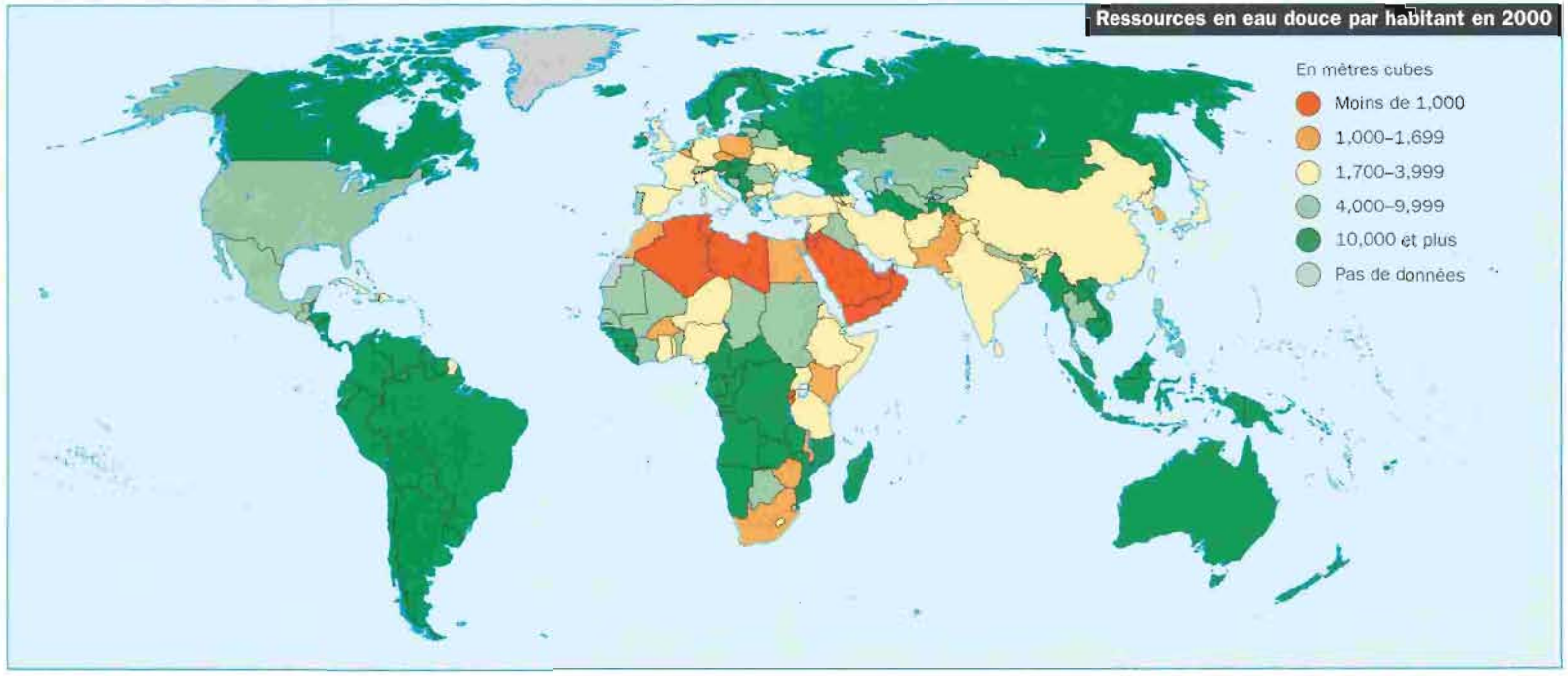
Population habitant les zones urbaines (%)



4



Les particules en suspension sont ici les fines particules en suspension capables de pénétrer profondément dans les voies respiratoires et de provoquer des problèmes de santé significatifs. La pollution par les particules, que ce soit à elle seule ou en association avec le dioxyde de soufre, entraîne un coût énorme en termes de santé humaine. Lorsque c'est le charbon qui constitue le principal combustible des centrales électriques, des aciéries et des systèmes de chauffage, il en résulte généralement des niveaux élevés de pollution atmosphérique urbaine, et, lorsque la teneur en soufre du charbon est élevée, des retombées acides à grande échelle.



L'eau joue un rôle crucial dans le développement économique - ainsi que dans la survie des écosystèmes. Cependant, plus d'un milliard d'habitants n'ont pas accès à une eau saine, et 600 millions d'entre eux vivent dans des pays qui connaissent un manque d'eau (moins de 1.700 mètres cubes d'eau par an et par habitant). Au cours de ces 25 dernières années, l'offre mondiale d'eau par habitant a diminué d'un tiers. La croissance future de l'économie et de la population entraînera un surcroit de demande en eau. D'ici 2050, la proportion de la population mondiale confrontée à un manque d'eau pourrait être multipliée par cinq.

Nombreux sont ceux qui restent pauvres

Si la notion de pauvreté recouvre des aspects divers, le revenu constitue le critère le plus courant pour la mesurer. La proportion d'habitants des pays en développement qui disposent pour vivre de moins de 1 $ par jour est descendue de 29 % en 1990 à 23 % en 1999, un chiffre qui reste inacceptable.

Les Objectifs de développement du Millénaire envisagent une réduction de moitié, d'ici 2015, de la proportion de la population disposant de moins de 1 $ par jour en 1990 : cette proportion descendrait alors à 14,5 %. Si la croissance des pays en développement est conforme aux prévisions, la proportion de pauvres devrait se réduire à 13,3 %, ce qui serait au-delà de l'objectif. Une telle croissance, basée sur de bonnes politiques et sur des investissements productifs, entraînerait une réduction du nombre de pauvres de 1,2 milliard en 1999 à 800 millions environ en 2015. Cependant, toutes les régions du monde ne sauraient y parvenir. La région Extrême-Orient et Océanie devrait atteindre l'objectif sans problème, mais le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne ne devraient pas connaître un progrès très significatif. En fait, la situation de l'Afrique subsaharienne devrait rester mauvaise. plus de 400 millions d'habitants ne disposant toujours que de moins de 1 $ par jour pour vivre.

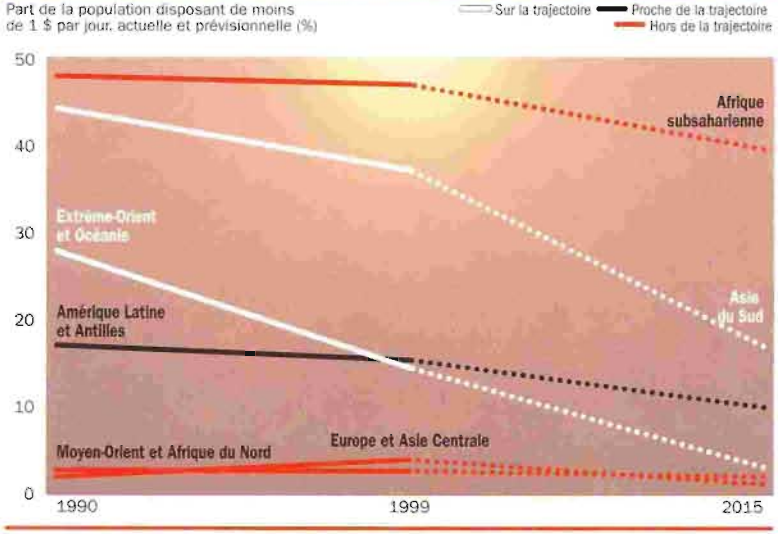
La pauvreté en chiffres

Il n'existe pratiquement jamais une seule manière de mesurer un indicateur économique, et la pauvreté en termes de revenu n'y fait pas exception. La plupart des pays fixent leur propre seuil de pauvreté. Cependant, pour mesurer comparativement la pauvreté d'un pays à un autre, un seuil de pauvreté international s'impose. Le seuil de pauvreté de 1 $ par jour a été choisi comme représentatif des seuils de pauvreté typiques qui prévalent dans un échantillon de pays à revenu faible. Ce niveau de pauvreté est parfois appelé "pauvreté extrême".

Pour estimer la pauvreté dans un pays, on convertit le seuil de pauvreté de 1 $ par jour en devise locale à l'aide des taux de change à parité de pouvoir d'achat (PPA). Cependant, les taux PPA sont eux-mêmes le produit d'un processus de collecte de données complexe au cours duquel des erreurs peuvent se produire. Par ailleurs, ces taux pouvant être calculés selon différentes méthodes, la valeur relative des dépenses d'un pays à un autre peut dépendre de la méthode utilisée.

Il convient de ne pas confondre les évaluations de la pauvreté basées sur les seuils de pauvreté internationaux avec les estimations basées sur les seuils de pauvreté nationaux. Les analyses de la pauvreté effectuées par la Banque Mondiale sont la plupart du temps basées sur les seuils de pauvreté nationaux. Le seuil de pauvreté international PPA n'est nécessaire que pour estimer la pauvreté globale de manière comparative entre les pays, en considérant de la même manière les individus ayant le même pouvoir d'achat quel que soit l'endroit où ils vivent.

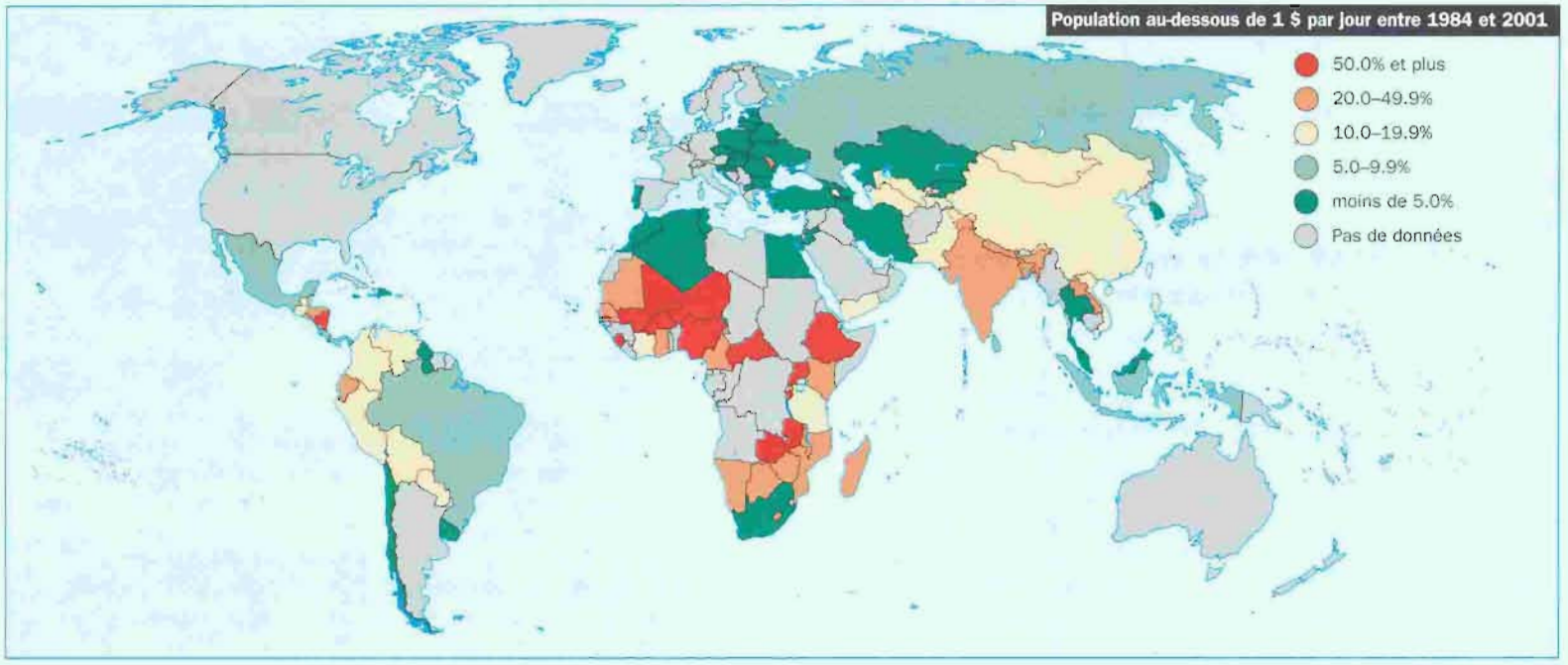
Avec une croissance soutenue, un certain nombre de régions du monde atteindront l'objectif, mais l'Afrique subsaharienne reste sérieusement mal partie.



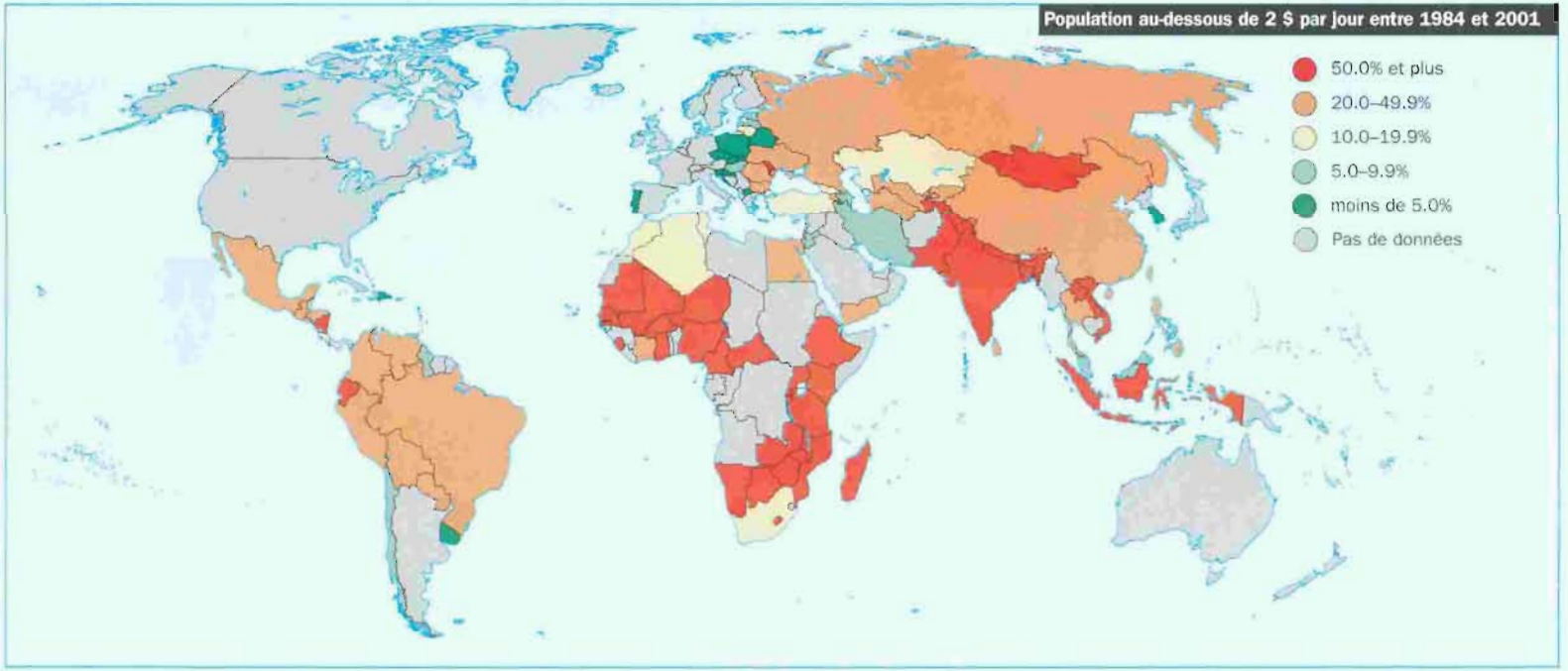
Malgré les progrès accomplis, des millions de gens se trouvent toujours dans une pauvreté extrême avec moins de 1 $ par jour - sans compter les millions de gens qui disposent de moins de 2 $ par jour pour vivre

	1990	1999	2015
Proportion d'habitants disposant pour vivre de moins de 1 $ par jour (%)			
Extrême-Orient et Océanie	30,5	15,6	3,9
Sans la Chine	24,2	10,6	1,1
Europe et Asie Centrale	1,4	5,1	1,4
Amérique Latine et Antilles	11,0	11,1	7,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,1	2,2	2,1
Asie du Sud	45,0	36,6	15,7
Afrique subsaharienne	47,4	49,0	46,0
Total	**29.6**	**23.2**	**13,3**
Proportion d'habitants disposant pour vivre de moins de 2 $ par jour (%)			
Extrême-Orient et Océanie	69,7	50,1	16,6
Sans la Chine	64,9	50,2	18,4
Europe et Asie Centrale	6,8	20,3	9,3
Amérique Latine et Antilles	27,6	26,0	18,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21,0	23,3	16,0
Asie du Sud	89,8	84,8	68,0
Afrique subsaharienne	76,0	74,7	70,4
Total	**62,1**	**55.6**	**38,1**

5



Le seuil de pauvreté fixé à 1 $ par jour (réévalué à 1,08 $ aux prix de 1993) a été accepté comme définition pratique de la pauvreté extrême dans les pays à revenu faible. On estime que 1,2 milliards d'habitants vivent au-dessous de ce seuil.



Le seuil de pauvreté fixé à 2 $ par jour (réévalué à 2,15 $ aux prix de 1993) est plus proche des seuils de pauvreté nationaux des pays à revenu intermédiaire. En 1999, on estimait que 2.8 milliards d'habitants disposaient pour vivre de moins de 2 $ par jour : soit plus que la moitié de la population totale des pays en développement.

Les Objectifs de développement du Millénaire

Les Objectifs de développement du Millénaire, adoptés à l'unanimité par les pays membres des Nations Unies en septembre 2000, résument les engagements contenus dans la Déclaration du Millénaire et leur donnent leur substance. Ils mettent en évidence la tâche essentielle du développement, améliorer le bien-être de toute la population de la planète.

Les Objectifs de développement du Millénaire sont ambitieux mais réalistes, et ils se renforcent mutuellement. Il convient de les considérer tous ensemble :

- Eradiquer la pauvreté extrême et la faim
- Obtenir une éducation primaire universelle
- Promouvoir l'égalité des sexes et affranchir les femmes
- Réduire la mortalité infantile
- Améliorer la santé maternelle
- Combattre le SIDA, la malaria et diverses autres épidémies
- Assurer la durabilité de l'environnement
- Développer un partenariat global pour le développement

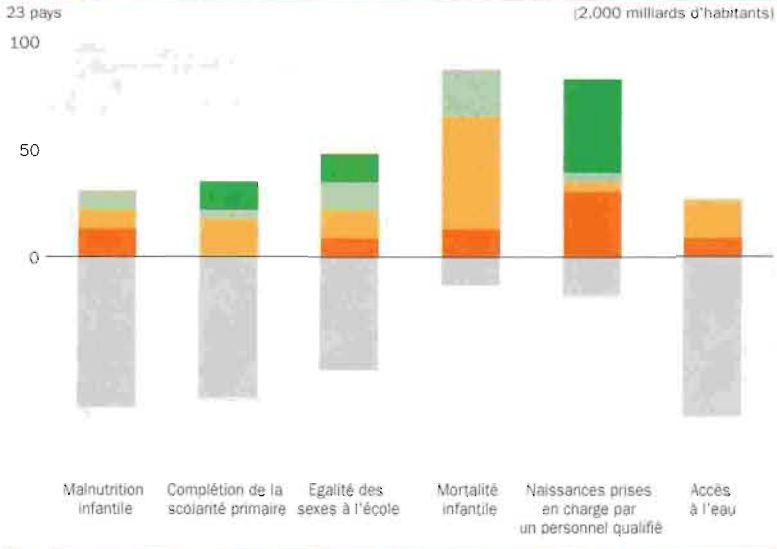
La clé du progrès dans un pays

Les Objectifs de développement du Millénaire établissent des cibles quantifiées et programmées dans le temps. Le graphique montre la proportion de pays à chaque étape du progrès mesuré par certains des indicateurs essentiels sur la période 1990-2001. Pour une liste complète des Objectifs de développement du Millénaire, des cibles et des indicateurs, voir pages 72 et 73.

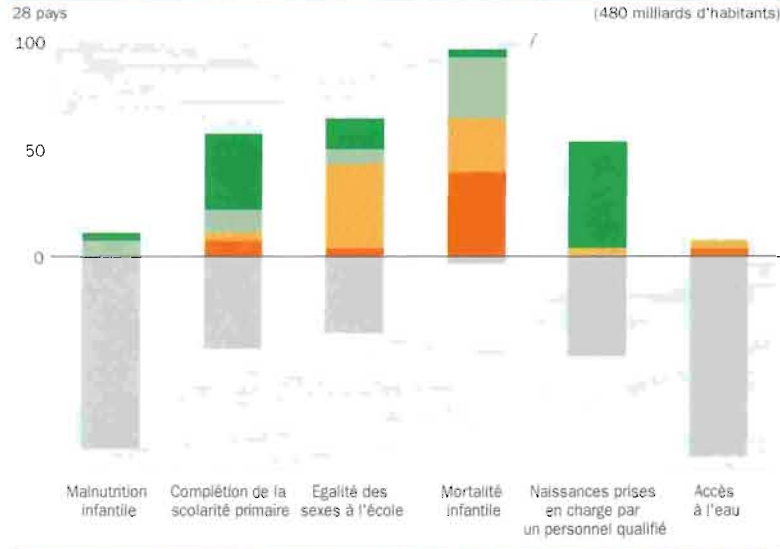
- Les pays en vert foncé ont déjà atteint l'objectif. Pour eux, il s'agit de continuer à aller de l'avant et de ne pas régresser.
- Les pays en vert clair sont en voie d'atteindre l'objectif à la date convenue.
- Les pays en orange sont en dehors de la trajectoire. A moins d'un progrès accéléré, ils ont peu de chances d'atteindre les objectifs.
- Les pays en rouge sont sérieusement en dehors de la trajectoire. Pour certains d'entre eux, les résultats ont empiré. Ils ont très peu de chances d'atteindre les objectifs.
- Les pays en gris sont ceux qui ne disposent pas des données adéquates pour mesurer le progrès. Leurs systèmes de statistiques ont besoin d'être améliorés pour pouvoir fournir une représentation complète et précise de leurs progrès.

Ceci est une évaluation de la situation actuelle, et non pas une prédiction de la situation future des différentes régions du monde.

Extrême-Orient et Océanie

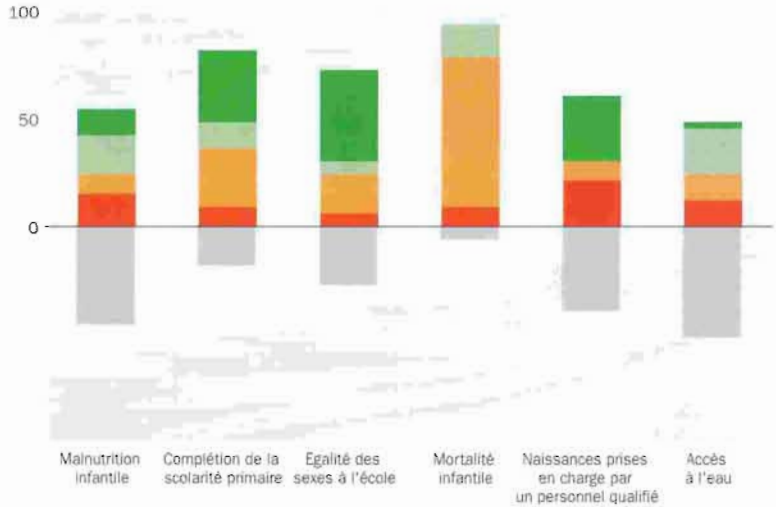


Europe et Asie Centrale



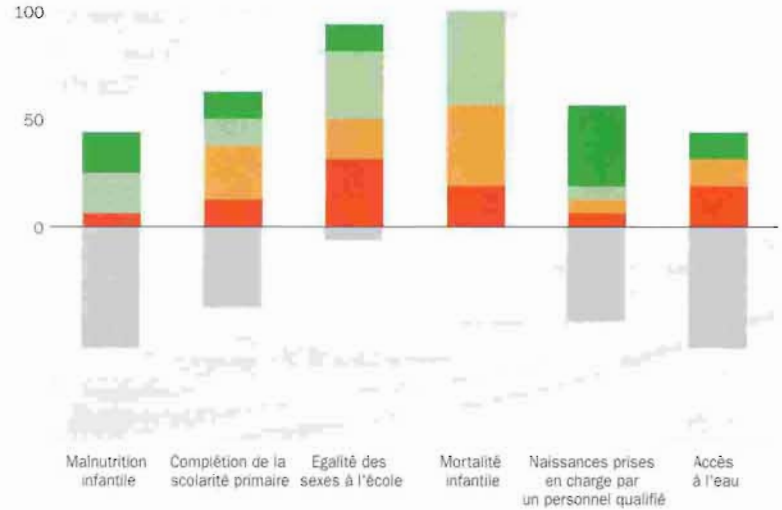
Amérique Latine et Antilles

33 pays (520 milliards d'habitants)



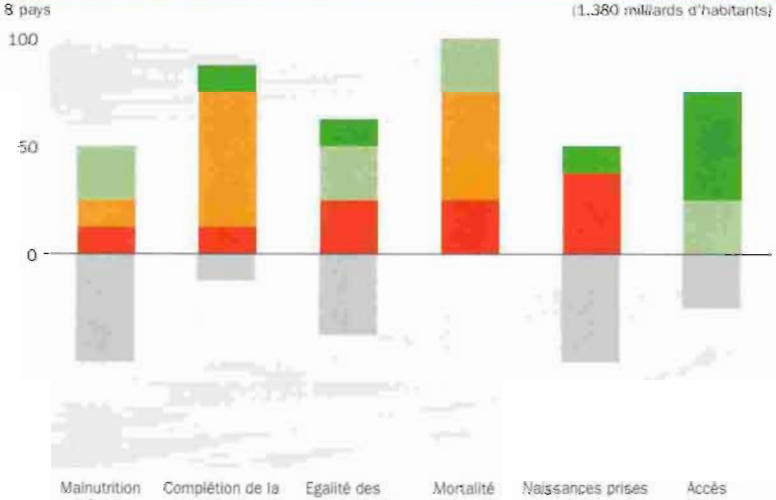
Moyen-Orient et Afrique du Nord

16 pays (300 milliards d'habitants)



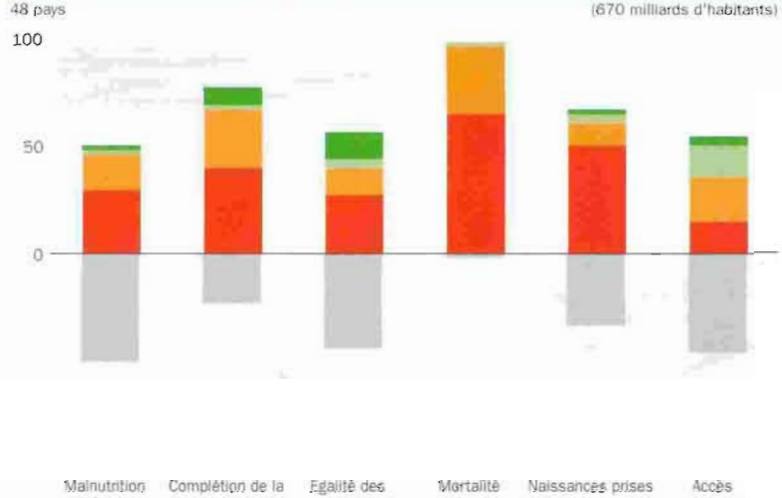
Asie du Sud

8 pays (1.380 milliards d'habitants)



Afrique subsaharienne

48 pays (670 milliards d'habitants)



Cible : réduire de moitié la malnutrition infantile entre 1990 et 2015
Indicateur : prévalence chez les enfants de moins de cinq ans.

Cible : atteindre une complétion de la scolarité primaire de 100% en 2015.
Indicateur : pourcentage des enfants qui terminent la dernière année d'école primaire.

Cible : atteindre l'égalité des sexes dans les ratios de scolarisation en 2005.
Indicateur : ratio du nombre de filles par rapport au nombre de garçons scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire.

Cible : réduire de deux tiers la mortalité infantile entre 1990 et 2015.
Indicateur : taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

Cible : atteindre une prise en charge à 90% des naissances par un personnel de santé formé d'ici 2015.
Indicateur : pourcentage de naissances prises en charge par un personnel qualifié.

Cible : réduire de moitié la proportion d'individus n'ayant pas accès à l'eau entre 1990 et 2015.
Indicateur : pourcentage de la population n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée.

L'éducation ouvre des portes

« L'éducation peut être ce qui fera la différence entre une existence misérable et la possibilité d'une existence assurée et digne de ce nom, entre un enfant qui meurt d'une maladie évitable et des familles élevées dans des environnements sains, (...) entre des pays marginalisés par la pauvreté et la guerre et l'accès à un développement sûr et durable. »

—Nelson Mandela et Graça Machel

Dans les pays en développement, l'investissement dans l'éducation est considéré comme le plus important moyen de sortir de la pauvreté, et les parents font des sacrifices considérables pour que leurs enfants restent à l'école. La raison en est que l'analphabétisme limite la capacité des individus à assurer l'emploi et à profiter des services publics. Les pauvres se rendent compte que l'alphabétisation leur permettrait de mieux gérer leur existence. Cependant, la qualité compte aussi. Pour beaucoup, l'école est devenue un motif de déception. Dans certains pays, les parents pauvres trouvent que les coûts de l'éducation sont plus grands que ses avantages.

Scolariser les enfants et faire qu'ils restent à l'école

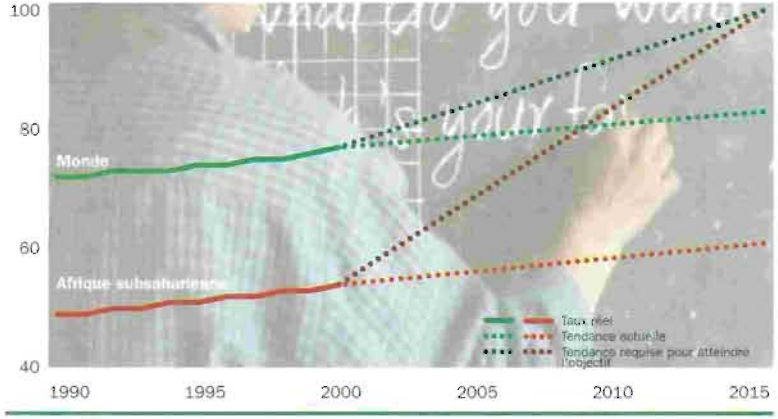
L'éducation, c'est le développement. C'est l'éducation qui crée les choix et les opportunités des individus, qui allège le double fardeau de la pauvreté et de la maladie et qui permet de s'exprimer plus efficacement au sein de la société. Au niveau d'un pays, l'éducation crée une force de travail dynamique et une citoyenneté informée, compétitive et capable de coopérer au niveau mondial, ouvrant ainsi la voie à la prospérité économique et sociale.

La Conférence des Nations Unies sur l'éducation pour tous qui s'est tenue en 1990 s'est conclue par un engagement d'atteindre une éducation primaire universelle en 2000. Cependant, en 2000, 115 millions d'enfants en âge d'aller à l'école n'y étaient toujours pas. Parmi ceux-ci, 56% étaient des filles et 94% étaient dans les pays en développement : essentiellement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les Objectifs de développement du Millénaire fixent un horizon plus réaliste mais encore difficile, 2015.

Pour pouvoir atteindre l'Objectif concernant l'éducation, les pays concernés doivent en premier lieu scolariser tous les enfants en âge d'aller à l'école. Ensuite, ils doivent faire en sorte que ces enfants restent à l'école. Si, dans leur majorité, les pays en développement ont déjà construit suffisamment d'écoles pour éduquer tous leurs enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire, seulement un quart environ de ces pays maintiennent tous ces enfants à l'école jusqu'à la fin du cycle scolaire primaire. D'après une étude de la Banque Mondiale, sur 155 pays en développement concernés par l'analyse, seuls 37 ont atteint la complétion universelle de la scolarisation primaire. D'après les tendances des années quatre-vingt-dix, on peut dire que 32 autres pays ont des chances d'atteindre cet objectif. Cependant, 70 pays risquent de ne pas l'atteindre, à moins d'un progrès accéléré. Dans plusieurs de ces pays, les taux de complétion ont stagné au cours des années récentes, ou ont même chuté.

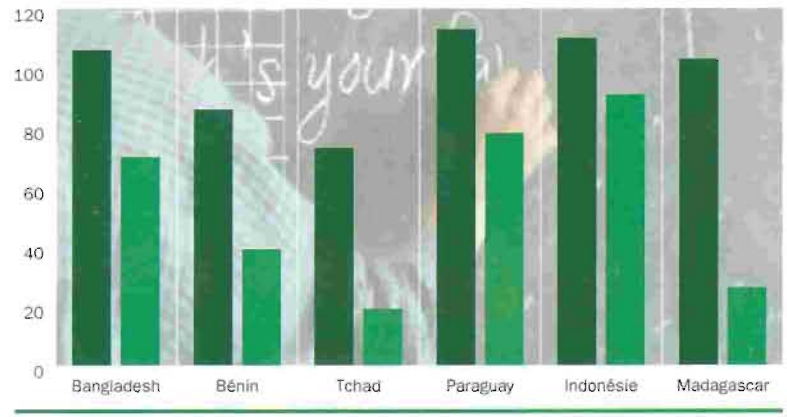
Le monde n'est pas en voie d'atteindre l'éducation primaire pour tous

Taux de complétion de la scolarité primaire (%)

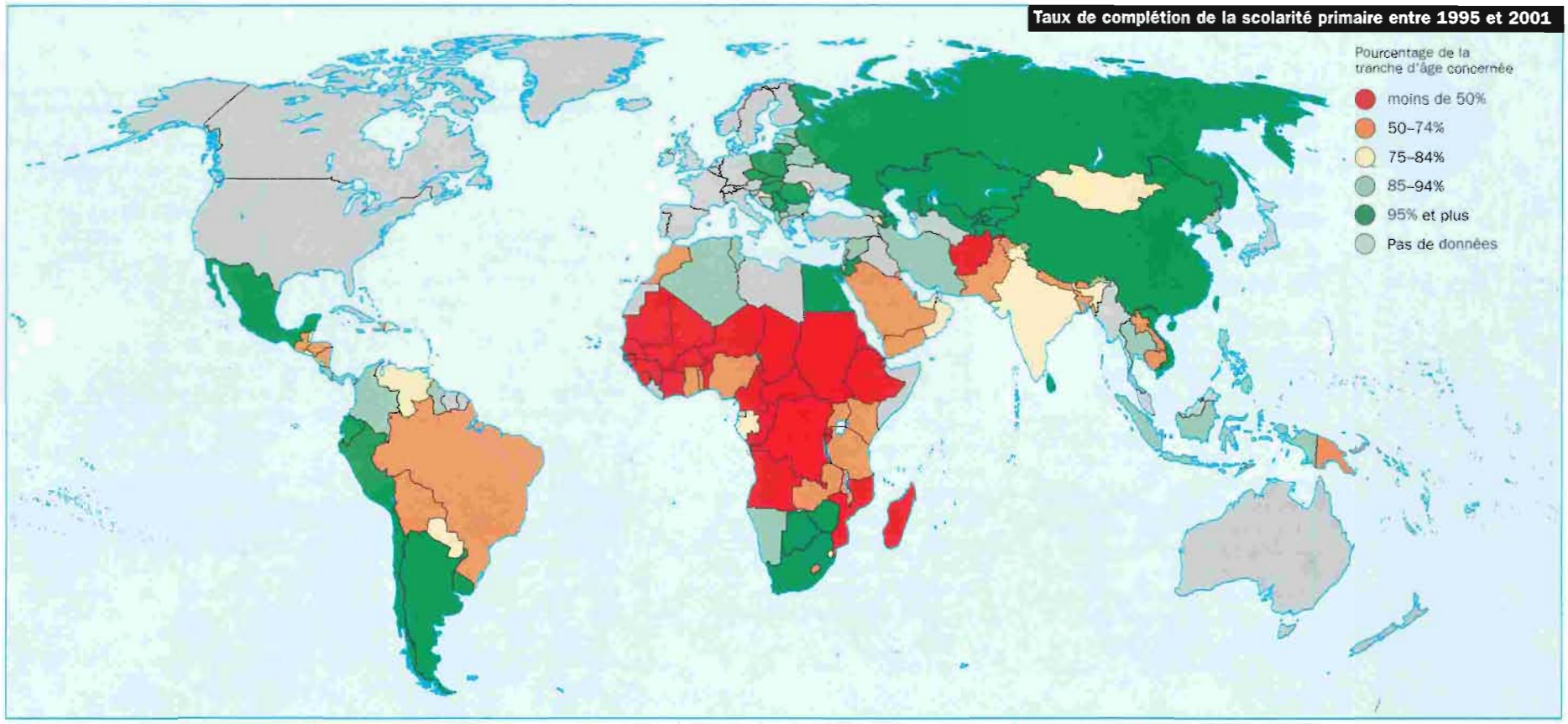


Tous ceux qui commencent l'école primaire ne la finiront pas

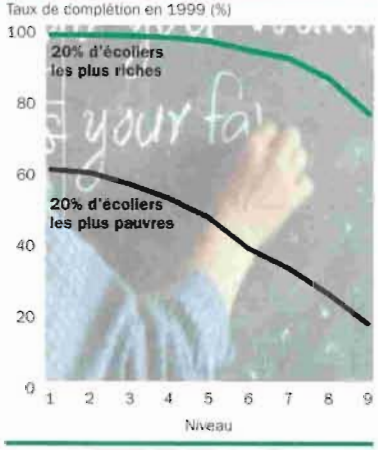
Scolarisation primaire brute et taux de complétion en 2000 (%)



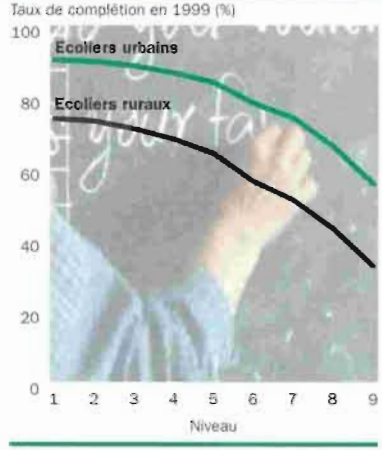
Taux de complétion de la scolarité primaire entre 1995 et 2001



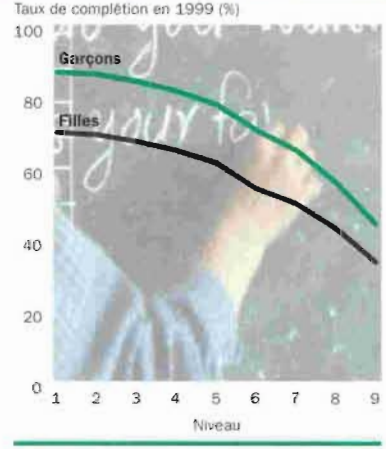
En Inde, les écoliers aisés ont bien plus de chances d'aller à l'école...



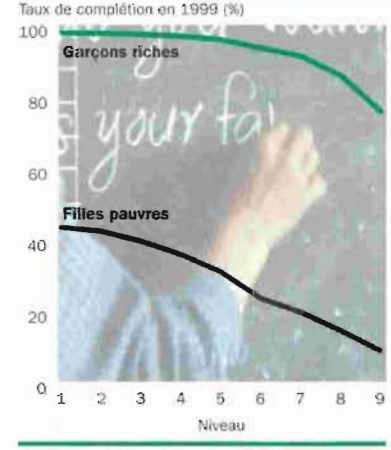
...comme les écoliers urbains...



...et les garçons...



...ce qui entraîne un écart considérable entre les garçons aisés et les filles



Les taux de complétion de la scolarité primaire mesurent la proportion d'enfants, parmi l'ensemble des enfants ayant l'âge officiel de terminer l'école primaire, qui parviennent à la fin du cycle.

Egalité des sexes et développement

L'impact des femmes sur le bien-être de leur famille et de leur société est considérable : pourtant, leur potentiel n'est pas réalisé, par suite de normes sociales, d'incitations et d'institutions légales discriminantes. Par ailleurs, si la condition féminine s'est améliorée au cours de ces dernières décennies, les inégalités entre les sexes restent importantes.

Ce sont les femmes et les filles qui supportent le coût le plus important et le plus direct, mais les inégalités qui persistent limitent la capacité des sociétés à croître, à lutter contre la pauvreté et à fonctionner de manière efficace. En 2000, 65 millions de filles n'étaient pas à l'école primaire. L'analphabétisme des mères et leur scolarisation insuffisante portent directement préjudice à leurs jeunes enfants. Les femmes qui n'ont pas eu d'éducation ont deux fois moins de chances que les mères bénéficiant d'une éducation secondaire de faire vacciner leurs enfants. L'analphabétisme féminin et la scolarisation insuffisante des filles nuisent aussi à la productivité économique. Au Kenya, si l'on relevait le niveau de l'éducation et des ressources disponibles aux femmes dans l'agriculture pour le rendre égal à celui dont bénéficient les hommes, les rendements pourraient s'accroître de pas moins de 22 %.

L'égalité des sexes est une chose importante tout au long de l'existence des femmes

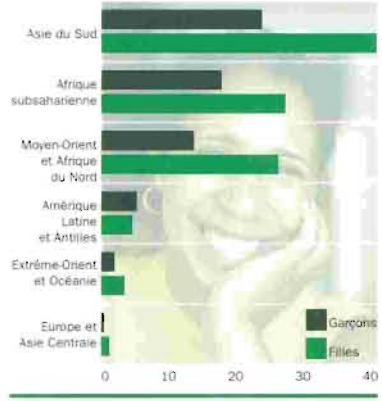
L'inégalité des sexes commence tôt et désavantage les femmes tout au long de leur existence. Dans certains pays, les filles en bas âge ont moins de chances de survivre que les garçons, en raison de la discrimination parentale et de la négligence dont elles sont les victimes - même si biologiquement, les filles en bas âge devraient survivre en plus grand nombre. Les filles risquent davantage d'abandonner l'école et de recevoir moins d'éducation que les garçons en raison de la discrimination, des dépenses d'éducation et des tâches ménagères.
Plus tard dans leur existence, leurs faibles niveaux d'éducation et les responsabilités qui sont les leurs dans les tâches ménagères empêchent les femmes d'accéder aux emplois bien rémunérés et de participer à la prise de décision. Bien que la participation des femmes à la population active ait augmenté dans presque toutes les régions du monde, les femmes occupent de manière générale les emplois mal payés et subalternes ou travaillent dans les entreprises familiales. Même lorsqu'elles travaillent dans le même secteur que les hommes, les femmes ont généralement des salaires inférieurs.
De même, la participation des femmes à la politique et au gouvernement reste limitée, et de ce fait elles peuvent difficilement y exercer une influence. Pourtant, investir dans les femmes permet de renforcer significativement le bien-être familial et la croissance économique. Les mères éduquées ont tendance à fonder une famille plus tard, à avoir moins d'enfants et à en prendre mieux soin. Par ailleurs, là où règne une égalité relative entre les femmes et les hommes, la croissance économique est généralement plus rapide et profite aux deux sexes. C'est parce que la contribution des femmes est si importante pour le développement d'un pays que des mesures actives s'imposent pour parvenir à l'égalité des sexes.

Combler l'écart entre les sexes

Tenant compte du fait que l'émancipation de la femme ne se limite pas à la salle de classe ni au ménage, les Objectifs de développement du Millénaire comprennent trois indicateurs supplémentaires de l'égalité des sexes : les taux d'analphabétisme, la proportion de femmes travaillant en dehors de l'agriculture et la proportion de sièges détenus par des femmes au parlement.

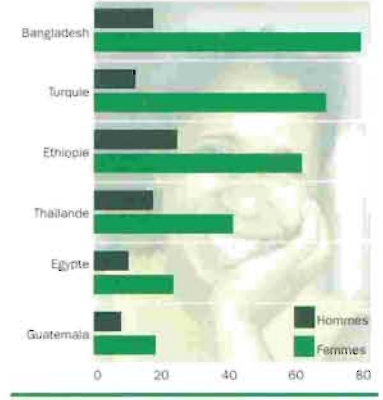
Dans la plupart des régions du monde, l'analphabétisme est plus élevé chez les jeunes

Analphabétisme chez les jeunes en 2001 (% des 15 à 24 ans)



Les femmes sont largement sur-représentées parmi les travailleurs familiaux non rémunérés

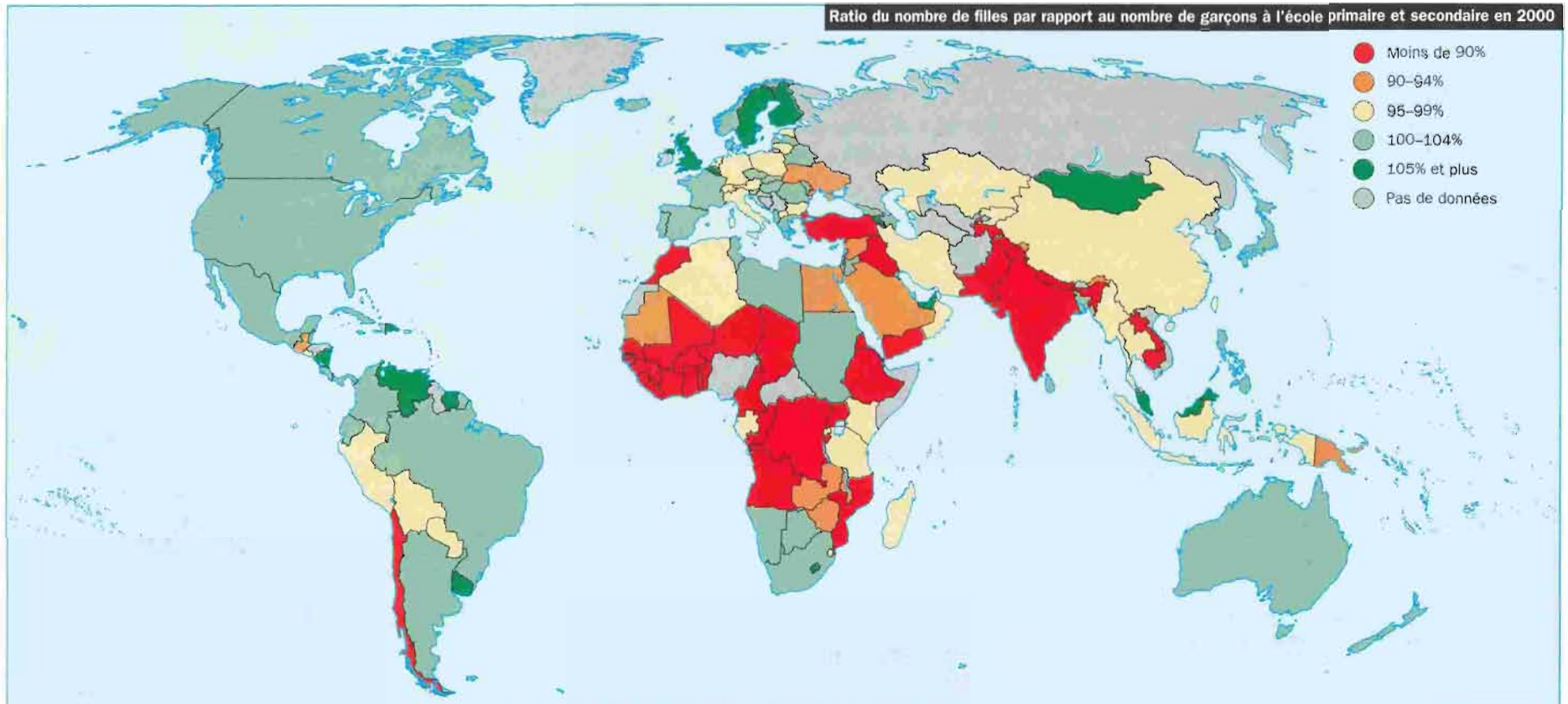
Travailleurs familiaux non rémunérés, année la plus récente disponible (% des emplois)



Les parlementaires sont en grande majorité des hommes

Part des femmes dans les sièges au parlement en 2002 (en % du total)

Ratio du nombre de filles par rapport au nombre de garçons à l'école primaire et secondaire en 2000



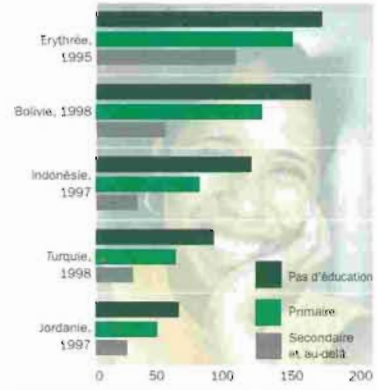
Les prêts aux femmes peuvent améliorer le bien-être familial davantage que les prêts aux hommes

Comme le montre la Grameen Bank au Bangladesh, octroyer le crédit directement aux femmes peut permettre de les émanciper au sein du ménage en les aidant à augmenter leur consommation et celle de leurs enfants et en contribuant à d'autres mesures pour le bien-être.

Progression du bien-être (% d'augmentation)	Effet de l'emprunt par les femmes	Effet de l'emprunt par les hommes
Progression de la scolarisation des garçons	6,1	7,2
Progression de la scolarisation des filles	4,7	3,0
Progression des dépenses par habitant	4,3	1,8
Réduction de la fécondité récente	3,5	7,4
Accroissement de l'offre féminine de main-d'œuvre	10,4	0,0
Accroissement des actifs non fonciers des femmes	19,9	0,0

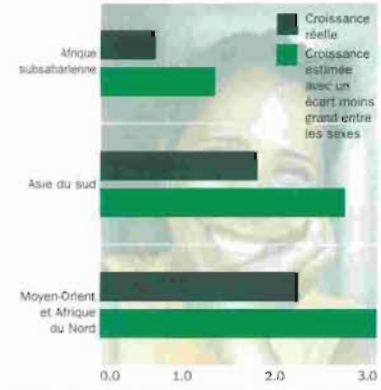
Lorsque les mères bénéficient d'un meilleur niveau d'éducation, moins d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans

Nombre de décès pour 1.000



Si l'éducation avait été plus égalitaire, la croissance aurait été plus rapide

Croissance annuelle moyenne du RNB par habitant entre 1960 et 1992



Le ratio du nombre de filles par rapport au nombre de garçons à l'école a connu une progression considérable au cours des deux dernières décennies, surtout en Amérique Latine et en Extrême-Orient. Cependant, il reste faible dans une grande partie de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne.

Les enfants de moins de cinq ans : une lutte pour la survie

Chaque année, dans les pays en développement, ce sont plus de 10 millions d'enfants qui meurent, une vaste majorité d'entre eux de causes qui pourraient être évitées grâce à des soins associés à une nutrition adaptée et à un traitement médical. La mortalité des enfants de moins de cinq ans diminue selon un taux moyen de 1 % par an.

Chez les enfants de moins de cinq ans, les taux de mortalité ont chuté de 19 % au cours des deux dernières décennies, mais dans les pays en développement ces taux restent élevés. Dans les pays à revenu faible, un enfant sur huit meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans, à comparer avec 1 enfant sur 143 dans les pays à revenu élevé. La mortalité infantile a chuté rapidement au cours des 25 dernières années, mais ce progrès s'est ralenti partout dans les années quatre-vingt-dix et rares sont les pays ayant connu une progression au cours de cette période. La situation reste préoccupante en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Aux taux d'évolution actuels, seuls quelques pays devraient atteindre l'Objectif de développement du Millénaire de réduction de la mortalité infantile à un tiers de ses niveaux des années quatre-vingt-dix. A la fin du 20e siècle, moins de 30 pays - essentiellement des pays à revenu intermédiaire - étaient en voie de l'atteindre. Les tendances actuelles laissent craindre qu'un certain nombre de pays en développement n'atteignent pas l'objectif.

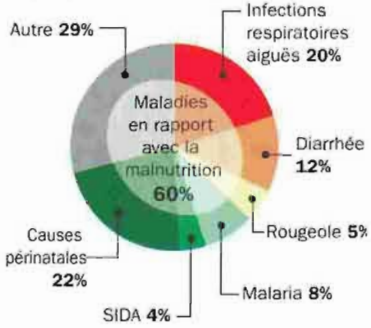
La malnutrition infantile affaiblit les enfants et réduit leur résistance à la maladie

Si les taux de mortalité infantile diminuent dans chaque région du monde, le progrès a jusqu'à présent été inégal. En 2001, 47 pays ont connu des taux de mortalité infantile supérieurs à 100 pour 1.000 naissances viables. Dix pays, dont huit en Afrique subsaharienne, ont connu des taux de mortalité de plus de 200. Un des principaux facteurs contribuant à la mortalité infantile est la malnutrition, qui affaiblit les enfants et réduit leur résistance à la maladie. La malnutrition intervient dans plus de la moitié des décès d'enfants.

Donner une éducation aux filles constitue la meilleure stratégie pour lutter contre la mortalité infantile. Les bébés dont les mères n'ont pas reçu d'éducation formelle ont deux fois plus de risque de mourir avant l'âge de cinq ans que ceux dont les mères sont allées au-delà de l'éducation primaire. Les autres mesures efficaces consistent à vacciner les enfants contre les principales maladies endémiques et à assurer à la population l'accès à des soins appropriés, à une eau sûre et à un système d'assainissement amélioré. Dans tous les pays, les plus pauvres ont moins de chances de recevoir des soins et connaissent donc les taux de mortalité les plus élevés.

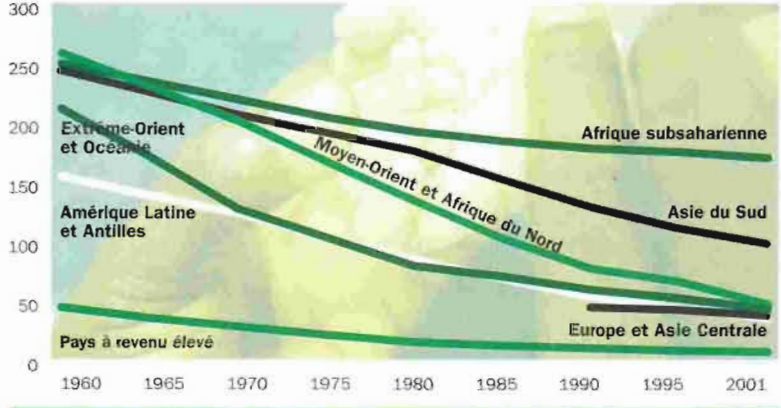
De quoi meurent les enfants ?

Nombre de décès chez les enfants de moins de cinq ans, à l'échelle mondiale, en 1999



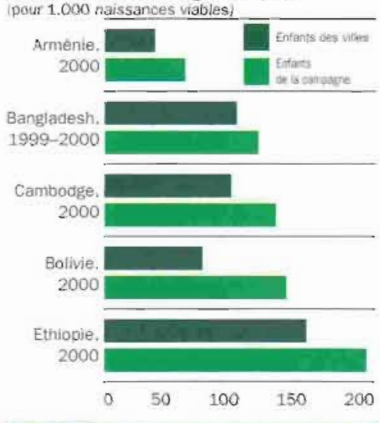
Dans les pays en développement, un grand nombre d'enfants meurent encore avant l'âge de cinq ans

Taux de mortalité avant l'âge de cinq ans (pour 1.000 naissances viables)



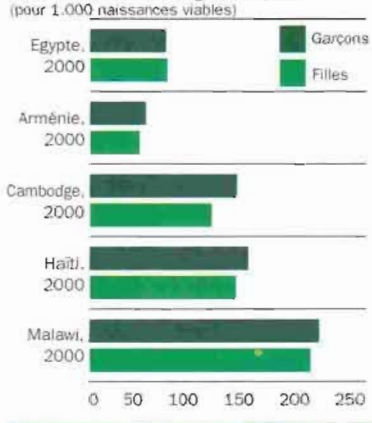
Les enfants des villes ont tendance à être en meilleure santé

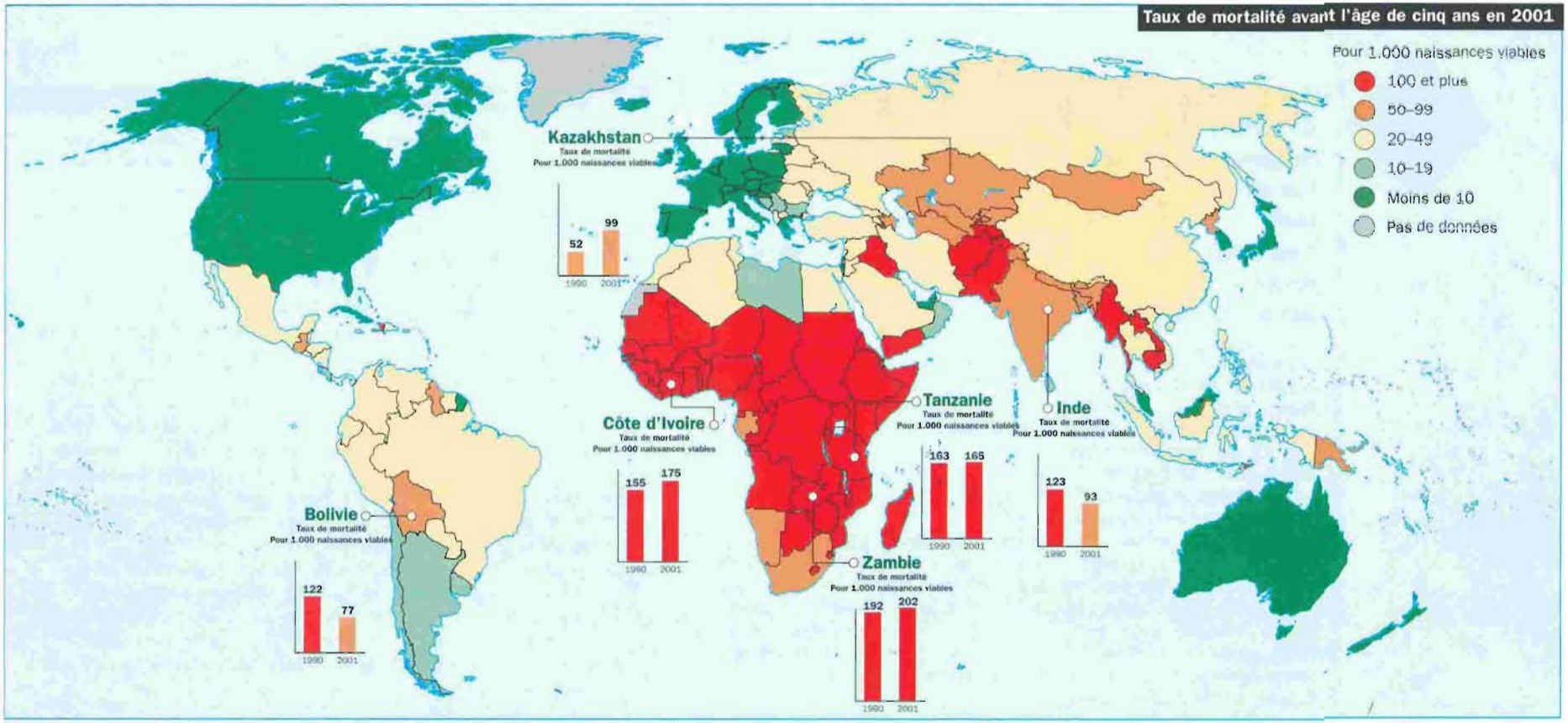
Taux de mortalité avant l'âge de cinq ans (pour 1.000 naissances viables)



Dans la plupart des régions du monde, la mortalité infantile est plus élevée chez les garçons

Taux de mortalité avant l'âge de cinq ans (pour 1.000 naissances viables)

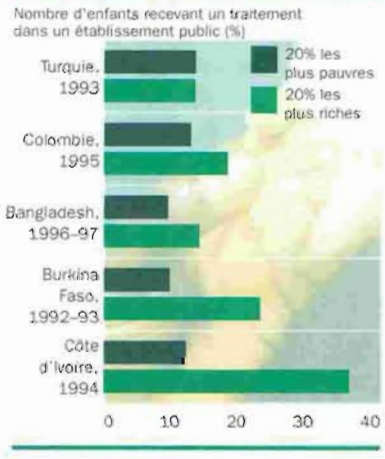




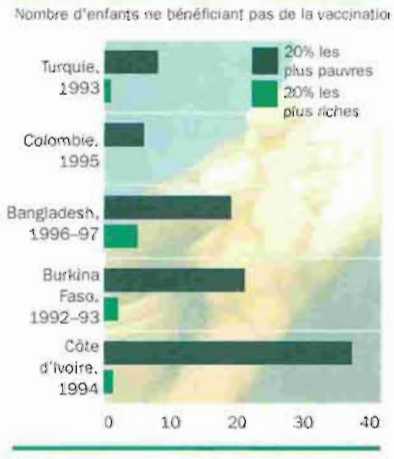
Des soins adaptés permettent de réduire la mortalité infantile

La mortalité des enfants de moins de cinq ans constitue un indicateur sensible de la disponibilité, de la qualité et de l'utilisation des soins. Par ailleurs, étant donné le lien avec le revenu par habitant, le revenu du foyer, l'éducation de la mère et la nutrition, la mortalité des enfants de moins de cinq ans est aussi un bon indicateur du développement socioéconomique global d'une collectivité.

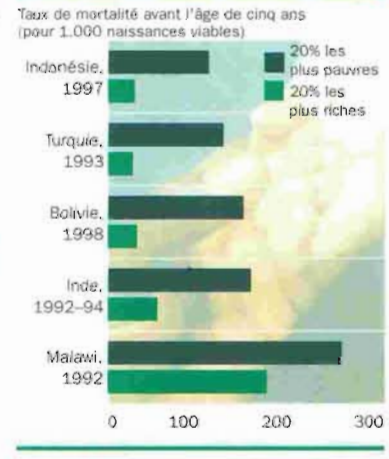
Les enfants riches bénéficient d'un meilleur accès au traitement de la diarrhée...



... et à la vaccination



Aussi risquent-ils moins de mourir



La mortalité infantile a chuté rapidement au cours des 25 dernières années, mais ce progrès s'est ralenti partout dans les années quatre-vingt-dix. Les taux de mortalité avant l'âge de cinq ans restent élevés dans les pays en développement, et dans un petit nombre de pays la mortalité infantile a même augmenté.

Une meilleure santé pour les mères

Dans le monde, plus de 50 millions de femmes souffrent de mauvaises conditions sanitaires de reproduction et de graves maladies et invalidités liées à la grossesse. Par ailleurs, chaque année, plus de 500.000 femmes meurent des complications de la grossesse ou de l'accouchement. Ces décès surviennent pour la plupart en Asie, mais c'est en Afrique que le risque de décès est le plus élevé.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels les taux de fécondité sont élevés, le risque de mourir en couches pour les femmes, sur l'ensemble e leur existence, est de 1 sur 16, à comparer avec un risque de 1 sur 2 000 dans les pays d'Europe à faible taux de fécondité et de 1 sur 3 500 en Amérique du Nord. Dans un certain nombre de pays, ces taux de mortalité élevés pour les mères sont la conséquence d'une inadéquation des soins de la reproduction pour les femmes. Ces risques qu'une fécondité élevée pose à la santé maternelle se trouvent aggravés par le fait que les grossesses ne sont pas planifiées et que les naissances ne sont pas espacées de manière satisfaisante. Même lorsque les taux de fécondité sont faibles, la programmation et l'espacement des grossesses méritent une grande attention, ainsi que le fait de savoir dans quelle mesure elles sont désirées. Une contraception pour limiter, pour espacer ou pour programmer les grossesses peut permettre de réduire ces risques.

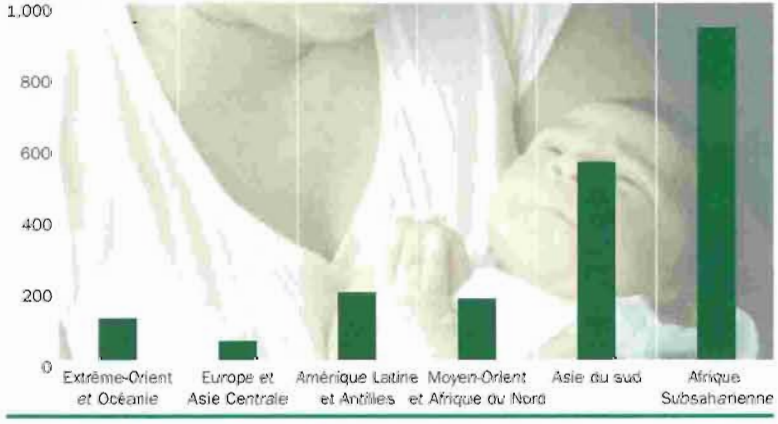
Pourquoi les mères meurent ?

Les taux élevés de mortalité des mères, dans une grande partie des pays en développement, sont la conséquence d'une grave négligence de la santé de la reproduction, en particulier chez les femmes les plus pauvres, ainsi que d'interventions inefficaces. La mortalité maternelle reflète les disparités entre le statut des hommes et le statut des femmes dans la société ainsi que les inégalités d'accès aux ressources de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Les récents progrès concernant la santé des mères dans les pays en développement ont été inégaux, les taux de mortalité en couches restant globalement constants. Un meilleur accès au planning familial peut permettre de réduire le taux de mortalité en couches en réduisant le nombre de grossesses. Sans compter la contraception, les femmes doivent pouvoir accéder à tout un ensemble de services. Le moyen essentiel de prévenir les décès des mères est de permettre un accès rapide aux soins obstétriques d'urgence, notamment au traitement des hémorragies, des infections, de l'hypertension et des obstructions du travail. Il importe aussi de faire en sorte qu'à chaque accouchement soit présent un sage-femme, une infirmière ou un médecin. Dans les pays en développement, seulement la moitié environ des accouchements sont pris en charge par un personnel de santé qualifié.

Un personnel qualifié doit bénéficier de l'environnement adéquat. Un grand nombre de femmes n'accèdent pas aux traitements vitaux (antibiotiques, chirurgie, transport vers un centre médical), surtout dans les zones rurales. Ces femmes n'ont souvent pas l'argent nécessaire pour payer les soins et le transport, ou parfois elles n'ont tout simplement pas la permission de leur mari pour chercher des soins.

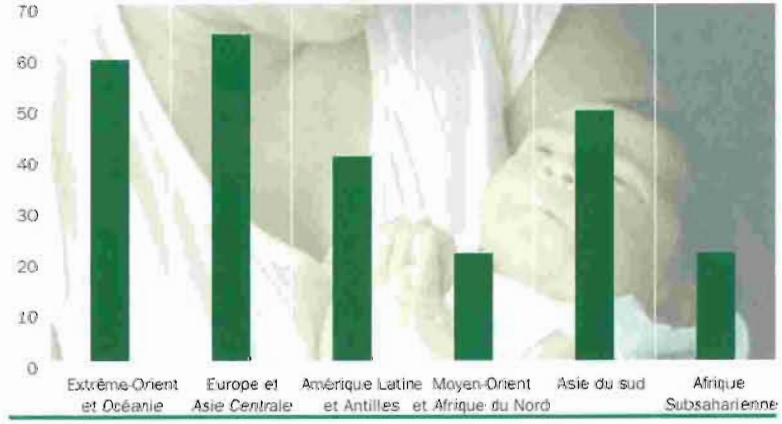
L'Afrique subsaharienne souffre d'un nombre considérable de décès des mères

Nombre de femmes qui meurent au cours de leur grossesse ou à l'accouchement en 2000 (pour 100.000 naissances viables)

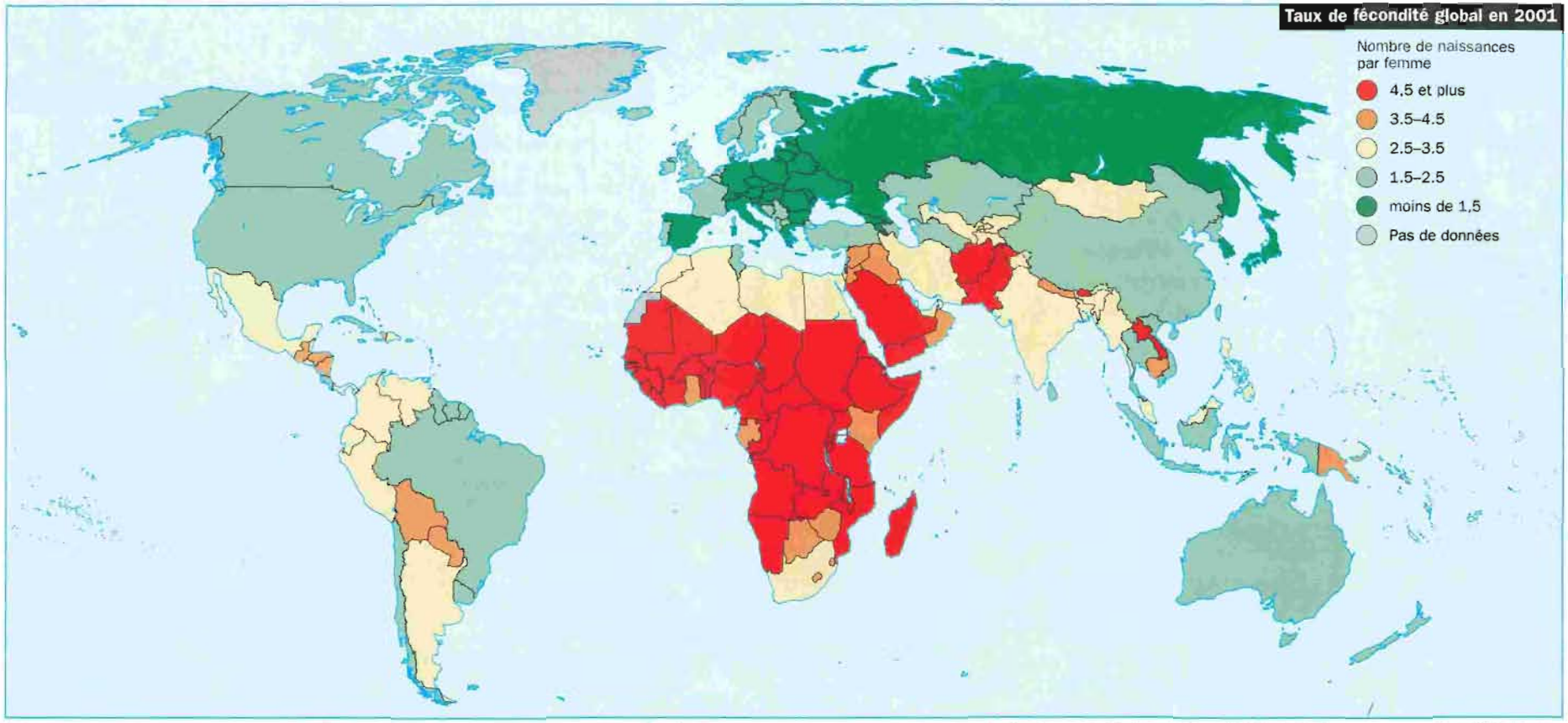


Le recours à la contraception est bien plus rare au Moyen-Orient et en Afrique

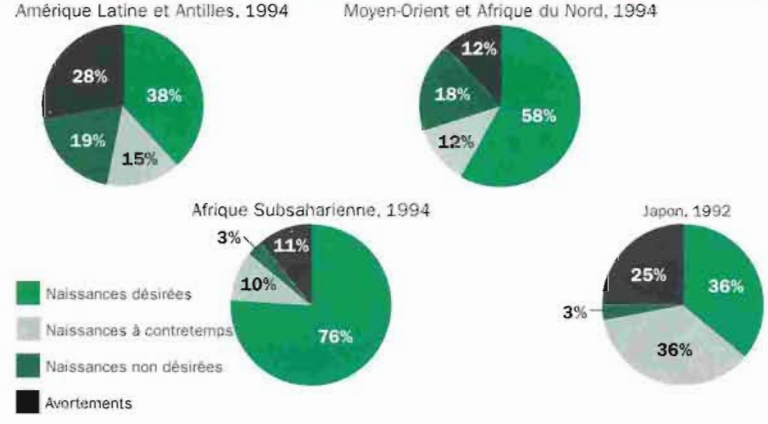
Proportion de femmes utilisant la contraception ou dont le partenaire l'utilise, entre 1991 et 2000 (%)



Taux de fécondité global en 2001

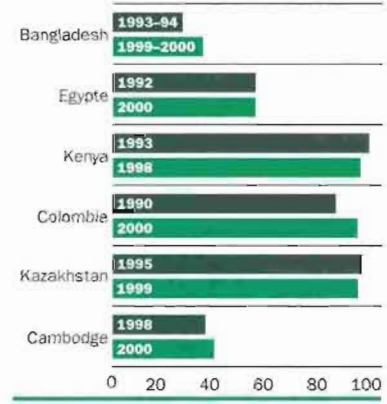


Un grand nombre de grossesses se terminent par des avortements ou par des naissances non programmées



Les soins médicaux font souvent défaut au cours de la grossesse

Proportion de femmes enceintes de 15 à 49 ans recevant des soins prénatals (%)



Les femmes les plus riches ont davantage de chances de bénéficier de la prise en charge d'une personne qualifiée

Proportion de naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié (%)

Le taux de fécondité global, le nombre d'enfants qu'aura une femme au cours de son existence, a un impact important sur la santé de celle-ci. Dans les pays qui connaissent un taux de fécondité élevé, au cours de sa période de fécondité, une femme risque la mort en couches à plusieurs reprises.

Les fléaux mondiaux

Le SIDA, la tuberculose et la malaria sont les plus grands fléaux du monde, et leur impact s'exerce toujours avant tout sur les pays pauvres et sur les populations pauvres. Les interférences entre ces maladies aggravent encore leur impact. Des programmes efficaces de prévention et de traitement permettraient de sauver des vies, de réduire la pauvreté et d'aider les pays à se développer.

Le fardeau économique que représentent des épidémies comme la tuberculose, la malaria et le SIDA pour les familles et les collectivités est énorme. Selon les estimations, la tuberculose coûte au patient moyen une perte de trois à quatre mois de salaire, ce qui représenter jusqu'à 30 % du revenu annuel du ménage. En Afrique, la malaria ralentit la croissance économique d'environ 1,3 % par an. En raisonnant sur une période de 35 ans, dans les pays dans lesquels la malaria est endémique, cela signifie que le PIB est inférieur d'environ un tiers à la valeur qu'il aurait pu avoir. Par ailleurs, lorsque la prévalence du SIDA atteint 8 % - comme c'est le cas dans 13 pays d'Afrique aujourd'hui - le coût pour la croissance économique est estimé à environ 1% par an. Dans les pays les plus pauvres, le coût budgétaire annuel n'est pas inférieur à 2 ou 3 fois le PIB par habitant (en l'absence d'anti-rétrovirus).

De graves menaces sur la santé publique

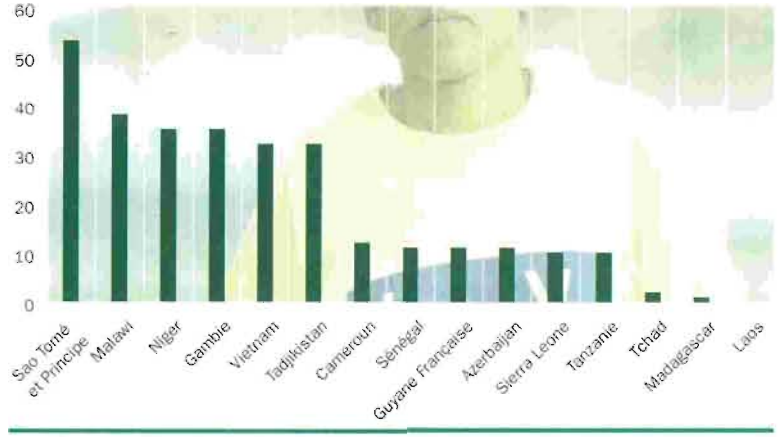
Avec une estimation de 42 millions d'habitants atteints du SIDA et plus de 20 millions de décès, cette épidémie représente une grave menace pour la santé publique et le développement. Dans un certain nombre de pays, elle est en train d'annihiler rapidement les résultats de 50 ans de développement, en contaminant les jeunes de façon disproportionnée et en tuant les adultes dans la fleur de l'âge. Selon les prévisions de l'UNAIDS, entre 2002 et 2010, 45 millions d'individus supplémentaires seront contaminés par le SIDA dans les pays en développement, plus de 40% des cas se produisant dans la région Extrême-Orient et Océanie.

La tuberculose est la principale cause de mortalité à partir d'un seul agent infectieux chez les individus de 15 à 45 ans. C'est en Afrique que l'on enregistre les taux de tuberculose les plus élevés, mais c'est l'Asie qui supporte la plus lourde charge en valeur absolue, et l'épidémie est en train de s'aggraver en Europe et en Asie Centrale. Les pauvres y sont particulièrement vulnérables, en raison de leurs problèmes de santé sous-jacents et de leur accès limité aux traitements. Par ailleurs, les personnes dont le système immunitaire est affaibli sont davantage exposées : dans certains pays d'Afrique subsaharienne, jusqu'à 60% des patients atteints de tuberculose sont séropositifs.

La malaria est endémique dans plus de 100 pays. Elle affecte les pauvres de manière disproportionnée, et elle contribue à la pauvreté en réduisant la productivité des personnes contaminées et de ceux qui s'en occupent. Environ 60% de l'ensemble des décès dus à la malaria se produisent parmi les 20 % les plus pauvres de la population mondiale.

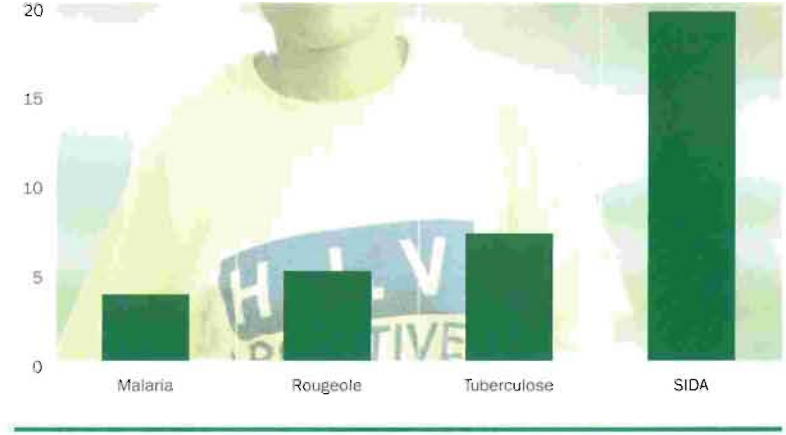
Les moustiquaires permettent de maintenir à distance les moustiques

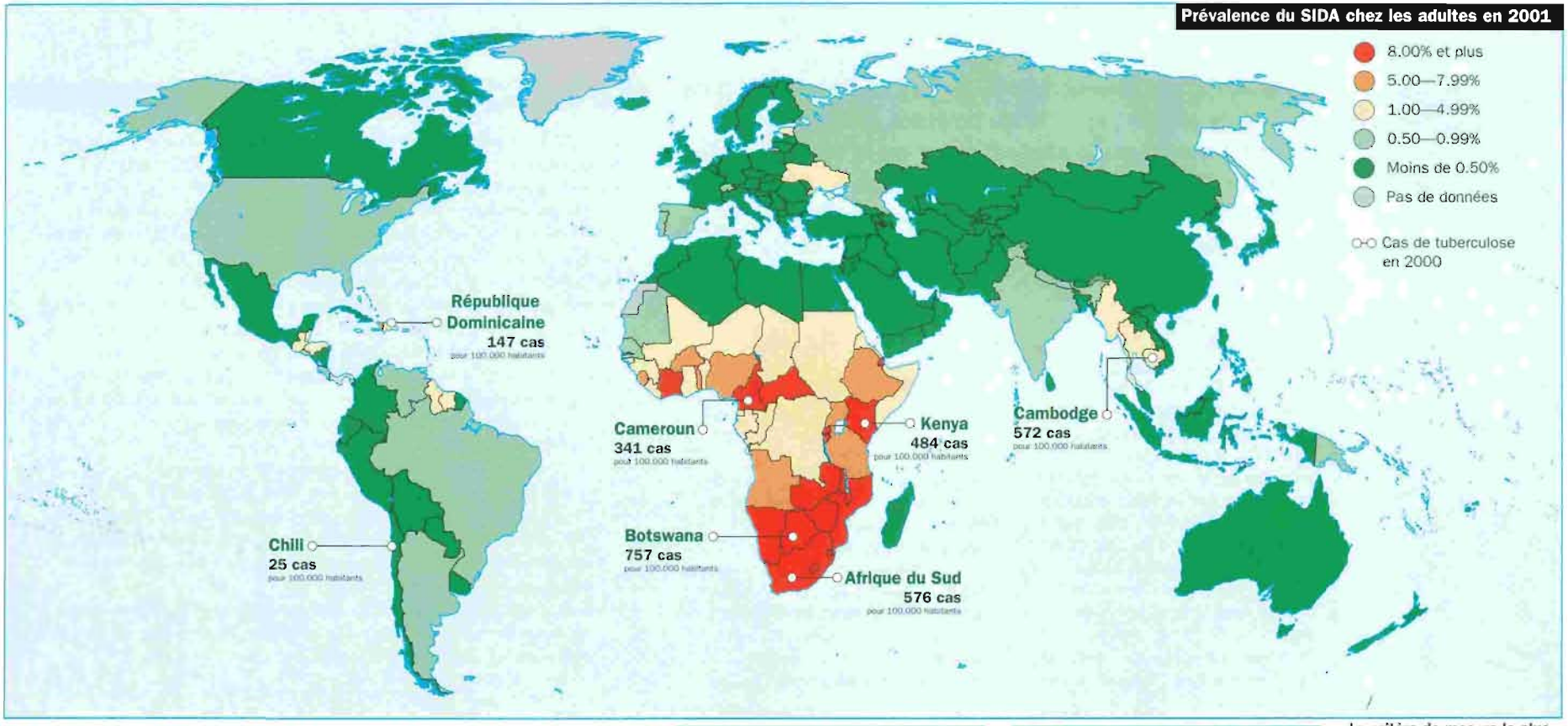
Proportion d'enfants de moins de cinq ans qui dorment sous une moustiquaire traitée à l'insecticide (%)



La prévention de l'infection permet de sauver de nombreuses années de

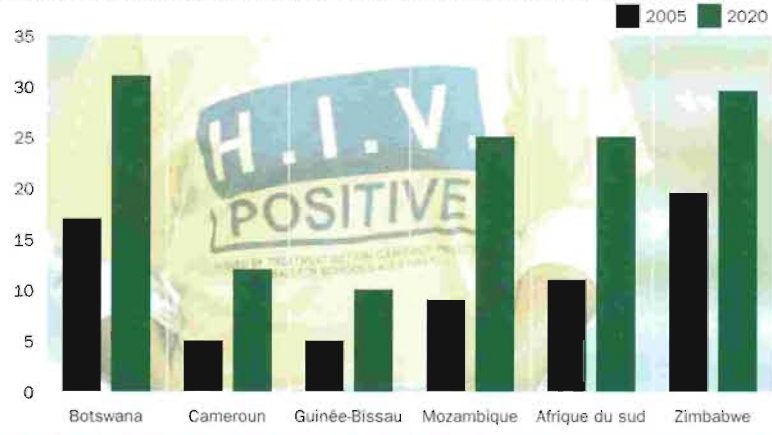
Nombre d'années d'espérance de vie perdue





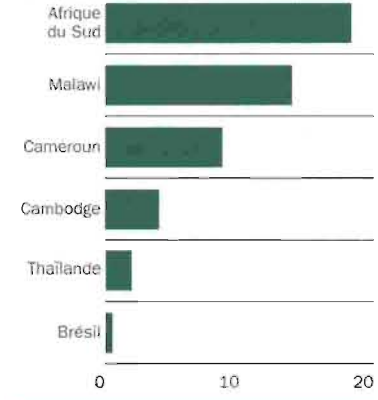
Dans plusieurs pays d'Afrique, le SIDA est en train de décimer la population active

Population active perdue à cause du SIDA d'ici 2005 et 2020, pour une sélection de pays d'Afrique (%)



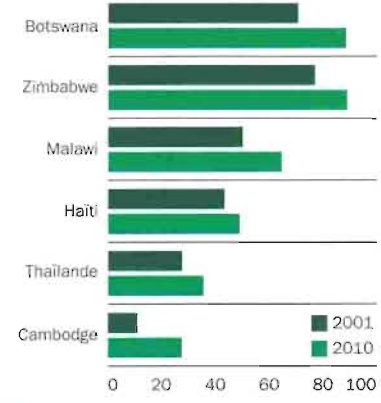
Il est aussi en train de réduire l'espérance de vie...

Impact du SIDA sur l'espérance de vie à la naissance entre 2000 et 2005 (nombre d'années perdues par rapport au cas d'"absence de SIDA")



...et de laisser un grand nombre d'enfants orphelins

Nombre d'orphelins du SIDA par rapport au nombre total d'orphelins, pour une sélection de pays



Le critère de mesure le plus usuel pour l'épidémie de SIDA est le pourcentage d'adultes atteints du virus HIV. Le SIDA réduisant la résistance à la tuberculose, la carte montre aussi, pour une sélection de pays, le taux de prévalence de la tuberculose.

L'éducation comme vaccin

L'éducation des jeunes mérite la plus haute priorité dans un monde affligé par le SIDA. En effet, l'éducation constitue le moyen le plus efficace - et le plus rentable - de prévenir de nouveaux cas. Cependant, dans les pays en développement, cette maladie est en train de détruire les systèmes d'éducation.

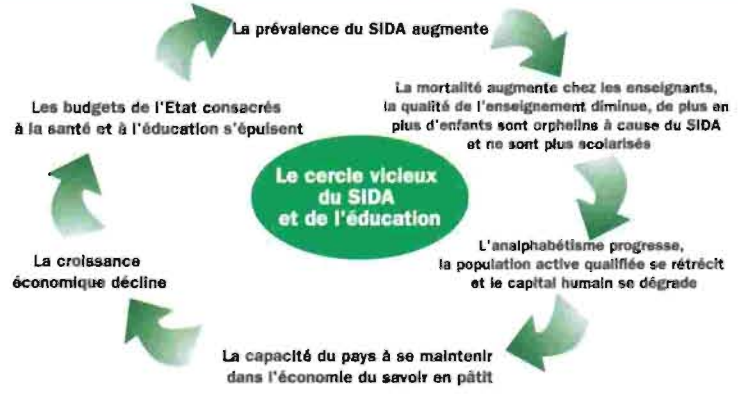
C'est en Afrique que le SIDA semble causer le plus de dégâts à l'offre et à la qualité de l'éducation. Les taux de mortalité y sont en nette hausse parmi les enseignants et les administrateurs, à tous les niveaux. On estime qu'en Afrique subsaharienne, en 1999, 860 000 enfants ont perdu des professeurs à cause du SIDA. Par ailleurs, un certain nombre d'enseignants sont malades, inefficaces ou sous-qualifiés, du fait que les écoles doivent faire avec le personnel disponible ou rogner sur la formation. L'impact de l'épidémie sur la demande en éducation est moins évident. Dans presque tous les pays en développement, on anticipe une croissance des populations en âge d'être scolarisées, bien qu'elles ne puissent qu'être moins importantes que ce qu'elles seraient en l'absence du SIDA. Ce n'est que dans les pays les plus durement touchés que les populations en âge d'être scolarisées seront moins importantes en 2015. Cependant, dans tous les pays, les orphelins du SIDA ont moins de chances d'être scolarisés et risquent davantage d'abandonner l'école.

L'éducation peut protéger les filles et les femmes du SIDA

Les filles et les jeunes femmes sont très vulnérables au SIDA - et elles le sont davantage encore lorsque l'éducation leur fait défaut. Les filles sont plus exposées que les garçons en raison des inégalités de situation, de pouvoir et d'accès aux ressources entre les sexes. L'éducation fait partie des outils les plus puissants pour réduire les facteurs sociaux et économiques de vulnérabilité qui font que les femmes sont plus exposées au risque de SIDA que les hommes. Une analyse des enquêtes de démographie et des enquêtes auprès des ménages menées dans 32 pays depuis le début des années quatre-vingt-dix a montré que près de la moitié des l'ensemble des femmes analphabètes n'avaient pas les connaissances élémentaires leur permettant de se protéger elles-mêmes contre le SIDA. Des études ont aussi montré les faits suivants :

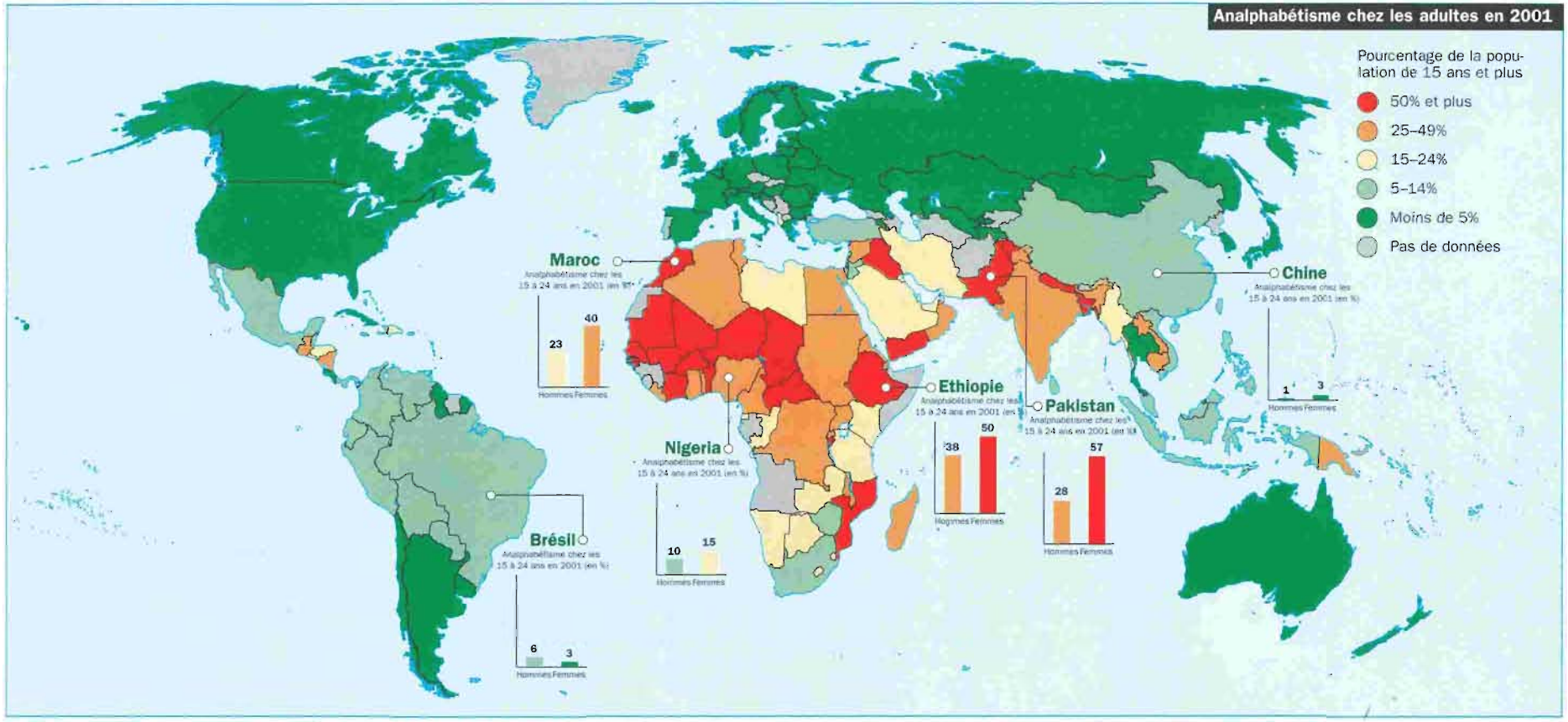
- Les femmes ayant reçu une éducation post-secondaire ont trois fois plus de chances que les femmes n'ayant pas reçu d'éducation de savoir que le HIV peut être transmis par mère à son enfant.
- Au Zimbabwe, l'éducation secondaire a un effet protecteur contre la contamination par HIV pour les femmes atteignant au moins l'âge adulte.
- Dans 17 pays d'Afrique et 4 pays d'Amérique Latine, les filles qui ont reçu une meilleure éducation ont tendance à commencer à avoir des rapports sexuels plus tard, et ont plus de chances d'exiger de leur partenaire qu'il utilise des préservatifs.
- En Ouganda, les taux de contamination ont chuté parmi les jeunes femmes, pour tous les niveaux d'éducation - cependant, cette diminution est plus forte chez celles qui ont reçu une éducation secondaire.

Pourquoi une action contre le SIDA est si urgente pour l'éducation



En Afrique, un grand nombre d'enseignants mourront du SIDA

Pourcentage d'enseignants qui mourront du SIDA, pour une sélection de pays d'Afrique, entre 2000 et 2010

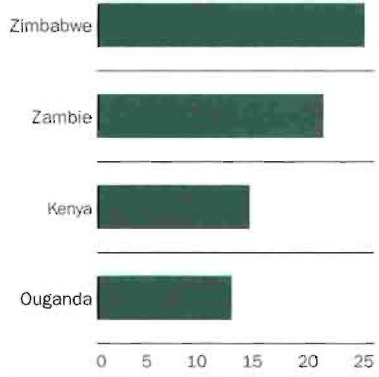


L'éducation : une fenêtre d'espoir

Une éducation de base peut permettre d'informer les enfants et les jeunes et de les rendre capables de prendre des décisions concernant leur vie, de faire évoluer leur comportement à long terme et de leur donner l'opportunité d'acquérir une indépendance économique. Ainsi, en renforçant les systèmes d'éducation, un pays peut ouvrir une fenêtre d'espoir sans équivalent pour échapper à la calamité du SIDA.

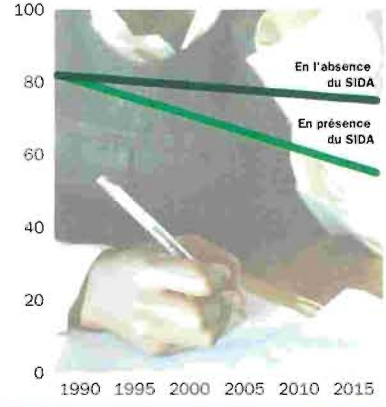
Le SIDA réduit la demande de scolarisation

Prévision de la réduction de l'effectif de la population en âge d'être à l'école primaire pour 2010, pour une sélection de pays d'Afrique (en %)



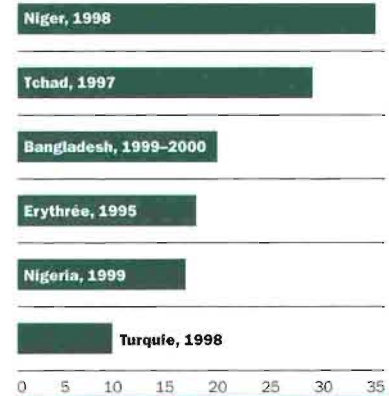
Les taux de scolarisation seraient plus élevés sans le SIDA

Ratio net de scolarisation en Zambie (%)



Les hommes en savent davantage que les femmes à propos du SIDA

Nombre de points de pourcentage par lequel la connaissance des hommes dépasse celle des femmes



Les analphabètes ont moins de chances de comprendre comment les maladies se transmettent et comment ils peuvent se protéger. Il est aussi présenté, pour une sélection de pays, des taux d'analphabétisme concernant une tranche d'âge plus étroite : pour les hommes et les femmes de 15 à 24 ans - la tranche d'âge qui est particulièrement vulnérable au SIDA.

Une terre finie et davantage de bouches à nourrir

La terre constitue une des ressources naturelles les plus importantes dans le monde, et pourtant elle est de plus en plus dégradée - principalement en raison des activités humaines. Et si dans la plupart des régions du monde, la croissance de la production alimentaire dépasse la croissance démographique, la demande en nourriture est en augmentation et une grande partie de la population mondiale a faim.

Le fait que le monde continuera ou non de pouvoir se nourrir dépendra largement de la manière dont seront gérées la terre et les autres ressources naturelles. La croissance démographique mondiale implique une poursuite de la pression intense sur le territoire, surtout en Afrique et en Asie. Il est donc nécessaire d'augmenter les récoltes et le rendement du bétail et d'intensifier l'exploitation des terres. Par ailleurs, il est nécessaire de rendre les processus de récolte et de traitement des produits agricoles plus efficaces. Cependant, les prévisions actuelles indiquent que pour satisfaire la demande croissante en nourriture, il sera aussi nécessaire d'accroître les surfaces de terres arables dans les pays en développement. Cela peut se faire en convertissant d'autres forêts et terres boisées ou en mettant en culture des surfaces semi-arides fragiles. L'une et l'autre approche soulèvent de graves problèmes écologiques.

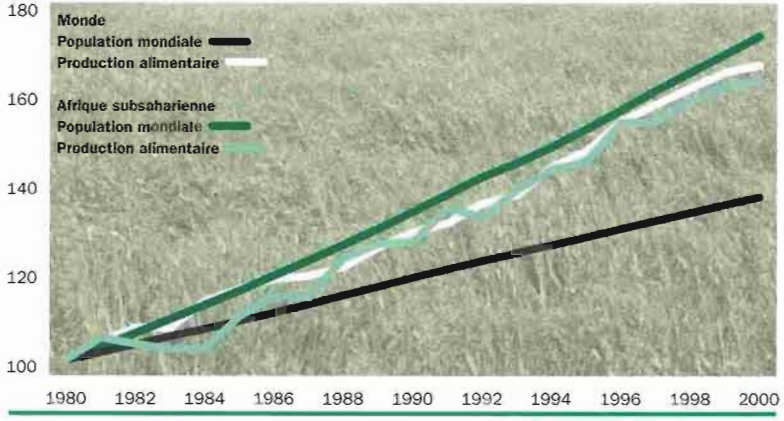
Les causes et les limites de la dégradation des terres

La dégradation des terres réduit significativement leur capacité productive et menace la sécurité alimentaire mondiale actuelle et future. Les causes de cette dégradation des terres sont notamment le surpâturage, la déforestation, les mauvaises habitudes agricoles (rotation inappropriée des cultures et mauvaises méthodes d'irrigation), l'élimination de la végétation naturelle, la mauvaise gestion des sols et de l'eau et l'utilisation fréquente de machinerie lourde. Dans le monde, la dégradation des terres se répartit ainsi :

- *680 millions d'hectares dégradés par le surpâturage.* Environ un cinquième des terres de parcours et des prairies du monde sont dégradées. C'est en Afrique et en Asie que les pertes récentes ont été les plus importantes.
- *580 millions d'hectares dégradés par la déforestation.* De vastes zones de forêts ont été dégradées par la coupe à grande échelle et par le défrichement destiné à faire place à l'agriculture et aux agglomérations. Entre 1975 et 1990, plus de 220 millions d'hectares de forêt tropicale ont été détruits, essentiellement pour la production alimentaire.
- *550 millions d'hectares dégradés par une mauvaise gestion de l'agriculture.* Chaque année, l'érosion par les pluies se traduit par 25 milliards de tonnes de sol perdu, et quelque 40 millions d'hectares de terrain souffrent de salinisation et d'inondation.
- *137 millions d'hectares dégradés par la consommation du bois comme combustible.* Chaque année, 1,7 milliard de mètres cubes de bois sont produits des forêts et des plantations. Dans de nombreux pays en développement, le bois est la principale source d'énergie.

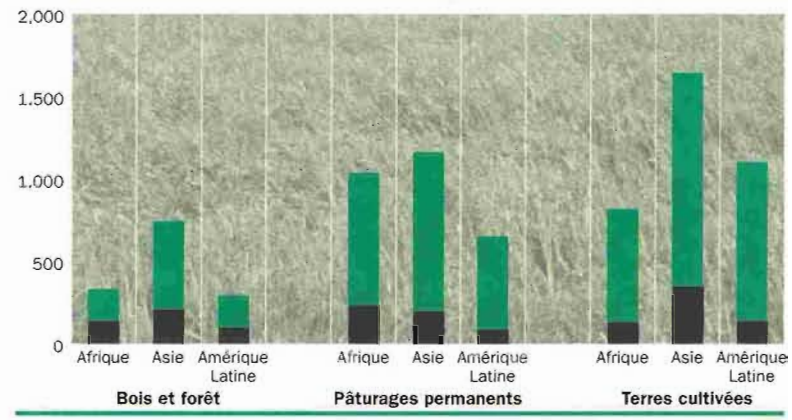
Le rythme de la production alimentaire a dépassé la croissance démographique l'échelle mondiale et au niveau de chaque région sauf l'Afrique subsaharienne

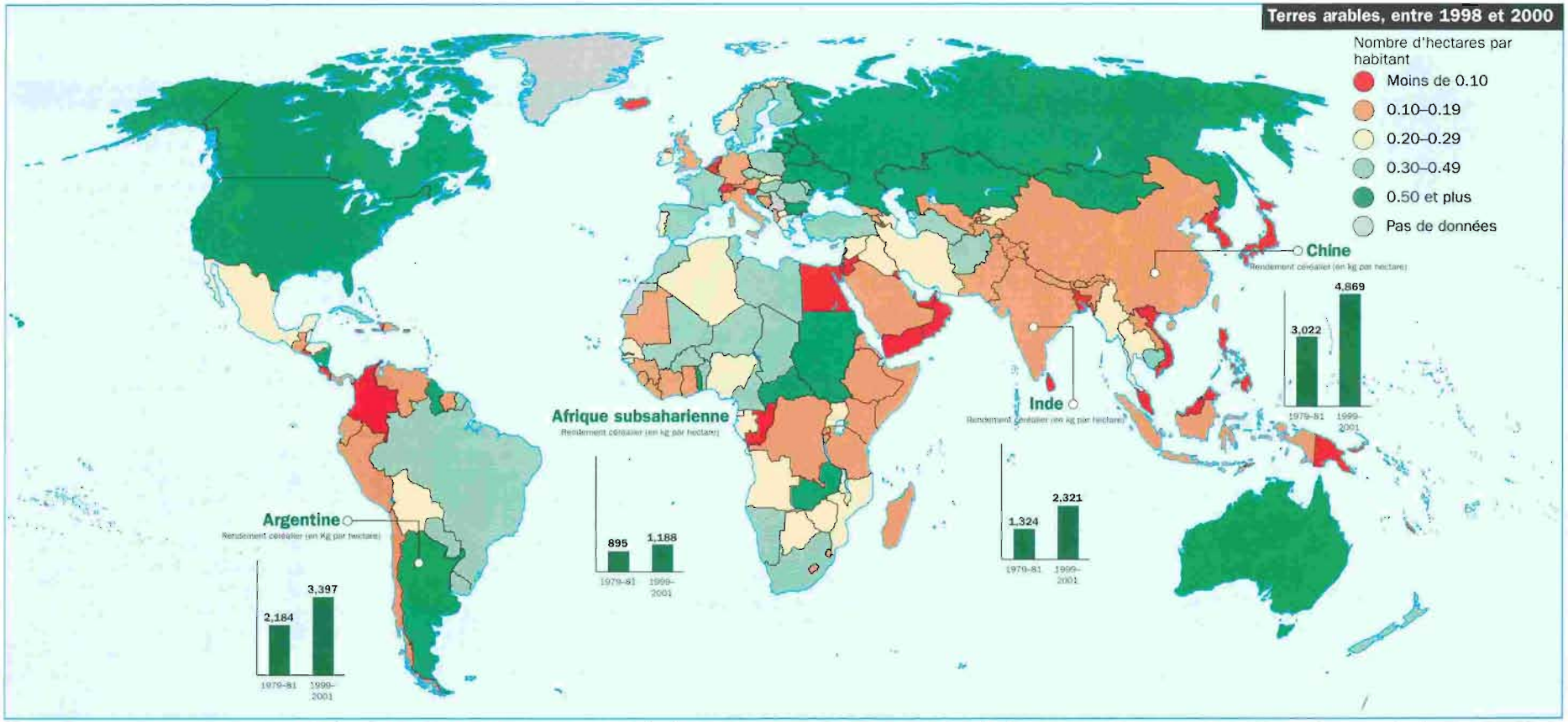
Croissance démographique et production alimentaire (1980 = 100)



Dans un certain nombre de régions du monde, la dégradation des terres est un grave problème

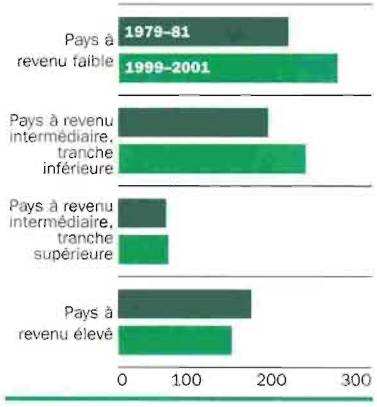
Millions d'hectares





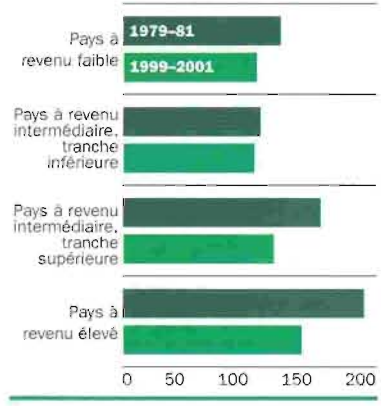
Bien que les pays à revenu faible utilisent davantage de terrain pour la production

Terres consacrées à la production céréalière (en million d'hectares)



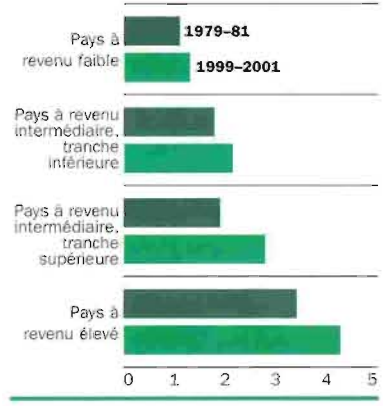
...la surface de terres cultivées par habitant a chuté...

Terres consacrées à la production céréalière (nombre d'hectares pour 1.000 habitants)



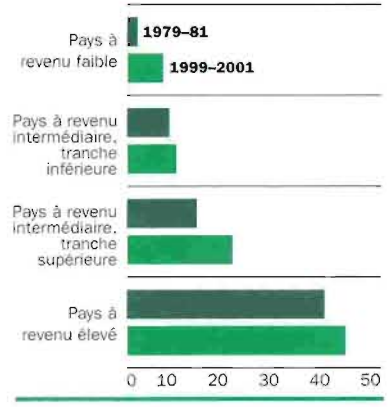
...et les rendements agricoles n'ont progressé que modestement...

rendements céréaliers (en tonnes par hectare)



...malgré une utilisation accrue des machines agricoles

Nombre de machines agricoles pour 1.000 hectares de terre arable



Au cours des deux dernières décennies, la surface de terres arables par habitant, au niveau mondial, a diminué. TRaditionnellement, les zones arables ont constitué la principale source de croissance de l'agriculture. Avec un accroissement de la demande en cultures diversifiées et en produits animaux, le monde est maintenant largement dépendant de l'accroissement des rendements nécessaire à l'expansion de l'offre agricole.

Le rétrécissement des forêts

Les forêts font partie de l'environnement vital de 90 % des 1,2 milliard d'individus qui vivent dans un état de pauvreté extrême. Ce sont les forêts qui alimentent les systèmes naturels qui conditionnent l'agriculture et l'offre alimentaire dont dépend une population bien plus importante. Elles représentent pas moins de 90 % de la biodiversité terrestre. Cependant, dans la plupart des pays, elles se rétrécissent.

Au Sommet de la Terre de 1992, il a été reconnu que les forêts sont la source de biens collectifs essentiels comme l'écosystème, représentant une valeur à l'échelle mondiale : rétention du carbone, cycle des nutriments et cycle de l'eau, préservation de la biodiversité. La seule perte des forêts tropicales est responsable de 10 à 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, cette destruction résultant en grande majorité des activités humaines. Dans une certaine mesure, les pertes de forêts constituent une part inévitable du développement économique. Cependant, parce qu'en bien des endroits, les forêts sont sous-estimées, elles sont soumises à des activités plus destructrices et moins durables que ce qui pourrait être justifié d'un point de vue économique ou écologique. Or la perte de forêt représente un préjudice terrible aussi bien pour les ressources naturelles que pour les ressources économiques de nombreux pays.

Protéger les surfaces de terrain pour freiner la perte de biodiversité

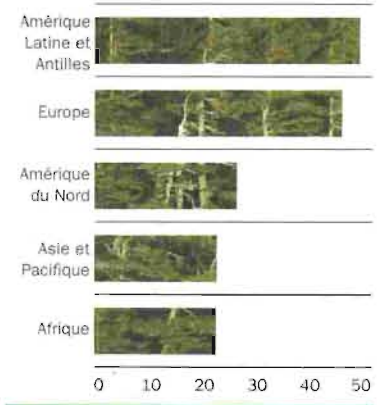
La diversité biologique, ou biodiversité, fait référence à la diversité de la vie sur Terre : diversité des espèces végétales et animales, diversité génétique au sein de chaque espèce, diversité des écosystèmes. La biodiversité de la planète est le résultat de millions d'années d'évolution. Cependant, la perte actuelle de la biodiversité est 50 à 100 fois plus rapide que ce que l'on pourrait imaginer en l'absence d'activité humaine.

Les deux écosystèmes les plus riches en espèces sont les forêts tropicales et les récifs coralliens. La menace qui pèse sur les forêts tropicales provient dans une large mesure de la conversion des terrains, tandis que les récifs coralliens subissent des niveaux de plus en plus élevés de surexploitation et de pollution. La pression sur la biodiversité est dans une large mesure conditionnée par le développement économique et par la demande en ressources qui l'accompagne, notamment par la demande en ressources naturelles, la conversion et la destruction de l'habitat, la fragmentation des grands écosystèmes en parcelles de végétation originale plus petites et séparées les unes des autres ainsi que par l'introduction volontaire ou accidentelle d'espèces exotiques qui se révèlent dangereuses pour les espèces locales.

En réaction contre cette situation, plusieurs conventions internationales ont été instituées afin de préserver les espèces menacées. Une des approches les plus couramment utilisées pour préserver l'habitat naturel consiste à définir des zones protégées, comme par exemple des parcs nationaux. Au cours des trois dernières décennies, la superficie totale des sites protégés a connu une progression régulière.

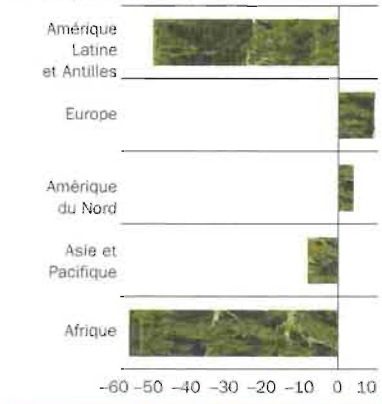
Les forêts couvrent actuellement environ 30% du total des terres

Les forêts en pourcentage du territoire



Elles ont perdu 94 millions d'hectares au cours de la dernière décennie

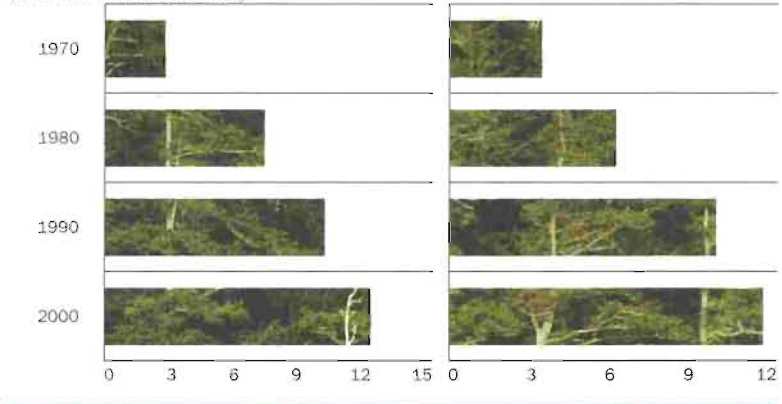
Evolution de la superficie forestière entre 1990 et 2000 (en millions d'hectares)



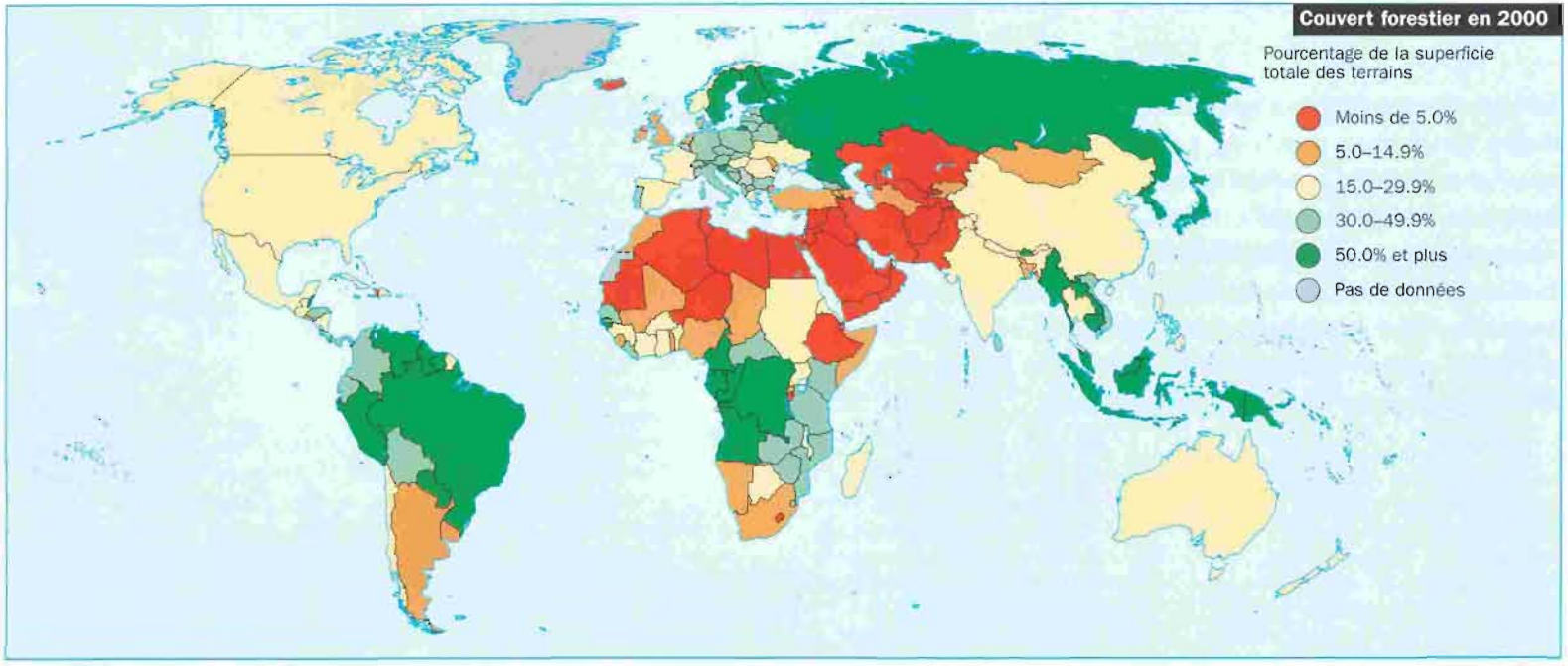
Mais la superficie des zones protégées est en progression

Superficie mondiale des sites protégés (en millions de kilomètres carrés)

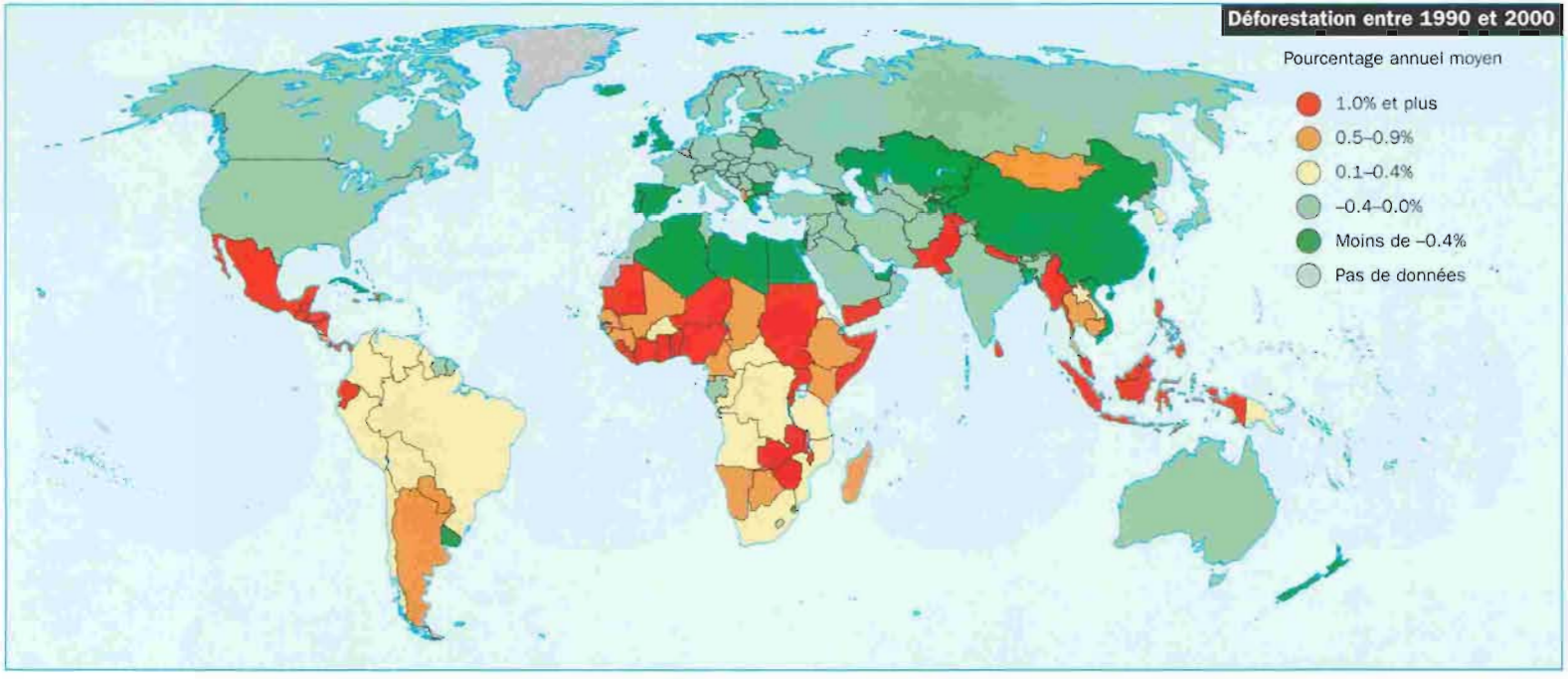
Nombre de sites protégés (en milliers)



14



Les écosystèmes forestiers jouent divers rôles au niveau planétaire comme au niveau local, en tant que fournisseurs de services environnementaux - et en tant que sources de produits économiquement valorisés.



Depuis plusieurs siècles, on estime que 60 % des forêts d'Europe, 30 % des forêts d'Amérique du Nord et 35 % des forêts de l'ancienne Union Soviétique ont été supprimées, principalement pour faire place à l'agriculture. La plus grande perte de forêt se produit actuellement dans les régions tropicales, particulièrement riches en espèces végétales et animales. Plus d'un cinquième des forêts tropicales du monde a déjà disparu depuis 1960.

Remarque: les valeurs négatives indiquent une progression de la superficie des forêts.

Consommation d'énergie et réchauffement planétaire

Le climat planétaire s'est réchauffé d'environ un demi degré Celsius au cours du siècle écoulé, et un certain nombre d'études scientifiques montrent que ce sont les activités humaines qui en sont responsables. La combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel et la déforestation provoquent des changements dans la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre et un changement climatique à l'échelle planétaire, avec des conséquences considérables.

Le réchauffement planétaire fait fondre les glaciers, modifie la fréquence et l'intensité des précipitations, bouleverse les saisons, avance la floraison des arbres et l'émergence des insectes et fait monter le niveau des mers. Le sens et l'ampleur du changement climatique varient selon les régions du monde, mais ce sont les pays en développement qui en pâtiront sans doute le plus, en raison de leur dépendance vis-à-vis des activités sensibles au climat (notamment l'agriculture et la pêche), et aussi de leur capacité plus limitée de réagir au changement climatique.

Les émissions de dioxyde de carbone se traduisent par un réchauffement accéléré

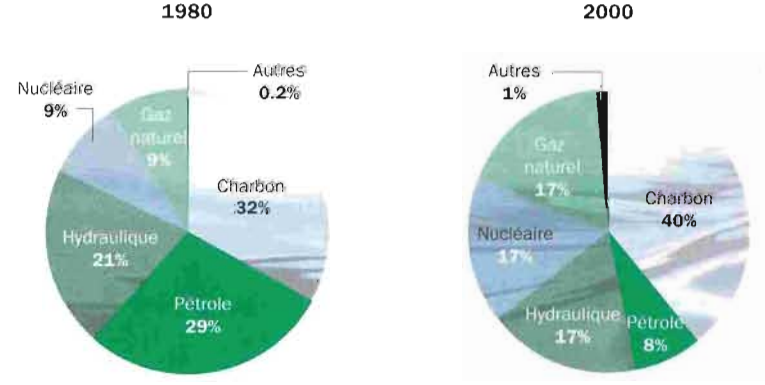
L'utilisation généralisée des combustibles fossiles au cours des dernières décennies a engendré une recrudescence des émissions de dioxyde de carbone - un des principaux facteurs du réchauffement planétaire. On estime à 6 ou 7 milliards de tonnes la quantité annuelle de carbone (sous forme de dioxyde de carbone) produite par l'activité humaine. Quelque 2 milliards de tonnes sont absorbées par les océans, entre 1,5 et 2,5 milliards sont absorbées par les végétaux, le reste se répand dans l'atmosphère.

Depuis le début de la Révolution industrielle, le niveau de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a augmenté d'environ 30 %. Selon le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, le taux et la durée du réchauffement qui s'est produit au 20e siècle sont sans précédent depuis un millier d'années. La température de surface globale moyenne a augmenté d'environ 0,6 degré Celsius, les années quatre-vingt-dix étant la décennie la plus chaude depuis 1861.

Des augmentations de la température maximale et du nombre de jours de chaleur ont été observées sur pratiquement toutes les régions du monde. On s'attend à ce que le réchauffement se poursuive, avec des prévisions d'augmentation de la température comprises entre 1,4 et 5,8 degrés Celsius entre 1990 et 2100.

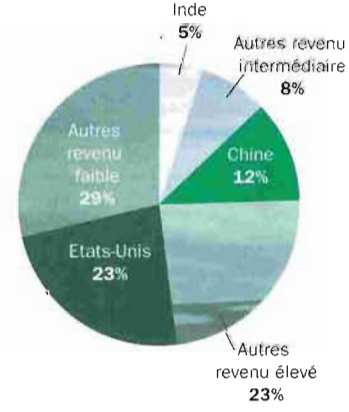
Moins de pétrole et davantage de charbon consommés pour produire de l'électricité

Sources de production de l'électricité dans le monde

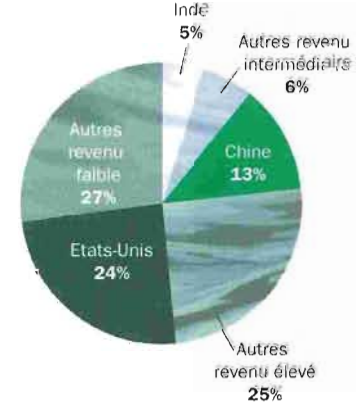


Les pays à revenu élevé utilisent la moitié de l'énergie produite et émettent la moitié du dioxyde de carbone

Consommation d'énergie en 2000

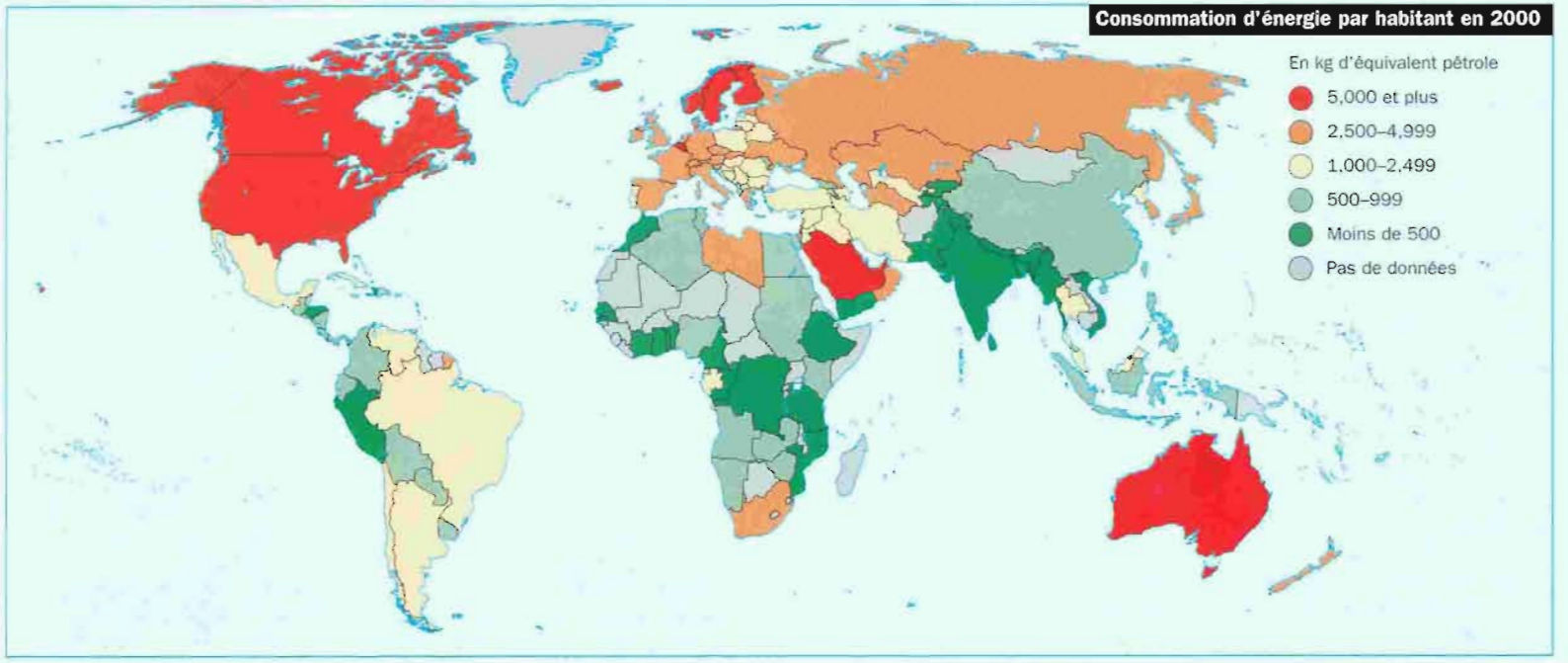


Emissions de dioxyde de carbone en 1999



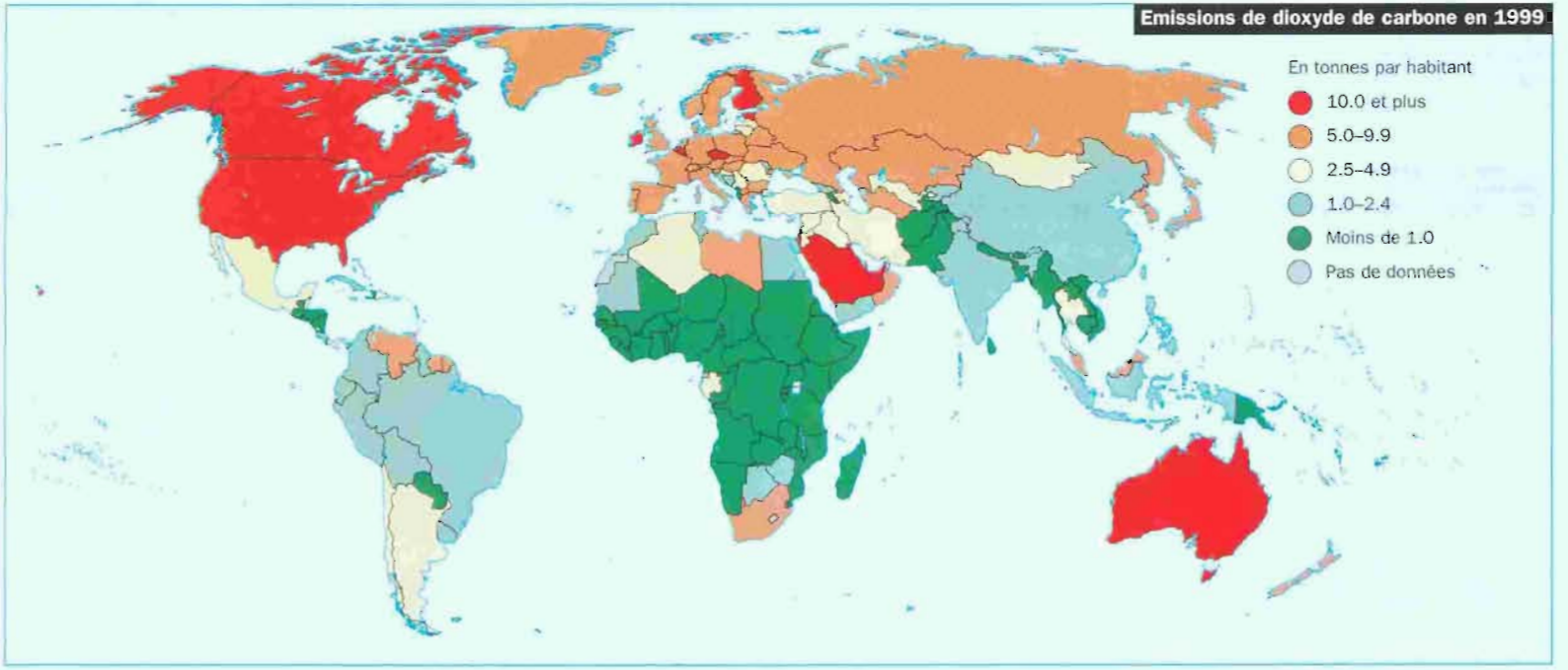
15

Consommation d'énergie par habitant en 2000



La croissance de la population mondiale, avec son désir de croissance économique et d'une meilleure qualité de vie, entraîne une demande d'énergie accrue. Le moyen de loin le plus courant de satisfaire ce besoin en énergie, dans les économies modernes, consiste à brûler les combustibles fossiles : charbon, pétrole, gaz naturel. Depuis 1950, la consommation de combustibles fossiles a plus que quadruplé.

Emissions de dioxyde de carbone en 1999



Chaque année, la consommation de combustibles fossiles se traduit par la production de milliards de tonnes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les pays à revenu élevé, qui représentent 15% de la population mondiale, produisent plus de la moitié des émissions mondiales de dioxyde de carbone - le facteur de réchauffement planétaire le plus important.

Croissance et opportunité

Sans croissance économique, il ne saurait y avoir de réduction de la pauvreté à long terme. C'est dans les pays qui ont réussi à connaître une croissance durable - grâce à des investissements productifs en capital physique, social et humain - que la pauvreté a significativement reculé. Dans les pays qui n'ont pas connu de croissance, les taux de pauvreté sont restés stagnants ou ont augmenté.

Entre 1990 et 1999, sur l'ensemble des pays en développement, le PIB par habitant a augmenté de 1,2% par an. Cependant, cette croissance n'a pas été également répartie d'un pays à un autre, et les effets de la pauvreté ont été très variables. C'est dans les deux régions du monde qui connaissaient la croissance la plus rapide, à savoir l'Extrême-Orient et l'Océanie et l'Asie du Sud, que les plus grands progrès ont été accomplis. En Europe et en Asie Centrale, où la récession économique a été douloureuse, le nombre et la proportion d'individus disposant de moins de 1 $ par jour pour vivre ont l'un et l'autre nettement augmenté. Dans les régions Amérique Latine et Antilles, Moyen-Orient et Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, les taux de croissance ont été faibles, et les taux de pauvreté sont aussi restés stagnants. Pour lutter contre la pauvreté, la croissance ne suffit pas, la manière dont elle est répartie importe beaucoup. La difficulté constante du développement est de faire en sorte que les pauvres ne restent pas à la traîne.

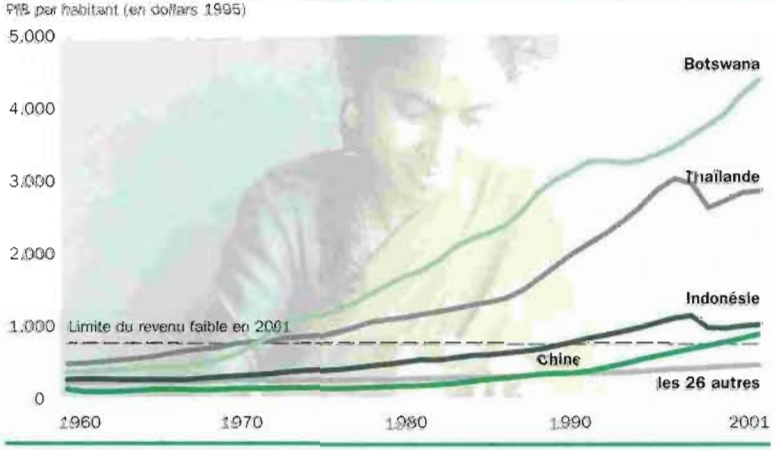
Après 40 ans de ralentissement, le taux de croissance serait-il en train de remonter ?

Un taux de croissance plus élevé peut avoir un profond impact sur le bien-être de la population même sur une seule génération. Même un petit progrès peut faire la différence. Un supplément de croissance annuelle de 1,75 % à 3,5 % réduit le temps nécessaire pour doubler la production de 40 ans à 20 ans. Entre 1990 et 1999, sur la région Extrême-Orient et Océanie, le produit intérieur brut par habitant s'est accru de 6,4 % par an - soit 75 % sur 9 ans - et le taux de pauvreté a chuté de moitié.

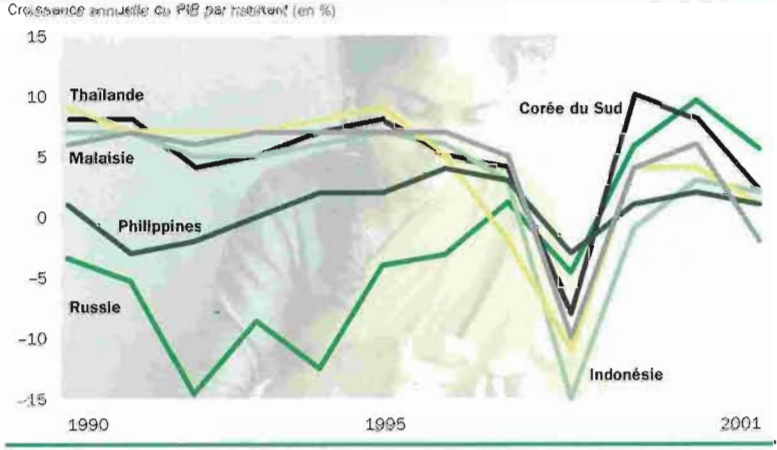
La croissance économique ne suit pas un chemin régulier, cependant, depuis 40 ans, le taux de croissance diminue dans les pays à revenu élevé comme dans les pays en développement. La raison en est que les opportunités de croissance issues de la reconstruction d'après-Guerre ont cessé d'avoir cours, et que la crise de l'énergie des années soixante-dix a interrompu la croissance des pays consommateurs de pétrole. Le ralentissement de la croissance a contribué à augmenter la dette des pays en développement, qui associée à une mauvaise gestion macroéconomique a compromis les possibilités d'investissement pour nombre d'agents économiques.

Cependant, la croissance ne s'est pas ralentie partout. Les pays d'Extrême-Orient, dont les économies sont orientées vers l'exportation, ont connu une croissance rapide qui a permis la création d'emplois et la hausse des revenus. L'Inde, qui a libéralisé sa politique commerciale et sa politique d'investissement, a aussi commencé à connaître une croissance plus rapide. On observe d'autres signes d'un regain de croissance. Au cours de ces deux dernières années, neuf pays d'Afrique subsaharienne ont connu des taux de croissance par habitant supérieurs à 4 %. Si davantage de pays admettent le besoin d'un environnement qui encourage l'investissement productif, une croissance plus étendue deviendra possible.

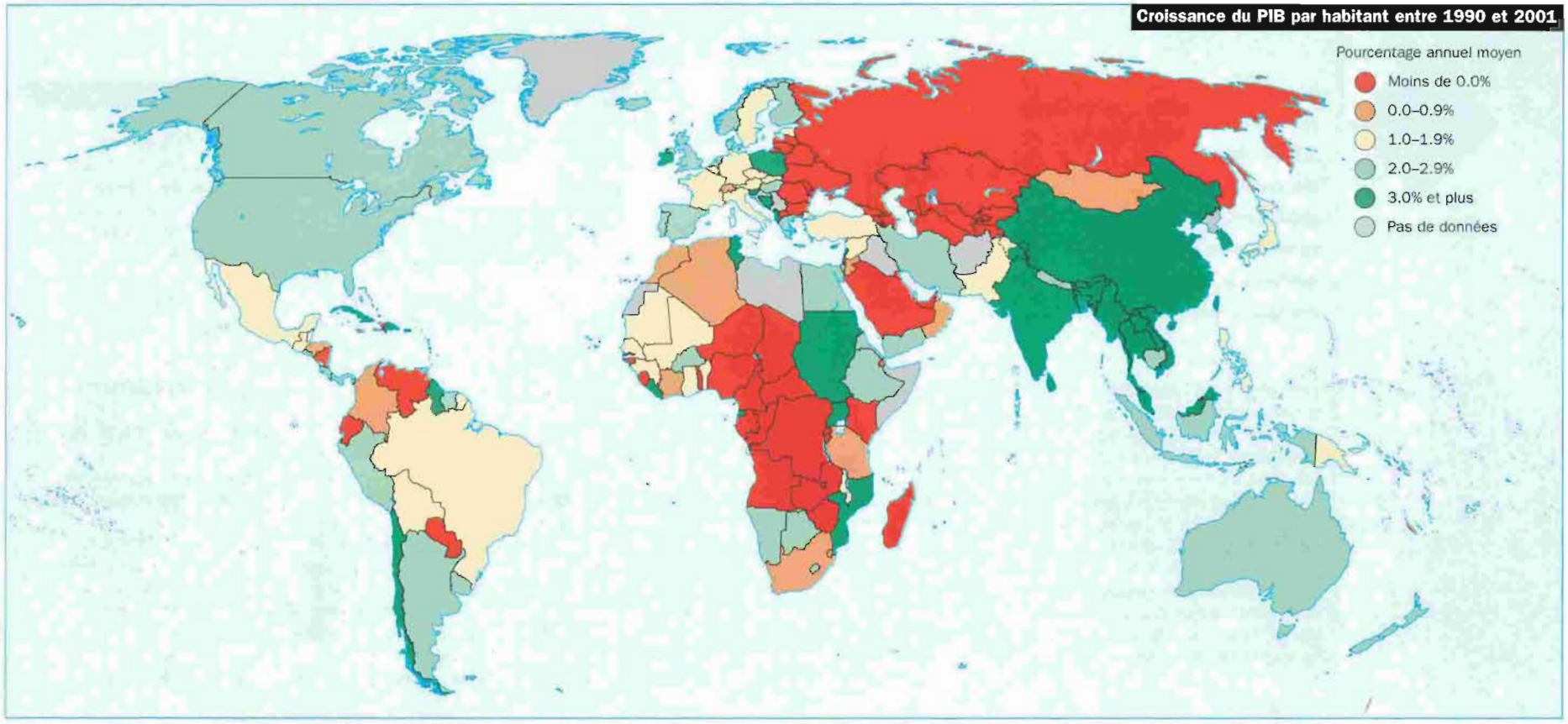
En 1960, certains des 30 pays les plus pauvres ont connu les taux de croissance les plus rapides au cours des 40 années qui ont suivi, ce qui a permis à des millions de gens de sortir de la pauvreté



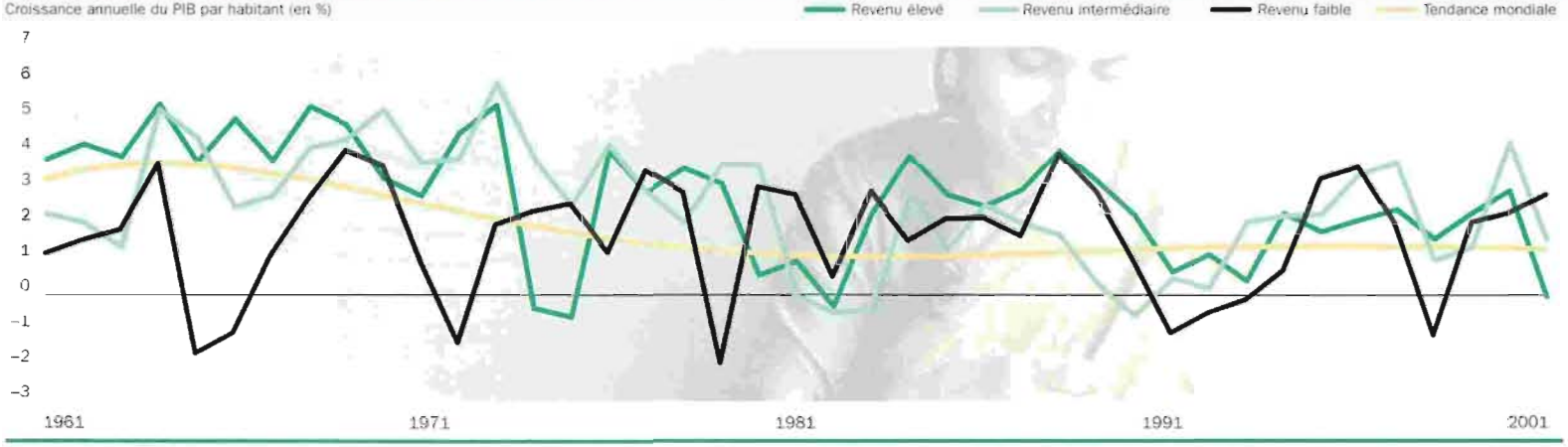
De mauvaises politiques et l'incertitude des investisseurs ont abouti à une crise financière entre 1997 et 1998, qui l'Asie s'est étendue à d'autres pays



Croissance du PIB par habitant entre 1990 et 2001



Les taux de croissance moyens ont chuté sur un certain nombre d'années, et les pays à revenu faible ont souvent été ceux qui ont connu la croissance la plus faible - cependant cela est en train de changer



Au cours des 12 dernières années, on a observé un regain de croissance, surtout parmi les pays ayant ouvert leur économie aux échanges commerciaux et à l'investissement. Les pays en transition d'Europe et d'Asie Centrale ont connu des revers de croissance, mais un certain nombre d'entre eux connaissent maintenant une croissance rapide.

L'essor de l'économie des services

Les services constituent le secteur de l'économie mondiale dont la croissance est la plus rapide. Depuis 1970, la production mondiale de services a augmenté de plus de 250 %. Le secteur des services représente maintenant les deux tiers de la production économique mondiale. Dans les pays en développement, la part des services dans le PIB est passée de 42 % en 1970 à plus de 52 % en 2001.

Les services forment l'ossature d'une économie moderne, et comptent pour beaucoup dans la croissance économique et dans le bien-être humain. Les services bancaires et financiers guident l'investissement et l'épargne vers des utilisations productives. Le développement de l'informatique et de ses services rend possible la croissance d'une économie du savoir. Les télécommunications diffusent ce savoir et améliorent le fonctionnement des marchés. Les services de transport permettent une distribution efficace des marchandises. Les services de vente en gros et au détail constituent un lien vital entre producteurs et consommateurs et augmentent l'efficacité des échanges. Les services de santé et d'éducation et les services publics contribuent à une meilleure qualité de vie de la population.

Le commerce des services est en expansion

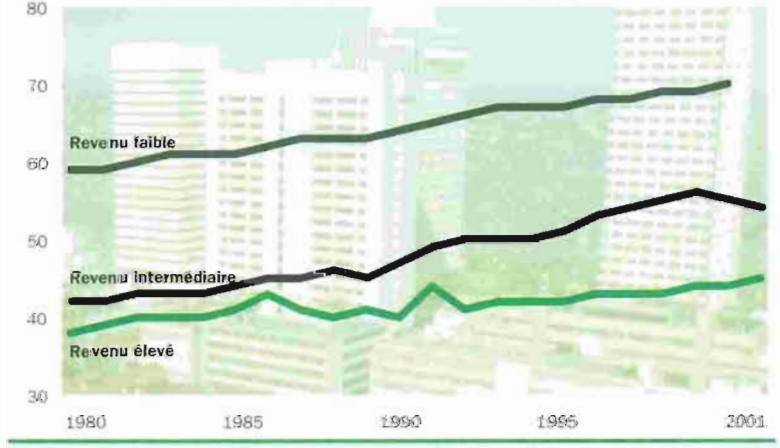
Le commerce de marchandises représente encore environ 80 % de l'ensemble du commerce mondial, mais le commerce des services prend de plus en plus d'importance. contrairement aux marchandises, les services sont généralement intangibles, invisibles et périssables. Ils supposent souvent une proximité entre le producteur et le consommateur. Pour qu'il y ait un commerce, il faut que l'un des deux soit à distance. Le commerce des services est donc divisé en quatre types d'offre :

- *L'offre transfrontalière* est similaire au commerce de marchandises : le produit (logiciel ou police d'assurance) est transféré du producteur au consommateur.
- *La consommation extérieure* est ce qui se produit lorsque les consommateurs voyagent à l'étranger pour acheter des services comme le tourisme, l'éducation ou les soins.
- *La présence commerciale* consiste à établir une filiale dans un autre pays pour fournir localement le service considéré.
- *Le mouvement des personnes* est ce qui se produit lorsque des individus quittent temporairement leur propre pays pour aller offrir des services dans un autre.

Les statistiques sur le commerce des services sont collectées à partir des enregistrements de la balance des paiements, qui couvre principalement l'offre transfrontalière et la consommation extérieure. La présence commerciale, qui suppose un investissement extérieur direct, devrait croître. Le commerce lié au mouvement des personnes est particulièrement important pour les pays en développement. Bien davantage de pays seraient capables « d'exporter » leur main d'œuvre si les lois qui régissent l'immigration temporaire étaient assouplies.

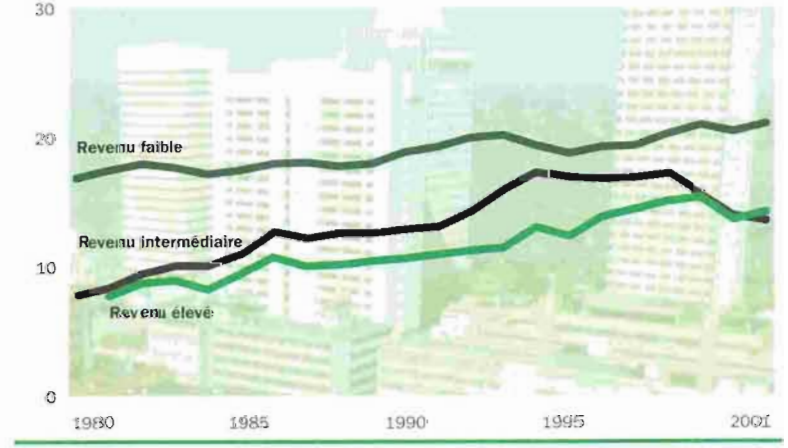
Les services représentent maintenant les deux tiers de la production mondiale...

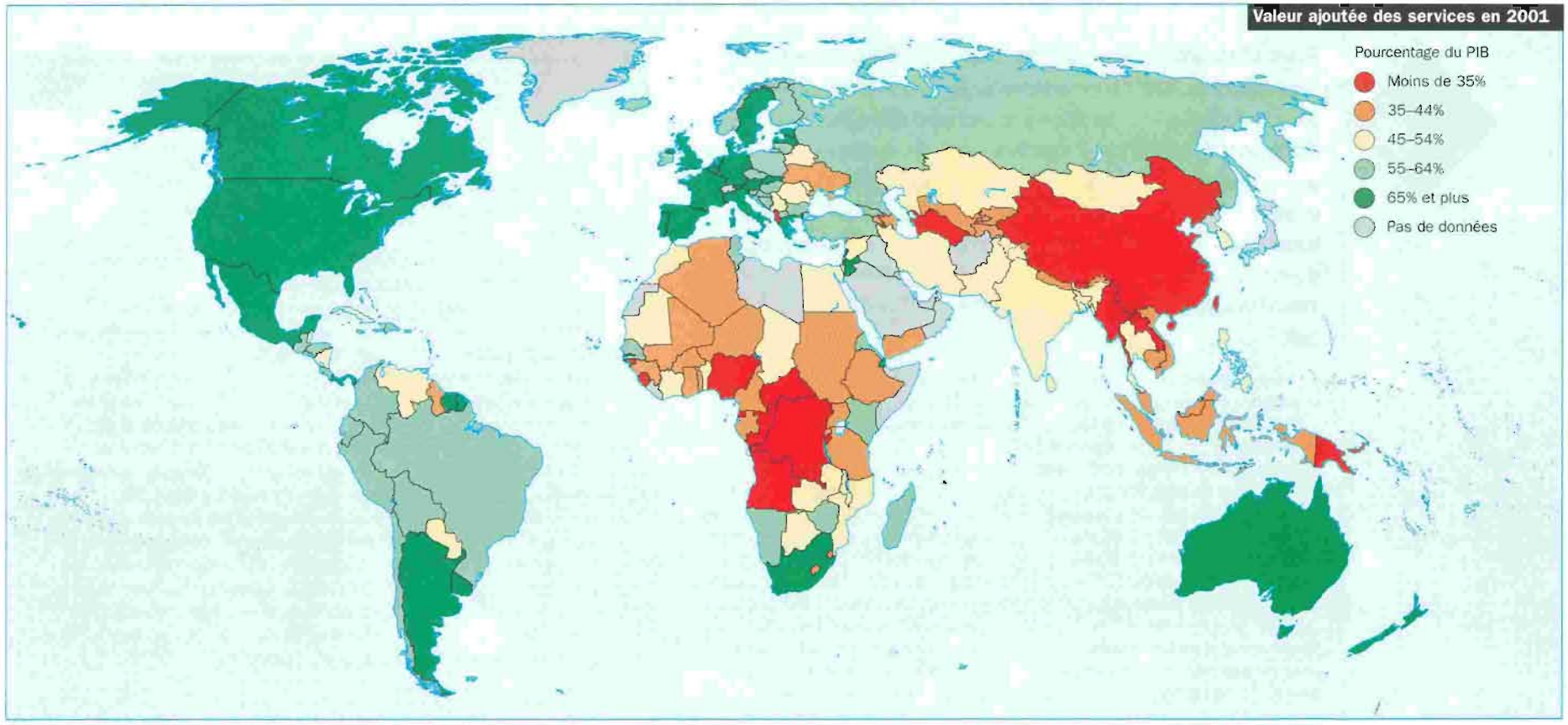
Valeur ajoutée des services en proportion du PIB (%)



...et un cinquième du commerce mondial

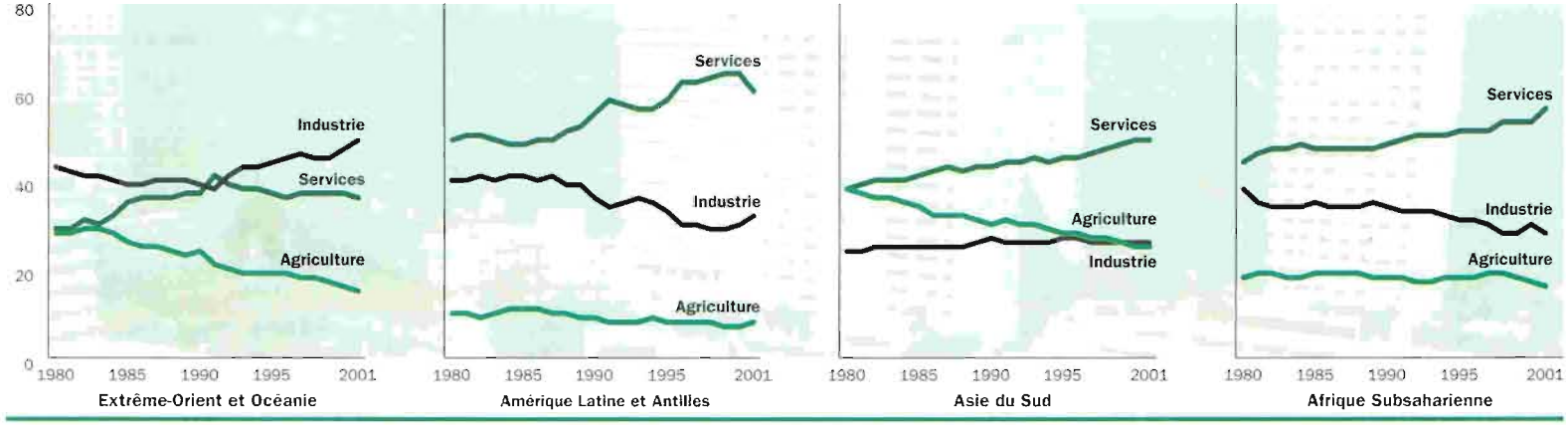
Exportations de services commerciaux en proportion du total des exportations (%)





Les services constituent la plus grande part du produit intérieur brut, sauf dans la région Extrême-Orient et Océanie, où domine le secteur industriel chinois

Parts de la valeur ajoutée (en %)



C'est le secteur des services qui produit la part la plus importante du produit intérieur brut dans la plupart des pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays à revenu faible sont en train de les rattraper.

L'investissement pour la croissance

Près d'un quart de la production mondiale apporte de nouveaux actifs nécessaires à la croissance économique ou renouvelle les actifs consommés dans les processus de production. C'est dans les pays en croissance rapide de la région Extrême-Orient et Océanie que les taux d'investissement sont les plus élevés, et en Afrique subsaharienne qu'ils sont les plus faibles. Cependant, la demande est plus forte dans les pays à revenu élevé, où l'investissement dépassait 5 000 milliards de dollars en 2001.

L'investissement est financé par l'épargne. En général, là où les taux d'épargne sont élevés, les taux d'investissement le sont également. Cependant, l'investissement n'est pas toujours financé par des sources intérieures. Un pays peut obtenir un financement de la part d'épargnants extérieurs à travers des prêts ou à travers l'investissement direct. Lorsqu'un pays ne peut pas obtenir le financement extérieur adéquat, il peut ne pas pouvoir atteindre son niveau d'investissement désiré, ce qui limite alors les opportunités de croissance. L'investissement fait généralement référence à l'acquisition de bâtiments et d'équipements, à l'amélioration du capital et à la variation nette des stocks de marchandises. D'autres investissements - non mesurables directement en termes monétaires - peuvent parfois être plus importants encore. L'investissement dans les personnes et dans les institutions qui aident les gens à travailler ensemble permet d'accroître la productivité et les revenus.

L'investissement extérieur direct est dirigé vers les pays qui offrent un climat d'investissement favorable

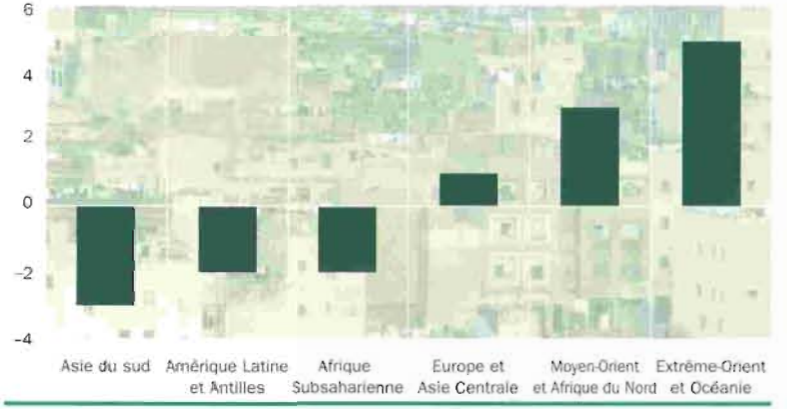
L'investissement extérieur direct fournit une grande partie du capital dont ont besoin les pays pauvres dont les taux d'épargne sont faibles. Il joue un rôle aussi important dans le transfert des nouvelles technologies et des compétences de management. Les sociétés font des investissements extérieurs directs pour établir un intérêt durable dans une entreprise ou pour y exercer un contrôle de gestion efficace. Elles partagent alors les risques de l'entreprise et sont davantage intéressées à sa réussite.

C'est ce qui fait de l'investissement extérieur direct une source stable d'investissement. Mais cela signifie aussi que les Etats et les entreprises des pays en développement doivent créer un climat d'investissement sain, susceptible d'attirer et de maintenir sur place les investisseurs extérieurs. Cela suppose une économie ouverte sans restrictions étouffantes, un accès aux marchés et des relations avec l'économie mondiale, l'absence de conflit interne ou externe et une politique macroéconomique favorable à la croissance.

En 2001, l'investissement extérieur direct est tombé à 747 milliards de dollars, une chute de 49% par rapport à 2000 qui fait suite à une progression stable depuis 1991. Presque 77% de l'investissement extérieur direct dans le monde est destiné aux pays développés. Parmi les régions en développement, ce sont l'Amérique Latine et l'Extrême-Orient qui reçoivent la part la plus grande, plus de la moitié des flux vers les pays en développement étant destinés au Brésil, à la Chine et au Mexique. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, où vivent la plupart des pauvres et où le besoin d'accélérer la croissance est le plus grand, reçoivent moins de 3% de l'investissement extérieur direct.

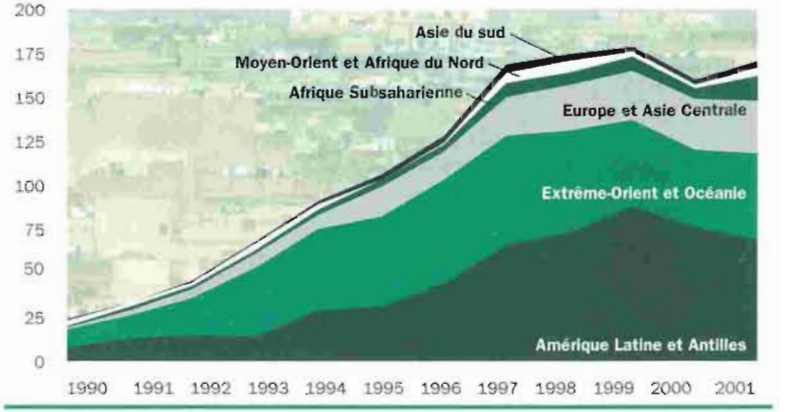
L'épargne intérieure dépasse les besoins en investissement dans trois régions du monde

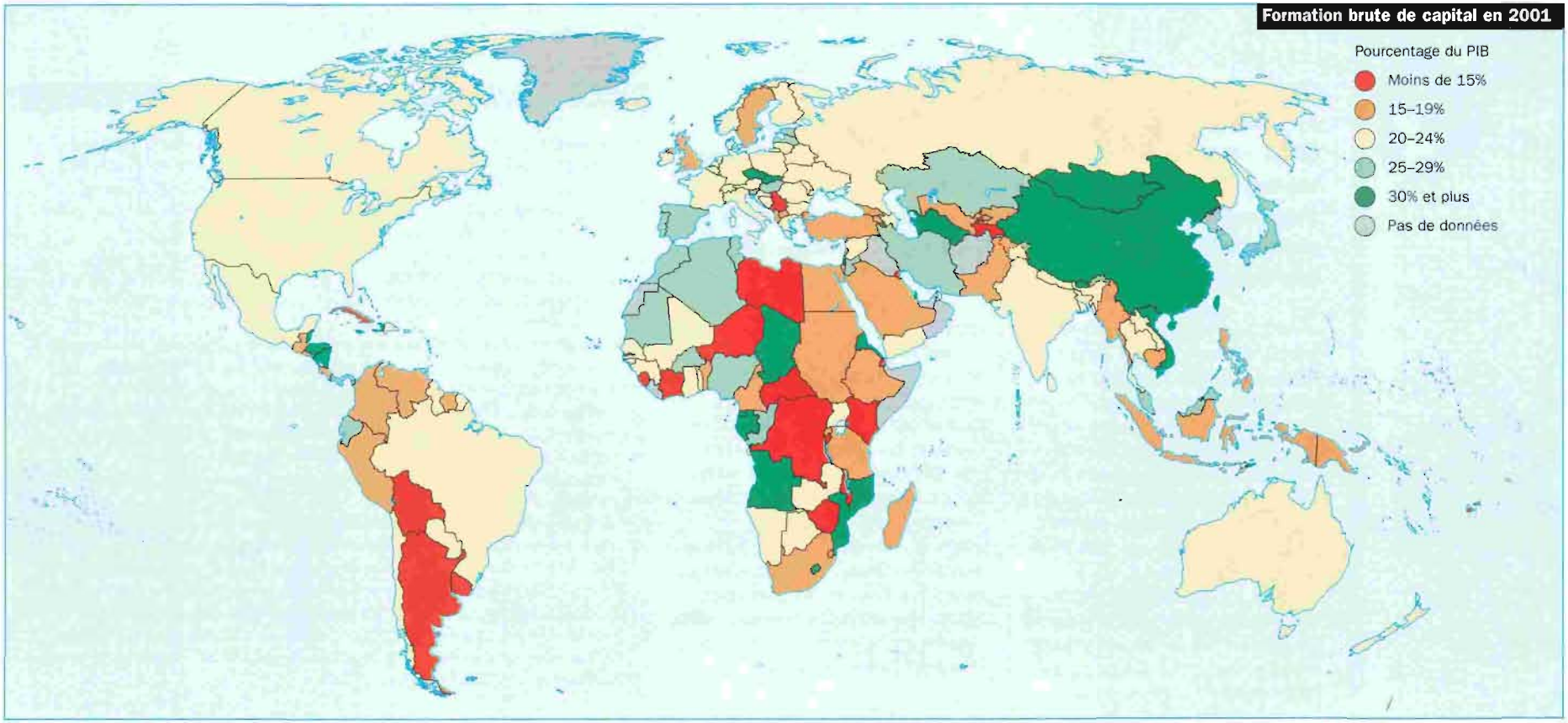
Epargne moins investissement en proportion du PIB entre 1997 et 2001 (%)



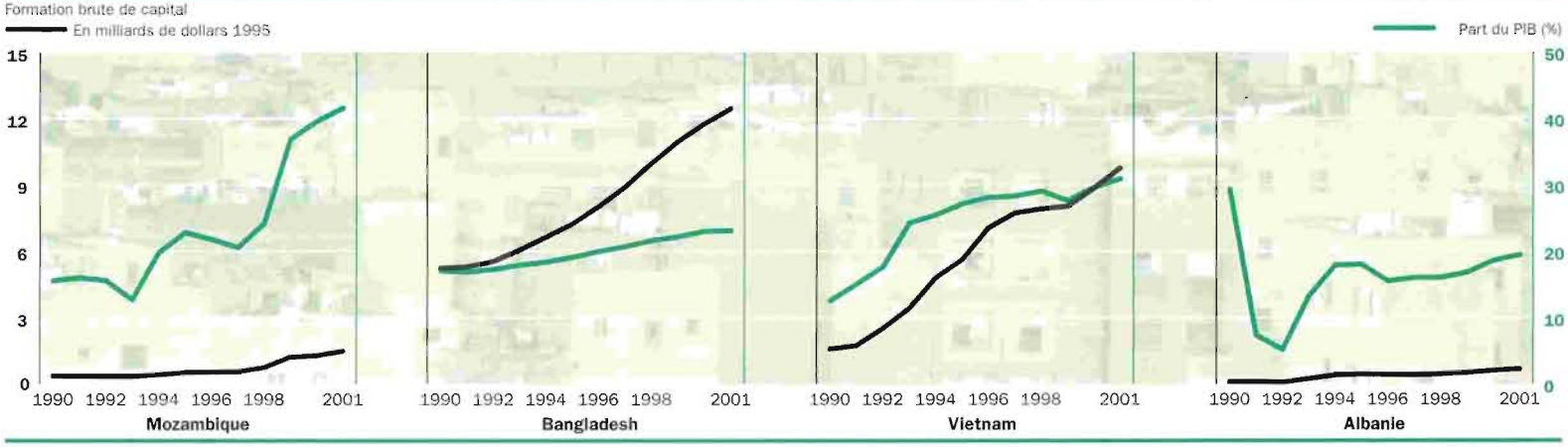
L'Amérique Latine et l'Extrême-Orient ont été les plus grands bénéficiaires de l'investissement extérieur direct au cours de la dernière décennie

Investissement extérieur direct (en milliards de $)





L'investissement s'est accru rapidement dans certains pays en développement, lentement dans d'autres



Les taux d'investissement ont été les plus élevés sur la région Extrême-Orient et Océanie et les moins élevés en Afrique subsaharienne. Cependant des exceptions se produisent partout, les investisseurs intérieurs et extérieurs cherchant de nouvelles opportunités.

Améliorer le climat d'investissement et le climat des affaires

L'investissement est le fondement de la croissance. Pour attirer et soutenir l'investissement, un pays doit offrir un climat d'investissement favorable, dans lequel les entrepreneurs prennent des risques, les marchés fonctionnent, l'Etat assure efficacement les services publics et les gens aient confiance pour investir dans leur futur et celui de leurs enfants.

L'investissement vient pour la plus grande partie du secteur privé, mais l'Etat joue un rôle important en assurant un environnement prédictible dans lequel les gens, les idées et l'argent doivent travailler ensemble de façon productive et efficace. Cela permet aux entreprises privées présentes sur les marchés concurrentiels d'être les moteurs de la croissance et de la création d'emploi, ce qui se traduit par des opportunités de sortir de la pauvreté. Un climat d'investissement favorable implique une bonne gestion et une bonne politique d'échanges et d'investissement, propre à favoriser l'ouverture, la productivité et la croissance. Par ailleurs, l'activité des entreprises nécessite un système légal et réglementaire qui fonctionne correctement - avec une protection des droits de la propriété, un accès immédiat au crédit et des systèmes judiciaire, fiscal et douanier efficaces. Une infrastructure fiable et abordable - énergie, communications, transports, eau - et une population active éduquée permettent des coûts moindres et permettent d'attirer les nouveaux investissements.

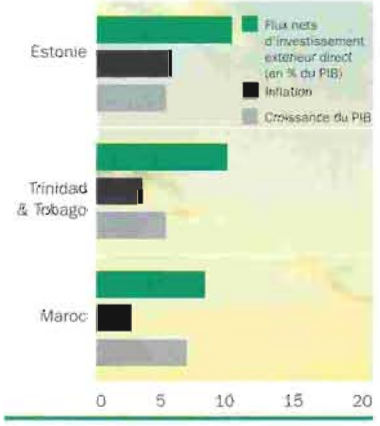
Aider les petite entreprises à créer davantage d'emplois

Les petites et moyennes entreprises, entre autre les petites exploitations agricoles, peuvent contribuer à l'amélioration du niveau de vie et au recul de la pauvreté en créant des emplois dans les collectivités locales - là où les gens vivent et travaillent. C'est aussi vrai pour les zones urbaines que pour les zones rurales où des entreprises plus petites peuvent aider les agriculteurs à commercialiser leur production et créer du revenu à partir de l'emploi non agricole. C'est là une importante opportunité de sortir de la pauvreté pour les pauvres qui ont peu de possibilités dans les grandes entreprises et dans le secteur public.

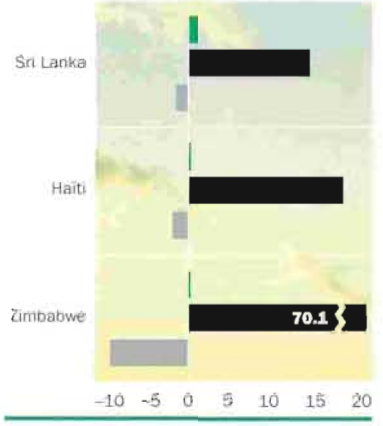
Pourtant, les petites et moyennes entreprises manquent souvent des ressources et du pouvoir nécessaires pour surmonter la corruption des fonctionnaires, les défaillances des sources d'énergie électrique ainsi que les taxes et réglementations étouffantes. Pour pouvoir améliorer leurs perspectives d'activité, les entreprises ont besoin d'un meilleur environnement d'affaires, d'une assistance technique et d'une capacité renforcées, d'associations professionnelles plus fortes, de liens plus étroits avec les entreprises plus grandes et d'un accès plus facile au capital.

Le micro-crédit vient répondre aux besoins financiers d'un certain nombre de micro, petites et moyennes entreprises. Celles-ci doivent habituellement payer des intérêts à taux élevés sur leurs emprunts ou compter sur la famille, les amis et autres sources de fonds informelles. Un peu partout dans le monde, le micro-crédit se développe et devient une industrie auto-alimentée. Au Cambodge, l'Association des associations cambodgiennes de développement économique local compte quelque 84 000 emprunteurs et a déjà prêté 24 millions de dollars à des micro et petites entreprises.

L'investissement extérieur direct est dirigé vers les pays dans lesquels les conditions macroéconomiques sont stables...

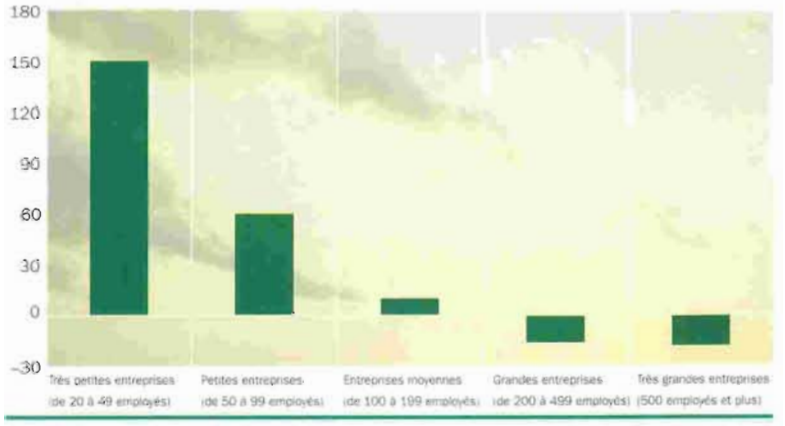


...et est plus rarement dirigé vers les pays dont les conditions

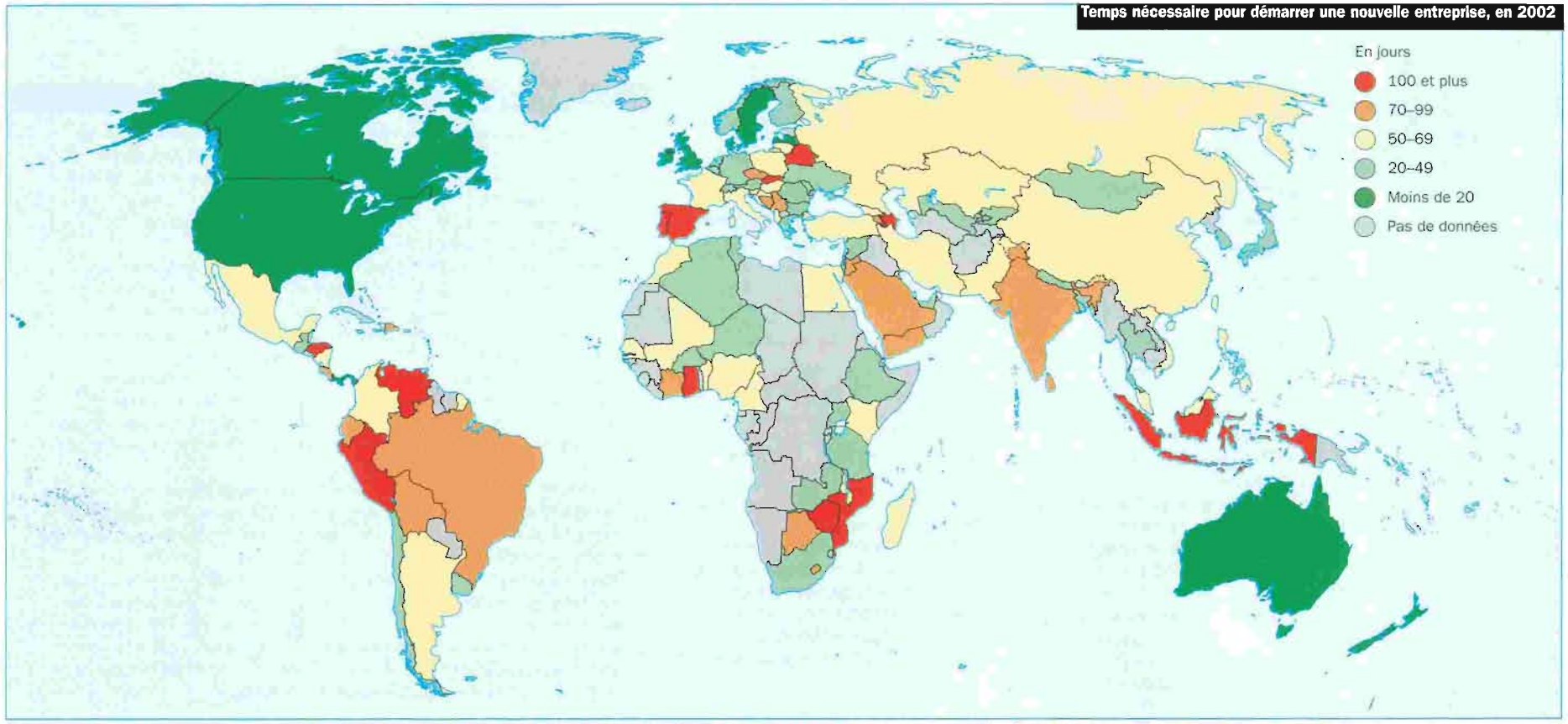


Dans un mauvais climat d'affaires, le secteur informel et les petites entreprises sont parfois la seule solution pour les pauvres

Création ou perte d'emplois dans l'industrie manufacturière au Nigeria entre 1990 et 2000 (en %)

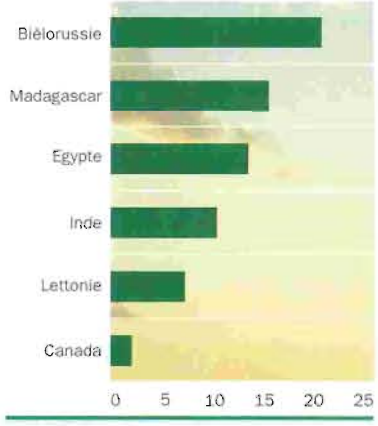


Temps nécessaire pour démarrer une nouvelle entreprise, en 2002



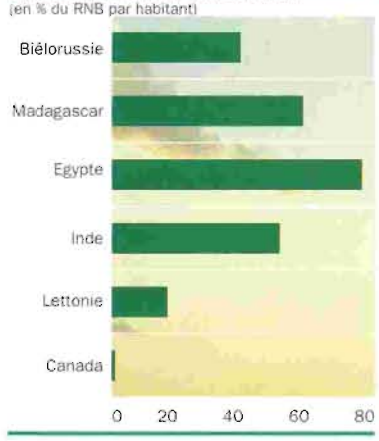
Dans les pays dans lesquels les formalités de démarrage sont nombreuses...

Nombre de formalités de démarrage



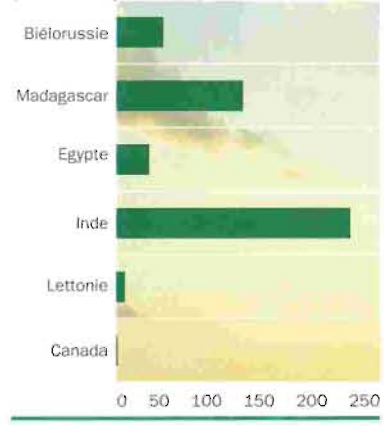
...les coûts d'immatriculation ont tendance à être élevés...

Coût de l'immatriculation d'une entreprise (en % du RNB par habitant)



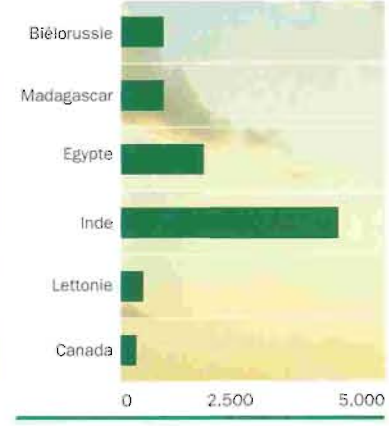
...l'applicabilité des contrats a tendance à coûter cher...

Coût de l'applicabilité d'un contrat (en % du RNB par habitant)



...et le délai de règlement de l'insolvabilité a tendance à être long

Délai de règlement de l'insolvabilité (en jours)



Pour lancer une nouvelle affaire au Mozambique, un entrepreneur doit accomplir 16 formalités qui représentent en moyenne 214 jours de travail. En Italie, cette moyenne est de 62 jours. Au Canada, 2 formalités seulement sont nécessaires, et ne prennent que 2 jours.

Rendre l'Etat plus efficace

Une bonne gouvernance - la bonne gestion des ressources économiques et sociales d'un pays dans un souci de favoriser le développement et un traitement équitable des citoyens - rend l'Etat plus efficace, crée un meilleur climat d'investissement, permet d'améliorer les services publics et permet aux pauvres de participer à la croissance économique.

Un développement efficace implique que l'Etat joue un rôle complémentaire à celui des marchés, sans s'y substituer. L'Etat doit veiller à assurer un environnement favorable aux affaires - dans lequel les contrats soient applicables, les marchés puissent fonctionner, une infrastructure de base soit assurée, et la population (plus particulièrement la population pauvre) soit en mesure de participer. Lorsque les principales orientations et institutions d'un pays sont déficientes, les efforts de l'Etat pour mobiliser le revenu, pour offrir des services et pour améliorer la gouvernance s'en trouvent sapés. Les orientations de l'Etat et les institutions et les services que celles-ci offrent - soins, éducation, applicabilité de la loi, fonctions judiciaires, routes, ainsi que services postaux, téléphoniques et distribution d'électricité - ont un impact sur l'existence des gens et sur la performance des entreprises. Les petites entreprises et les petites exploitations agricoles sont particulièrement vulnérables à la mauvaise qualité de la gouvernance.

Gouvernance, participation et aide au développement

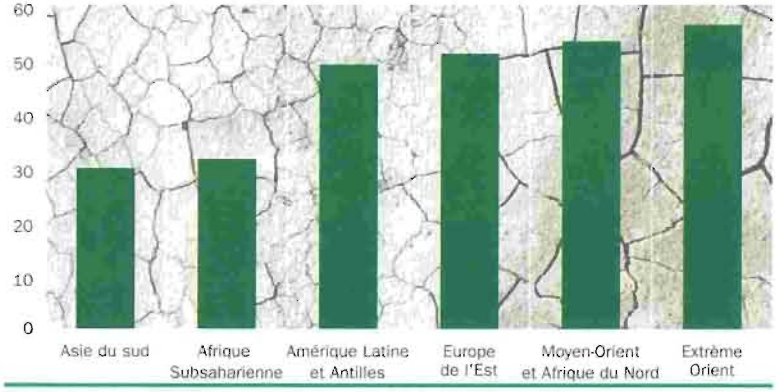
L'aide au développement fonctionne mieux dans les pays dans lesquels les orientations et les institutions sont favorables ou en progrès. Une bonne gouvernance est importante pour la croissance économique et pour l'offre de services. Cependant, il faut qu'elle soit complétée par une société civile solide avec des organisations locales capables de rendre les institutions gouvernementales responsables de la qualité des services.

Il faut que les réformes des institutions et de la gouvernance reflètent les préoccupations et les priorités spécifiques au pays concerné, notamment pour ce qui est du rôle de la culture : les valeurs, croyances, connaissances, compétences et pratiques partagées par la collectivité. La stratégie de réforme la plus efficace implique peut-être que l'on s'attache à privilégier la responsabilité politique et la transparence dans différents domaines, et l'indépendance des media. Développer la participation communautaire et reconnaître les diverses cultures peut être le moyen de créer une société plus dynamique, de favoriser la croissance économique, d'anticiper un avenir plus prospère et de préserver un héritage culturel.

En mars 2002, à Monterrey, au Mexique, les pays en développement se sont engagés à améliorer leur gouvernance, leurs institutions et leurs orientations politiques, et les pays riches se sont engagés à accroître leur aide, à s'ouvrir aux échanges commerciaux et à soutenir le renforcement des capacités. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux s'efforcent de diriger l'aide vers les pays qui pratiquent une bonne gouvernance, qui promeuvent la liberté économique et qui investissent dans leur population. Les pays d'Afrique subsaharienne - qui admettent qu'ils doivent assumer la responsabilité d'améliorer leur gouvernance, leurs institutions et leurs orientations politiques - ont récemment institué un Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

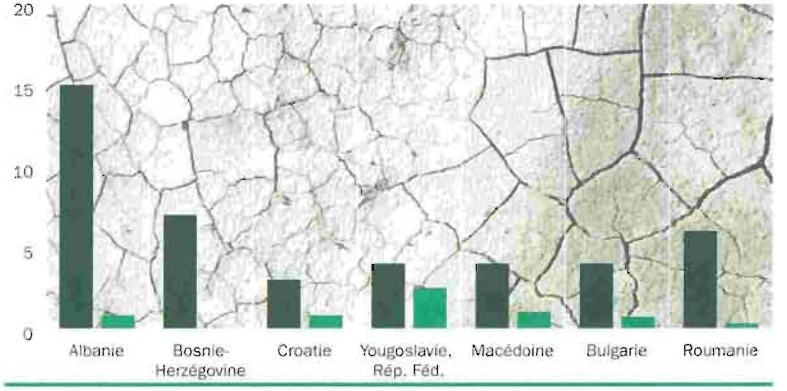
En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, l'Etat manque d'efficacité

Proportion de pays dans le monde dans lesquels la qualité des services publics est cotée au-dessous de celle de la région du monde sélectionnée (%).
Une cote élevée indique une bonne gouvernance.

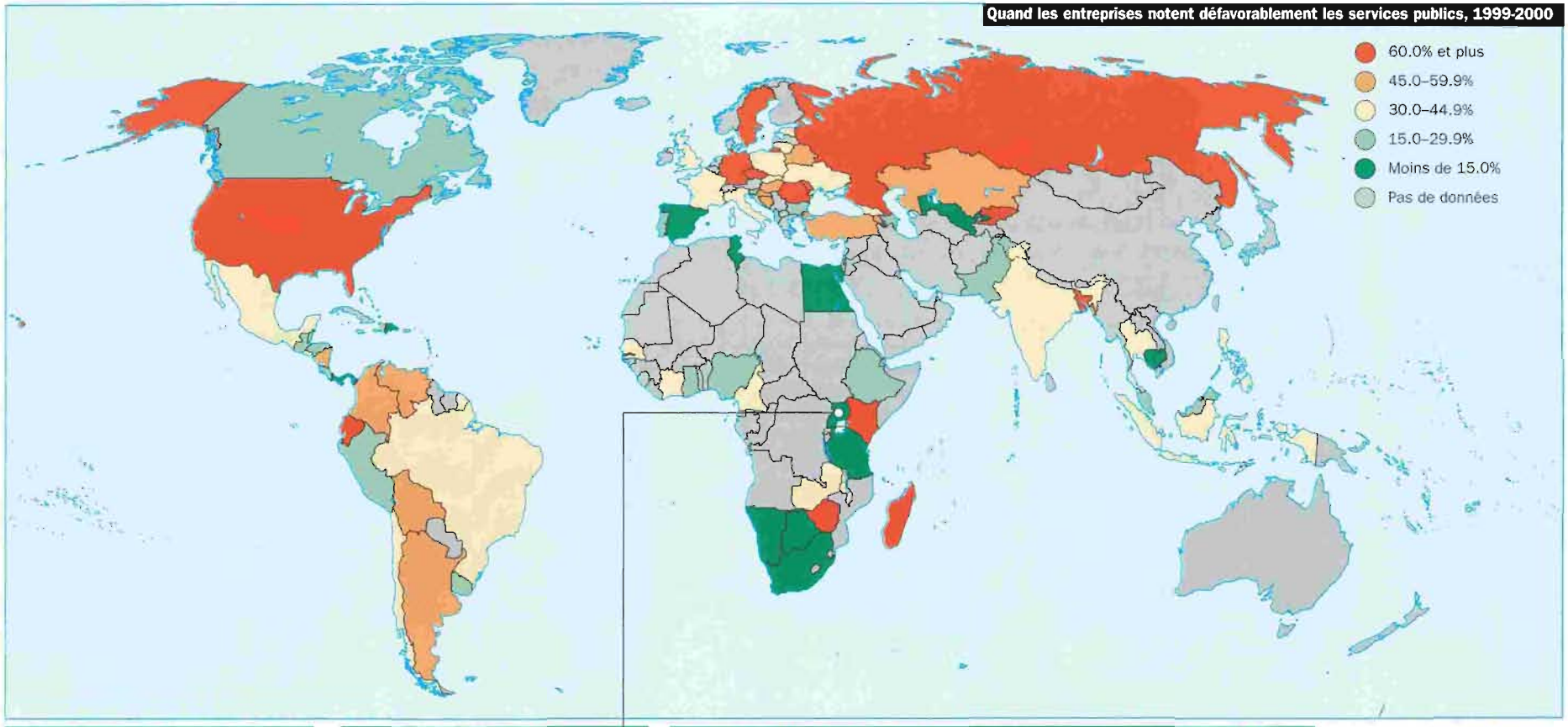


Des carences budgétaires : des besoins importants et mal satisfaits

Pourcentage du budget consacré à l'entretien des routes



Quand les entreprises notent défavorablement les services publics, 1999-2000

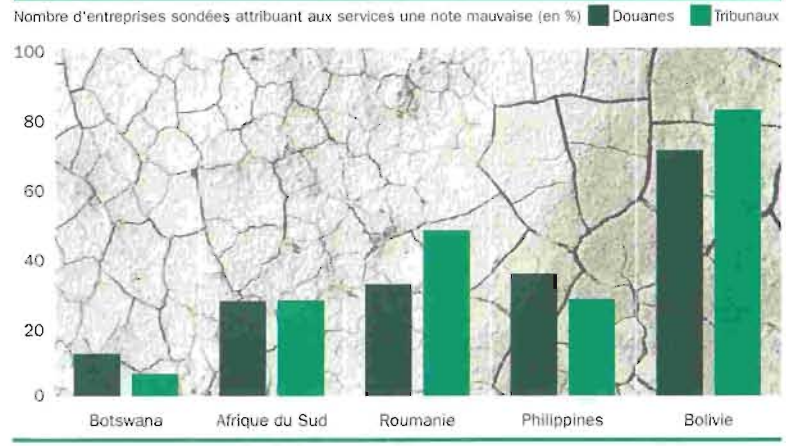


Les projets communautaires : de bons résultats, mais souvent peu durables

Des améliorations dans les services publics grâce à l'information

En Ouganda, au milieu des années quatre-vingt-dix, on a publié dans la presse et annoncé à la radio les transferts mensuels des fonds destinés à l'éducation vers les différents districts. Cependant, les rapports des districts locaux de l'instruction publique ont montré que seulement 13 % de ces fonds parvenaient aux établissements scolaires. Cette information a permis aux organisations locales de faire pression pour changer les choses, si bien qu'à la fin des années quatre-vingt-dix la part des fonds effectivement reçue par les établissements scolaires locaux a atteint 80 %

Lorsque les entreprises notent la qualité et l'efficacité des tribunaux et des douanes, les résultats sont très variables



En 1999 et 2000, on a demandé à plus de 10.000 entreprises dans 80 pays d'évaluer la qualité et l'efficacité de services publics comme les douanes, les tribunaux, les routes, l'assistance publique, etc. La carte montre pour chaque pays le pourcentage d'entreprises ayant noté les services de l'Etat plutôt mauvais, mauvais ou très mauvais.

Bâtir une infrastructure adéquate

Les routes, le chemin de fer, les communications, l'eau et les systèmes d'assainissement, ce sont là autant de services permettant d'améliorer la santé publique et l'éducation. Mieux logés, les gens peuvent accroître leur revenu et leurs actifs. Un bon système de transports et un bon système scolaire permettent de promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes.

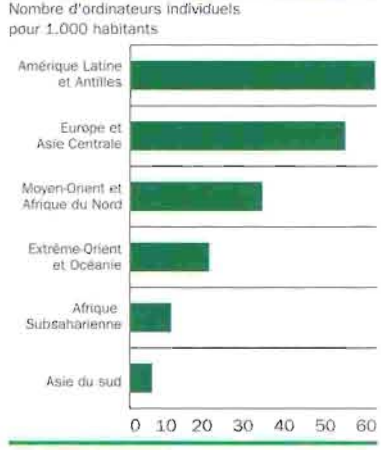
Les besoins en matière d'investissement en infrastructure sont importants. Près de 1,5 milliard de personnes devront pouvoir obtenir une eau saine dans des conditions abordables, et près de 2 milliards de personnes auront besoin de conditions sanitaires de base entre 2000 et 2015 pour que les Objectifs de développement du Millénaire soient satisfaits. Pour cela, il sera nécessaire de mobiliser 30 milliards de dollars par an, soit le double des investissements annuels actuels. Le secteur public est - et restera - le principal acteur du développement de l'infrastructure et des services. Cependant, de nouveaux partenariats avec le secteur privé montrent la voie vers un investissement plus efficace permettant la croissance de l'activité des entreprises, la création d'emplois, la hausse de la productivité de la main d'œuvre et le progrès de la santé et de l'éducation.

Les priorités pour les pauvres sont les routes, l'eau, l'évacuation des eaux usées, l'électricité et les soins

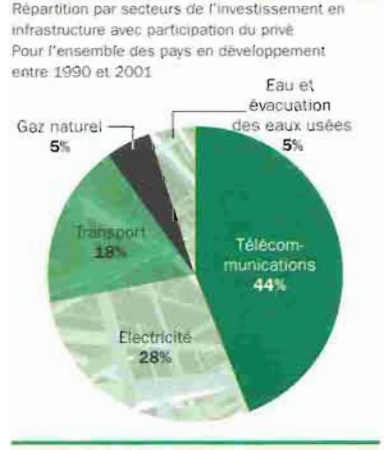
Dans les pays en développement, 2 habitants sur 10 (soit 1,1 milliard d'habitants) ne disposent pas d'une eau saine à des conditions abordables, et 5 habitants sur 10 (soit 2,4 milliards d'habitants) ne disposent pas d'installations sanitaires appropriées. Près de 90 enfants meurent toutes les 15 minutes à cause d'une eau malsaine et du manque d'installations sanitaires. La plupart succombent à la diarrhée. En 1990, on dénombrait 4 milliards de cas, et quelque 3 millions de décès dans le monde étaient imputés à la diarrhée. L'accès à une eau salubre et des conditions sanitaires adaptées ne permettent pas seulement d'accroître le niveau de la santé publique et de sauver des vies, il y va aussi des chances pour un enfant de bénéficier d'une éducation. Au Bangladesh, où on a installé des l'eau courante et des sanitaires pour les filles dans les écoles, leur taux de fréquentation de l'école s'est accrue de 15 %. Dans certains endroits, en Afrique, des chercheurs se sont rendu compte que l'absence d'eau courante pouvait réduire la fréquentation scolaire de près de 20 % : en effet, la corvée d'aller chercher de l'eau pour le foyer, qui prend du temps, échoit habituellement aux enfants de la famille qui sont en âge d'aller à l'école.

Améliorer l'accès aux autres infrastructures (électricité, routes, services d'information et de communication) et leur qualité permet aussi de faire progresser le niveau de vie. C'est aussi un facteur de réussite de l'industrie et de l'agriculture, car c'est ainsi que l'on améliore les perspectives d'emploi et la productivité, et que l'on favorise la croissance du revenu.

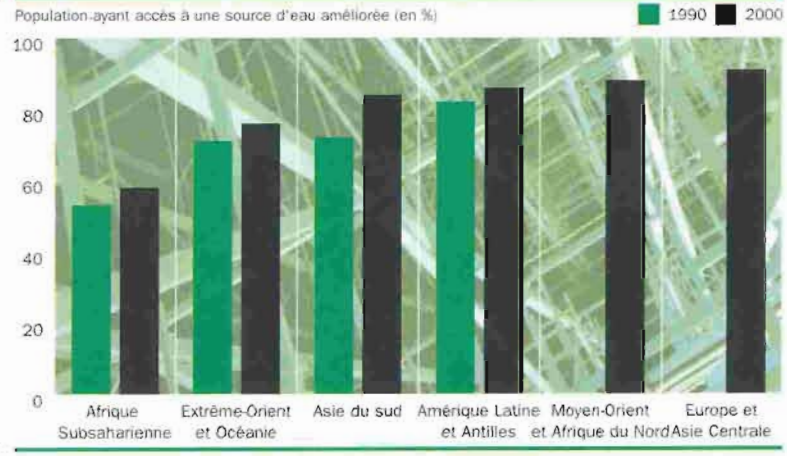
Davantage d'accès aux ordinateurs individuels dans la région Amérique Latine et Antilles



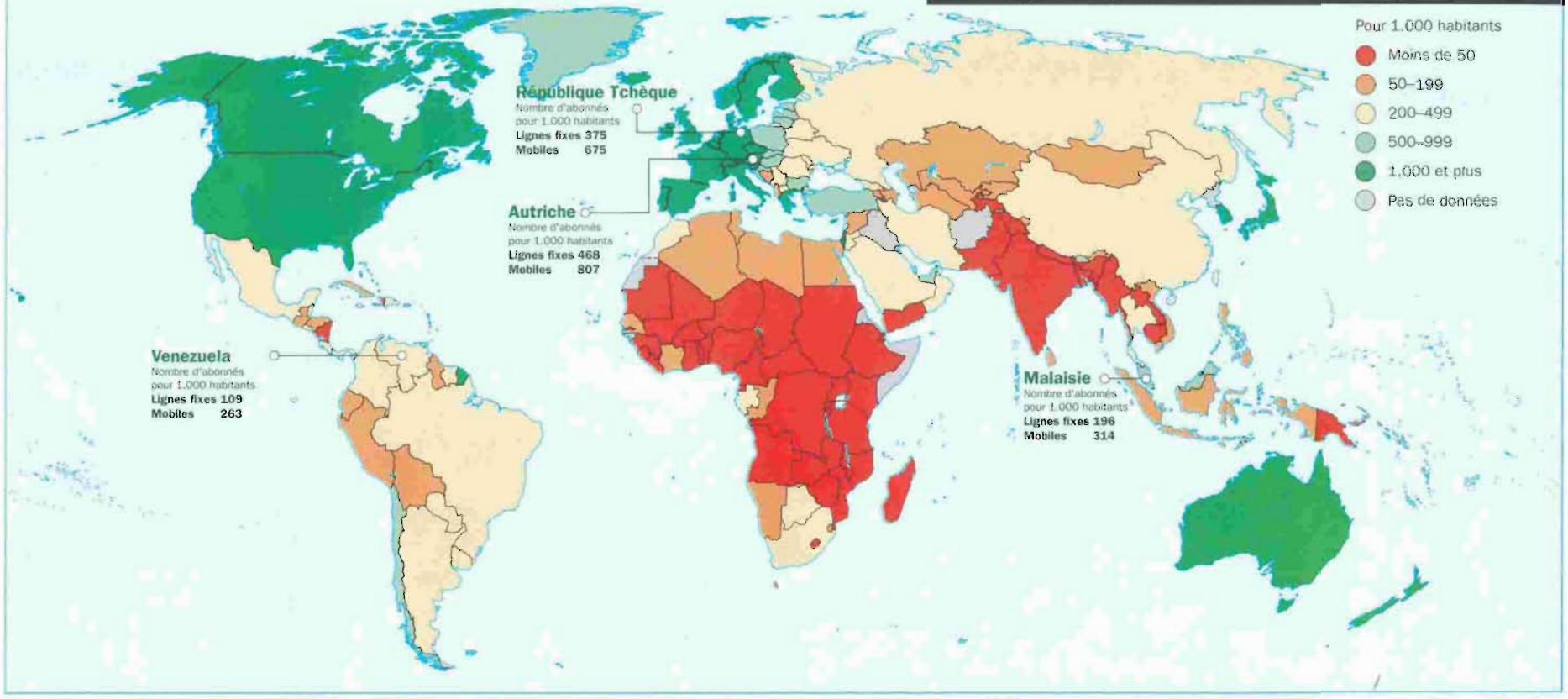
La participation privée à l'infrastructure se concentre dans certains secteurs



Davantage de gens ont accès à l'eau



Nombre de lignes de téléphone fixes et d'abonnements à un téléphone mobile en 2001

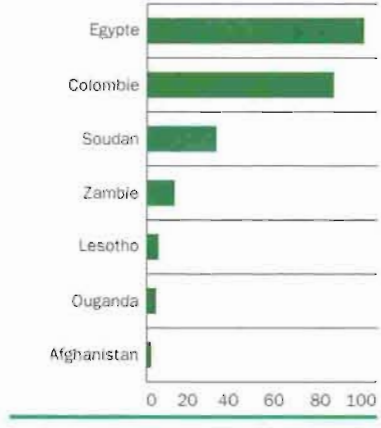


L'eau, l'assainissement et l'électricité favorisent la santé et l'éducation

- Au Bangladesh, la mise en place d'installations d'eau salubre et de sanitaires pour les filles a permis d'accroître leur taux de scolarisation de 15 %.
- Dans certaines collectivités urbaines du Nicaragua, l'accès à un système d'évacuation des eaux usées a permis de réduire de 50 % la mortalité infantile.
- L'électricité permet de réfrigérer les vaccins et d'utiliser un éclairage électrique pour les traitements médicaux comme pour la lecture.

Taux d'électrification : élevés ou faibles

Population bénéficiant de l'électricité en 2000 (en %)

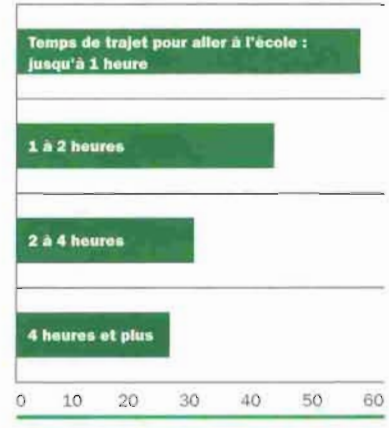


Les transports comptent beaucoup pour la fréquentation de l'école et pour les soins

- Au Maroc, la scolarisation primaire des filles a plus que triplé après la construction d'une route goudronnée.
- En Afrique, 11 % des personnes interrogées déclarent que le coût élevé des transports - ou leur absence - est le principal obstacle aux soins.
- Au centre du Pérou, un projet de route rurale a permis de réduire le temps de trajet de moitié pour plus de 2,5 millions de gens, et de leur assurer l'accès à des centres de soins, à des écoles et à des emplois.

Au Pérou, les transports ont un impact sur la fréquentation de l'école

Pourcentage d'enfants allant à l'école (%)



Le nombre de lignes fixes et de téléphones mobiles pour 1 000 habitants constitue une mesure de l'accès aux technologies de l'information et de la communication. En 2001, près de 100 pays comptaient davantage de téléphones mobiles que de lignes fixes, parmi lesquels l'Autriche, la République Tchèque, la Malaisie et le Venezuela.

Conflit et développement

Des plus de 20 conflits armés importants de l'année 2001, la plupart étaient des guerres civiles. Les guerres civiles représentent un coût économique et social dévastateur, elles annihilent des années de développement, surtout dans les pays les plus pauvres du monde. Quels sont ces coûts économiques et sociaux et quels sont les retombées des conflits, et que peut-on faire pour réduire le risque de conflit ?

L'incidence d'une guerre civile - la proportion de pays qui connaissent une guerre civile à un moment donné - a augmenté au cours des 40 dernières années. En 1964, cette incidence était voisine de 5 %, et elle a atteint au début des années quatre-vingt-dix un pic proche de 17 %. Les guerres civiles durent longtemps - autour de 7 ans en moyenne - et leur durée moyenne a augmenté, au moins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. Ce sont très nettement les pays les plus pauvres qui s'y trouvent confrontés. Ce sont les pays à revenu faible, qui représentent une population d'environ un milliard d'habitants, qui se trouvent exposés au risque le plus élevé d'un conflit civil : un risque près de 15 fois plus élevé que dans les pays à revenu élevé.

Les conflits et la guerre civile sont les ennemis du développement

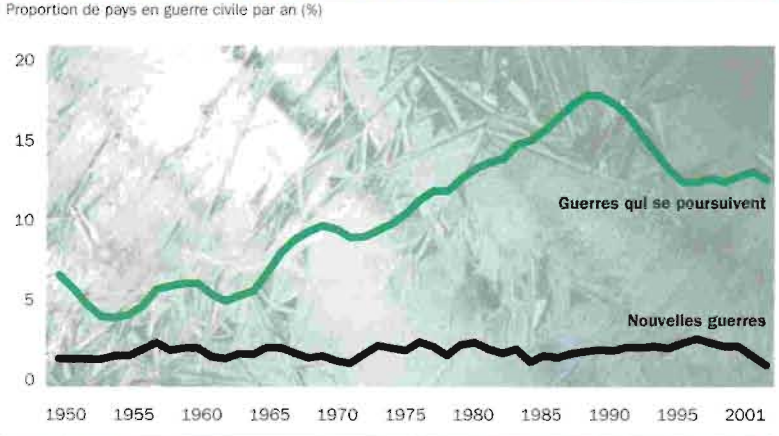
Les années 1990 à 2002 ont connu 56 conflits armés importants en 44 endroits du monde. La plupart des conflits actuels sont des guerres internes, et les civils - femmes et enfants compris - représentent 90% des victimes. Par ailleurs, après la fin d'un conflit, les gens continuent de souffrir et de mourir des conditions issues du conflit, entre autres les mines et la propagation des maladies infectieuses.

Les effets des conflits armés se ressentent aussi dans les pays voisins. Les réfugiés fuyant la guerre qui se déroule dans leur pays d'origine et cherchant asile dans les pays frontaliers se retrouvent souvent dans une situation de promiscuité, sans nourriture adéquate, sans eau salubre ni conditions sanitaires correctes et exposés au risque de contracter des maladies infectieuses et de les transmettre à la population du pays hôte. Début 2002, 20 millions de personnes se trouvaient déplacées, soit dans leur propre pays soit en tant que réfugiés dans un autre pays.

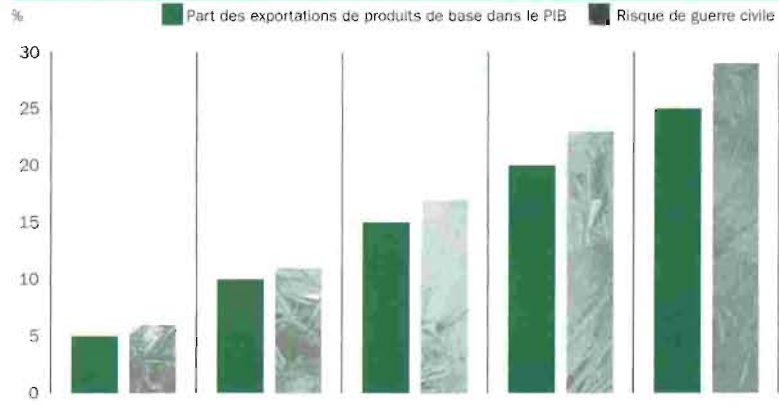
Il existe un lien étroit entre pauvreté et conflit. 80% des 20 pays les plus pauvres ont souffert d'un conflit majeur au cours des 15 dernières années. L'instabilité économique, la pauvreté, l'exclusion politique et sociale, la dépendance vis-à-vis de ressources naturelles susceptibles d'être pillées, des institutions déficientes, tous ces facteurs contribuent à accroître le risque et à faire durer les conflits.

Comment réduire ces risques ? Si les gouvernements et la communauté internationale favorisaient un environnement propice à la croissance économique, renforçaient les institutions démocratiques, amélioraient la transparence et octroyaient des garanties crédibles aux minorités, le risque de conflit pourrait diminuer considérablement.

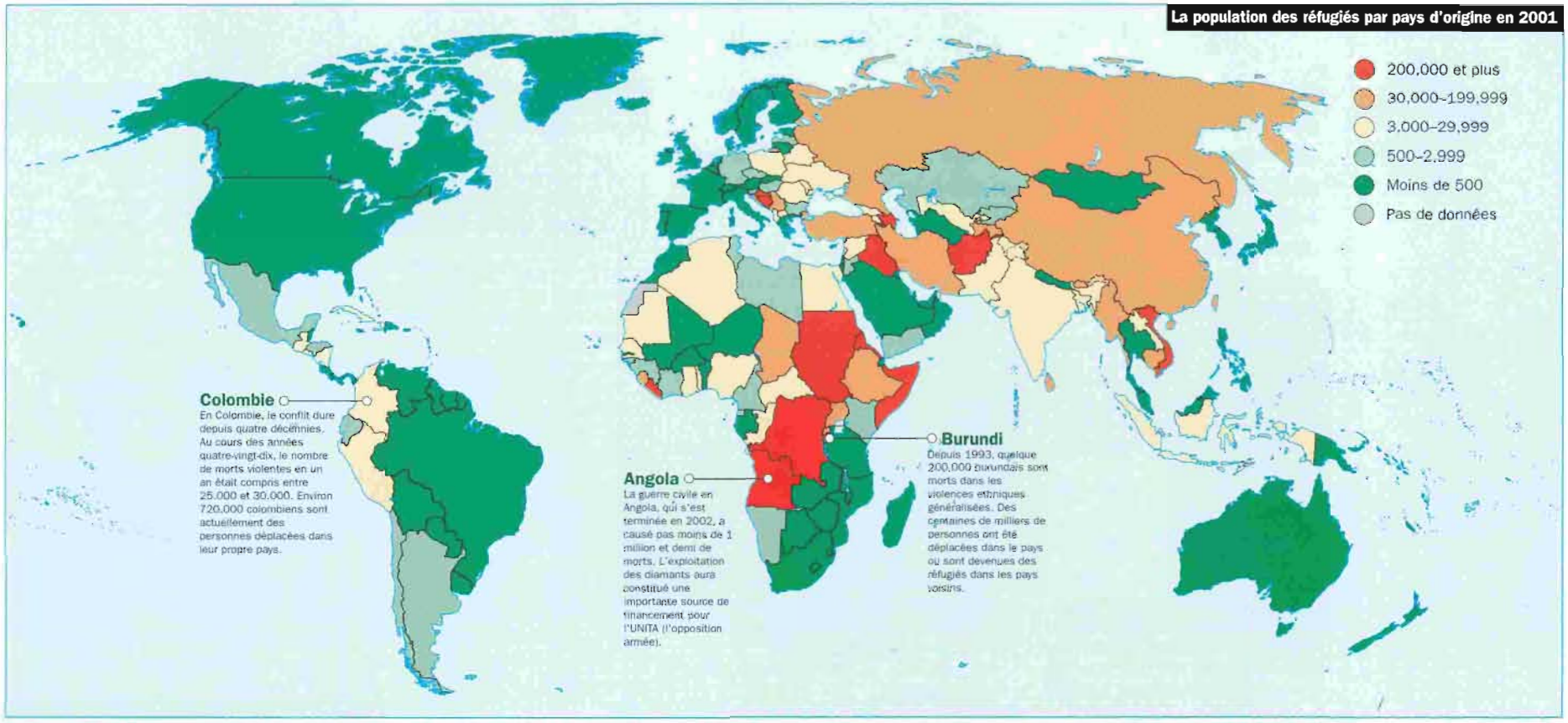
L'incidence des guerres civiles qui se poursuivent a atteint un pic au début des années quatre-vingt-dix et a diminué depuis



Le risque de guerre civile dans les pays à revenu faible augmente avec la part des exportations de produits de base

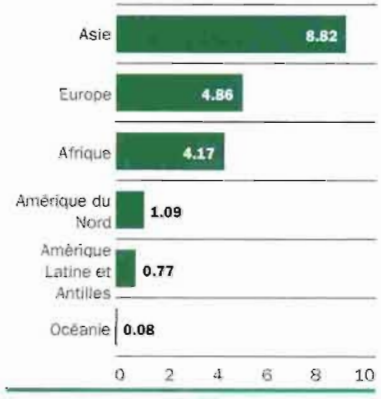


La population des réfugiés par pays d'origine en 2001



En janvier 2002, le monde comptait 19,8 millions de personnes déplacées

Demandeurs d'asile, réfugiés, personnes déplacées et autres concernées par l'UNHCR (en millions)



12 millions d'entre elles étaient des réfugiés...

Les 10 principaux pays d'origine

Afghanistan	3,809,600
Burundi	554,000
Irak	530,100
Soudan	489,500
Angola	470,600
Somalie	439,900
Bosnie-Herzegovine	426,000
Congo, (Rép. Dém.)	392,100
Vietnam	353,200
Erythrée	333,100

...cherchant asile dans ces pays...

Pays d'accueil
Pakistan
Tanzanie
Iran
Ouganda, Ethiopie, Congo (Rep. Dem.), Kenya, République Centrafricaine.
Zambie, Congo (Rep. Dém.), Namibie
Kenya, Yémen, Ethiopie, USA, Royaume-Uni.
Yougoslavie (Rép. Féd.), USA, Suède, Danemark, Pays-Bas
Tanzanie, Congo (Rep. Dém), Zambie, Rwanda, Burundi
Chine, USA
Soudan

...et 5 millions étaient des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

Les 10 premiers pays

Afghanistan	1,200,000
Colombie	720,000
Sri Lanka	683,300
Azerbaijan	573,000
Russie	443,300
Bosnie-Herzégovine	438,300
Géorgie	264,200
Yougoslavie, Rép. Féd.	263,600
Angola	202,000
Libéria	196,100

Les réfugiés sont les personnes qui ont quitté leur pays et ne peuvent y revenir en raison d'une crainte fondée d'être persécutées pour des raison de race, de religion, de nationalité, d'opinion politique ou d'appartenance à une couche sociale particulière. En 2001, il y a eu plus de 20 conflits prolongés, en comptant ceux de l'Angola, du Burundi et de la Colombie.

Un monde en cours d'intégration

Dans une économie mondiale intégrée, il est plus facile pour des habitants de pays différents de réaliser des échanges, et les gens comme les marchandises peuvent plus facilement voyager d'un pays à un autre. Les liens entre les différents systèmes économiques se sont développés au cours des 20 dernières années, avec la baisse des coûts des transports et la disparition des barrières douanières et avec l'expansion des marchés financiers internationaux.

Les nouvelles technologies ont bouleversé les structures anciennes de production et d'emploi. De plus en plus, des produits sont fabriqués en divers endroits du monde et distribués dans le monde entier. Les pays en développement sont devenus d'importants fournisseurs de biens manufacturés et de services, dégageant de nouvelles opportunités d'investissement. A l'instar des échanges commerciaux et des flux financiers, la mobilité de la main d'œuvre devrait croître dans une économie ouverte et intégrée.

Les immigrants sont souvent plus productifs dans leur pays d'accueil, où les coûts de la main d'œuvre s'en trouvent diminués tandis que les reversements qu'ils font à leurs familles engendrent une croissance des revenus dans leur pays d'origine. En ouvrant de nouveaux marchés, en permettant le partage de la connaissance et en rendant l'allocation des ressources plus efficace, l'intégration peut apporter à la population de nouvelles opportunités et faire reculer la pauvreté.

Un agenda mondial des échanges commerciaux orienté vers le développement

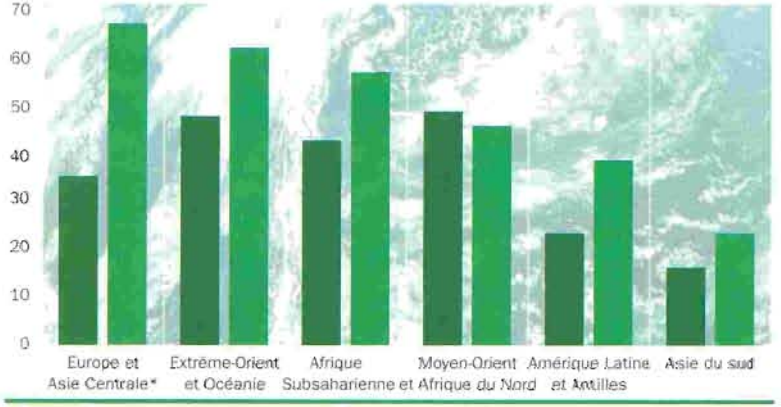
Les règles du système d'échanges mondial traditionnel sont contrôlées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a succédé au GATT. A travers une série de "cycles", les membres du GATT avaient négocié des réductions substantielles des tarifs douaniers et autres barrières aux échanges, mais le nouveau cycle qui a suivi la conférence de l'OMC à Doha, au Qatar, en 2001, a été la première à faire du développement son objectif principal. Par ailleurs, l'accession de la Chine à l'OMC devrait favoriser le maintien en première ligne des problèmes d'accès aux marchés. Même si, à Doha, il n'y a pas eu d'accord unanime des participants sur tous les points, la déclaration à laquelle ont abouti les négociations a donné aux pays en développement des raison d'espérer un environnement plus favorable aux échanges commerciaux et a laissé espérer que l'accent soit mis sur la mise en œuvre. Plusieurs des principaux accords de Doha ont trait à l'accès aux marchés :

- La réduction de toutes les formes de subventions à l'exportation (avec pour finalité de les éliminer) et la réduction substantielle des soutiens nationaux qui distordent le jeu du commerce.
- Le soutien à la croissance du commerce des services pour les pays en développement.
- La réduction, ou le cas échéant l'élimination des droits de douane. Il s'agit d'éliminer les pics des tarifs douaniers et les tarifs élevés et de mettre fin à l'escalade des barrières tarifaires et non tarifaires, surtout sur les produits non agricoles dont l'exportation est particulièrement intéressante pour les pays en développement.

Le commerce est un facteur d'intégration important

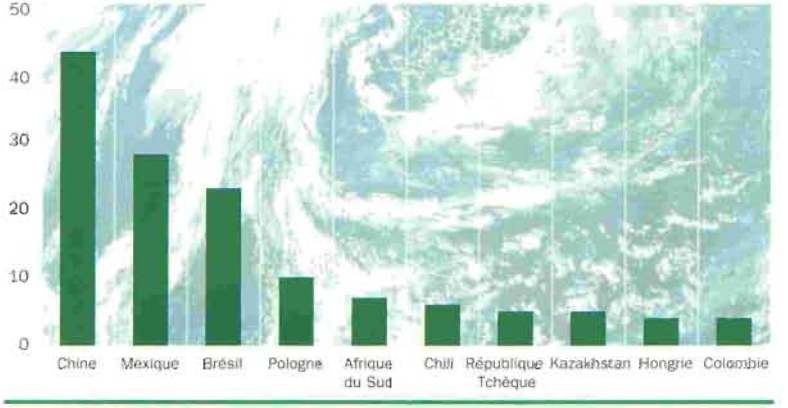
Exportations et importations de marchandises (en % du PIB) — 1990 — 2001

* Les chiffres concernant l'Europe et l'Asie Centrale font référence à 1994 et 2001.



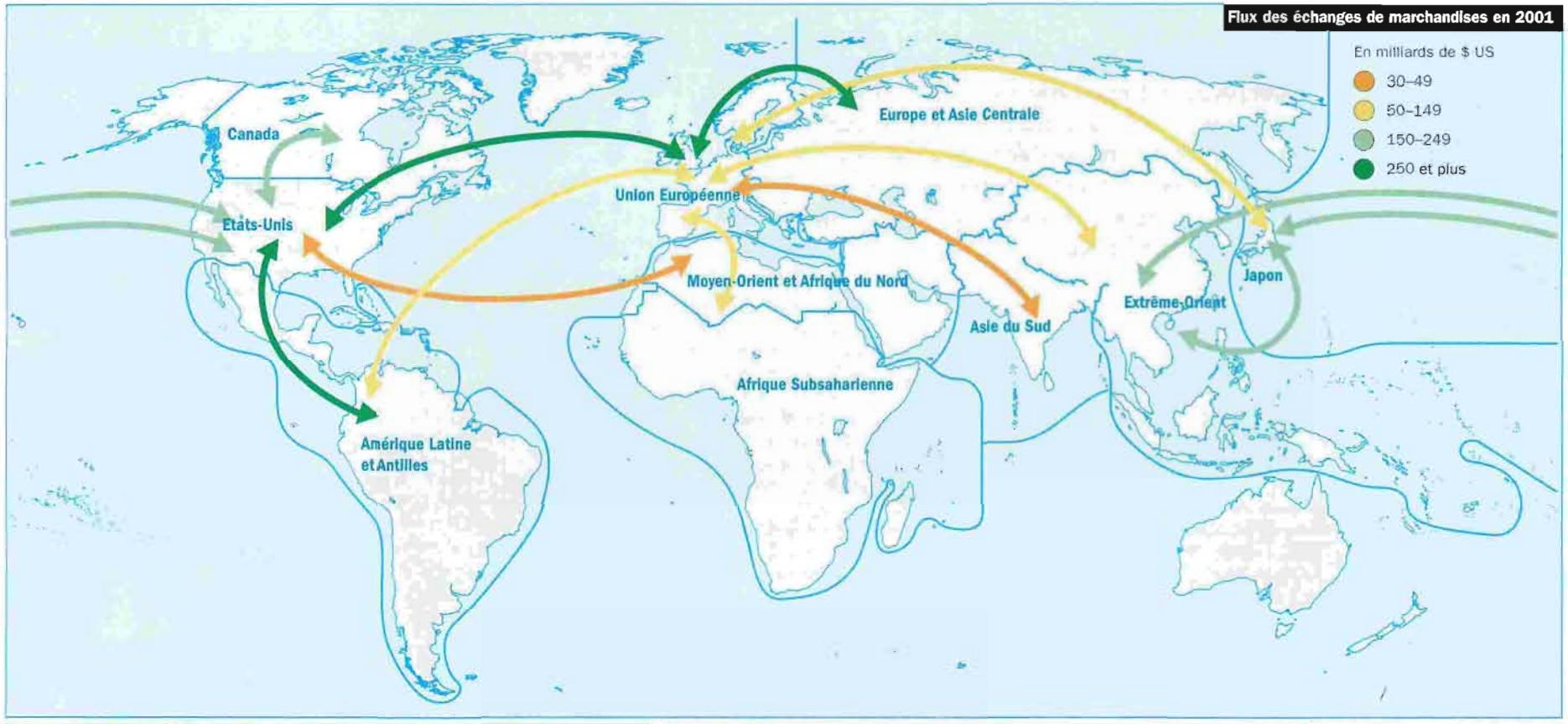
Dix pays ont reçu 79% des flux nets de capitaux privés à destination des pays en développement en 2001

Flux nets de capitaux privés (en milliards de $)



23

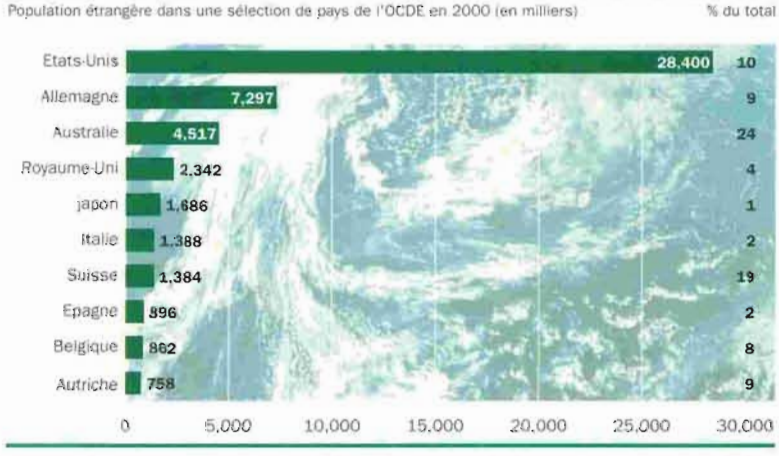
Flux des échanges de marchandises en 2001



Dans les 10 pays qui comptent les reversements familiaux les plus élevés en 2001, l'argent envoyé dans le pays d'origine dépasse de loin l'aide reçue

Pays	Reversements nets (en millions de $)	Aide nette (en millions de $)
Inde	9 001	1 705
Mexique	8 896	75
Maroc	3 234	517
Egypte	2 877	1 255
Turquie	2 786	167
Bangladesh	2 092	1 024
Salvador	1 911	234
Republique Dominicaine	1 808	105
Jordanie	1 640	432
Colombie	1 564	380

Les immigrés jouent un rôle important dans les pays de l'OCDE



Le commerce des marchandises est un facteur important d'intégration mondiale. Les flèches indiquent la valeur des échanges (exportations plus importations) entre les principaux partenaires commerciaux. Les flux de moins de 30 milliards de dollars ne sont pas pris en compte. Les échanges entre les pays en développement sont en hausse, mais plus de la moitié du commerce mondial se fait toujours entre les pays à revenu élevé.

Réduire les barrières aux échanges

Un système d'échanges commerciaux mondial ouvert et équitable est essentiel au développement. Cependant, après un certain nombre de cycles de négociations commerciales multilatérales, il reste d'importantes barrières. Ces barrières engendrent des coûts, tant pour les pays à revenu élevé que pour les pays en développement.

Les pays en développement se voient imposer des droits de douane qui représentent en moyenne plus du double de ceux imposés aux pays à revenu élevé. Ils sont aussi confrontés à des barrières non tarifaires : quotas, exigences sur l'origine des produits et mesures antidumping. Une réduction des barrières commerciales engendre souvent des opportunités de croissance significatives pour les pays à revenu faible et intermédiaire. La plus grande partie des exportations de ces pays consistent en marchandises à forte intensité de main d'œuvre, aussi peut-on faire reculer la pauvreté en favorisant une croissance alimentée par les exportations. Non seulement l'accroissement des revenus des exportations permettra une hausse des niveaux de revenu à l'échelle du pays concerné, mais la croissance dans les secteurs intensifs en main d'œuvre engendrera de nouvelles opportunités d'emplois pour les pauvres. Les filets de sécurité permettront de faire en sorte que la libéralisation se réalise dans un sens qui soit favorable à ces derniers.

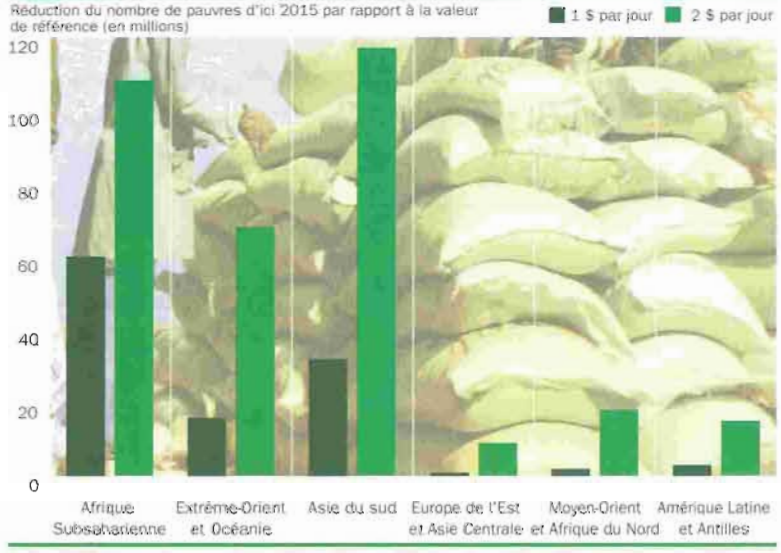
Les barrières aux exportations agricoles des pays en développement

Pour un certain nombre de pays en développement, les produits agricoles constituent la part la plus importante des exportations, mais ces exportations se heurtent à de nombreux obstacles du côté des pays à revenu élevé. Les droits de douane les plus élevés imposés à la fois aux pays en développement et aux pays à revenu élevé sont parfois ceux qui concernent les produits agricoles. Les exportations agricoles des pays en développement sont soumises à des droits de douane moyens de 16 % lorsqu'elles sont à destination des pays riches et de 20 % lorsqu'elles sont à destination des pays en développement. Sur certains produits de base sensibles, les tarifs douaniers les plus élevés dépassent 100 %.

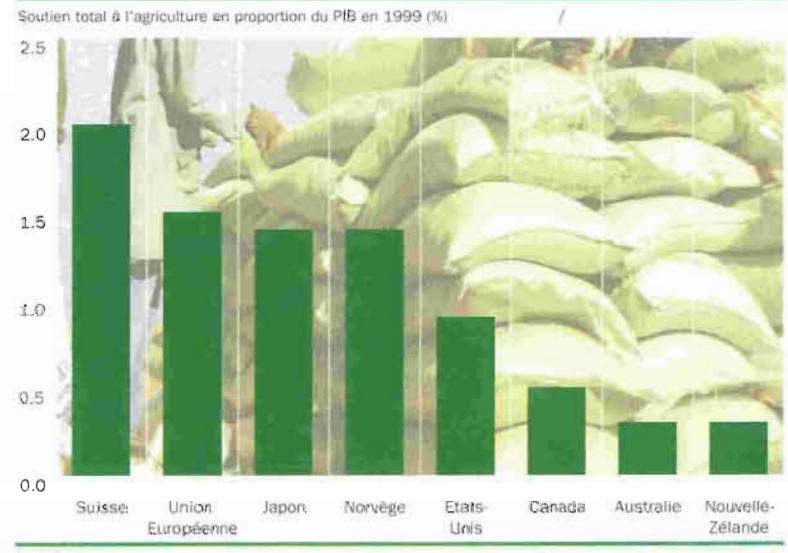
Aux barrières tarifaires et non tarifaires s'ajoutent les larges subventions que les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Japon accordent à leurs producteurs agricoles intérieurs, une autre source de distorsion du marché. En 2001, les subventions à l'agriculture versées par les pays membres de l'OCDE dépassaient 300 milliards de dollars - soit six fois leur contribution à l'aide extérieure. Remarquons que la subvention moyenne pour chaque vache est d'environ 2,50 $ par jour en Europe et de près de 7 $ par jour au Japon, tandis qu'en Afrique subsaharienne, les trois quarts de la population disposent pour vivre de moins de 2 $ par jour.

Améliorer l'accès au marché, dans le secteur de l'agriculture, permettrait véritablement d'accroître les revenus aussi bien dans les pays riches que dans les pays en développement.

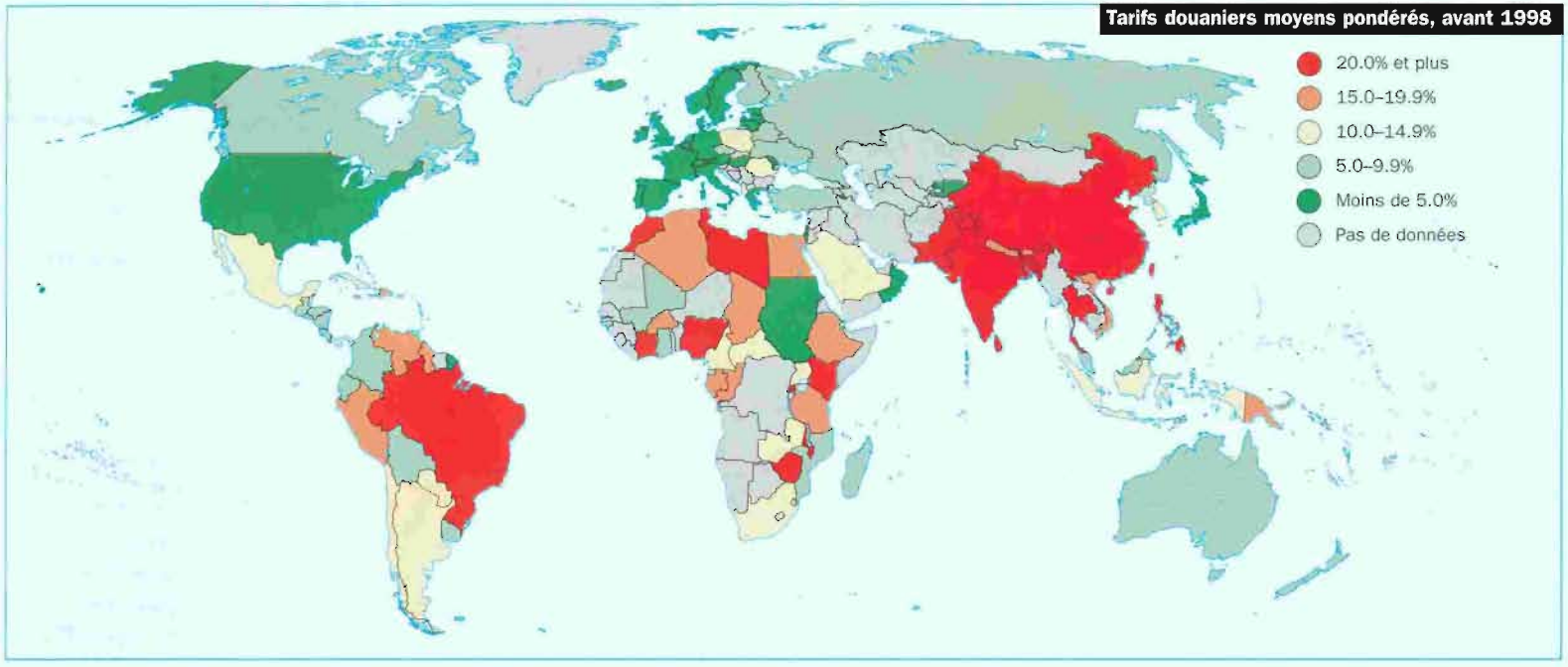
Une plus grande libéralisation des échanges commerciaux permettrait de faire reculer substantiellement la pauvreté.



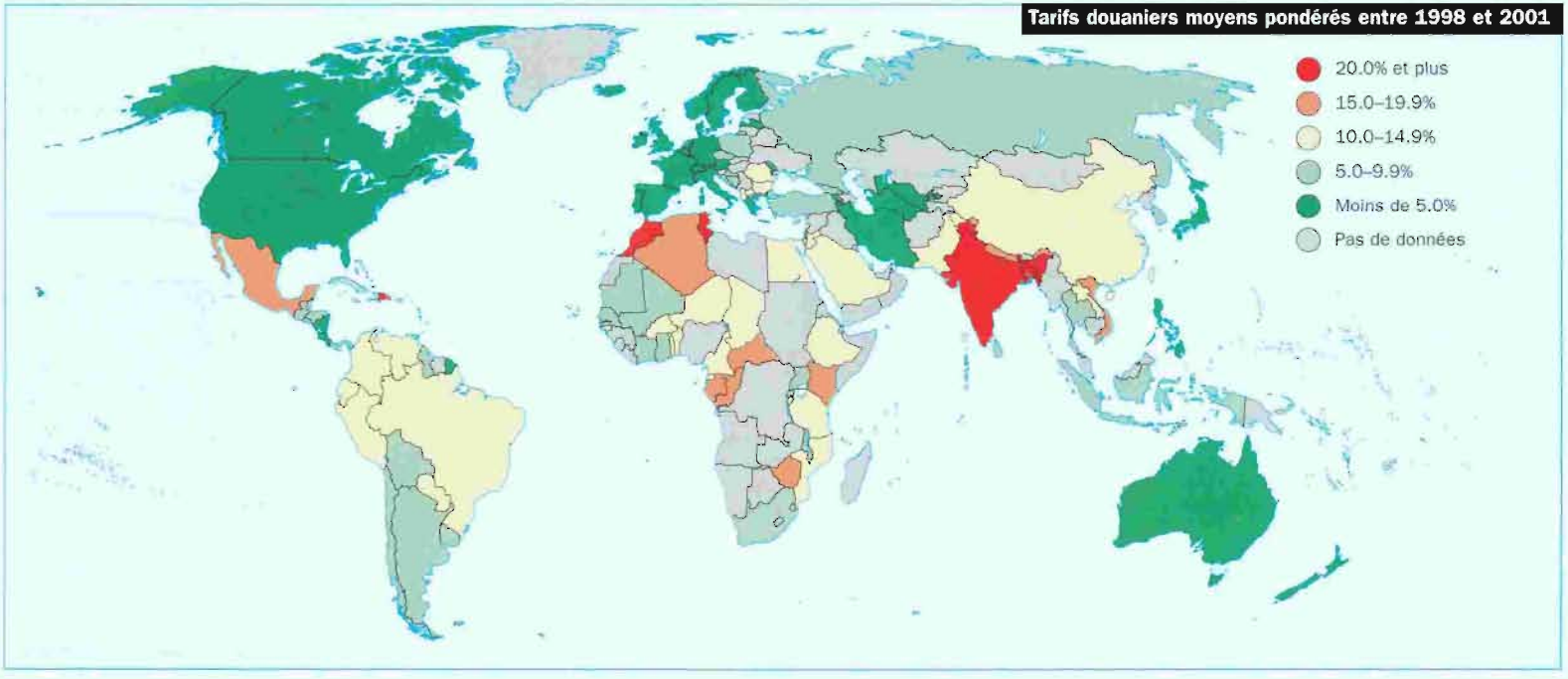
Certains pays à revenu élevé accordent de larges subventions aux agriculteurs



24



Les tarifs douaniers moyens sont pondérés par la valeur des échanges entre le pays concerné et ses partenaires commerciaux. Certains pays fixent des droits de douane uniformes sur l'ensemble de leurs importations. D'autres sont plus sélectifs et fixent des tarifs élevés pour protéger certaines de leurs industries. Sur la période à laquelle cette carte fait référence (dernière année disponible entre 1988 et 1997), l'abaissement des barrières commerciales du cycle de l'Uruguay n'a pas encore pris effet.



Ces dernières années (1998 à 2001), les tarifs douaniers ont chuté dans la plupart des pays, reflétant l'engagement international à libéraliser les échanges. Les barrières non tarifaires (quotas, licences et prohibitions) sont aussi en diminution, mais le recours à des mesures antidumping pour restreindre les importations est en recrudescence.

L'aide au développement

Le développement est une affaire de partenariat entre les pays en développement et les pays à revenu élevé. Les pays donateurs doivent aider les pays bénéficiaires à renforcer leur capacité de promouvoir le changement. Quant aux pays bénéficiaires, ils doivent investir dans leur population et créer un environnement susceptible de soutenir la croissance.

L'aide est pour les pays riches un moyen de transférer des ressources vers les pays en développement. Cependant, l'aide à destination des pays les plus pauvres a chuté de 58 milliards de dollars en 1990 à 52 milliards de dollars en 2001 et représente aujourd'hui moins d'un quart de 1% du RNB des pays donateurs. L'aide est plus efficace pour faire reculer la pauvreté lorsqu'elle est dirigée vers les pays pauvres dont les orientations politiques sont bonnes et qui bénéficient d'une gouvernance correcte. Pour aider les pays les plus pauvres à atteindre les Objectifs de développement du Millénaire, il faut que l'aide officielle au développement double son niveau actuel, et que ces pays y consacrent eux-mêmes plusieurs fois ce montant. Ce qui est nécessaire, c'est plus encore que l'aide. Les pays riches pourraient alléger davantage la dette des pays pauvres, leur ouvrir davantage l'accès à leurs marchés et accroître le volume et la prédictibilité de l'aide. Les pays en développement peuvent renforcer leur gouvernance, améliorer le climat de l'investissement privé et accroître le capital humain grâce à une offre plus efficace de services sociaux et de services de base.

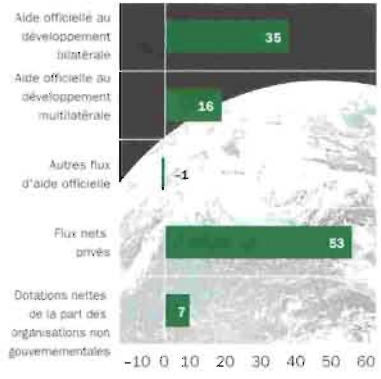
Le consensus de Monterrey

En mars 2002, les dirigeants des pays en développement et ceux des pays à revenu élevé se sont réunis à Monterrey, au Mexique, pour discuter des nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté dans le monde. Les pays riches ont pris de nouveaux engagements devant se traduire par un accroissement de l'aide officielle au développement en termes réels d'environ 16 milliards de dollars par an d'ici 2006 :

- Pays membres de l'Union Européenne : s'efforcer de porter l'aide au développement à pas moins de 0,33 % de leur revenu national brut (RNB) d'ici 2006, la moyenne pour l'Union Européenne atteignant 0,4 % du RNB ou davantage.
- Etats-Unis : parvenir à une hausse de 5 milliards de dollars (soit presque 50%) par rapport aux niveaux actuels d'ici 2006.
- Canada : doubler son aide d'ici 2010.
- Japon : réduire son budget d'aide au développement pour l'année budgétaire 2002-2003 dans le cadre d'une consolidation budgétaire nécessaire.
- Norvège : porter son aide au développement à 1 % de son RNB d'ici 2005.
- Suisse : porter son aide au développement à 0,4 % de son RNB d'ici 2010.
- Australie : augmenter son aide au développement de 3 % en termes réels en 2002-2003.

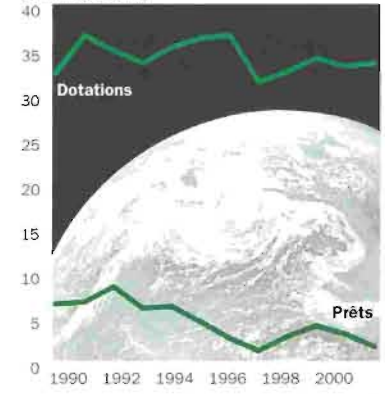
Le financement extérieur provient en grande partie de sources privées

Flux nets totaux vers les pays bénéficiaires de l'aide au développement en 2001 (en milliards de $)



L'aide aux pays en développement parvient davantage sous forme de dotations

Aide officielle au développement bilatérale (en milliards de $)

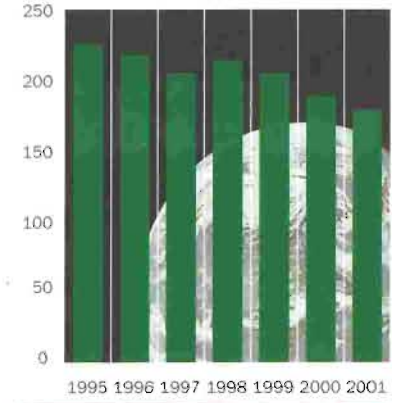


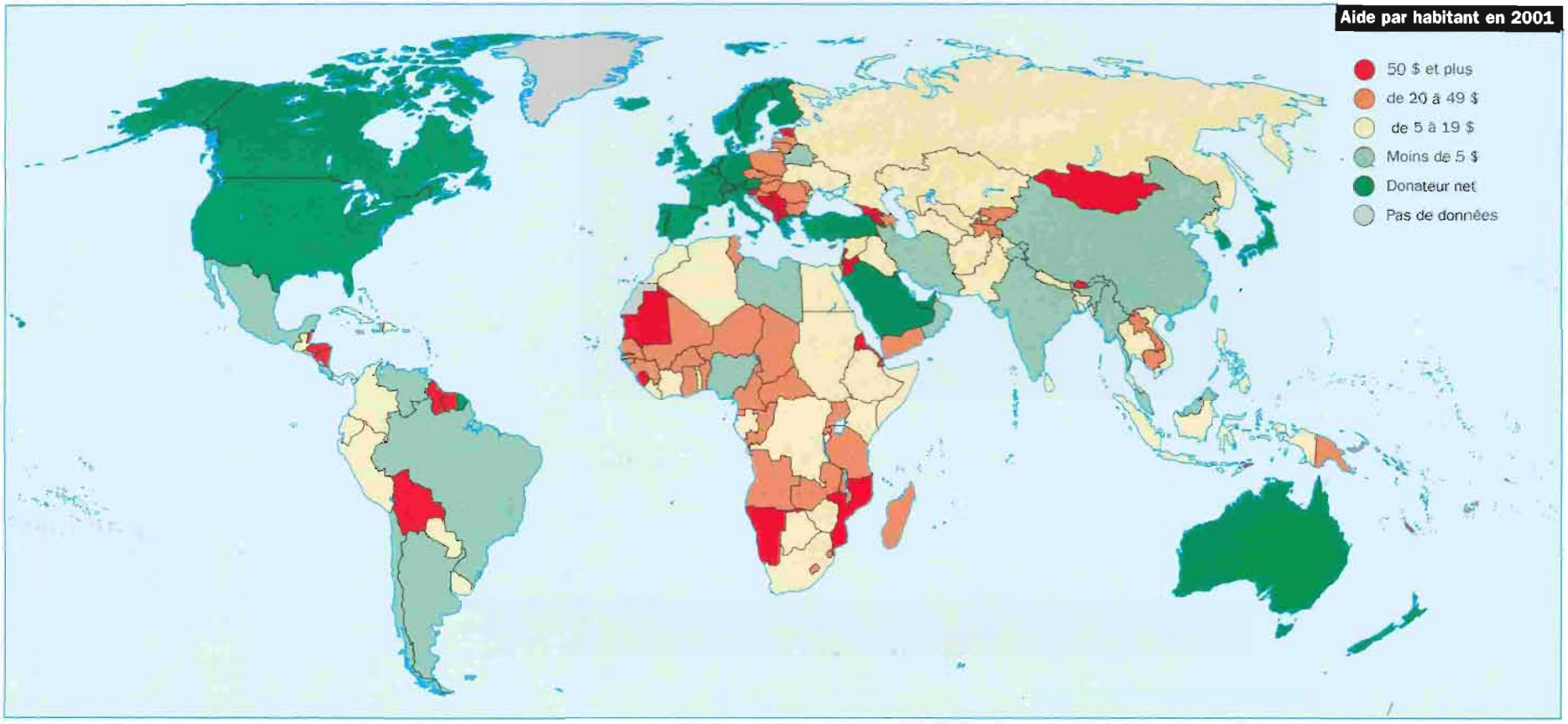
L'allègement de la dette des pays pauvres

L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (HIPC) consiste à alléger la dette des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés du monde. En mars 2003, 26 pays présentaient les critères requis pour un allègement de leur dette s'élevant à près de 42 milliards de dollars. L'économie réalisée sur le service de la dette a permis à ces pays de voir leurs dépenses sociales annuelles moyennes passer de 6 à 8 % de leur PIB.

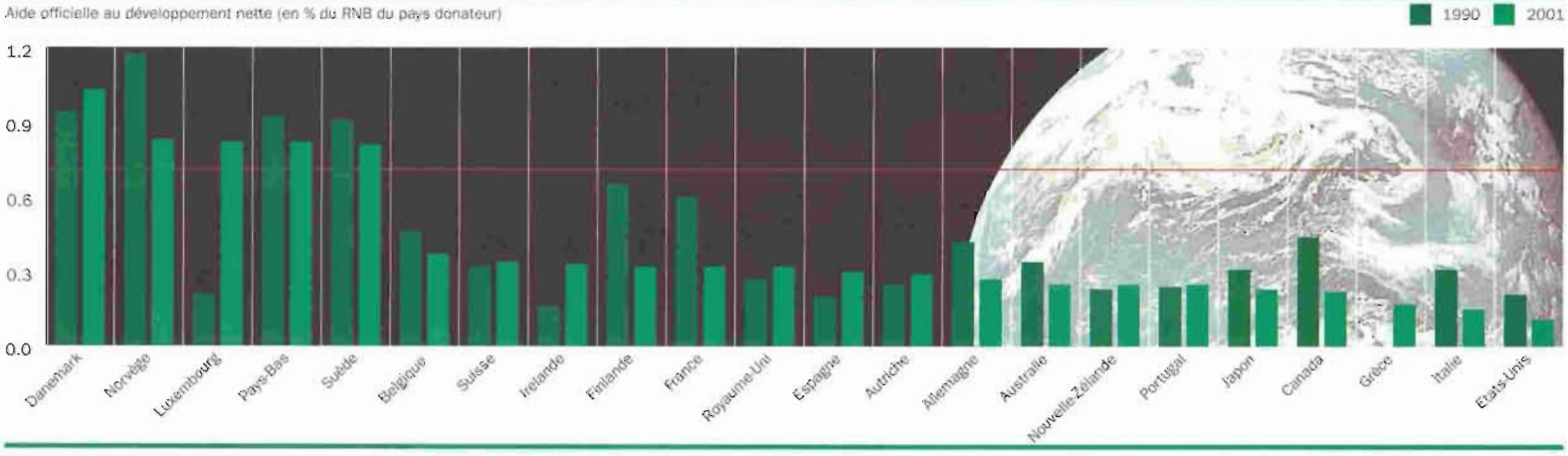
Le fardeau global de la dette des pays pauvres très endettés a diminué

Dette extérieure totale des HIPC (en milliards de $)





Cinq pays seulement ne consacrent pas moins de 0,7% de leur RNB à l'aide officielle au développement - et les parts de la plupart des principaux donateurs ont diminué



Dans la plupart des pays, l'aide joue un rôle relativement limité. Cependant, pour les pays qui sont véritablement les plus pauvres, elle peut revêtir une grande importance. En 2001, 43 pays en développement ont reçu plus de 50 $ par habitant. Une aide supplémentaire - associée à des orientations politiques favorables - pourrait permettre à ces pays à faire sortir des millions de personnes de la pauvreté.

Statistiques

Pricipaux indicateurs du développement

Pays	Population totale millions hab. 2001	Superficie milliers de km2 2001	Densité de population nb hab par km2 2001	Espérance de vie à la naissance années 2001	Revenu national brut milliards de $ 2001[b]	Revenu national brut $ par hab. 2001[b]	Revenu national brut ppa[a] $ par hab. 2001	Chômage des jeunes % des 15 à 24 ans 2000
Afghanistan	27.2c	652.1	42	43	..	..d	..	..
Afrique du sud	43.2	1,221.0	35	47	121.9	2,820	10,910e	55.8
Albanie	3.2	28.8	115	74	4.2	1,340	3,810	..
Algérie	30.8	2,381.7	13	71	51.0	1,650	5,910e	..
Allemagne	82.3	357.0	231	78	1,939.6	23,560	25,240	7.7
Andorre	0.1	0.5	140	..	..	..g	..	..
Angola	13.5	1,246.7	11	47	6.7	500	1,690e	..
Antigua et Barbuda	0.1	0.4	156	..	0.6	9,150	9,550	..
Antilles Néerlandaises	0.2	0.8	275	..	..	..g	..	35.5
Arabie Saoudite	21.4	2,149.7	10	73	181.1	8,460	13,290	..
Argentine	37.5	2,780.4	14	74	260.3	6,940	10,980	..
Arménie	3.8	29.8	135	74	2.2	570	2,730	..
Aruba	0.1	0.2	474	..	..	..g	..	..
Australie	19.4	7,741.2	3	79	385.9	19,900	24,630	12.3
Autriche	8.1	83.9	98	78	194.7	23,940	26,380	5.9
Azerbaïdjan	8.1	86.6	94	65	5.3	650	2,890	..
Bahamas	0.3	13.9	31	70	4.5	14,860	15,680	15.8
Bahrein	0.7	0.7	917	73	7.2	11,130	15,390	..
Bangladesh	133.3	144.0	1,024	62	48.6	360	1,600	..
Barbade (la)	0.3	0.4	624	75	2.6	9,750h	15,110	21.8
Belgique	10.3	31.0	313	78	245.3	23,850	26,150	22.6
Bélize	0.2	23.0	11	74	0.7	2,940	5,150	22.5
Bénin	6.4	112.6	58	53	2.4	380	970	..
Bermudes	0.1	0.1	1,200	..	..	..g	..	..
Bhoutan	0.8	47.0	18	63	0.5	640	..	..
Biélorussie	10.0	207.6	48	68	12.9	1,290	7,630	..
Birmanie	48.3	676.6	73	57	..	..d	..	..
Bolivie	8.5	1,098.6	8	63	8.1	950	2,240	..
Bosnie-Herzégovine	4.1	51.1	80	74	5.0	1,240	6,250	..
Botswana	1.7	581.7	3	39	5.3	3,100	7,410	..
Brésil	172.4	8,547.4	20	68	528.9	3,070	7,070	18.3
Brunéi	0.3	5.8	65	76	..	..g	..	..
Bulgarie	8.0	110.9	73	72	13.2	1,650	6,740	34.2
Burkina Faso	11.6	274.0	42	44	2.5	220	1,120e	..
Burundi	6.9	27.8	270	42	0.7	100	680	..
Caïman (Iles)	0.0	0.3	135	..	..	..g	..	..
Cambodge	12.3	181.0	69	54	3.3	270	1,790	..
Cameroun	15.2	475.4	33	49	8.7	580	1,580	..
Canada	31.1	9,970.6	3	79	681.6	21,930	26,530e	14.0
Cap Vert	0.4	4.0	111	69	0.6	1,340	5,540e	..
Chili	15.4	756.6	21	76	70.6	4,590	8,840	21.2
Chine	1,271.8	9,598.1i	136	70	1,131.2	890	3,950	3.1
Hong Kong, (Chine)	6.7	..	..	80	170.3	25,330	25,560	10.3
Macao, (Chine)	0.4	0.4	..	79	6.3j	14,380j	21,630	9.9
Chypre	0.8	9.3	82	78	9.4	12,320	21,110e	..
Cisjordanie et Gaza	3.1	..	..	72	4.2	1,350	..	..
Colombie	43.0	1,138.9	41	72	81.6	1,890	6,790	36.3
Comores	0.6	2.2	256	61	0.2	380	1,890	..
Congo (Rép. Dém.)	52.4	2,344.9	23	45	4.2	80	630	..
Congo, Rép.	3.1	342.0	9	51	2.0	640	680	..
Corée du Nord	22.4	120.5	186	61	..	..d	..	..
Corée du Sud	47.3	99.3	480	74	447.6	9,460	15,060	14.2
Costa Rica	3.9	51.1	76	78	15.7	4,060	9,260	11.7
Côte d'Ivoire	16.4	322.5	52	46	10.3	630	1,400	..
Croatie	4.4	56.5	78	74	19.9	4,550	8,930	29.8
Cuba	11.2	110.9	102	77	..	..k	..	..
Danemark	5.4	43.1	126	77	164.0	30,600	28,490	10.0
Djibouti	0.6	23.2	28	45	0.6	890	2,420	..

Pays	Population totale millions hab. 2001	Superficie milliers de km2 2001	Densité de population nb hab par km2 2001	Espérance de vie à la naissance années 2001	Revenu national brut milliards de $ 2001[b]	Revenu national brut $ par hab. 2001[b]	Revenu national brut ppa[a] $ par hab. 2001	Chômage des jeunes % des 15 à 24 ans 2000
Dominique	0.1	0.8	96	76	0.2	3,200	4,920	..
Egypte	65.2	1,001.5	65	68	99.6	1,530	3,560	..
Emirats Arabes Unis	3.0	83.6	36	75	..	..g	..	..
Equateur	12.9	283.6	47	70	14.0	1,080	2,960	23.5
Erythrée	4.2	117.6	42	51	0.7	160	1,030	..
Espagne	41.1	506.0	82	78	588.0	14,300	19,860	28.5
Estonie	1.4	45.1	32	71	5.3	3,870	9,650	16.1
Etats-Unis	285.3	9,629.1	31	78	9,780.8	34,280	34,280	9.9
Ethiopie	65.8	1,104.3	66	42	6.7	100	800	..
Féroé (Iles)	0.1	1.4	36	..	..	..g	..	..
Fidji	0.8	18.3	45	69	1.8	2,150	4,920	..
Finlande	5.2	338.2	17	78	123.4	23,780	24,030	21.6
France	59.2	551.5	108	79	1,380.7	22,730i	24,080	26.6
Gabon	1.3	267.7	5	53	4.0	3,160	5,190	..
Gambie	1.3	11.3	134	53	0.4	320	2,010e	..
Géorgie	5.3	69.7	76	73	3.1	590	2,580	..
Ghana	19.7	238.5	87	56	5.7	290	2,170e	..
Grèce	10.6	132.0	82	78	121.0	11,430	17,520	29.7
Grenade	0.1	0.3	295	73	0.4	3,610	6,290	..
Groënland	0.1	341.7	0	..	..	..g	..	..
Guam (Ile de)	0.2	0.6	285	78	..	..g	..	..
Guatemala	11.7	108.9	108	65	19.6	1,680	4,380	..
Guinée Equatoriale	0.5	28.1	17	51	0.3	700	..	..
Guinée	7.6	245.9	31	46	3.1	410	1,900	..
Guinée-Bissau	1.2	36.1	44	45	0.2	160	890	..
Guyane	0.8	215.0	4	63	0.6	840	4,280e	..
Haïti	8.1	27.8	295	52	3.9	480	1,870	..
Honduras	6.6	112.1	59	66	5.9	900	2,760	6.3
Hongrie	10.2	93.0	110	72	49.2	4,830	11,990	12.4
Iles Anglo-Normandes	0.1	0.2	768	79	..	..g	..	..
Inde	1,032.4	3,287.3	347	63	477.4	460	2,820	..
Indonésie	209.0	1,904.6	115	66	144.7	690	2,830	..
Iran	64.5	1,648.2	39	69	108.7	1,680	5,940	..
Irak	23.8	438.3	54	62	..	..k	..	..
Irlande	3.8	70.3	56	77	87.7	22,850	27,170	8.5
Islande	0.3	103.0	3	80	8.2	28,910	28,850	4.4
Israël	6.4	21.1	309	79	106.6	16,750	19,630	17.2
Italie	57.9	301.3	197	79	1,123.8	19,390	24,530	32.9
Jamaïque	2.6	11.0	239	76	7.3	2,800	3,490	34.0
Japon	127.0	377.8	349	81	4,523.3	35,610	25,550	9.2
Jordanie	5.0	89.2	57	72	8.8	1,750	3,880	..
Kazakhstan	14.9	2,724.9	6	63	20.1	1,350	6,150	..
Kenya	30.7	580.4	54	46	10.7	350	970	..
Kiribati	0.1	0.7	127	62	0.1	830	..	..
Koweït	2.0	17.8	115	77	37.4	18,270	21,530	..
Laos	5.4	236.8	23	54	1.6	300	1,540e	..
Lesotho	2.1	30.4	68	43	1.1	530	2,980e	..
Lettonie	2.4	64.6	38	70	7.6	3,230	7,760	23.1
Liban	4.4	10.4	429	71	17.6	4,010	4,400	..
Libéria	3.2	111.4	33	47	0.5	140	..	..
Libye	5.4	1,759.5	3	72	..	..f	..	..
Liechtenstein	0.0	0.2	188	..	..	..g	..	..
Lituanie	3.5	65.2	54	73	11.7	3,350	8,350	24.9
Luxembourg	0.4	2.6	170	77	17.6	39,840	48,560	6.8
Macédoine	2.0	25.7	80	73	3.5	1,690	6,040	..
Madagascar	16.0	587.0	27	55	4.2	260	820	..
Malaisie	23.8	329.8	72	73	79.3	3,330	7,910	..
Malawi	10.5	118.5	112	38	1.7	160	560	..

Pays	Population totale millions hab. 2001	Superficie milliers de km2 2001	Densité de population nb hab par km2 2001	Espérance de vie à la naissance années 2001	Revenu national brut milliards de $ 2001[b]	Revenu national brut $ par hab. 2001[b]	Revenu national brut ppa[a] $ par hab. 2001	Chômage des jeunes % des 15 à 24 ans 2000
Maldives	0.3	0.3	934	69	0.6	2,000	..	..
Mali	11.1	1,240.2	9	41	2.5	230	770	..
Malte	0.4	0.3	1,234	78	3.6	9,210	13,140	..
Man (Ile de)	0.1	0.6	133	..	..	..f	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	0.1	0.5	160	..	..	..g	..	..
Maroc	29.2	446.6	65	68	34.7	1,190	3,500	35.0
Marshall (Iles)	0.1	0.2	263	65	0.1	2,190	..	..
Maurice (Ile)	1.2	2.0	591	72	4.6	3,830	9,860	..
Mauritanie	2.7	1,025.5	3	51	1.0	360	1,940	44.9
Mayotte	0.1	0.4	388	..	..	..f	..	..
Mexique	99.4	1,958.2	52	73	550.2	5,530	8,240	3.4
Micronésie (Etats fédérés)	0.1	0.7	172	68	0.3	2,150	..	..
Moldavie	4.3	33.9	130	67	1.5	400	2,300	..
Monaco	0.0	0.0	15,789	..	..	..g	..	..
Mongolie	2.4	1,566.5	2	65	1.0	400	1,710	..
Mozambique	18.1	801.6	23	42	3.8	210	1,050e	..
Namibie	1.8	824.3	2	44	3.5	1,960	7,410e	..
Népal	23.6	147.2	165	59	5.8	250	1,360	..
Nicaragua	5.2	130.0	43	69	..	..d	..	..
Niger	11.2	1,267.0	9	46	2.0	180	880e	..
Nigeria	129.9	923.8	143	46	37.1	290	790	..
Norvège	4.5	323.9	15	79	160.8	35,630	29,340	10.2
Nouvelle-Calédonie	0.2	18.6	12	73	3.2	15,060	25,200	..
Nouvelle-Zélande	3.8	270.5	14	78	51.0	13,250	18,250	13.2
Oman	2.5	309.5	8	74	14.9	6,180	10,720	..
Ouganda	22.8	241.0	116	43	5.9	260	1,460e	..
Ouzbékistan	25.1	447.4	61	67	13.8	550	2,410	..
Pakistan	141.5	796.1	183	63	60.0	420	1,860	..
Palau	0.0	0.5	42	..	0.1	6,780	..	..
Panama	2.9	75.5	39	75	9.5	3,260	5,440e	28.7
Papouasie-Nouvelle Guinée	5.3	462.8	12	57	3.0	580	2,450e	..
Paraguay	5.6	406.8	14	71	7.6	1,350	5,180e	..
Pays-Bas	16.0	41.5	473	78	390.3	24,330	27,390	7.4
Pérou	26.3	1,285.2	21	70	52.2	1,980	4,470	..
Philippines	78.3	300.0	263	70	80.8	1,030	4,070	21.2
Pologne	38.6	323.3	127	74	163.6	4,230	9,370	30.0
Polynésie Française	0.2	4.0	65	73	4.1	17,290	28,020	..
Porto Rico	3.8	9.0	433	76	42.1	10,950h	18,090	20.3
Portugal	10.0	92.0	110	76	109.3	10,900	17,710	8.7
Qatar	0.6	11.0	54	75	..	..g	..	..
République Centrafricaine	3.8	623.0	6	43	1.0	260	1,300e	..
République Dominicaine	8.5	48.7	176	67	19.0	2,230	6,650	..
République Kirghize	5.0	199.9	26	66	1.4	280	2,630	..
République Tchèque	10.2	78.9	132	75	54.3	5,310	14,320	17.0
Roumanie	22.4	238.4	97	70	38.6	1,720	5,780	19.5
Royaume-Uni	58.8	242.9	244	77	1,476.8	25,120	24,340	12.3
Russie	144.8	17,075.4	9	66	253.4	1,750	6,880	26.8
Rwanda	8.7	26.3	352	40	1.9	220	1,240	..
Saint-Marin	0.0	0.1	300	..	..	..g	..	..
Salomon (Iles)	0.4	28.9	15	69	0.3	590	1,910e	..
Salvador	6.4	21.0	309	70	13.0	2,040	5,160	..
Samoa (Iles) américaines	0.1	0.2	350	..	..	..f	..	..
Samoa (Iles)	0.2	2.8	61	69	0.3	1,490	6,130	..
Sao Tomé et Principe	0.2	1.0	157	65	0.0	280	..	..
Sénégal	9.8	196.7	51	52	4.7	490	1,480	..
Seychelles	0.1	0.5	183	73	0.5	6,530	..	..
Sierra Leone	5.1	71.7	72	37	0.7	140	460	..
Singapour	4.1	0.6	6,772	78	88.8	21,500	22,850	7.1
Slovaquie	5.4	49.0	112	73	20.3	3,760	11,780	32.2
Slovénie	2.0	20.3	99	76	19.4	9,760	17,060	18.2
Somalie	9.1	637.7	14	47	..	..d	..	..
Soudan	31.7	2,505.8	13	58	10.7	340	1,750	..
Sri Lanka	18.7	65.6	290	73	16.4	880	3,260	28.2
St Vincent et Grenadines	0.1	0.4	297	73	0.3	2,740	4,980	..
St. Kitts & Nevis	0.0	0.4	125	71	0.3	6,630	10,190	..
Ste Lucie	0.2	0.6	257	72	0.6	3,950	4,960	44.0
Suède	8.9	450.0	22	80	225.9	25,400	23,800	14.2
Suisse	7.2	41.3	183	80	277.2	38,330	30,970	5.6
Surinam	0.4	163.3	3	70	0.8	1,810	..	23.1
Swaziland	1.1	17.4	62	45	1.4	1,300	4,430	..
Syrie	16.6	185.2	90	70	17.3	1,040	3,160	..
Tadjikistan	6.2	143.1	44	67	1.1	180	1,140	..
Tanzanie	34.4	945.1	39	44	9.4m	270m	520	..
Tchad	7.9	1,284.0	6	48	1.6	200	1,060	..
Thaïlande	61.2	513.1	120	69	118.5	1,940	6,230	7.4
Timor Oriental	0.8	14.9	51	..	0.4	520	..	..
Togo	4.7	56.8	86	49	1.3	270	1,620	..
Tonga	0.1	0.8	140	71	0.2	1,530	..	..
Trinidad & Tobago	1.3	5.1	255	72	7.8	5,960	8,620	25.4
Tunisie	9.7	163.6	62	72	20.0	2,070	6,090	..
Turkménistan	5.4	488.1	12	65	5.1	950	4,240	..
Turquie	66.2	774.8	86	70	167.3	2,530	5,830	14.6
Ukraine	49.1	603.7	85	68	35.2	720	4,270	22.5
Uruguay	3.4	176.2	19	74	19.2	5,710	8,250	24.3
Vanuatu	0.2	12.2	17	68	0.2	1,050	3,110	..
Venezuela	24.6	912.1	28	74	117.2	4,760	5,590	25.7
Vierges (îles) (U.S.)	0.1	0.3	322	78	..	..g	..	..
Vietnam	79.5	331.7	244	69	32.8	410	2,070	..
Yémen	18.0	528.0	34	57	8.2	450	730	..
Yougoslavie, Rép. Féd.	10.7	102.0	108	73	9.9	930	..	..
Zambie	10.3	752.6	14	37	3.3	320	750	..
Zimbabwe	12.8	390.8	33	39	6.2	480	2,220	..
Monde	**6,130.1 s**	**133,781.2 s**	**47 w**	**67 w**	**31,400 t**	**5,120 w**	**7,370 w**	
Revenu élevé	2,505.9	34,245.8	76	59	1,069	430	2,190	
Revenu intermédiare	2,667.2	67,121.8	40	70	4,957	1,860	5,390	
Revenu intermédiaire tranche inférieure	2,163.5	45,709.0	48	69	2,672	1,230	4,700	
Revenu intermédiaire tranche supérieure	503.6	21,412.9	24	72	2,291	4,550	8,500	
Revenu faible et intermédiare	5,172.3	101,352.8	52	64	6,025	1,160	3,830	
Extrême-Orient & Océanie	1,822.5	16,300.7	115	69	1,640	900	3,790	
Europe & Asie Centrale	474.6	24,066.4	20	69	935	1,970	6,320	
Amérique Latine & Antilles	523.6	20,459.5	26	71	1,876	3,580	6,900	
Moyen-Orient & Afrique du N.	300.6	11,134.9	27	68	669	2,220	5,430	
Asie du Sud	1,377.8	5,139.5	288	63	618	450	2,570	
Afrique subsaharienne	673.9	24,266.7	29	46	311	460	1,750	
Revenu élevé	957.0	32,413.6	31	78	25,372	26,510	26,650	
Union Européenne	306.7	2,568.9	121	78	6,339	20,670	23,800	

a. PPA signifie à parité de pouvoir d'achat : voir Définitions. b. Calculé à l'aide de la méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale. c. L'estimation ne tient pas compte des flux récents de réfugiés. d. considéré comme pays à revenu faible (inférieur ou égal à 745 $). e. L'estimation est basée sur la régression linéaire ; les autres sont extrapolées à partir des estimations les plus récentes du Programme international pour la comparaison. f. Considéré comme pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (entre 2.976 $ et 9.205 $). g. Considéré comme pays à revenu élevé (supérieur ou égal à 9.206 $). h. Compris dans les totaux pour les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure sur la base de statistiques antérieures. i. Comprend Taiwan, Macao et Hongkong. j. Fait référence au PIB ou au PIB par habitant. k. Considéré comme pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (entre 746 $ et 2.975 $). l. Les estimations du RNB et du RNB par habitant comprennent les départements français d'outre-mer suivants : Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion. m. Les statistiques font référence à la Tanzanie continentale uniquement.

Pauvreté et mortalité

Pays	Seuil de pauvreté international: Année de l'enquête	Population au-dessous de 1 $ par jour %	Ecart de pauvreté 1 $ par jour %	Seuil de pauvreté national: Année de l'enquête	Population au-dessous du seuil de pauvreté: Rurale %	Urbaine %	Nationale %	Part du cinquième le plus pauvre dans le revenu national % 1987–2001[a]	Taux de mortalité avant l'âge de 5 ans pour 1.000 naissances 2001	Taux de mortalité infantile pour 1.000 naissances 2001	Ratio de mortalité en couches, estimations modélisées pour 100.000 naissances 1995
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	257	165	820
Afrique du sud	1995	<2	<0.5	..	..	..	..	2.0b	71	56	340
Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	25	23	31
Algérie	1995	<2	<0.5	1995	30.3	14.7	22.6	7.0b	49	39	150
Allemagne	..	..	..	..	..	..	..	5.7c	5	4	12
Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	7	6	..
Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	260	154	1,300
Antigua et Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..	14	12	..
Antilles Néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20
Arabie Saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	28	23	23
Argentine	..	..	..	1998	..	29.9	..	..	19	16	85
Arménie	1998	12.8	3.3	1998	..	..	55.0	6.7b	35	31	29
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	..	..	..	..	..	..	..	5.9c	6	6	6
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	7.0c	5	5	11
Azerbaïdjan	2001	3.7	<1	1995	..	..	68.1	7.4b	96	77	37
Bahamas	..	..	..	..	..	..	..	..	16	13	10
Bahrain	..	..	..	..	..	..	..	..	16	13	38
Bangladesh	2000	36.0	8.1	2000	37.4	19.1	33.7	9.0b	77	51	600
Barbade (la)	..	..	..	..	..	..	..	..	14	12	33
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	8.3c	6	5	8
Bélize	..	..	..	..	..	..	..	..	40	34	140
Bénin	..	..	..	1995	..	..	33.0	..	158	94	880
Bermudes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	95	74	500
Biélorussie	2000	<2	<0.5	2000	..	..	41.9	8.4b	20	17	33
Birmanie	..	..	..	..	..	..	..	..	109	77	170
Bolivie	1999	14.4	5.4	1999	81.7	..	62.7	4.0b	77	60	550
Bosnie-Herzégovine	..	..	..	2001–02	19.9	13.8	19.5	..	18	15	15
Botswana	1993	23.5	7.7	..	..	..	..	2.2b	110	80	480
Brésil	1998	9.9	3.2	1990	32.6	13.1	17.4	2.2c	36	31	260
Brunéi	..	..	..	..	..	..	..	..	6	6	22
Bulgarie	2001	4.7	1.4	..	..	..	..	6.7c	16	14	23
Burkina Faso	1994	61.2	25.5	1998	51.0	16.5	45.3	4.5b	197	104	1,400
Burundi	1998	58.4	24.9	1990	..	..	36.2	5.1b	190	114	1,900
Caïman (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	..	..	..	1997	40.1	21.1	36.1	6.9b	138	97	590
Cameroun	1996	33.4	11.8	1984	32.4	44.4	40.0	4.6b	155	96	720
Canada	..	..	..	..	..	..	..	7.3c	7	5	6
Cap Vert	..	..	..	..	..	..	..	..	38	29	190
Chili	1998	<2	<0.5	1998	..	..	17.0	3.2c	12	10	33
Chine	2000	16.1	3.7	1998	4.6	<2	4.6	5.9c	39	31	60
Hong Kong, (chine)	..	..	..	..	..	..	..	5.3c	..	3	..
Macao, (chine)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4	20
Chypre	..	..	..	..	..	..	..	..	6	5	..
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	..	..	..	..	..	25	21	..
Colombie	1998	14.4	8.1	1992	31.2	8.0	17.7	3.0c	23	19	120
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..	79	59	570
Congo (Rép. Dém.)	..	..	..	..	..	..	..	..	205	129	940
Congo (Rép. Du)	..	..	..	..	..	..	..	..	108	81	1,100
Corée du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..	55	42	35
Corée du Sud	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	7.9c	5	5	20
Costa Rica	1998	6.9	3.4	1992	25.5	19.2	22.0	4.5c	11	9	35
Côte d'Ivoire	1995	12.3	2.4	1995	..	..	36.8	7.1b	175	102	1,200
Croatie	2000	<2	<0.5	..	..	..	..	8.3b	8	7	18
Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	9	7	24
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	8.3c	4	4	15
Djibouti	..	..	..	1996	86.5	..	45.1	..	143	100	520
Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..	15	14	..
Egypte	2000	3.1	<0.5	1999–2000	..	..	16.7	8.6b	41	35	170
Emirats Arabes Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	9	8	30
Equateur	1995	20.2	5.8	1994	47.0	25.0	35.0	5.4b	30	24	210
Erythrée	..	..	..	1993–94	..	..	53.0	..	111	72	1,100
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	7.5c	6	4	8
Estonie	1998	<2	<0.5	1995	14.7	6.8	8.9	7.0c	12	11	80
Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	5.2c	8	7	12
Ethiopie	1999–2000	81.9	39.9	1999–2000	45.0	37.0	44.2	2.4b	172	116	1,800
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	..	..	..	..	..	..	..	..	21	18	20
Finlande	..	..	..	..	..	..	..	10.1c	5	4	6
France	..	..	..	..	..	..	..	7.2c	6	4	20
Gabon	..	..	..	..	..	..	..	..	90	60	620
Gambie	1998	59.3	28.8	1998	61.0	48.0	..	4.0b	126	91	1,100
Géorgie	1998	<2	<0.5	1997	9.9	12.1	11.1	6.0b	29	24	22
Ghana	1999	44.8	17.3	1992	34.3	26.7	31.4	5.6b	100	57	590
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	7.1c	5	5	2
Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..	25	20	..
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guam (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..	9	6	12
Guatemala	2000	16.0	4.6	1989	71.9	33.7	57.9	3.8c	58	43	270
Guinée Equatoriale	..	..	..	..	..	..	153	101	..	1,400	..
Guinée	..	..	..	1994	..	..	40.0	6.4b	169	109	1,200
Guinée-Bissau	..	..	..	1991	..	..	48.7	5.2b	211	130	910
Guyane	1998	<2	<0.5	1993	..	..	43.2	4.5b	72	54	150
Haïti	..	..	..	1995	66.0	..	..	..	123	79	1,100
Honduras	1998	23.8	11.6	1993	51.0	57.0	53.0	2.0c	38	31	220
Hongrie	1998	<2	<0.5	1997	..	..	17.3	10.0b	9	8	23
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6	..
Inde	1999–2000	34.7	8.2	1999–2000	30.2	24.7	28.6	8.1b	93	67	440
Indonésie	2000	7.2	1.0	1999	..	..	27.1	8.4b	45	33	470
Iran	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	5.1b	42	35	130
Irak	..	..	..	..	..	..	..	..	133	107	370
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	6.7c	6	6	9
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	4	3	16
Israël	..	..	..	..	..	..	..	6.9c	6	6	8
Italie	..	..	..	..	..	..	..	6.0c	6	4	11
Jamaïque	2000	<2	<0.5	2000	25.1	..	18.7	6.7b	20	17	120
Japon	..	..	..	..	..	..	..	10.6c	5	3	12
Jordanie	1997	<2	<0.5	1997	..	..	11.7	7.6b	33	27	41
Kazakhstan	1996	1.5	0.3	1996	39.0	30.0	34.6	8.2b	99	81	80
Kenya	1997	23.0	6.0	1992	46.4	29.3	42.0	5.6b	122	78	1,300
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	69	51	..
Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	10	9	25
Laos	1997–98	26.3	6.3	1997–98	41.0	26.9	38.6	7.6b	100	87	650
Lesotho	1993	43.1	20.3	1993	53.9	27.8	49.2	1.4b	132	91	530
Lettonie	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	7.6c	21	17	70
Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	32	28	130
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..	235	157	1,000
Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	19	16	120
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	11	10	..
Lituanie	2000	<2	<0.5	..	..	..	..	7.9b	9	8	27
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	8.0c	5	5	..
Macédoine	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	8.4b	26	22	17
Madagascar	1999	49.1	18.3	1999	76.7	52.1	71.3	6.4b	136	84	580
Malaisie	1997	<2	<0.5	1989	..	..	15.5	4.4c	8	8	39
Malawi	1997–98	41.7	14.8	1997–98	66.5	54.9	65.3	4.9b	183	114	580

Pays	Seuil de pauvreté international: Année de l'enquête	Population au-dessous de 1 $ par jour %	Ecart de pauvreté 1 $ par jour %	Seuil de pauvreté national: Année de l'enquête	Population au-dessous du seuil de pauvreté: Rurale %	Urbaine %	Nationale %	Part du cinquième le plus pauvre dans le revenu national % 1987–2001[a]	Taux de mortalité avant l'âge de 5 ans pour 1.000 naissances 2001	Taux de mortalité infantile pour 1.000 naissances 2001	Ratio de mortalité en couches, estimations modélisées pour 100.000 naissances 1995
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	77	58	390
Mali	1994	72.8	37.4	..	..	..	..	4.6b	231	141	630
Malte	..	..	..	..	..	..	..	..	5	5	..
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	1999	<2	<0.5	1998–99	27.2	12.0	19.0	6.5b	44	39	390
Marshall (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	66	54	..
Maurice (Ile)	..	..	..	1992	..	..	10.6	..	19	17	45
Mauritanie	1995	28.6	9.1	2000	61.2	25.4	46.3	6.4b	183	120	870
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1998	8.0	2.1	1988	..	..	10.1	3.4c	29	24	65
Micronésie (Etats fédérés)	..	..	..	..	..	..	..	..	24	20	..
Moldavie	2001	22.0	5.8	1997	26.7	..	23.3	7.1b	32	27	65
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	5	4	..
Mongolie	1995	13.9	3.1	1995	33.1	38.5	36.3	5.6b	76	61	65
Mozambique	1996	37.9	12.0	1996–97	71.3	62.0	69.4	6.5b	197	125	980
Namibie	1993	34.9	14.0	..	..	..	..	1.4c	67	55	370
Népal	1995	37.7	9.7	1995–96	44.0	23.0	42.0	7.6b	91	66	830
Nicaragua	1998	82.3	52.2	1998	68.5	30.5	47.9	2.3b	43	36	250
Niger	1995	61.4	33.9	1989–93	66.0	52.0	63.0	2.6b	265	156	920
Nigeria	1997	70.2	34.9	1992–93	36.4	30.4	34.1	4.4b	183	110	1,100
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	9.7c	4	4	9
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..	..	..	10	7	10
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	6.4c	6	6	15
Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	13	12	120
Ouganda	1996	82.2	40.1	1993	..	..	55.0	7.1b	124	79	1,100
Ouzbékistan	1998	19.1	8.1	..	..	..	..	9.2b	68	52	60
Pakistan	1998	13.4	2.4	1998–99	35.9	24.2	32.6	8.8b	109	84	200
Palau	..	..	..	..	..	..	..	..	29	24	..
Panama	1998	7.6	2.9	1997	64.9	15.3	37.3	3.6b	25	19	100
Papouasie-Nouvelle Guinée	..	..	..	1996	41.3	16.1	37.5	4.5b	94	70	390
Paraguay	1998	19.5	9.8	1991	28.5	19.7	21.8	1.9c	30	26	170
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	7.3c	6	5	10
Pérou	1996	15.5	5.4	1997	64.7	40.4	49.0	4.4c	39	30	240
Philippines	2000	14.6	2.7	1997	50.7	21.5	36.8	5.4b	38	29	240
Pologne	1998	<2	<0.5	1993	..	..	23.8	7.8b	9	8	12
Polynésie Française	..	..	..	..	..	..	..	..	12	10	20
Porto Rico	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10	30
Portugal	1994	<2	<0.5	..	..	..	..	5.8c	6	5	12
Qatar	..	..	..	..	..	..	..	..	16	11	41
République Centrafricaine	1993	66.6	38.1	..	..	..	..	2.0b	180	115	1,200
République Dominicaine	1998	<2	<0.5	1992	29.8	10.9	20.6	5.1c	47	41	110
République Kirghize	2000	2.0	0.2	1999	69.7	49.0	64.1	9.1b	61	52	80
République Tchèque	1996	<2	<0.5	..	..	..	..	10.3c	5	4	14
Roumanie	2000	2.1	0.6	1994	27.9	20.4	21.5	8.2b	21	19	60
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	6.1c	7	6	10
Russie	2000	6.1	1.2	1994	..	..	30.9	4.9b	21	18	75
Rwanda	1983–85	35.7	7.7	1993	..	..	51.2	9.7b	183	96	2,300
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	6	4	..
Salomon (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	24	20	60
Salvador	1997	21.4	7.9	1992	55.7	43.1	48.3	3.3c	39	33	180
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..	25	20	15
Sao Tomé et Principe	..	..	..	..	..	..	..	..	74	57	..
Sénégal	1995	26.3	7.0	1992	40.4	..	33.4	6.4b	138	79	1,200
Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..	17	13	..
Sierra Leone	1989	57.0	39.5	1989	76.0	53.0	68.0	1.1b	316	182	2,100
Singapour	..	..	..	..	..	..	..	5.0c	4	3	9
Slovaquie	1996	<2	<0.5	..	..	..	..	8.8c	9	8	14
Slovénie	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	9.1c	5	4	17
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	225	133	1,600
Soudan	..	..	..	..	..	..	..	..	107	65	1,500
Sri Lanka	1995–96	6.6	1.0	1995–96	27.0	15.0	25.0	8.0b	19	17	60
St Vincent et Grenadines	..	..	..	..	..	..	..	..	25	22	..
St. Kitts & Nevis	..	..	..	..	..	..	..	..	24	20	..
Ste Lucie	..	..	..	..	..	..	..	5.2c	19	17	..
Suède	..	..	..	..	..	..	..	9.1c	3	3	8
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	6.9c	6	5	8
Surinam	..	..	..	..	..	..	..	..	32	26	230
Swaziland	..	..	..	1995	..	..	40.0	2.7c	149	106	370
Syrie	..	..	..	..	..	..	..	..	28	23	200
Tadjikistan	1998	10.3	2.6	..	..	..	..	8.0b	116	91	120
Tanzanie	1993	19.9	4.8	1993	49.7	24.4	41.6	6.8b	165	104	1,100
Tchad	..	..	..	1995–96	67.0	63.0	64.0	..	200	117	1,500
Thaïlande	2000	<2	<0.5	1992	15.5	10.2	13.1	6.1b	28	24	44
Timor Oriental	..	..	..	..	..	..	..	..	124	85	850
Togo	..	..	..	1987–89	..	..	32.3	..	141	79	980
Tonga	..	..	..	..	..	..	..	..	20	17	..
Trinidad & Tobago	1992	12.4	3.5	1992	20.0	24.0	21.0	5.5c	20	17	65
Tunisie	1995	<2	<0.5	1995	13.9	3.6	7.6	5.7b	27	21	70
Turkménistan	1998	12.1	2.6	..	..	..	..	6.1b	87	69	65
Turquie	2000	<2	<0.5	..	..	..	..	6.1b	43	36	55
Ukraine	1999	2.9	0.6	1995	..	..	31.7	8.8b	20	17	45
Uruguay	1998	<2	<0.5	..	..	..	..	4.5c, d	16	14	50
Vanuatu	..	..	..	..	..	..	..	..	42	34	32
Venezuela	1998	15.0	6.9	1989	..	..	31.3	3.0c	22	19	43
Vierges (Iles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	..	..	11	8	..
Vietnam	1998	17.7	3.3	1993	57.2	25.9	50.9	8.0b	38	30	95
Yémen	1998	15.7	4.5	1998	45.0	30.8	41.8	7.4b	107	79	850
Yougoslavie, Rép. Féd.	..	..	..	..	..	..	..	..	19	17	15
Zambie	1998	63.7	32.7	1998	83.1	56.0	72.9	3.3b	202	112	870
Zimbabwe	1990–91	36.0	9.6	1995–96	48.0	7.9	34.9	4.6b	123	76	610
Monde									**81 w**	**56 w**	
Revenu élevé									121	80	
Revenu intermédiare									38	31	
Revenu élevé, tranche inférieure									41	33	
Revenu intermédiaire, " " supérieure									27	23	
Revenu faible et intermédiaire									88	61	
Extrême-Orient & Océanie									44	34	
Europe & Asie Centrale									38	31	
Amérique Latine & Antilles									34	28	
Moyen-Orient & Afrique du N.									54	44	
Asie du Sud									99	71	
Afrique subsaharienne									171	105	
Revenu élevé									7	5	
Union monétaire Européenne									6	4	

a. Les statistiques font référence à l'année la plus récente disponible. b. Fait référence aux parts de dépense par centième de la population : classé selon les dépenses par habitant. c. Fait référence aux parts de revenu par centième de la population : classé selon le revenu par habitant. d. Statistiques urbaines.

Santé Publique

Pays	Taux de vaccination contre la rougeole : % des enfants de moins de 1 ans 2001	Prévalence de la malnutrition infantile : Poids par rapport à l'âge, % des enfants de moins de 5 ans 1993–2001 [a]	Naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié : % du total 1996–2000 [a]	Taux de prévalence de la contraception : % des femmes âgées de 15 à 49 ans 1990–2001 [a]	Prévalence du SIDA : Population jeune % des 15 à 24 ans Hommes [b] 2001	Prévalence du SIDA : Population jeune % des 15 à 24 ans Femmes [b] 2001	Incidence de la tuberculose : pour 100.000 hab. 2000
Afghanistan	46	49	..	..	..	..	321
Afrique du sud	72	9	84	62	10.66	25.64	526
Albanie	95	14	99	..	..	..	29
Algérie	83	6	92	51	..	..	46
Allemagne	89	..	..	..	0.10	0.05	12
Andorre	90	..	..	..	..	..	23
Angola	72	41	23	..	2.23	5.74	275
Antigua et Barbuda	97	..	100	..	..	..	9
Antilles Néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..
Arabie Saoudite	94	..	91	21	..	..	45
Argentine	94	5	98	..	0.86	0.34	48
Arménie	93	3	97	..	0.22	0.06	69
Aruba	..	..	..	..	..	..	..
Australie	93	0	100	..	0.12	0.01	8
Autriche	79	..	..	..	0.22	0.12	15
Azerbaïdjan	99	17	88	55	0.06	0.01	74
Bahamas	93	..	..	..	2.64	3.03	66
Bahrain	98	..	98	62	..	..	53
Bangladesh	76	48	12	54	0.01	0.01	242
Barbade (la)	92	..	91	..	..	..	16
Belgique	83	..	..	..	0.12	0.12	14
Bélize	96	..	..	47	1.10	1.99	44
Bénin	65	23	60	16	1.17	3.71	259
Bermudes	..	..	..	..	..	..	6
Bhoutan	78	19	..	31	..	..	137
Biélorussie	99	..	100	..	0.58	0.19	88
Birmanie	73	43	57	..	1.04	1.72	168
Bolivie	79	8	59	49	0.11	0.05	230
Bosnie-Herzégovine	92	4	100	..	..	..	91
Botswana	83	13	99	..	16.08	37.49	757
Brésil	99	6	88	77	0.64	0.48	68
Brunéi	99	..	99	..	..	..	61
Bulgarie	96	..	99	..	..	..	41c
Burkina Faso	46	34	27	12	3.97	9.73	324
Burundi	75	45	25	..	4.95	11.05	406
Caïman (Iles)	..	..	..	..	..	..	5
Cambodge	59	45	34	24	0.96	2.48	572
Cameroun	62	22	56	19	5.44	12.67	341
Canada	96	..	..	..	0.28	0.17	7
Cap Vert	72	14	89	53	..	..	182
Chili	97	1	100	..	0.35	0.13	25
Chine	79	10	70	83	0.16	0.09	107
Hong Kong, (chine)	..	..	100	..	0.00	0.00	91
Macao, (chine)	..	..	100	..	..	..	219
Chypre	86	..	..	..	..	..	7
Cisjordanie et Gaza	..	15	..	42	..	..	28
Colombia	75	7	86	77	0.85	0.19	50
Comores	70	25	62	21	..	..	63
Congo (Rép. Dém.)	46	34	70	..	2.92	5.91	320
Congo (Rép. Du)	35	..	..	..	3.28	7.80	338
Corée du Nord	34	28	99	..	..	..	175
Corée du Sud	97	..	100	..	0.03	0.01	62
Costa Rica	82	5	98	..	0.58	0.27	16
Côte d'Ivoire	61	21	47	15	2.91	8.31	389
Croatie	94	1	100	..	0.00	0.00	59
Cuba	99	..	100	..	0.09	0.05	14
Danemark	94	..	..	..	0.14	0.06	13
Djibouti	49	18	..	..	..	..	643

Pays	Taux de vaccination contre la rougeole : % des enfants de moins de 1 ans 2001	Prévalence de la malnutrition infantile : Poids par rapport à l'âge, % des enfants de moins de 5 ans 1993–2001 [a]	Naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié : % du total 1996–2000 [a]	Taux de prévalence de la contraception : % des femmes âgées de 15 à 49 ans 1990–2001 [a]	Prévalence du SIDA : Population jeune % des 15 à 24 ans Hommes [b] 2001	Prévalence du SIDA : Population jeune % des 15 à 24 ans Femmes [b] 2001	Incidence de la tuberculose : pour 100.000 hab. 2000
Dominique	99	..	100	..	..	..	21
Egypte	97	4	61	56	..	..	39
Emirats Arabes Unis	94	7	99	..	..	..	21
Equateur	99	14	69	66	0.31	0.15	176
Erythrée	88	44	..	8	2.78	4.30	289
Espagne	94	..	..	..	0.51	0.24	34
Estonie	95	..	..	..	2.48	0.62	67
Etats-Unis	91	1	99	64	0.47	0.22	5
Ethiopie	52	47	10	8	4.39	7.82	397
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	80	8	100	..	..	..	35
Finlande	96	..	..	..	0.04	0.03	11
France	84	..	..	71	0.26	0.17	15
Gabon	55	12	86	33	2.32	4.72	293
Gambie	90	17	51	..	0.52	1.35	264
Géorgie	73	3	96	41	0.08	0.02	75
Ghana	81	25	44	22	1.36	2.97	286
Grèce	88	..	..	..	0.14	0.06	22
Grenade	96	..	99	..	..	..	6
Groënland	..	..	..	..	..	..	..
Guam (Ile de)	..	..	100	..	..	..	87
Guatemala	90	24	41	38	0.90	0.85	85
Guinée Equatoriale	19	..	..	..	1.39	2.77	244
Guinée	52	33	35	6	0.57	1.43	270
Guinée-Bissau	48	25	35	..	1.06	2.98	271
Guyane	92	12	..	31	3.28	4.01	115
Haïti	53	17	24	28	4.06	4.95	350
Honduras	95	17	55	62	1.20	1.50	91
Hongrie	99	..	..	73	0.09	0.02	41
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..
Inde	56	53	42	52	0.34	0.71	184
Indonésie	59	25	56	57	0.06	0.06	280
Iran	96	11	86	73	0.03	0.01	53
Irak	90	..	..	..	..	..	132
Irlande	73	..	..	60	0.06	0.05	14
Islande	88	..	..	..	..	..	3
Israël	94	..	..	..	0.06	0.06	11
Italie	70	..	..	..	0.28	0.26	9
Jamaïque	85	4	95	65	0.82	0.86	8
Japon	96	..	100	..	0.01	0.04	36
Jordanie	99	5	97	50	..	..	10
Kazakhstan	96	4	98	66	0.13	0.03	152
Kenya	76	22	44	39	6.01	15.56	484
Kiribati	76	..	85	..	..	..	87
Koweït	99	2	98	..	..	..	31
Laos	50	40	21	25	0.05	0.03	160
Lesotho	77	18	60	23	17.40	38.08	578
Lettonie	98	..	..	..	0.94	0.24	118
Liban	94	3	95	61	..	..	22
Libéria	78	..	..	..	..	..	275
Libye	93	5	94	45	..	..	24
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..
Lituanie	97	..	..	..	0.16	0.05	111
Luxembourg	91	..	..	..	..	..	15
Macédoine	92	6	97	..	0.00	0.00	52
Madagascar	55	40	46	19	0.06	0.23	254
Malaisie	92	20	96	..	0.70	0.12	111
Malawi	82	25	56	31	6.35	14.89	447

Pays	Taux de vaccination contre la rougeole % des enfants de moins de 1 an 2001	Prévalence de la malnutrition infantile Poids par rapport à l'âge, % des enfants de moins de 5 ans 1993–2001 [a]	Naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié % du total 1996–2000 [a]	Taux de prévalence de la contraception % des femmes âgées de 15 à 49 ans 1990–2001 [a]	Prévalence du SIDA Population jeune % des 15 à 24 ans Hommes [b] 2001	Prévalence du SIDA Population jeune % des 15 à 24 ans Femmes [b] 2001	Incidence de la tuberculose pour 100,000 hab. 2000
Maldives	99	43	..	..	..	..	58
Mali	37	27	24	7	1.37	2.08	267
Malte	65	..	..	..	..	..	7
Man (île de)	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (îles)	..	..	100	..	..	..	86
Maroc	96	..	..	59	..	..	118
Marshall (îles)	94	..	95	..	..	..	86
Maurice (île)	90	15	99	75	0.04	0.04	69
Mauritanie	58	32	57	8	0.38	0.59	226
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	97	8	86	65	0.37	0.09	38
Micronésie (Etats fédérés)	84	..	93	..	..	..	86
Moldavie	81	..	99	74	0.46	0.14	135
Monaco	99	..	..	..	..	..	..
Mongolie	95	13	97	60	..	..	216
Mozambique	92	26	44	6	6.13	14.67	433
Namibie	58	..	76	29	11.10	24.29	521
Népal	71	48	12	29	0.26	0.28	208
Nicaragua	99	12	61	60	0.23	0.08	85
Niger	51	40	16	8	0.95	1.50	256
Nigeria	40	31	42	15	2.99	5.82	305
Norvège	93	..	..	..	0.08	0.04	6
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..	87
Nouvelle-Zélande	85	..	..	..	0.05	0.01	11
Oman	100	23	91	24	..	..	9
Ouganda	61	23	38	15	1.99	4.63	351
Ouzbékistan	99	19	96	56	0.01	0.00	104
Pakistan	54	38	20	28	0.06	0.05	175
Palau	..	..	100	..	..	..	89
Panama	97	8	90	..	1.88	1.25	52
Papouasie-Nouvelle Guinée	58	..	53	26	0.33	0.39	262
Paraguay	77	..	71	57	0.13	0.04	66
Pays-Bas	96	..	100	75	0.20	0.09	9
Pérou	97	7	56	69	0.41	0.18	212
Philippines	75	32	56	47	0.01	0.01	330
Pologne	97	..	..	..	0.09	0.05	36
Polynésie Française	..	..	99	..	..	..	35
Porto Rico	..	..	..	78	..	..	9
Portugal	87	..	100	..	0.41	0.19	52
Qatar	92	6	98	43	..	..	25
République Centrafricaine	29	23	44	15	5.82	13.54	445
République Dominicaine	98	5	96	64	2.10	2.76	147
République Kirghize	99	11	98	60	0.00	0.00	153
République Tchèque	97	..	..	69	0.00	0.00	19
Roumanie	98	..	98	48	0.02	0.02	135
Royaume-Uni	85	..	99	..	0.10	0.05	12
Russie	98	3	99	34	1.87	0.67	132
Rwanda	78	24	31	13	4.91	11.20	405
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	7
Salomon (îles)	..	21	85	..	..	..	87
Salvador	99	12	90	60	0.77	0.35	64
Samoa (îles) américaines	..	..	..	..	..	..	34
Samoa (îles)	92	..	100	..	..	..	35
Sao Tomé et Principe	69	..	..	..	..	..	133
Sénégal	48	18	51	11	0.19	0.54	261
Seychelles	95	..	..	..	..	..	43
Sierra Leone	37	27	42	..	2.48	7.53	278
Singapour	89	..	100	..	0.14	0.16	48
Slovaquie	99	..	..	..	0.00	0.00	25
Slovénie	98	..	..	..	0.00	0.00	26
Somalie	38	26	34	..	..	..	360
Soudan	67	11	..	10	1.08	3.13	193
Sri Lanka	99	33	95	..	0.03	0.04	58
St Vincent et Grenadines	98	20	99	..	..	..	38
St. Kitts & Nevis	94	..	99	..	..	..	16
Ste Lucie	89	..	100	..	..	..	22
Suède	94	..	..	..	0.06	0.05	5
Suisse	81	..	..	..	0.46	0.40	11
Surinam	90	..	85	..	1.22	1.52	74
Swaziland	72	10	..	..	15.23	39.49	600
Syrie	93	13	..	45	..	..	85
Tadjikistan	86	..	77	..	0.00	0.00	160
Tanzanie	83	29	35	25	3.55	8.06	359
Tchad	36	28	16	4	2.38	4.28	274
Thaïlande	94	18	95	72	1.11	1.66	140
Timor Oriental	..	..	26	..	..	..	..
Togo	58	25	51	24	2.05	5.93	317
Tonga	93	..	92	..	..	..	34
Trinidad & Tobago	91	..	99	..	2.41	3.23	13
Tunisie	92	4	90	60	..	..	37
Turkménistan	98	12	97	..	0.00	0.00	84
Turquie	90	8	81	64	..	..	36
Ukraine	99	3	99	72	1.96	0.88	79
Uruguay	94	4	100	..	0.52	0.20	28
Vanuatu	94	..	..	..	..	..	87
Venezuela	49	4	95	..	0.65	0.15	42
Vierges (îles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	12
Vietnam	97	34	70	75	0.31	0.17	189
Yémen	79	46	22	21	..	..	107
Yougoslavie, Rép. Féd.	90	2	93	..	..	..	45
Zambie	85	24	47	26	8.06	20.98	529
Zimbabwe	68	13	84	54	12.38	33.01	584
Monde	**72 w**	**.. w**		**44 w**	**0.77 w**	**1.34 w**	**145 w**
Revenu élevé	80	..		44	1.13	2.37	233
Revenu intermédiaire	86	13		61	0.61	0.77	107
Revenu élevé, tranche inférieure	84	10		61	0.62	0.85	119
Revenu intermédiaire, " " supérieure	94	9		..	0.57	0.43	55
Revenu faible et intermédiaire	71	..		44	0.87	1.58	168
Extrême-Orient & Océanie	76	15		59	0.19	0.16	147
Europe & Asie Centrale	95	..		64	1.08	0.41	91
Amérique Latine & Antilles	91	9		40	0.68	0.46	73
Moyen-Orient & Afrique du N.	92	15		54	..	..	64
Asie du Sud	58	53		49	0.27	0.55	190
Afrique subsaharienne	58	..		21	4.12	9.34	354
Revenu élevé	90	..		..	0.26	0.14	18
Union monétaire Européenne	85	..		..	0.24	0.15	17

a. Les statistiques font référence à l'année la plus récente disponible. b. Les statistiques sont des moyennes d'estimations fortes et faibles. c. Les statistiques concernent l'année 2001.

Statistiques

Education et inégalité des sexes

Pays	Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB 2000	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Hommes 1995–2001 [a]	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Femmes 1995–2001 [a]	Taux d'alphabétisation des adultes % des personnes de 15 ans et + 2001	Ratio de scalarisation filles/garçons à l'école primaire et secondaire [c] % 2000	Ratio d'alphabétisation filles/garçons 15 à 24 ans % 2001	Femmes députées % du total 2002	Femmes employées dans le secteur non agricole % du total 1998–2000 [a]
Afghanistan	..	15	0b	..	..	..	..	..
Afrique du sud	5.5	95	100	86	100	100	30	..
Albanie	..	89	93	85	102	97	6	..
Algérie	..	93	88	68	98	90	3	..
Allemagne	4.6	..	..	..	99	..	32	45
Andorre	..	..	..	..	..	..	14	..
Angola	2.7	..	..	..	84	..	16	..
Antigua et Barbuda	3.2	..	..	..	..	..	5	..
Antilles Néerlandaises	..	..	..	97	95	100	..	..
Arabie Saoudite	9.5	68	69	77	94	96	..	..
Argentine	4.0	91	95	97	103	100	31	43
Arménie	2.9	70	95	98	106	100	3	..
Aruba	4.7	..	..	..	100	..	..	..
Australie	4.7	..	..	..	100	..	25	..
Autriche	5.8	..	..	..	97	..	27	..
Azerbaïdjan	4.2	99	101	..	101	..	11	..
Bahamas	..	..	..	95	97	102	15	..
Bahrain	3.0	85	99	88	103	100	..	..
Bangladesh	2.5	68	72	41	103	71	9	..
Barbade (la)	7.1	..	..	100	100	100	11	..
Belgique	5.9	..	..	..	106	..	23	..
Bélize	6.2	81	83	93	101	101	7	..
Bénin	3.2	47	30	39	62	52	6	..
Bermudes	..	..	..	..	..	..	..	..
Bhoutan	5.2	..	..	..	..	..	9	..
Biélorussie	6.0	95	92	100	101	100	10	..
Birmanie	0.5	..	..	85	98	99	..	..
Bolivie	5.5	..	..	86	97	96	12	..
Bosnie-Herzégovine	..	..	..	..	..	..	7	..
Botswana	8.6	96	107	78	102	109	17	47
Brésil	4.7	..	..	87	103	103	7	45
Brunéi	4.8	..	..	92	100	101	..	..
Bulgarie	3.4	92	92	98	97	100	26	..
Burkina Faso	..	30	20	25	70	52	8	..
Burundi	3.4	..	..	49	79	96	20	..
Caïman (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	1.9	68	51	69	83	89	7	..
Cameroun	3.2	46	39	72	81	96	6	..
Canada	5.5	..	..	..	101	..	21	48
Cap Vert	4.4	115	119	75	..	93	11	..
Chili	4.2	92	92	96	88	100	13	..
Chine	2.9	111	106	86	98	98	22	..
Hong Kong, (chine)	..	..	..	94	..	101	..	..
Macao, (chine)	3.6	..	..	94	100	98	..	50
Chypre	5.4	..	..	97	101	100	11	44
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	..	..	..	..	..
Colombia	..	84	88	92	104	101	12	49
Comores	3.8	..	..	56	83	79	..	..
Congo (Rép. Dém.)	..	45	34	63	80	86	..	..
Congo (Rép. Du)	4.2	28	60	82	89	99	12	..
Corée du Nord	..	..	..	..	..	..	20	..
Corée du Sud	3.8	95	98	98	100	100	6	40
Costa Rica	4.4	91	88	96	101	101	19	39
Côte d'Ivoire	4.6	48	33	50	71	75	9	..
Croatie	4.2	80	79	98	..	100	21	47
Cuba	8.5	..	..	97	100	100	28	..
Danemark	8.2	..	..	..	103	..	38	49
Djibouti	3.5	36	24	65	85	90	..	..

Pays	Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB 2000	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Hommes 1995–2001 [a]	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Femmes 1995–2001 [a]	Taux d'alphabétisation des adultes % des personnes de 15 ans et + 2001	Ratio de scalarisation filles/garçons à l'école primaire et secondaire [c] % 2000	Ratio d'alphabétisation filles/garçons 15 à 24 ans % 2001	Femmes députées % du total 2002	Femmes employées dans le secteur non agricole % du total 1998–2000 [a]
Dominique	5.1	99	107	..	..	..	19	..
Egypte	..	104	92	56	94	83	2	21
Emirats Arabes Unis	1.9	76	86	77	105	108	..	..
Equateur	1.6	96	96	92	100	99	15	..
Erythrée	4.8	40	31	57	77	76	15	..
Espagne	4.5	..	..	98	103	100	28	39
Estonie	7.5	89	86	100	99	100	18	51
Etats-Unis	4.8	..	..	..	100	..	14	..
Ethiopie	4.8	36	12	40	68	81	8	..
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	5.2	..	..	93	..	100	6	..
Finlande	6.1	..	..	..	106	..	37	50
France	5.8	..	..	..	100	..	11	..
Gabon	3.9	79	80	..	98	..	9	..
Gambie	2.7	62	47	38	85	76	2	..
Géorgie	..	83	82	..	102	..	7	..
Ghana	4.1	..	..	73	88	95	9	..
Grèce	3.8	..	..	97	101	100	9	40
Grenade	4.2	107	104	..	..	..	27	..
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	..
Guam (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	1.7	52	45	69	92	85	9	..
Guinée Equatoriale	0.6	..	..	84	72	97	5	..
Guinée	1.9	44	24	..	57	..	9	..
Guinée-Bissau	2.1	40	24	40	65	62	8	..
Guyane	4.1	84	95	99	..	100	20	..
Haïti	1.1	69	70	51	..	101	4	..
Honduras	4.0	..	..	76	..	104	9	..
Hongrie	5.0	102	102	99	100	100	8	..
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	4.1	88	63	58	78	82	9	..
Indonésie	..	90	92	87	98	99	8	..
Iran	4.4	95	89	77	95	95	3	..
Irak	..	..	..	40	77	50	8	..
Irlande	4.4	..	..	..	..	..	12	46
Islande	..	..	..	..	103	..	35	52
Israël	7.3	..	..	95	100	100	13	48
Italie	4.5	..	..	98	98	100	10	40
Jamaïque	6.3	91	98	87	101	107	13	..
Japon	3.5	..	..	..	101	..	7	40
Jordanie	5.0	102	106	90	101	100	1	..
Kazakhstan	..	99	101	99	98	100	10	..
Kenya	6.4	76	80	83	97	98	4	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	5	..
Koweït	..	69	71	82	101	102	..	..
Laos	2.3	73	64	66	82	84	21	..
Lesotho	10.1	65	92	84	107	119	4	..
Lettonie	5.9	87	84	100	101	100	17	51
Liban	3.0	..	..	86	102	96	2	..
Libéria	..	..	..	55	70	63	8	..
Libye	..	..	..	81	103	94	..	..
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	12	..
Lituanie	6.4	97	94	100	99	100	11	53
Luxembourg	3.7	..	..	..	103	..	17	..
Macédoine	4.1	94	87	..	98	..	7	..
Madagascar	3.2	26	26	87	97	92	8	..
Malaisie	6.2	..	..	88	105	100	10	..
Malawi	4.1	72	58	61	94	76	9	..

Pays	Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB 2000	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Hommes 1995–2001 [a]	Taux de complétion du primaire % de la tranche d'âge concernée Femmes 1995–2001 [a]	Taux d'alphabétisation des adultes % des personnes de 15 ans et + 2001	Ratio de scolarisation filles/garçons à l'école primaire et secondaire [c] % 2000	Ratio d'alphabétisation filles/garçons 15 à 24 ans % 2001	Femmes députées % du total 2002	Femmes employées dans le secteur non agricole % du total 1998–2000 [a]
Maldives	3.9	..	..	97	101	100	6	..
Mali	2.8	29	18	26	66	54	12	..
Malte	4.9	..	..	92	101	102	9	..
Man (Île de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (îles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	5.5	63	47	50	83	78	1	..
Marshall (îles)	16.6	..	..	..	..	..	3	..
Maurice (Île)	3.5	115	108	85	97	101	6	..
Mauritanie	3.0	48	43	41	93	72	4	..
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	4.4	85	93	91	101	99	16	37
Micronésie (Etats fédérés)	5.5	..	..	..	109	..	..	..
Moldavie	4.0	96	94	99	102	100	13	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	22	..
Mongolie	2.3	70	80	98	112	101	11	..
Mozambique	2.4	50	22	45	75	63	30	..
Namibie	8.1	86	94	83	104	104	25	..
Népal	3.7	70	58	43	82	57	6	..
Nicaragua	5.0	61	70	67	105	102	21	..
Niger	2.7	24	16	17	67	44	1	..
Nigeria	..	73	61	65	..	95	3	..
Norvège	6.8	..	..	..	101	..	36	48
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	6.1	..	..	..	103	..	31	50
Oman	3.9	76	76	73	97	97	..	..
Ouganda	2.3	57	44	68	89	85	25	..
Ouzbékistan	..	..	..	99	..	100	7	..
Pakistan	1.8	..	..	44	61	60	..	..
Palau	..	..	..	..	100	..	..	..
Panama	5.9	..	..	92	100	99	10	42
Papouasie-Nouvelle Guinée	2.3	64	53	65	90	90	2	..
Paraguay	5.0	79	80	93	99	100	3	..
Pays-Bas	4.8	..	..	..	97	..	36	44
Pérou	3.3	90	89	90	97	97	18	33
Philippines	4.2	..	..	95	103	100	18	41
Pologne	5.0	96	97	100	98	100	20	47
Polynésie Française	..	..	..	..	..	..	..	..
Porto Rico	..	..	..	94	..	101	..	..
Portugal	5.8	..	..	93	102	100	19	46
Qatar	3.6	45	43	82	102	105	..	..
République Centrafricaine	1.9	..	..	48	..	79	7	..
République Dominicaine	2.5	78	86	84	106	102	16	..
République Kirghize	5.4	107	103	..	99	..	10	..
République Tchèque	4.4	110	107	..	101	..	15	47
Roumanie	3.5	99	98	98	100	100	11	46
Royaume-Uni	4.5	..	..	..	111	..	18	..
Russie	4.4	..	..	100	..	100	8	..
Rwanda	2.8	..	..	68	97	96	26	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	17	..
Salomon (Iles)	3.6	..	..	..	..	..	2	..
Salvador	2.3	79	79	79	98	98	10	..
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa (Iles)	4.2	105	92	99	102	100	6	..
Sao Tomé et Principe	..	..	..	..	..	..	9	..
Sénégal	3.2	49	34	38	84	71	17	..
Seychelles	7.6	..	..	..	..	..	24	..
Sierra Leone	1.0	36	30	..	77	..	9	..
Singapour	3.7	..	..	93	..	100	12	45
Slovaquie	4.2	96	97	..	101	..	14	..
Slovénie	..	90	94	100	..	100	12	48
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	46	39	59	102	87	10	..
Sri Lanka	3.1	108	114	92	102	100	5	..
St Vincent et Grenadines	9.3	85	84	..	..	..	23	..
St. Kitts & Nevis	2.9	115	104	..	..	..	13	..
Ste Lucie	5.8	109	104	..	105	..	11	..
Suède	7.8	..	..	..	115	..	43	51
Suisse	5.5	..	..	..	96	..	23	..
Surinam	..	..	..	..	106	..	18	..
Swaziland	1.5	78	85	80	96	102	3	..
Syrie	4.1	95	86	75	92	83	10	..
Tadjikistan	2.1	79	75	99	87	100	13	..
Tanzanie	2.1	54	54	76	99	95	22	..
Tchad	2.0	29	9	44	56	83	2	..
Thaïlande	5.4	..	..	96	95	99	9	..
Timor Oriental	..	55	53	..	..	..	..	..
Togo	4.8	73	52	58	70	74	5	..
Tonga	5.3	..	..	..	102	..	..	..
Trinidad & Tobago	4.0	79	84	98	102	100	17	40
Tunisie	6.8	93	90	72	100	92	12	..
Turkménistan	..	..	..	..	..	..	26	..
Turquie	3.5	..	..	86	84	95	4	..
Ukraine	4.4	..	..	100	92	100	8	..
Uruguay	2.8	95	101	98	105	101	12	..
Vanuatu	7.3	..	..	..	102	..	..	..
Venezuela	..	77	79	93	105	101	10	..
Vierges (îles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	..	..
Vietnam	..	104	98	93	..	101	26	..
Yémen	10.0	77	38	48	50	58	1	..
Yougoslavie, Rép. Féd.	5.1	69	70	..	..	..	7	..
Zambie	2.3	90	75	79	92	/ 95	12	..
Zimbabwe	10.4	116	111	89	94	97	10	..
Monde	**4.4** w	.. w	.. w	.. w	**93** w	.. w		.. w
Revenu élevé	*2.8*	..	..	63	*84*	85		..
Revenu intermédiaire	4.5	105	100	87	*98*	98		..
Revenu élevé, tranche inférieure	*4.6*	106	101	86	*97*	97		..
Revenu intermédiaire, tranche supérieure	4.4	..	..	91	101	101		42
Revenu faible et intermédiaire	*4.1*	..	..	76	*92*	92		..
Extrême-Orient & Océanie	2.3	108	103	87	*97*	98		..
Europe & Asie Centrale	4.4	..	..	97	*98*	99		43
Amérique Latine & Antilles	4.4	..	..	89	102	101		41
Moyen-Orient & Afrique du N.	*5.3*	90	83	65	95	86		..
Asie du Sud	2.5	86	61	55	*81*	79		..
Afrique subsaharienne	*3.4*	..	..	62	*82*	89		..
Revenu élevé	*5.3*	..	..	..	101	..		44
Union monétaire Européenne	*4.8*	..	..	..	100	..		43

a. Les statistiques font référence à l'année la plus récente disponible. b. Moins de 0,5. c. Rupture dans la série entre 1997 et 1998 en raison du passage de la Classification standard internationale de l'éducation de 1976 (ISCED76) à ISCED97.

Afrique subsaharienne

L'environnement

Pays	Zones protégées au niveau national % de la superficie totale[a] 2002	Ressources en eau douce Total des ressources renouvelables par hab. mètres cubes[b] 2000	Retraits annuels d'eau douce % du total des ressources renouvelables[c] 2000	Zones de forêts % de la superficie totale 2000	Déforestation annuelle moyenne % 1990–2000	Accès à une source d'eau améliorée % de la population 2000	Accès à des installations émissions sanitaires améliorées % de la population 2000	Emissions de dioxyde de carbone tonnes par hab. 1999
Afghanistan	0.3	2,448	40.2	2.1	0.0	13	12	0.0
Afrique du sud	5.5	1,168	26.6	7.3	0.1	86	87	7.9
Albanie	3.8	13,593	3.3	36.2	0.8	97	91	0.5
Algérie	5.0	471	35.0	0.9	-1.3	89	92	3.0
Allemagne	31.3	2,165	26.0	30.1	0.0	..	..	9.7
Andorre	..	..	..	..	..	100	100	..
Angola	6.6	14,009	0.3	56.0	0.2	38	44	0.8
Antigua et Barbuda	30.2	1,471	..	20.5	0.0	91	95	5.2
Antilles Néerlandaises	9.8	..	..	..	..	..	..	..
Arabie Saoudite	38.4	116	..	0.7	0.0	95	100	11.7
Argentine	6.6	24,276	3.2	12.7	0.8	..	..	3.8
Arménie	7.6	2,787	27.4	12.4	-1.3	..	..	0.8
Aruba	0.0	..	..	..	..	..	..	..
Australie	13.2	25,649	3.0	20.6	0.0	100	100	18.2
Autriche	33.9	10,357	2.9	47.0	-0.2	100	100	7.6
Azerbaïdjan	5.5	3,615	56.7	12.6	-1.3	78	81	4.2
Bahamas	14.6	..	..	84.1	0.0	97	100	6.0
Bahrain	1.3	..	..	..	..	..	..	29.4
Bangladesh	0.8	9,238	1.2	10.2	-1.3	97	48	0.2
Barbade (la)	0.7	375	..	4.7	0.0	100	100	7.6
Belgique	2.6	1,561	..	..	..	..	..	10.2
Bélize	45.2	77,292	0.5	59.1	2.3	92	50	2.7
Bénin	11.4	4,114	0.4	24.0	2.3	63	23	0.2
Bermudes	..	..	..	..	..	..	..	..
Bhoutan	25.1	118,012	..	64.2	0.0	62	70	0.5
Biélorussie	6.3	5,797	4.7	45.3	-3.2	100	..	5.7
Birmanie	0.9	21,898	0.4	52.3	1.4	72	64	0.2
Bolivie	13.9	37,305	0.4	48.9	0.3	83	70	1.4
Bosnie-Herzégovine	0.5	9,429	2.7	44.6	0.0	..	..	1.2
Botswana	18.5	8,776	0.7	21.9	0.9	95	66	2.4
Brésil	6.7	43,022	0.8	63.0	0.4	87	76	1.8
Brunéi	23.0	25,148	..	83.9	0.2	..	..	14.2
Bulgarie	4.5	2,595	65.6	33.4	-0.6	100	100	5.1
Burkina Faso	10.4	1,286	2.8	25.9	0.2	42	29	0.1
Burundi	5.7	529	2.8	3.7	9.0	78	88	0.0
Caïman (îles)	34.6	..	..	50.0	0.0	..	..	..
Cambodge	18.5	39,613	0.1	52.9	0.6	30	17	0.1
Cameroun	4.5	18,352	0.1	51.3	0.9	58	79	0.3
Canada	11.7	94,314	1.6	26.5	0.0	100	100	14.4
Cap Vert	..	690	..	21.1	-9.3	74	71	0.3
Chili	18.9	58,115	2.3	20.7	0.1	93	96	4.2
Chine	7.8	2,241	18.6	17.0	-0.9	75	38	2.3
Hong Kong, (chine)	..	..	..	..	..	..	..	6.2
Macao, (chine)	..	..	..	..	..	..	..	3.5
Chypre	8.5	1,057	..	12.7	0.0	100	100	8.0
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	..	..	..	..	..
Colombie	9.1	49,930	0.4	47.8	0.4	91	86	1.5
Comores	..	1,792	..	3.6	4.0	96	98	0.1
Congo (Rép. Dém.)	6.5	23,809	0.0	59.6	0.4	45	21	0.0
Congo (Rép. Du)	5.0	275,679	..	64.6	0.1	51	14	0.8
Corée du Nord	2.6	3,462	18.4	68.2	0.0	100	99	9.4
Corée du Sud	6.9	1,485	34.0	63.3	0.1	92	63	8.4
Costa Rica	23.0	29,501	5.2	38.5	0.8	95	93	1.6
Côte d'Ivoire	6.4	4,790	0.9	22.4	3.1	81	52	0.8
Croatie	7.5	16,301	1.1	31.9	-0.1	..	..	4.8
Cuba	67.5	3,405	13.6	21.4	-1.3	91	98	2.3
Danemark	34.0	1,124	20.0	10.7	-0.2	100	..	9.3
Djibouti	0.4	3,639	..	0.3	0.0	100	91	0.6

Pays	Zones protégées au niveau national % de la superficie totale[a] 2002	Ressources en eau douce Total des ressources renouvelables par hab. mètres cubes[b] 2000	Retraits annuels d'eau douce % du total des ressources renouvelables[c] 2000	Zones de forêts % de la superficie totale 2000	Déforestation annuelle moyenne % 1990–2000	Accès à une source d'eau améliorée % de la population 2000	Accès à des installations émissions sanitaires améliorées % de la population 2000	Emissions de dioxyde de carbone tonnes par hab. 1999
Dominique	22.8	..	..	61.3	0.8	97	83	1.1
Egypte	1.0	1,071	96.4	0.1	-3.4	97	98	2.0
Emirats Arabes Unis	0.0	69	..	3.8	-2.8	..	..	31.3
Equateur	46.4	34,161	3.9	38.1	1.2	85	86	1.9
Erythrée	5.0	2,148	..	15.7	0.3	46	13	0.1
Espagne	8.5	2,753	31.6	28.8	-0.6	..	..	6.8
Estonie	11.8	9,346	1.6	48.7	-0.6	..	..	11.7
Etats-Unis	25.9	9,985	16.6	24.7	-0.2	100	100	19.7
Ethiopie	22.8	1,711	2.0	4.6	0.8	24	12	0.1
Féroé (îles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	1.1	35,164	..	44.6	0.2	47	43	0.9
Finlande	9.3	21,268	2.0	72.0	0.0	100	100	11.3
France	13.3	3,218	17.0	27.9	-0.4	..	..	6.1
Gabon	2.8	133,333	0.1	84.7	0.0	86	53	3.0
Gambie	2.3	6,140	..	48.1	-1.0	62	37	0.2
Géorgie	2.8	12,395	5.3	43.0	0.0	79	100	1.0
Ghana	5.6	2,756	0.6	27.8	1.7	73	72	0.3
Grèce	3.6	6,913	11.9	27.9	-0.9	..	..	8.2
Grenade	1.8	..	..	14.7	0.0	95	97	2.2
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	9.6
Guam (île de)	15.8	..	..	38.2	0.0	..	..	26.8
Guatemala	20.0	9,591	1.1	26.3	1.7	92	81	0.9
Guinée Equatoriale	..	56,893	..	62.5	0.6	44	53	1.5
Guinée	0.7	30,479	0.3	28.2	0.5	48	58	0.2
Guinée-Bissau	..	22,519	..	77.8	0.9	56	56	0.2
Guyane	0.3	316,689	0.6	85.7	0.3	94	87	2.2
Haïti	0.4	1,633	7.7	3.2	5.7	46	28	0.2
Honduras	6.4	14,945	1.6	48.1	1.0	88	75	0.8
Hongrie	7.0	11,855	5.7	19.9	-0.4	99	99	5.6
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	5.2	1,878	26.2	21.6	-0.1	84	28	1.1
Indonésie	19.7	13,759	2.6	58.0	1.2	78	55	1.2
Iran	5.1	2,018	54.5	4.5	0.0	92	83	4.8
Irak	0.0	4,776	38.5	1.8	0.0	85	79	3.3
Irlande	1.0	13,706	1.5	9.6	-3.0	..	..	10.8
Islande	9.8	607,143	0.1	0.3	-2.2	..	..	7.4
Israël	15.8	273	94.1	6.4	-4.9	..	..	10.0
Italie	7.9	3,281	22.2	34.0	-0.3	..	..	7.3
Jamaïque	..	3,653	9.6	30.0	1.5	92	99	4.0
Japon	7.0	3,389	21.3	66.1	0.0	..	..	9.1
Jordanie	3.4	143	..	1.0	0.0	96	99	3.1
Kazakhstan	2.7	7,278	30.7	4.5	-2.2	91	99	7.4
Kenya	8.0	1,004	6.6	30.0	0.5	57	87	0.3
Kiribati	36.6	..	..	38.4	0.0	48	48	0.3
Koweït	1.5	..	..	0.3	-5.2	..	..	24.9
Laos	13.1	63,175	0.3	54.4	0.4	37	30	0.1
Lesotho	0.2	2,555	1.9	0.5	0.0	78	49	..
Lettonie	13.4	14,924	0.8	47.1	-0.4	..	..	2.8
Liban	0.5	1,109	27.1	3.5	0.3	100	99	4.0
Libéria	2.6	74,121	0.0	36.1	2.0	..	..	0.1
Libye	0.1	113	..	0.2	-1.4	72	97	8.3
Liechtenstein	38.8	..	..	43.8	-1.6	..	..	..
Lituanie	10.0	7,102	1.2	30.8	-0.2	67	67	3.8
Luxembourg	..	3,653	..	..	..	..	..	18.6
Macédoine	7.1	3,151	29.7	35.6	0.0	..	..	5.6
Madagascar	2.1	21,710	4.8	20.2	0.9	47	42	0.1
Malaisie	5.3	24,925	2.2	58.7	1.2	..	..	5.4
Malawi	11.3	1,668	5.2	27.6	2.4	57	76	0.1

Pays	Zones protégées au niveau national % de la superficie totale[a] 2002	Ressources en eau douce Total des ressources renouvelables par hab. mètres cubes[b] 2000	Retraits annuels d'eau douce % du total des ressources renouvelables[c] 2000	Zones de forêts % de la superficie totale 2000	Déforestation annuelle moyenne % 1990–2000	Accès à une source d'eau améliorée % de la population 2000	Accès à des installations emissions sanitaires améliorées % de la population 2000	Emissions de dioxyde de carbone tonnes par hab. 1999
Maldives	..	..	..	3.3	0.0	100	56	1.7
Mali	3.7	9,225	1.4	10.8	0.7	65	69	0.0
Malte	0.9	256	..	0.0	..	100	100	8.8
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	0.0	..	..	..
Maroc	0.7	1,010	39.7	6.8	0.0	80	68	1.3
Marshall (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maurice (Ile)	7.8	1,853	..	7.9	0.6	100	99	2.1
Mauritanie	1.7	4,278	14.0	0.3	2.7	37	33	1.2
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	10.2	4,675	17.0	28.9	1.1	88	74	3.9
Micronésie (Etats fédérés)	..	..	..	..	..	..	..	..
Moldavie	1.4	2,735	25.6	9.9	–0.2	92	99	1.5
Monaco	..	..	..	..	..	100	100	..
Mongolie	11.5	14,512	1.1	6.8	0.5	60	30	3.2
Mozambique	8.4	11,870	0.3	39.0	0.2	57	43	0.1
Namibie	13.6	25,896	0.4	9.8	0.9	77	41	0.1
Népal	8.9	9,122	13.8	27.3	1.8	88	28	0.1
Nicaragua	17.8	37,409	0.7	27.0	3.0	77	85	0.8
Niger	7.7	3,000	1.5	1.0	3.7	59	20	0.1
Nigeria	3.3	2,206	1.3	14.8	2.6	62	54	0.3
Norvège	6.8	87,508	0.5	28.9	–0.4	100	..	8.7
Nouvelle-Calédonie	6.3	..	..	20.4	0.0	..	..	8.0
Nouvelle-Zélande	23.7	85,361	0.6	29.7	–0.5	..	..	8.1
Oman	12.6	415	..	0.0	0.0	39	92	8.5
Ouganda	24.9	2,972	0.3	21.3	2.0	52	79	0.1
Ouzbékistan	2.0	4,623	50.8	4.8	–0.2	85	89	4.8
Pakistan	4.9	1,610	70.0	3.2	1.1	90	62	0.7
Palau	2.6	..	..	76.1	0.0	79	100	12.9
Panama	22.9	51,647	1.1	38.6	1.6	90	92	2.9
Papouasie-Nouvelle Guinée	2.3	156,140	0.0	67.6	0.4	42	82	0.5
Paraguay	3.5	17,103	0.4	58.8	0.5	78	94	0.8
Pays-Bas	14.2	5,716	8.6	11.1	–0.3	100	100	8.5
Pérou	6.1	67,852	1.1	50.9	0.4	80	71	1.2
Philippines	5.7	6,251	11.6	19.4	1.4	86	83	1.0
Pologne	12.4	1,594	20.0	30.6	–0.1	..	..	8.1
Polynésie Française	5.5	..	..	28.7	0.0	..	..	2.3
Porto Rico	3.5	..	..	25.8	0.2	..	..	2.7
Portugal	6.6	7,294	10.0	40.1	–1.7	..	..	6.0
Qatar	0.2	171	..	0.1	..	..	..	91.5
République Centrafricaine	8.9	37,934	0.1	36.8	0.1	70	25	0.1
République Dominicaine	32.0	2,508	39.5	28.4	0.0	86	67	2.8
République Kirghize	3.6	9,461	21.7	5.2	–2.6	77	100	1.0
République Tchèque	16.1	1,382	19.0	34.1	0.0	..	..	10.6
Roumanie	4.7	9,463	12.2	28.0	–0.2	58	53	3.6
Royaume-Uni	22.8	2,503	8.0	10.7	–0.8	100	100	9.2
Russie	8.3	30,904	1.7	50.4	0.0	99	..	9.8
Rwanda	14.7	611	15.4	12.4	3.9	41	8	0.1
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..
Salomon (Iles)	0.3	106,683	..	90.6	0.2	71	34	0.4
Salvador	0.4	2,836	3.9	5.8	4.6	77	82	0.9
Samoa (Iles) américaines	22.0	..	..	60.0	0.0	..	..	..
Samoa (Iles)	4.1	..	..	37.1	2.1	99	99	0.8
Sao Tomé et Principe	..	14,865	..	28.1	0.0	..	..	0.6
Sénégal	11.6	4,134	3.6	32.2	0.7	78	70	0.4
Seychelles	100.0	..	..	66.7	0.0	..	..	2.7
Sierra Leone	2.1	31,803	0.3	14.7	2.9	57	66	0.1
Singapour	4.9	..	..	3.3	0.0	100	100	13.7

Pays	Zones protégées au niveau national % de la superficie totale[a] 2002	Ressources en eau douce Total des ressources renouvelables par hab. mètres cubes[b] 2000	Retraits annuels d'eau douce % du total des ressources renouvelables[c] 2000	Zones de forêts % de la superficie totale 2000	Déforestation annuelle moyenne % 1990–2000	Accès à une source d'eau améliorée % de la population 2000	Accès à des installations emissions sanitaires améliorées % de la population 2000	Emissions de dioxyde de carbone tonnes par hab. 1999
Slovaquie	..	15,293	2.2	42.5	–0.3	100	100	7.2
Slovénie	6.0	9,402	7.0	55.0	–0.2	100	..	7.3
Somalie	0.8	1,789	5.1	12.0	1.0	..	..	0.0
Soudan	5.2	4,792	11.9	25.9	1.4	75	62	0.1
Sri Lanka	13.5	2,708	19.6	30.0	1.6	77	94	0.5
St Vincent et Grenadines	21.3	..	..	15.4	1.5	93	96	1.4
St. Kitts & Nevis	7.2	..	..	11.1	0.0	98	96	2.4
Ste Lucie	..	..	..	14.8	4.3	98	89	2.1
Suède	13.2	20,656	1.6	65.9	0.0	100	100	5.3
Suisse	30.0	7,437	2.2	30.3	–0.4	100	100	5.7
Surinam	5.2	292,566	0.4	90.5	0.0	82	93	5.2
Swaziland	3.5	4,306	..	30.3	–1.2	..	..	0.4
Syrie	..	2,761	26.8	2.5	0.0	80	90	3.4
Tadjikistan	4.2	12,853	14.9	2.8	–0.5	60	90	0.8
Tanzanie	29.8	2,701	1.3	43.9	0.2	68	90	0.1
Tchad	9.1	5,589	0.5	10.1	0.6	27	29	0.0
Thaïlande	13.9	6,750	8.1	28.9	0.7	84	96	3.3
Timor Oriental	..	..	..	34.1	0.6	..	..	..
Togo	7.9	2,651	0.8	9.4	3.4	54	34	0.3
Tonga	5.1	..	..	5.6	0.0	100	..	1.2
Trinidad & Tobago	6.0	2,921	7.9	50.5	0.8	90	99	19.4
Tunisie	0.3	481	60.9	3.3	–0.2	80	84	1.8
Turkménistan	4.2	11,523	39.1	8.0	0.0	..	..	6.4
Turquie	1.6	3,593	15.1	13.3	–0.2	82	90	3.1
Ukraine	3.9	2,820	18.6	16.5	–0.3	98	99	7.5
Uruguay	0.3	39,856	0.5	7.4	–5.0	98	94	2.0
Vanuatu	0.3	..	..	36.7	–0.1	88	100	0.4
Venezuela	63.8	29,892	0.6	56.1	0.4	83	68	5.3
Vierges (Iles) (U.S.)	32.1	..	..	41.2	0.0	..	..	121.2
Vietnam	3.5	11,350	6.1	30.2	–0.5	77	47	0.6
Yémen	..	234	70.7	0.9	1.8	69	38	1.1
Yougoslavie, Rép. Féd.	..	17,674	6.9	..	0.0	98	100	3.7
Zambie	61.0	11,498	1.5	42.0	2.4	64	78	0.2
Zimbabwe	12.9	1,117	8.5	49.2	1.5	83	62	1.4
Monde	**11.7 w**	**8,649 w**		**29.7 w**	**0.2 w**	**81 w**	**55 w**	**3.8 w**
Revenu élevé	9.2	6,559		27.1	0.8	76	44	1.0
Revenu intermédiaire	9.3	10,230		32.7	0.1	82	59	3.2
Revenu élevé, tranche inférieure	7.5	7,066		31.8	–0.1	80	55	3.0
Revenu intermédiaire, " " supérieure	13.0	23,872		34.5	0.5	88	79	4.3
Revenu faible et intermédiaire	9.3	8,460		30.9	0.3	79	51	2.2
Extrême-Orient & Océanie	9.2	6,020		27.2	0.2	76	46	2.1
Europe & Asie Centrale	7.0	13,465		39.7	–0.1	91	..	6.6
Amérique Latine & Antilles	11.5	31,530		47.1	0.5	86	77	2.5
Moyen-Orient & Afrique du N.	10.4	1,413		1.5	–0.1	88	85	3.7
Asie du Sud	4.8	2,777		16.3	0.1	84	34	0.9
Afrique subsaharienne	9.9	8,306		27.3	0.8	58	53	0.8
Revenu élevé	19.5	9,672		26.1	–0.1	..	..	12.3
Union monétaire Européenne	13.1	3,832		37.0	–0.3	..	..	7.9

a. Il s'agit de statistiques provisoires. b. Les flux fluviaux en provenance des pays riverains sont inclus lorsqu'ils sont connus, mais les flux sortants ne sont pas inclus en raison d'un manque de fiabilité des données. c. La plupart des statistiques font référence aux années comprises entre 1980 et 2000.

L'économie

Pays	Produit intérieur brut millions de $ 2001	Valeur ajoutée de l'agriculture % du PIB 2001	Valeur ajoutée des services % du PIB 2001	Formation brute de capital % du PIB 2001	Solde du compte courant % du PIB 2001	Taux d'inflation moyen % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne par hab. 1990–2001
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du sud	113,274	3	66	15	–0.1	9.3	2.1	0.2
Albanie	4,114	50	26	19	–5.4	34.4	3.7	4.3
Algérie	54,680	10	36	26	..	17.0	2.0	0.1
Allemagne	1,846,069	1	68	20	0.1	1.8	1.5	1.2
Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	9,471	8	25	34	–3.7	658.8	2.0	–1.1
Antigua et Barbuda	682	4	75	27	–6.9	2.2	3.3	2.7
Antilles Néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	..
Arabie Saoudite	186,489	..	..	19	7.8	3.7	1.5	–1.1
Argentine	268,638	5	69	14	–1.7	4.3	3.6	2.3
Arménie	2,118	28	38	19	–9.5	172.0	–0.7	–1.3
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	368,726	4	70	21	–2.4	1.7	3.9	2.7
Autriche	188,546	2	65	23	–2.2	1.8	2.2	1.8
Azerbaidjan	5,585	17	36	21	–0.9	96.9	–0.3	–1.3
Bahamas	4,818	..	..	..	–9.8	2.7	1.9	0.1
Bahrain	7,935	..	..	13	2.0	0.8	4.7	1.9
Bangladesh	46,706	23	52	23	–1.7	3.9	4.9	3.1
Barbade (la)	2,757	6	74	20	–5.5	2.9	2.4	2.1
Belgique	229,610	2	71	21	4.1	1.9	2.2	1.9
Bélize	805	23	52	35	–16.9	1.8	4.1	1.6
Bénin	2,372	36	50	19	–3.1	8.2	4.8	1.9
Bermudes	..	..	..	..	..	3.5	1.7	..
Bhoutan	533	33	29	49	–20.3	9.3	6.6	3.5
Biélorussie	12,219	11	50	22	–2.3	318.1	–0.8	–0.6
Birmanie	..	57	33	15	..	24.6	7.4	5.7
Bolivie	7,969	16	56	13	–3.7	8.0	3.8	1.4
Bosnie-Herzégovine	4,769	15	55	21	–20.0	2.7	..	..
Botswana	5,196	2	51	22	8.4	9.0	5.2	2.5
Brésil	502,509	9	57	21	–4.6	168.2	2.8	1.4
Brunéi	..	..	..	..	..	1.1	2.1	+0.7
Bulgarie	13,553	14	57	20	–6.6	93.4	–1.2	–0.6
Burkina Faso	2,486	38	41	25	–13.6	4.5	4.5	2.0
Burundi	689	50	31	7	–3.5	12.6	–2.2	–4.3
Caïman (îles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	3,404	37	41	18	–3.1	21.7	5.0	2.2
Cameroun	8,501	43	38	18	–1.7	4.9	2.1	–0.3
Canada	694,475	..	..	20	2.8	1.5	3.1	2.1
Cap Vert	588	11	72	18	–14.8	4.8	6.0	3.5
Chili	66,450	9	57	21	–1.9	7.5	6.3	4.7
Chine	1,159,031	15	34	38	1.5	6.2	10.0	8.8
Hong Kong, (chine)	161,896	0	86	26	7.2	3.3	3.8	2.1
Macao, (chine)	6,199	..	71	11	..	3.0	1.9	0.2
Chypre	9,131	..	..	19	–4.3	3.4	4.2	3.2
Cisjordanie et Gaza	3,972	8	66	33	..	8.4	1.2	–3.0
Colombia	82,411	13	57	15	–2.2	20.0	2.7	0.8
Comores	221	41	48	13	..	3.6	1.1	–1.4
Congo (Rép. Dém.)	5,187	56	25	5	..	846.2	–4.8	–7.7
Congo (Rép. Du)	2,751	6	28	27	..	8.8	1.4	–1.6
Corée du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée du Sud	422,167	4	54	27	2.0	4.5	5.7	4.7
Costa Rica	16,108	9	62	18	–4.4	16.3	5.1	2.8
Côte d'Ivoire	10,411	24	54	10	–0.6	8.4	3.1	0.1
Croatie	20,260	9	58	24	–3.0	72.2	1.1	2.1
Cuba	..	7	47	10	..	1.1	4.2	3.7
Danemark	161,542	3	71	21	2.6	2.2	2.4	2.0
Djibouti	576	4	82	13	..	3.6	–1.1	–3.6

Pays	Produit intérieur brut millions de $ 2001	Valeur ajoutée de l'agriculture % du PIB 2001	Valeur ajoutée des services % du PIB 2001	Formation brute de capital % du PIB 2001	Solde du compte courant % du PIB 2001	Taux d'inflation moyen % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne par hab. 1990–2001
Dominique	263	17	60	28	–18.6	2.8	1.7	1.7
Egypte	98,476	17	50	15	0.0	7.8	4.5	2.5
Emirats Arabes Unis	..	..	..	..	..	2.3	2.9	–1.6
Equateur	17,982	11	56	25	–4.4	1.7	1.8	–0.3
Erythrée	688	19	59	35	–30.0	9.0	5.3	2.5
Espagne	581,823	4	66	25	–2.6	3.9	2.7	2.2
Estonie	5,525	6	65	28	–6.1	46.1	0.2	1.6
Etats-Unis	10,065,265	2	73	21	–3.9	2.0	3.4	2.1
Ethiopie	6,233	52	37	18	–4.4	6.1	4.7	2.4
Féroé (îles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	1,684	18	53	13	1.6	3.1	2.6	1.7
Finlande	120,855	3	63	20	7.1	1.9	2.9	2.6
France	1,309,807	3	72	20	1.6	1.5	1.9	1.5
Gabon	4,334	8	42	31	10.0	5.6	2.6	–0.1
Gambie	390	40	46	18	–13.5	4.1	3.4	0.1
Géorgie	3,138	21	57	19	–8.9	279.0	–5.6	–5.5
Ghana	5,301	36	39	24	–4.7	26.6	4.2	1.9
Grèce	117,169	8	71	23	–8.0	8.5	2.4	2.0
Grenade	398	8	69	32	–19.5	2.3	3.5	2.9
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	..
Guam (île de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	20,496	23	58	15	–6.0	9.9	4.1	1.4
Guinée Equatoriale	1,846	8	5	..	..	16.8	22.0	18.8
Guinée	2,989	24	38	22	–2.0	5.1	4.2	1.6
Guinée-Bissau	199	56	31	22	..	28.7	1.0	–1.3
Guyane	699	31	40	22	..	11.9	4.9	4.4
Haïti	3,737	..	..	31	–4.7	20.3	–0.4	–2.5
Honduras	6,386	14	55	31	–5.1	18.0	3.1	0.3
Hongrie	51,926	..	..	27	–2.1	18.3	1.9	2.1
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	477,342	25	48	23	0.3	7.6	5.9	4.0
Indonésie	145,306	16	37	17	4.7	15.8	3.8	2.3
Iran	114,052	19	48	29	4.2	25.7	3.6	2.0
Irak	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	103,298	4	55	24	–1.0	3.7	7.7	6.8
Islande	7,702	..	..	21	–10.0	3.4	3.0	2.1
Israël	108,325	..	..	19	–1.7	9.3	4.7	2.0
Italie	1,088,754	3	68	20	0.0	3.6	1.6	1.4
Jamaïque	7,784	6	63	30	–10.1	22.1	0.2	–0.5
Japon	4,141,431	1	67	25	2.1	–0.1	1.3	1.0
Jordanie	8,929	2	73	26	0.0	2.9	4.8	0.9
Kazakhstan	22,389	9	52	26	–5.5	168.5	–2.8	–1.9
Kenya	11,396	19	63	13	–2.8	13.4	2.0	–0.6
Kiribati	40	..	..	..	..	3.3	2.9	0.6
Koweït	32,806	..	..	9	26.1	1.9	3.4	–1.0
Laos	1,761	51	26	22	–4.7	28.5	6.4	3.9
Lesotho	797	16	42	37	–11.9	9.5	4.0	2.1
Lettonie	7,549	5	69	28	–9.7	42.0	–2.2	–1.0
Liban	16,709	12	66	19	–23.8	15.1	5.4	3.6
Libéria	523	..	..	..	–14.2	53.3	6.2	3.5
Libye	34,137	..	..	13	7.0	..	..	..
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..
Lituanie	11,992	7	58	22	–4.8	63.3	–2.2	–1.6
Luxembourg	18,540	1	78	23	9.0	2.2	5.6	4.2
Macédoine	3,426	11	58	17	–9.5	66.0	–0.2	–0.9
Madagascar	4,604	30	56	16	–0.4	17.9	2.4	–0.6
Malaisie	88,041	9	42	29	8.3	3.6	6.5	3.9
Malawi	1,749	34	48	11	–30.4	33.0	3.6	1.5

Pays	Produit intérieur brut millions de $ 2001	Valeur ajoutée de l'agriculture % du PIB 2001	Valeur ajoutée des services % du PIB 2001	Formation brute de capital % du PIB 2001	Solde du compte courant % du PIB 2001	Taux d'inflation moyen % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne 1990–2001	Produit intérieur brut % croissance annuelle moyenne par hab. 1990–2001
Maldives	584	..	..	23	–10.5	1.8	5.0	2.5
Mali	2,647	38	36	21	..	6.9	4.1	1.6
Malte	3,623	..	..	20	–4.8	2.8	4.6	3.8
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	34,219	16	53	25	4.7	2.7	2.5	0.7
Marshall (Iles)	96	13	71	..	..	5.3	–2.4	–3.5
Maurice (Ile)	4,500	6	62	24	5.5	6.2	5.2	3.9
Mauritanie	1,007	21	50	27	6.4	6.2	4.2	1.2
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	617,820	4	69	21	–2.9	18.2	3.1	1.5
Micronésie (Etats fédérés)	237	..	..	..	..	3.0	0.8	–1.3
Moldavie	1,479	26	50	20	–6.7	103.1	–8.4	–8.2
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..
Mongolie	1,049	30	53	30	–7.5	51.4	1.2	0.0
Mozambique	3,607	22	52	42	–44.5	29.6	6.7	4.3
Namibie	3,100	11	56	24	..	8.5	4.6	2.2
Népal	5,562	39	39	24	3.1	7.8	4.9	2.4
Nicaragua	..	..	..	..	..	45.2	2.8	–0.1
Niger	1,954	40	43	11	–8.7	5.8	2.5	–0.9
Nigeria	41,373	30	25	28	1.5	26.5	2.5	–0.3
Norvège	166,145	2	55	22	15.6	3.2	3.5	2.9
Nouvelle-Calédonie	3,057	..	..	..	..	1.7	1.6	–0.9
Nouvelle-Zélande	50,425	..	..	20	–2.8	1.6	3.1	2.0
Oman	19,826	..	..	..	17.3	1.8	4.3	0.6
Ouganda	5,675	36	43	20	–6.5	10.9	6.8	3.6
Ouzbékistan	11,270	34	43	19	–1.0	210.7	0.4	–1.5
Pakistan	58,668	25	52	16	–1.9	9.6	3.7	1.2
Palau	122	4	83	..	..	2.8	2.2	..
Panama	10,171	7	77	28	–4.9	1.9	3.8	2.1
Papouasie-Nouvelle Guinée	2,959	26	32	19	9.7	7.3	3.6	1.0
Paraguay	7,206	20	54	24	–2.9	12.0	2.1	–0.6
Pays-Bas	380,137	3	70	22	1.0	2.1	2.9	2.3
Pérou	54,047	9	62	18	–2.0	23.3	4.3	2.4
Philippines	71,438	15	54	18	6.3	8.2	3.3	1.0
Pologne	176,256	4	59	22	–3.0	21.3	4.5	4.4
Polynésie Française	3,929	5	..	..	..	1.2	1.9	0.1
Porto Rico	67,897	1	56	..	..	3.1	4.3	3.5
Portugal	109,803	4	66	28	–9.1	5.1	2.7	2.6
Qatar	16,454	..	..	..	..	..	..	..
République Centrafricaine	967	55	24	14	1.7	4.2	2.1	–0.3
République Dominicaine	21,211	11	55	23	–4.0	9.1	6.0	4.2
République Kirghize	1,525	38	35	16	–1.3	95.2	–2.9	–3.9
République Tchèque	56,784	4	55	30	–4.6	10.6	1.2	1.3
Roumanie	38,718	15	50	22	–6.0	91.0	–0.4	–0.1
Royaume-Uni	1,424,094	1	72	17	–2.1	2.8	2.7	2.5
Russie	309,951	7	56	22	11.2	139.6	–3.7	–3.5
Rwanda	1,703	40	38	18	–6.9	13.1	0.8	–1.3
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..
Salomon (Iles)	264	..	..	..	7.1	8.2	1.3	–1.4
Salvador	13,739	9	61	16	–1.3	6.8	4.5	2.4
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa (Iles)	255	17	57	..	–8.1	3.8	2.7	2.0
Sao Tomé et Principe	47	20	63	50	–45.7	46.7	1.9	–0.6
Sénégal	4,645	18	55	20	–6.4	4.2	3.9	1.1
Seychelles	570	3	72	37	–17.0	3.9	1.6	0.1
Sierra Leone	749	50	20	8	..	29.2	–4.4	–6.6
Singapour	85,648	0	68	24	20.9	0.9	7.4	4.4
Slovaquie	20,459	4	67	32	–3.5	10.4	2.1	1.9
Slovénie	18,810	3	58	28	0.2	18.3	2.9	3.0
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	12,525	39	42	18	–4.2	58.2	5.6	3.2
Sri Lanka	15,911	19	54	22	–1.7	9.1	5.0	3.6
St Vincent et Grenadines	353	10	65	27	–7.8	2.1	3.2	2.5
St. Kitts & Nevis	343	3	68	46	–34.2	3.0	4.4	3.9
Ste Lucie	662	7	75	21	–12.7	2.7	2.2	0.7
Suède	209,814	2	71	18	3.2	2.0	2.1	1.7
Suisse	247,091	..	..	22	9.2	1.2	1.0	0.3
Surinam	757	11	67	16	–11.1	82.8	3.0	2.6
Swaziland	1,255	17	39	19	–4.2	12.3	3.2	0.1
Syrie	19,495	22	50	21	5.9	7.4	4.8	1.9
Tadjikistan	1,056	29	41	12	–7.0	202.4	–8.5	–9.9
Tanzanie a	9,341	45	39	17	–7.9	20.1	3.2	0.4
Tchad	1,600	39	48	42	–41.3	6.7	2.5	–0.5
Thaïlande	114,681	10	49	24	5.4	3.9	3.8	3.0
Timor Oriental	389	..	..	43	..	..	..	..
Togo	1,259	39	39	21	–11.4	6.6	2.2	–0.6
Tonga	142	29	56	..	–9.1	2.2	2.5	2.1
Trinidad & Tobago	8,842	2	55	19	..	5.4	3.6	2.9
Tunisie	19,990	12	60	28	–4.2	4.3	4.7	3.1
Turkménistan	5,962	29	20	37	–1.2	328.0	–2.8	–6.1
Turquie	147,683	14	61	16	2.3	74.2	3.3	1.7
Ukraine	37,588	17	44	20	3.7	220.9	–7.9	–7.4
Uruguay	18,666	6	67	13	–2.7	27.8	2.8	2.1
Vanuatu	213	19	72	..	0.9	2.9	1.8	–1.1
Venezuela	124,948	5	45	19	3.1	42.8	1.5	–0.6
Vierges (Iles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	..	..
Vietnam	32,723	24	39	31	2.1	13.8	7.7	6.0
Yémen	9,276	16	35	20	11.9	21.1	5.8	2.4
Yougoslavie, Rép. Féd.	10,861	15	53	13	–5.5	..	..	..
Zambie	3,639	22	52	20	–17.1	48.1	0.8	–1.7
Zimbabwe	9,057	18	58	8	..	28.4	1.8	–0.2
Monde	**31,121,436 t**	***4* w**	***66* w**	**22 w**			**2.7 w**	**1.2 w**
Revenu élevé	1,082,138	24	45	20			3.4	1.4
Revenu intermédiaire	5,156,519	10	54	24			3.4	2.2
Revenu élevé, tranche inférieure	2,739,311	12	48	26			3.7	2.5
" " intermédiaire, " " supérieure	2,422,397	7	60	21			3.1	1.7
Revenu faible et intermédiaire	6,237,602	12	52	23			3.4	1.8
Extrême-Orient & Océanie	1,664,945	15	36	31			7.5	6.2
Europe & Asie Centrale	993,753	10	55	22			–1.0	–1.1
Amérique Latine & Antilles	1,968,782	8	60	20			3.2	1.5
Moyen-Orient & Afrique du N.	698,444	..	..	22			3.0	0.9
Asie du Sud	613,755	25	49	22			5.5	3.5
Afrique subsaharienne	315,705	16	56	18			2.6	0.0
Revenu élevé	24,886,672	*2*	*70*	*22*			2.5	1.8
Union monétaire Européenne	6,110,901	2	69	21			2.0	1.6

a. Le PIB et le PIB par habitant font référence à la Tanzanie continentale uniquement.

Energie et infrastructure

Pays	Consommation d'énergie commerciale par hab. kg d'équivalent pétrole 2000	PIB par unité d'énergie consommée $ PPA par kg d'équivalent pétrole 2000	Electricité Consommation par hab. kwh 2000	Electricité Pertes au cours de la transmission et de la distribution % de la prod. 2000	Routes goudronnées % 1995–2000 [a]	Lignes de téléphone [a] fixes et abonnements [a] à des mobiles pour 1.000 hab. 2001	Ordinateurs individuels pour 1.000 hab. 2001	Utilisateurs Internet milliers 2001
Afghanistan	..	..	..	..	13.3	..	..	..
Afrique du sud	2,514	4.4	3,745	8	20.3	364	68.5	3,068
Albanie	521	6.7	1,073	51	39.0	138	7.6	10
Algérie	956	6.4	612	16	68.9	64	7.1	60
Allemagne	4,131	6.1	5,963	4	..	1,317	382.2	30,800
Andorre	..	..	..	..	..	740	..	7
Angola	584	3.6	88	15	10.4	12	1.3	60
Antigua et Barbuda	..	..	..	..	..	804	..	5
Antilles Néerlandaises	..	..	..	13	..	..	..	2
Arabie Saoudite	5,081	2.6	4,912	8	..	258	62.7	300
Argentine	1,660	7.2	2,038	13	29.4	416	91.1	3,300
Arménie	542	4.5	944	25	96.3	147	7.9	50
Aruba	..	..	..	..	..	850	..	24
Australie	5,744	4.3	9,006	8	..	1,095	515.8	7,200
Autriche	3,524	7.5	6,457	7	100.0	1,275	335.4	2,600
Azerbaïdjan	1,454	1.9	1,852	15	92.3	191	..	25
Bahamas	..	..	..	..	57.4	597	..	17
Bahrain	9,858	1.6	8,507	7	77.6	672	141.8	140
Bangladesh	142	10.8	96	16	9.5	8	1.9	250
Barbade (la)	..	..	..	..	95.0	672	92.3	15
Belgique	5,776	4.4	7,564	4	78.2	1,244	232.8	3,200
Bélize	..	..	..	..	17.0	305	135.2	18
Bénin	377	2.5	64	72	20.0	29	1.7	25
Bermudes	..	..	..	..	..	1,076	495.4	25
Bhoutan	..	..	..	..	60.7	..	5.8	3
Biélorussie	2,432	3.0	2,678	13	89.0	292	..	422
Birmanie	262	..	69	31	..	6	1.1	10
Bolivie	592	3.9	387	18	6.5	152	20.5	150
Bosnie-Herzégovine	1,096	5.2	1,473	17	52.3	168	..	45
Botswana	..	..	..	..	55.0	213	38.7	50
Brésil	1,077	6.7	1,878	18	5.5	385	62.9	8,000
Brunéi	5,870	3.0	7,263	1	34.7	673	74.6	35
Bulgarie	2,299	2.8	2,962	15	94.0	551	44.3	605
Burkina Faso	..	..	..	..	16.0	11	1.5	19
Burundi	..	..	..	..	7.1	6	..	6
Caïman (Iles)	..	..	..	..	..	998	..	..
Cambodge	..	..	..	..	16.2	19	1.5	10
Cameroun	427	3.8	183	22	12.5	27	3.9	45
Canada	8,156	3.3	15,620	8	..	1,038	459.9	13,500
Cap Vert	..	..	..	..	78.0	215	68.6	12
Chili	1,604	5.6	2,406	7	19.4	575	106.5	3,102
Chine	905	4.1	827	7	22.4	248	19.0	33,700
Hong Kong, (chine)	2,319	10.9	5,447	13	100.0	1,439	386.6	2,601
Macao, (chine)	..	..	..	..	100.0	828	178.6	101
Chypre	3,203	6.3	3,958	6	57.7	1,087	246.6	150
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	..	..	168	..	60
Colombie	681	10.3	788	24	14.4	247	42.1	1,154
Comores	..	..	..	..	76.5	..	5.5	3
Congo (Rép. Dém.)	292	2.5	40	4	..	3	..	6
Congo (Rép. Du)	296	3.2	86	60	9.7	55	3.9	1
Corée du Nord	2,071	..	..	..	6.4	..	..	0
Corée du Sud	4,119	3.6	5,607	5	74.5	1,106	256.5	24,380
Costa Rica	861	11.7	1,630	7	22.0	305	170.2	384
Côte d'Ivoire	433	3.6	..	..	9.7	63	7.2	70
Croatie	1,775	4.9	2,695	19	84.6	742	85.9	250
Cuba	1,180	..	1,049	16	49.0	52	19.6	120
Danemark	3,643	7.9	6,079	6	100.0	1,457	540.3	2,900
Djibouti	..	..	..	..	12.6	20	10.9	3

Pays	Consommation d'énergie commerciale par hab. kg d'équivalent pétrole 2000	PIB par unité d'énergie consommée $ PPA par kg d'équivalent pétrole 2000	Electricité Consommation par hab. kwh 2000	Electricité Pertes au cours de la transmission et de la distribution % de la prod. 2000	Routes goudronnées % 1995–2000 [a]	Lignes de téléphone [a] fixes et abonnements [a] à des mobiles pour 1.000 hab. 2001	Ordinateurs individuels pour 1.000 hab. 2001	Utilisateurs Internet milliers 2001
Dominique	..	..	..	..	50.4	310	75.0	6
Egypte	726	4.8	976	12	78.1	147	15.5	600
Emirats Arabes Unis	10,175	2.0	10,725	9	100.0	956	135.5	976
Equateur	647	4.9	624	21	18.9	170	23.3	328
Erythrée	..	..	..	..	21.8	..	1.8	15
Espagne	3,084	6.4	4,653	9	99.0	1,086	168.2	7,388
Estonie	3,303	2.9	3,628	15	20.1	808	174.8	430
Etats-Unis	8,148	4.2	12,331	6	58.8	1,118	625.0	142,823
Ethiopie	291	2.6	22	10	12.0	5	1.1	25
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	932	..	3
Fidji	..	..	..	..	49.2	211	60.9	15
Finlande	6,409	3.8	14,588	4	64.5	1,326	423.5	2,235
France	4,366	5.4	6,539	6	100.0	1,179	337.0	15,653
Gabon	1,271	4.7	697	10	9.9	234	11.9	17
Gambie	..	..	..	..	35.4	67	12.7	18
Géorgie	533	4.5	1,212	15	93.5	213	..	25
Ghana	400	5.5	288	1	29.6	21	3.3	41
Grèce	2,635	6.3	4,086	8	91.8	1,281	81.2	1,400
Grenade	..	..	..	..	61.3	392	130.0	5
Groënland	..	..	..	..	..	766	..	20
Guam (Ile de)	..	..	..	..	..	716	..	48
Guatemala	628	7.1	335	25	34.5	162	12.8	200
Guinée Equatoriale	..	..	..	..	..	47	5.3	1
Guinée	..	..	..	..	16.5	10	4.0	15
Guinée-Bissau	..	..	..	..	10.3	..	..	4
Guyane	..	..	..	..	7.4	178	26.4	95
Haïti	256	7.5	37	45	24.3	21	..	30
Honduras	469	6.0	499	19	20.4	83	12.2	40
Hongrie	2,448	4.9	2,909	14	43.4	872	100.3	1,480
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	494	5.5	355	27	45.7	44	5.8	7,000
Indonésie	706	4.2	384	11	46.3	66	11.0	4,000
Iran	1,771	3.2	1,474	16	..	201	69.7	1,005
Irak	1,190	..	1,450	..	84.3	..	..	..
Irlande	3,854	7.9	5,324	9	94.1	1,214	390.7	895
Islande	12,246	2.4	24,779	4	29.5	1,484	418.1	195
Israël	3,241	6.5	6,188	3	100.0	1,285	245.9	1,800
Italie	2,974	8.2	4,732	7	100.0	1,311	194.8	16,400
Jamaïque	1,524	2.4	2,328	9	70.1	467	50.0	100
Japon	4,136	6.1	7,628	3	46.0	1,185	348.8	55,930
Jordanie	1,061	3.6	1,236	11	100.0	294	32.8	212
Kazakhstan	2,594	2.2	2,622	17	94.7	125	..	100
Kenya	515	1.9	106	22	12.1	30	5.6	500
Kiribati	..	..	..	..	..	48	23.2	2
Koweït	10,529	1.8	13,995	..	80.6	685	131.9	200
Laos	..	..	..	..	..	15	3.0	10
Lesotho	..	..	..	..	18.3	20	..	5
Lettonie	1,541	4.6	1,887	24	38.6	588	153.1	170
Liban	1,169	3.5	1,814	18	84.9	407	56.2	300
Libéria	..	..	..	..	6.2	3	..	1
Libye	3,107	..	3,921	..	57.2	118	..	20
Liechtenstein	..	..	..	..	..	902	..	..
Lituanie	2,032	3.9	1,768	12	91.3	566	70.6	250
Luxembourg	8,409	6.4	13,050	33	100.0	1,701	517.3	110
Macédoine	..	..	..	..	63.8	373	..	70
Madagascar	..	..	..	..	11.6	13	2.4	35
Malaisie	2,126	4.3	2,628	8	75.8	510	126.1	6,500
Malawi	..	..	..	..	18.5	11	1.3	20

Pays	Consommation d'énergie commerciale par hab. kg d'equivalent pétrole 2000	PIB par unité d'énergie consommée $ PPA par kg d'equivalent pétrole 2000	Electricité Consommation par hab. kwh 2000	Electricité Pertes au cours de la transmission et de la distribution % de la prod. 2000	Routes goudronnées % 1995–2000 [a]	Lignes de téléphone[a] fixes et abonnements[a] à des mobiles pour 1.000 hab. 2001	Ordinateurs individuels pour 1.000 hab. 2001	Utilisateurs Internet milliers 2001
Maldives	..	..	..	..	..	168	21.9	10
Mali	..	..	..	..	12.1	8	1.2	30
Malte	2,088	6.7	4,018	12	87.5	884	229.6	99
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	..	452	..	..
Maroc	359	9.5	447	6	56.4	204	13.7	400
Marshall (Iles)	..	..	..	..	..	67	50.0	1
Maurice (Ile)	..	..	..	..	97.0	509	109.1	158
Mauritanie	..	..	..	..	11.3	10	10.3	7
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1,567	5.5	1,655	14	32.8	354	68.7	3,636
Micronésie (Etats fédérés)	..	..	..	..	17.5	..	..	5
Moldavie	671	3.1	720	45	87.0	202	15.9	60
Monaco	..	..	..	..	100.0	..	..	..
Mongolie	..	..	..	..	3.5	133	14.6	40
Mozambique	403	2.5	53	10	18.7	13	3.5	15
Namibie	587	12.0	..	..	13.6	122	36.4	45
Népal	343	3.7	56	21	30.8	14	3.5	60
Nicaragua	542	4.6	267	30	11.0	49	9.6	50
Niger	..	..	..	..	7.9	2	0.5	12
Nigeria	710	1.2	81	32	30.9	9	6.8	115
Norvège	5,704	5.1	24,422	8	76.0	1,546	508.0	2,700
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	541	..	25
Nouvelle-Zélande	4,864	3.7	8,813	10	62.8	1,076	392.6	1,092
Oman	4,046	3.0	2,952	17	30.0	213	32.4	120
Ouganda	..	..	..	..	6.7	17	3.1	60
Ouzbékistan	2,027	1.2	1,612	9	87.3	68	..	150
Pakistan	463	4.0	352	24	43.0	29	4.1	500
Palau	..	..	..	..	..	..	..	..
Panama	892	6.5	1,331	20	34.6	355	37.9	90
Papouasie-Nouvelle Guinée	..	..	..	..	3.5	14	56.7	50
Paraguay	715	7.2	838	2	..	255	14.2	60
Pays-Bas	4,762	5.7	6,152	5	90.0	1,388	428.4	7,900
Pérou	489	9.5	668	11	12.8	137	47.9	3,000
Philippines	554	6.8	477	14	21.0	192	21.7	2,000
Pologne	2,328	4.0	2,511	10	68.3	555	85.4	3,800
Polynésie Française	..	..	..	..	..	507	280.0	16
Porto Rico	..	..	..	..	100.0	643	..	600
Portugal	2,459	7.2	3,834	8	86.0	1,201	117.4	2,500
Qatar	26,773	..	14,994	7	90.0	568	163.9	40
République Centrafricaine	..	..	..	..	..	5	1.9	2
République Dominicaine	932	7.4	788	27	49.4	257	..	186
République Kirghize	497	5.4	1,606	25	91.1	83	..	151
République Tchèque	3,931	3.6	4,807	7	100.0	1,050	145.7	1,400
Roumanie	1,619	3.4	1,513	13	49.5	356	35.7	1,000
Royaume-Uni	3,962	6.0	5,601	8	100.0	1,358	366.2	24,000
Russie	4,218	1.6	4,181	12	67.4	281	49.7	4,300
Rwanda	..	..	..	..	8.3	11	..	20
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..
Salomon (Iles)	..	..	..	..	2.5	21	50.9	2
Salvador	651	8.1	587	13	19.8	218	21.9	50
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	248	..	..
Samoa (Iles)	..	..	..	..	42.0	82	6.7	3
Sao Tomé et Principe	..	..	..	..	68.1	..	..	9
Sénégal	324	4.5	121	17	29.3	56	18.6	100
Seychelles	..	..	..	..	..	800	146.5	9
Sierra Leone	..	..	..	..	7.9	10	..	7
Singapour	6,120	3.9	6,948	4	100.0	1,196	508.3	1,500
Slovaquie	3,234	3.6	4,075	6	86.7	685	148.1	674
Slovénie	3,288	5.0	5,290	6	99.9	1,161	275.7	600
Somalie	..	..	..	..	11.8	..	..	1
Soudan	521	3.8	66	15	36.3	18	3.6	56
Sri Lanka	437	7.8	293	20	95.0	80	9.3	150
St Vincent et Grenadines	..	..	..	..	30.8	240	116.1	4
St. Kitts & Nevis	..	..	..	..	42.5	600	174.5	2
Ste Lucie	..	..	..	..	5.2	330	146.8	3
Suède	5,354	4.4	14,471	8	78.4	1,529	561.2	4,600
Suisse	3,704	7.5	7,294	6	..	1,476	540.2	2,223
Surinam	..	..	..	..	26.0	374	45.5	15
Swaziland	..	..	..	..	..	96	..	14
Syrie	1,137	2.9	900	..	..	115	16.3	60
Tadjikistan	470	2.3	2,137	15	..	36	..	3
Tanzanie	457	1.1	56	22	4.2	16	3.3	300
Tchad	..	..	..	..	0.8	4	1.6	4
Thaïlande	1,212	5.1	1,448	8	97.5	222	27.8	3,536
Timor Oriental	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	338	4.9	..	..	31.6	31	21.5	150
Tonga	..	..	..	..	27.0	112	..	3
Trinidad & Tobago	6,660	1.3	3,692	7	51.1	437	69.2	120
Tunisie	825	7.4	939	11	64.8	149	23.7	400
Turkménistan	2,627	1.4	1,071	14	81.2	84	..	8
Turquie	1,181	5.3	1,468	19	34.0	587	40.7	2,500
Ukraine	2,820	1.4	2,293	18	96.7	256	18.3	600
Uruguay	923	9.4	1,924	19	90.0	438	110.1	400
Vanuatu	..	..	..	..	23.9	35	..	6
Venezuela	2,452	2.3	2,533	24	33.6	373	52.8	1,265
Vierges (Iles) (U.S.)	..	..	..	..	..	853	..	12
Vietnam	471	4.2	286	13	25.1	53	11.7	1,010
Yémen	201	4.0	107	26	11.5	30	1.9	17
Yougoslavie, Rép. Féd.	1,289	..	..	..	62.3	416	23.4	600
Zambie	619	1.2	556	3	..	19	7.0	25
Zimbabwe	809	3.1	845	21	47.4	43	12.1	100
Monde	**1,694 t**	**4.5 w**	**2,176 w**	**9 w**	**43.4 m**	**329 w**	**86.2 w**	**501,478 s**
Revenu élevé	569	4.0	352	22	16.1	40	6.2	15,932
Revenu intermédiaire	1,318	4.0	1,391	11	52.7	281	35.4	96,658
Revenu élevé, tranche inférieure	1,206	3.7	1,193	10	53.0	246	25.5	60,355
Revenu intermédiaire, " " supérieure	1,805	4.9	2,252	14	51.1	432	77.2	36,303
Revenu faible et intermédiaire	971	4.0	914	13	30.9	165	21.6	112,591
Extrême-Orient & Océanie	871	..	760	8	21.2	207	19.1	50,902
Europe & Asie Centrale	2,653	2.3	2,753	13	91.3	375	52.1	18,778
Amérique Latine & Antilles	1,181	6.1	1,528	16	26.9	326	59.3	26,282
Moyen-Orient & Afrique du N.	1,368	3.8	1,346	12	66.3	153	32.0	3,356
Asie du Sud	453	5.5	323	26	36.9	38	5.3	7,973
Afrique subsaharienne	669	2.9	432	10	12.9	41	9.9	5,300
Revenu élevé	5,430	4.9	8,617	6	91.8	1,202	416.3	388,888
Union monétaire Européenne	3,824	6.2	5,757	6	92.9	1,251	286.2	91,231

a. Les statistiques concernent la dernière année disponible pour la période considérée. b. Les statistiques proviennent du *World Telecommunication Development Report* 2002 de l'Union internationale des télécommunications (UIT). En cas d'utilisation ou de communication de ces statistiques à des tiers, prière de citer l'UIT.

Climat des affaires et de l'investissement et échanges commerciaux

Pays	Temps nécessaire pour lancer une activité — en jours Janvier 2002	Temps nécessaire pour lancer une activité — Coût de l'immatriculation d'une entreprise % du RNB par hab. Janvier 2002	Cotation du crédit d'Institutional Investor[a] Septembre 2002	Capitalisation boursière millions de $ 2002	Flux nets de capitaux privés millions de $ 2001	Investissement extérieur direct % du PIB 2001	Commerce de marchandises % du PIB 2001	Exportations de produits de haute technologie % des exportations de biens manufacturés 2001
Afghanistan	..	..	6.9	..	..	..	..	..
Afrique du sud	32	7	52.7	184,622	6,627	6.3	50.9	5
Albanie	62	63	15.9	..	203	5.0	39.4	1
Algérie	29	36	31.5	..	243	2.2	56.1	4
Allemagne	45	6	94.0	1,071,749	..	1.7	57.6	18
Andorre	..	..	..	..	..	..	..	11
Angola	..	..	14.0	..	1,924	22.7	106.1	..
Antigua et Barbuda	..	..	..	..	..	..	49.1	..
Antilles Néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	..
Arabie Saoudite	99	153	58.0	74,855	..	..	53.3	0
Argentine	63	11	15.8	103,434	-3,897	1.2	17.5	9
Arménie	79	12	..	..	74	3.3	60.1	4
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	6	2	84.5	374,269	..	1.2	34.5	10
Autriche	30	18	90.7	25,204	..	3.1	76.8	14
Azerbaïdjan	104	21	26.8	..	216	4.1	71.4	8
Bahamas	..	..	65.1	..	..	5.2	58.2	..
Bahrain	..	..	54.8	6,855	..	..	123.6	..
Bangladesh	30	78	27.3	1,193	304	0.2	32.0	..
Barbade (la)	..	..	58.8	1,828	171	0.6	54.9	21
Belgique	34	15	89.5	16,584	..	32.1	161.3	10
Bélize	..	..	42.0	..	125	4.2	71.4	..
Bénin	63	168	20.1	..	131	5.5	43.5	..
Bermudes	..	..	..	2,480	..	..	..	..
Bhoutan	..	..	..	..	0	0.0	55.5	..
Biélorussie	143	39	13.8	..	83	0.8	127.4	8
Birmanie	..	..	13.8	..	145	..	..	..
Bolivie	77	164	30.9	1,555	637	8.3	37.8	10
Bosnie-Herzégovine	74	56	..	..	226	4.7	81.6	..
Botswana	70	16	59.0	1,723	55	1.1	91.6	..
Brésil	86	12	39.0	123,807	23,336	4.5	23.2	18
Brunéi	..	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie	30	9	40.7	733	1,043	5.1	97.1	2
Burkina Faso	39	328	18.8	..	26	1.0	33.4	..
Burundi	..	..	11.3	..	0	0.0	26.0	0
Caïman (Iles)	..	..	..	145	..	..	..	..
Cambodge	..	..	19.6	..	113	3.3	91.7	..
Cameroun	56	197	19.7	..	-16	0.9	42.4	0
Canada	2	1	89.4	700,751	..	4.0	70.1	15
Cap Vert	..	..	..	..	8	0.1	41.3	..
Chili	34	14	66.1	47,584	5,727	6.7	52.2	1
Chine	55	13	58.9	463,080	43,238	3.8	44.3	20
Hong Kong, (chine)	20	3	67.7	506,131	..	14.1	124.8	20
Macao, (chine)	..	..	..	..	..	..	75.6	1
Chypre	..	..	63.0	6,147	..	1.8	55.2	3
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	723	..	..	..	..
Colombie	60	15	38.7	9,664	3,597	2.8	30.4	7
Comores	..	..	..	..	2	0.7	41.2	1
Congo (Rép. Dém.)	..	..	8.7	..	32	0.6	34.2	..
Congo (Rép. Du)	..	..	10.5	..	59	2.1	109.8	..
Corée du Nord	..	..	7.3	..	..	..	..	..
Corée du Sud	36	19	65.6	248,533	9,279	0.8	69.1	29
Costa Rica	80	21	46.2	..	630	2.8	71.9	36
Côte d'Ivoire	91	136	18.5	1,328	137	2.4	60.3	3
Croatie	50	17	48.3	3,976	2,236	7.5	62.7	10
Cuba	..	..	15.7	..	..	..	..	..
Danemark	3	0	90.5	94,958	..	4.5	60.2	21
Djibouti	..	..	..	..	3	0.6	30.0	..

Pays	Temps nécessaire pour lancer une activité — en jours Janvier 2002	Temps nécessaire pour lancer une activité — Coût de l'immatriculation d'une entreprise % du RNB par hab. Janvier 2002	Cotation du crédit d'Institutional Investor[a] Septembre 2002	Capitalisation boursière millions de $ 2002	Flux nets de capitaux privés millions de $ 2001	Investissement extérieur direct % du PIB 2001	Commerce de marchandises % du PIB 2001	Exportations de produits de haute technologie % des exportations de biens manufacturés 2001
Dominique	..	..	..	..	24	4.5	64.6	6
Égypte	52	76	45.5	26,094	2,068	0.5	17.1	1
Emirats Arabes Unis	29	24	68.2	7,881	..	..	..	..
Equateur	90	65	22.5	1,750	1,444	7.4	54.5	4
Erythrée	..	..	..	..	34	5.0	72.6	..
Espagne	100	16	87.0	468,203	..	3.7	43.4	8
Estonie	..	..	59.5	2,430	624	9.8	139.6	19
Etats-Unis	4	1	93.1	13,810,429	..	1.3	19.0	32
Ethiopie	44	429	16.0	..	10	0.3	23.4	0
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	0
Fidji	..	..	..	..	-9	-0.2	84.7	0
Finlande	36	1	91.1	190,456	..	3.1	62.0	23
France	53	3	92.9	1,174,428	..	4.0	49.4	23
Gabon	..	..	21.8	..	170	4.6	82.3	..
Gambie	..	..	..	..	36	9.1	53.5	3
Géorgie	62	38	15.4	..	173	5.1	32.8	..
Ghana	126	98	25.7	740	244	1.7	89.2	1
Grèce	45	50	75.3	86,538	..	1.4	29.1	8
Grenade	..	..	37.9	..	30	8.6	56.5	..
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	7
Guam (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	41	69	33.0	232	403	2.2	39.4	8
Guinée Equatoriale	..	..	..	..	88	4.8	37.9	..
Guinée	..	..	15.1	..	1	0.1	47.7	0
Guinée-Bissau	..	..	..	..	30	15.1	60.3	..
Guyane	..	..	..	..	55	8.0	152.0	..
Haïti	..	..	14.8	..	3	0.1	34.5	..
Honduras	146	67	26.1	..	126	3.1	66.3	1
Hongrie	65	65	66.1	13,110	3,952	4.7	123.6	23
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	88	51	47.3	131,011	3,534	0.7	19.5	6
Indonésie	168	15	23.8	29,991	-7,312	-2.3	60.1	13
Iran	69	11	34.1	9,704	1,049	0.0	37.5	2
Irak	..	..	10.2	..	..	..	..	..
Irlande	16	10	88.5	75,298	..	9.6	129.3	48
Islande	..	..	73.6	3,552	..	1.7	29.8	3
Israël	44	21	58.6	45,371	..	3.0	62.6	25
Italie	62	23	86.2	527,396	..	1.4	43.5	10
Jamaïque	37	16	28.9	5,838	1,385	7.9	58.5	0
Japon	30	12	82.7	2,251,814	..	0.1	18.2	26
Jordanie	89	48	38.7	7,087	-114	1.1	80.8	7
Kazakhstan	54	39	38.8	1,204	4,947	12.3	67.0	4
Kenya	68	44	22.9	1,423	-37	0.0	25.4	4
Kiribati	..	..	..	..	..	..	150.3	..
Koweït	..	..	62.9	20,772	..	-0.1	72.8	1
Laos	..	..	15.2	..	24	1.4	50.4	..
Lesotho	92	68	26.8	..	113	14.7	120.9	..
Lettonie	11	17	52.0	714	880	2.3	72.9	3
Liban	46	116	26.8	1,401	2,757	1.5	48.8	3
Libéria	..	..	9.6	..	13	2.4	173.1	..
Libye	..	..	33.5	..	..	..	62.0	..
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..
Lituanie	62	5	50.8	1,463	521	3.7	91.8	5
Luxembourg	..	..	94.7	23,783	..	..	0.0	17
Macédoine	..	..	20.6	46	466	12.9	81.3	1
Madagascar	68	58	..	..	9	0.2	45.7	3
Malaisie	56	27	57.7	123,872	855	0.6	184.0	57
Malawi	56	94	19.6	156	58	3.3	49.2	..

Pays	Temps nécessaire pour lancer une activité : Coût de l'immatriculation d'une entreprise % du RNB par hab. Janvier 2002	Temps nécessaire pour lancer une activité : en jours Janvier 2002	Cotation du crédit d'Institutional Investor[a] Septembre 2002	Capitalisation boursière millions de $ 2002	Flux nets de capitaux privés millions de $ 2001	Investissement extérieur direct % du PIB 2001	Commerce de marchandises % du PIB 2001	Exportations de produits de haute technologie % des exportations de biens manufacturés 2001
Maldives	..	..	..	..	12	2.0	80.2	0
Mali	230	61	19.1	..	103	3.9	52.8	..
Malte	..	..	66.2	1,350	381	8.1	71.5	62
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	19	62	48.2	8,591	2,633	7.8	52.8	11
Marshall (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maurice (Ile)	..	..	53.5	1,328	–75	–1.1	78.1	1
Mauritanie	..	..	..	1,091	27	3.0	61.1	..
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	21	51	59.0	103,137	28,079	4.0	54.2	22
Micronésie (Etats fédérés)	..	..	..	..	..	..	..	..
Moldavie	31	41	15.7	350	70	6.3	99.1	3
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..
Mongolie	14	31	21.7	..	62	6.0	67.8	..
Mozambique	74	214	19.1	..	450	13.3	49.0	0
Namibie	..	..	40.8	171	..	..	94.8	..
Népal	189	25	24.4	800	19	0.3	39.7	..
Nicaragua	309	69	17.6	..	13	..	..	3
Niger	390	27	13.6	..	7	0.7	35.3	8
Nigeria	92	50	17.6	5,740	920	2.7	26.9	1
Norvège	4	24	93.1	69,054	..	1.3	54.3	12
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..	54.0	1
Nouvelle-Zélande	0	2	81.2	17,779	..	3.4	53.7	8
Oman	..	..	57.8	3,997	–867	0.4	80.2	3
Ouganda	114	36	20.0	36	147	2.5	36.1	22
Ouzbékistan	17	33	18.6	50	46	0.6	53.9	..
Pakistan	44	53	20.0	10,200	–308	0.7	33.8	0
Palau	..	..	..	..	..	..	..	..
Panama	30	19	47.2	2,602	1,799	5.0	38.1	1
Papouasie-Nouvelle Guinée	..	..	30.4	..	2	2.1	97.3	19
Paraguay	..	..	29.7	..	–14	1.1	43.5	4
Pays-Bas	17	42	94.6	458,221	..	13.5	114.9	32
Pérou	23	114	38.3	13,363	1,400	2.0	29.1	2
Philippines	15	62	44.9	39,021	2,076	2.5	88.9	70
Pologne	23	58	60.1	28,750	9,611	3.2	49.0	3
Polynésie Française	..	..	..	..	..	..	40.1	11
Porto Rico	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	22	104	84.2	46,338	..	5.4	56.4	6
Qatar	..	..	58.9	5,152	..	..	90.2	0
République Centrafricaine	..	..	..	..	8	0.8	27.0	..
République Dominicaine	41	86	38.1	..	1,729	5.6	66.6	..
République Kirghize	13	26	16.9	..	–73	0.3	61.6	5
République Tchèque	5	89	64.0	15,893	5,194	8.7	123.9	10
Roumanie	36	46	33.8	4,561	2,633	3.0	67.8	6
Royaume-Uni	1	4	94.1	2,217,324	..	4.4	42.5	31
Russie	7	50	39.0	124,198	1,488	0.8	50.6	8
Rwanda	..	..	..	..	5	0.3	19.7	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..
Salomon (Iles)	..	..	..	..	–9	–1.9	74.6	..
Salvador	..	..	46.0	1,522	674	1.9	57.4	7
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa (Iles)	..	..	..	..	1	0.5	57.3	..
Sao Tomé et Principe	..	..	..	..	6	11.7	57.5	..
Sénégal	116	58	27.8	..	167	2.7	55.8	5
Seychelles	..	..	26.4	..	56	10.4	104.1	..
Sierra Leone	..	..	9.6	..	4	0.5	25.9	..
Singapour	6	8	86.1	117,338	..	10.1	277.6	60
Slovaquie	13	119	51.4	1,904	303	7.2	133.5	4
Slovénie	13	62	65.8	4,606	..	2.7	103.1	5
Somalie	..	..	..	..	0	..	..	..
Soudan	..	..	9.7	..	574	4.6	25.6	..
Sri Lanka	16	73	33.6	1,681	243	1.1	67.5	3
St Vincent et Grenadines	..	..	..	..	35	10.1	64.3	..
St. Kitts & Nevis	..	..	..	..	110	24.2	59.8	1
Ste Lucie	..	..	..	..	58	7.7	48.5	5
Suède	1	18	89.3	232,561	..	6.2	65.7	18
Suisse	18	20	96.2	521,190	..	3.5	67.2	21
Surinam	..	..	..	..	..	..	130.8	0
Swaziland	..	..	28.2	127	35	1.7	130.9	..
Syrie	17	42	23.1	..	204	1.1	45.1	1
Tadjikistan	..	..	12.7	..	39	2.1	126.7	..
Tanzanie	229	37	21.3	398	197	2.4	26.1	6
Tchad	..	..	14.8	..	80	5.0	49.7	..
Thaïlande	7	45	51.9	46,084	–3,052	3.3	110.9	31
Timor Oriental	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	..	..	15.5	..	67	5.3	83.6	1
Tonga	..	..	..	..	1	0.7	73.5	..
Trinidad & Tobago	..	..	53.3	6,506	830	9.4	93.3	1
Tunisie	21	47	53.7	2,131	1,108	2.3	80.8	3
Turkménistan	..	..	19.2	..	..	..	79.3	5
Turquie	43	53	33.8	33,958	906	2.2	27.5	5
Ukraine	22	42	25.3	3,119	426	2.1	85.2	..
Uruguay	49	27	41.9	153	796	1.7	27.4	2
Vanuatu	..	..	..	..	18	8.5	38.5	1
Venezuela	24	119	30.6	3,962	2,644	2.8	36.4	2
Vierges (Iles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	..	..
Vietnam	36	68	32.3	..	710	4.0	93.6	..
Yémen	317	95	..	..	–210	–2.2	60.1	..
Yougoslavie, Rép. Féd.	20	71	16.5	0	10	0.0	..	..
Zambie	43	40	15.8	217	126	2.0	50.3	1
Zimbabwé	27	122	11.9	15,632	–28	0.1	36.5	..
Monde			**33.5 m**	***27,561,743* s**	**.. s**	**2.2 w**	**40.0 w**	**23 w**
Revenu élevé			18.0	*158,646*	3,764	0.8	39.8	*7*
Revenu intermédiaire			39.0	*1,712,619*	165,240	3.3	50.8	22
Revenu élevé, tranche inférieure			33.8	*883,032*	79,848	3.1	50.3	*17*
Revenu intermédiaire, " " supérieure			52.0	*829,587*	85,392	3.5	51.3	22
Revenu faible et intermédiaire			26.8	*1,871,265*	169,003	2.8	48.9	*18*
Extrême-Orient & Océanie			27.1	*723,605*	36,817	3.0	61.0	31
Europe & Asie Centrale			33.8	*181,064*	36,162	3.0	65.9	*8*
Amérique Latine & Antilles			35.5	*609,072*	72,067	3.7	37.6	15
Moyen-Orient & Afrique du N.			36.4	*131,528*	7,462	1.0	45.4	*4*
Asie du Sud			25.9	*117,817*	3,798	0.7	23.4	*5*
Afrique subsaharienne			19.0	*108,179*	12,697	4.1	56.0	*4*
Revenu élevé			87.0	*25,690,523*	..	2.0	37.9	24
Union monétaire Européenne			89.5	*4,164,198*	..	3.4	*56.3*	*19*

a. Ces documents soumis à droits de reproduction sont reproduits avec l'autorisation d'Institutional Investors Inc., 488 Madison Avenue, New York, NY 13057. Pour toute utilisation de ces données, un consentement écrit doit être obtenu au préalable.

Finances de l'état, dette extérieure et aide extérieure

Pays	Total des dépenses de l'Etat % du PIB 2000	Solde budgétaire global de l'Etat y compris dotations % du PIB 2000	Dépenses militaires[a] % du PIB 2001	Dépenses publiques de santé % du PIB 2000	Dette extérieure totale millions de $ 2001	Total du service de la dette % des exportations de biens et services 2001	Ratios de la dépendance par rapport à l'aide [b] Aide en % du RNB 2001	Aide par hab. $ 2001
Afghanistan	..	..	..	0.6	..	..	..	15
Afrique du sud	29.1	–2.2	1.6	3.7	24,050	6.8	0.4	10
Albanie	29.8	–8.5	1.2	2.1	1,094	3.1	6.3	85
Algérie	29.3	9.9	3.5	3.0	22,503	19.5	0.3	6
Allemagne	32.7	–0.9	1.5	8.0	..	..	..	..
Andorre	..	..	..	6.8	..	..	..	..
Angola	..	..	3.1	2.0	9,600	26.0	3.4	20
Antigua et Barbuda	..	..	..	3.3	..	..	1.3	125
Antilles Néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	268
Arabie Saoudite	..	..	11.3	4.2	..	..	0.0	1
Argentine	17.0	–2.3	1.4	4.7	136,709	48.6	0.1	4
Arménie	..	..	3.1	3.2	1,001	8.1	9.7	56
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	–19
Australie	23.5	1.4	1.7	6.0	..	..	..	..
Autriche	40.4	..	0.8	5.6	..	..	..	..
Azerbaïdjan	22.6	–2.5	2.6	0.6	1,219	4.7	4.3	28
Bahamas	19.0	–0.3	..	4.4	..	..	..	27
Bahrain	25.9	2.2	4.1	2.8	..	..	0.2	27
Bangladesh	12.7	–2.8	1.3	1.4	15,216	9.0	2.2	8
Barbade (la)	..	..	..	4.1	701	4.3	0.0	–4
Belgique	45.6	–1.8	1.3	6.2	..	..	..	..
Bélize	..	..	..	2.1	708	24.5	2.9	87
Bénin	..	..	..	1.6	1,665	10.0c	11.6	42
Bermudes	..	..	..	..	..	..	..	0
Bhoutan	38.1	–3.5	..	3.7	265	3.3	10.8	71
Biélorussie	28.9	0.1	1.4	4.7	869	2.7	0.3	4
Birmanie	8.7	–3.4	2.3	0.4	5,670	2.8	..	3
Bolivie	23.8	–3.3	1.6	4.9	4,682	16.1c	9.4	86
Bosnie-Herzégovine	..	..	9.5	3.1	2,226	18.3	12.8	157
Botswana	..	..	3.5	3.8	370	1.7	0.6	17
Brésil	26.8	–7.8	1.5	3.4	226,362	28.6	0.1	2
Brunéi	..	..	6.1	2.5	..	..	..	1
Bulgarie	35.3	0.6	2.7	3.0	9,615	15.5	2.6	43
Burkina Faso	..	..	1.6	3.0	1,490	11.0c, d	15.7	34
Burundi	26.1	–4.7	8.1	1.6	1,065	36.3	19.3	19
Caïman (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	..	..	3.0	2.0	2,704	1.1	12.4	33
Cameroun	15.5	0.1	1.4	1.1	8,338	9.9c	5.0	26
Canada	20.3	1.3	1.2	6.6	..	..	..	..
Cap Vert	..	..	0.8	1.8	360	7.0	13.1	171
Chili	21.9	0.1	2.9	3.1	38,360	5.2	0.1	4
Chine	10.9	–2.9	2.3	1.9	170,110	4.2	0.1	1
Hong Kong, (chine)	..	..	..	..	..	..	0.0	1
Macao, (chine)	17.5	1.6	..	..	..	..	0.0	1
Chypre	36.9	–5.5	3.1	4.3	..	..	0.5	65
Cisjordanie et Gaza	..	..	..	..	..	..	19.6	280
Colombie	19.1	–7.1	3.8	5.4	36,699	28.1	0.5	9
Comores	..	..	..	3.2	246	5.6	12.4	48
Congo (Rép. Dém.)	0.1	0.0	..	1.1	11,392	0.0	5.3	5
Congo (Rép. Du)	25.5	1.2	..	1.5	4,496	3.3	3.9	24
Corée du Nord	..	..	..	1.6	..	..	..	5
Corée du Sud	..	..	2.8	2.6	110,109	7.1	0.0	–2
Costa Rica	22.3	–1.3	..	4.4	4,586	8.2	0.0	1
Côte d'Ivoire	17.9	–1.1	..	1.0	11,582	8.1	1.9	11
Croatie	46.5	–4.9	2.6	8.0	10,742	13.7	0.6	26
Cuba	..	..	..	6.1	..	..	..	5
Danemark	34.9	1.6	1.6	6.8	..	..	..	..
Djibouti	..	..	..	4.2	262	5.4	9.4	85

Pays	Total des dépenses de l'Etat % du PIB 2000	Solde budgétaire global de l'Etat y compris dotations % du PIB 2000	Dépenses militaires[a] % du PIB 2001	Dépenses publiques de santé % du PIB 2000	Dette extérieure totale millions de $ 2001	Total du service de la dette % des exportations de biens et services 2001	Ratios de la dépendance par rapport à l'aide [b] Aide en % du RNB 2001	Aide par hab. $ 2001
Dominique	..	..	..	4.3	207	11.9	8.5	277
Egypte	..	..	2.6	1.8	29,234	8.8	1.3	19
Emirats Arabes Unis	11.2	–0.3	2.5	2.5	..	..	..	1
Equateur	..	..	2.1	1.2	13,910	22.0	1.1	13
Erythrée	..	..	27.5	2.8	410	4.5	40.8	67
Espagne	..	..	1.2	5.4	..	..	..	..
Estonie	31.4	0.2	0.0	4.7	2,852	0.9	1.3	50
Etats-Unis	19.2	2.4	3.1	5.8	..	..	..	..
Ethiopie	26.8	–5.0	6.2	1.8	5,697	20.6c	17.5	16
Féroé (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Fidji	..	..	2.2	2.5	188	1.5	1.5	32
Finlande	33.4	–0.3	1.2	5.0	..	..	..	..
France	..	..	2.5	7.2	..	..	..	..
Gabon	..	..	..	2.1	3,409	13.6	0.2	7
Gambie	..	..	1.0	3.4	489	13.8c	13.3	38
Géorgie	12.4	–1.6	0.7	0.7	1,714	8.1	9.2	55
Ghana	..	..	0.6	2.2	6,759	8.9c	12.7	33
Grèce	30.7	–4.4	4.6	4.6	..	..	..	..
Grenade	..	..	..	3.4	215	5.4	3.1	115
Groënland	..	..	..	..	..	..	..	..
Guam (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	..	..	1.0	2.3	4,526	8.5	1.1	19
Guinée Equatoriale	..	..	..	2.3	239	0.1	2.9	28
Guinée	21.0	–2.4	1.7	1.9	3,254	9.2c	9.4	36
Guinée-Bissau	..	..	3.1	2.6	665	0.7c	32.0	48
Guyane	..	..	..	4.2	1,406	8.0	16.0	133
Haïti	10.5	–2.3	..	2.4	1,250	4.5	4.4	20
Honduras	..	..	..	4.3	5,051	5.7	10.9	103
Hongrie	40.2	–3.5	1.8	5.1	30,289	8.5	0.8	41
Iles Anglo-Normandes	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	16.7	–5.2	2.5	0.9	97,320	12.6	0.4	2
Indonésie	20.5	–1.1	1.1	0.6	135,704	13.8	1.1	7
Iran	21.9	–0.6	4.8	2.5	7,483	4.1	0.1	2
Irak	..	..	..	2.2	..	..	..	5
Irlande	..	..	0.7	5.1	..	..	..	..
Islande	29.7	2.3	0.0	7.5	..	..	..	..
Israël	46.3	0.9	7.7	8.3	..	..	0.2	27
Italie	41.9	–1.6	2.0	6.0	..	..	..	..
Jamaïque	37.3	–1.2	..	2.6	4,956	16.8	0.7	21
Japon	..	..	1.0	6.0	..	..	..	..
Jordanie	31.2	–2.0	8.6	4.2	7,479	14.7	4.9	86
Kazakhstan	14.3	–0.6	1.0	2.7	14,372	4.7	0.7	10
Kenya	26.0	0.6	1.8	1.8	5,833	11.4	4.0	15
Kiribati	..	..	..	8.0	..	..	17.6	134
Koweït	44.2	–9.7	11.3	2.6	..	..	0.0	2
Laos	..	..	2.1	1.3	2,495	9.0	14.5	45
Lesotho	49.7	–3.6	3.1	5.2	592	12.4	5.5	26
Lettonie	31.6	–2.7	1.2	3.5	5,710	2.9	1.4	45
Liban	35.7	–16.2	5.5	2.5	12,450	40.5	1.4	55
Libéria	..	..	..	3.0	1,987	0.6	8.3	11
Libye	..	..	..	1.6	..	..	..	2
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..
Lituanie	27.6	–1.3	1.8	4.3	5,248	5.9	1.1	37
Luxembourg	..	..	0.8	5.3	..	..	..	..
Macédoine	..	..	7.0	5.1	1,423	10.3	7.3	121
Madagascar	17.1	–2.4	1.2	2.5	4,160	3.4c	7.8	22
Malaisie	..	..	2.2	1.5	43,351	3.6	0.0	1
Malawi	..	0.8	3.6	2,602	15.3c	23.4	38	

Pays	Total des dépenses de l'Etat % du PIB 2000	Solde budgétaire global de l'Etat y compris dotations % du PIB 2000	Dépenses militaires[a] % du PIB 2001	Dépenses publiques de santé % du PIB 2000	Dette extérieure totale millions de $ 2001	Total du service de la dette % des exportations de biens et services 2001	Ratios de la dépendance par rapport à l'aide [b] Aide en % du RNB 2001	Aide par hab. $ 2001
Maldives	38.9	-4.6	..	6.3	235	4.3	4.5	89
Mali	..	..	2.0	2.2	2,890	6.6c	13.9	32
Malte	42.3	-5.6	0.8	6.0	1,531	2.6	0.0	4
Man (Ile de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mariannes du Nord (Iles)	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	32.5	-2.5	4.1	1.3	16,962	21.9	1.6	18
Marshall (Iles)	..	..	..	5.8	..	..	63.7	1,410
Maurice (Ile)	24.0	-1.3	0.2	1.9	1,724	4.7	0.5	18
Mauritanie	..	..	2.1	3.4	2,164	16.5c,d	26.6	95
Mayotte	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	16.0	-1.3	0.5	2.5	158,290	14.1	0.0	1
Micronésie (Etats fédérés)	..	..	..	5.6	..	..	51.6	1,144
Moldavie	29.6	-1.3	0.4	2.9	1,214	15.3	7.5	28
Monaco	..	..	..	3.6	..	..	..	..
Mongolie	29.3	-6.1	2.3	4.6	885	7.9	20.6	88
Mozambique	..	..	2.3	2.7	4,466	2.7c	28.1	52
Namibie	36.2	-3.6	2.8	4.2	..	..	3.4	61
Népal	16.0	-3.3	1.1	0.9	2,700	6.2	6.7	16
Nicaragua	35.9	-1.0	1.1	2.3	6,391	16.7c	..	178
Niger	..	..	1.1	1.8	1,555	6.6c	12.8	22
Nigeria	..	..	1.1	0.5	31,119	11.5	0.5	1
Norvège	36.5	-3.9	1.8	6.6	..	..	..	..
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..	..	1,359
Nouvelle-Zélande	30.8	-0.3	1.2	6.2	..	..	..	..
Oman	28.6	-4.8	12.2	2.3	6,025	6.8	..	1
Ouganda	20.4	-7.2	2.1	1.5	3,733	10.8c	14.1	34
Ouzbékistan	..	..	1.1	2.6	4,627	20.6	1.4	6
Pakistan	23.1	-5.5	4.5	0.9	32,019	21.3	3.4	14
Palau	..	..	..	5.7	..	..	25.0	1,753
Panama	28.0	0.3	1.2	5.3	8,245	11.2	0.3	10
Papouasie-Nouvelle Guinée	31.4	-2.8	0.8	3.6	2,521	7.1	7.2	39
Paraguay	19.4	-4.0	0.9	3.0	2,817	8.3	0.9	11
Pays-Bas	..	..	1.6	5.5	..	..	..	..
Pérou	19.3	-1.8	1.7	2.8	27,512	20.8	0.9	17
Philippines	19.6	-4.1	1.0	1.6	52,356	13.3	0.8	7
Pologne	34.6	0.3	1.9	4.2	62,393	11.5	0.6	25
Polynésie Française	..	..	..	..	..	..	..	1,636
Porto Rico	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	38.5	-1.2	2.1	5.8	..	..	..	..
Qatar	..	..	..	2.5	..	..	..	2
République Centrafricaine	..	..	..	1.4	822	11.5	7.9	20
République Dominicaine	16.0	1.0	..	1.8	5,093	6.6	0.5	12
République Kirghize	18.0	-2.2	1.7	2.2	1,717	12.0	12.9	38
République Tchèque	36.8	-3.0	2.1	6.6	21,691	4.4	0.6	31
Roumanie	34.2	-4.0	2.5	1.9	11,653	13.7	1.7	29
Royaume-Uni	36.0	0.0	2.5	5.9	..	..	..	..
Russie	22.9	3.9	3.8	3.8	152,649	12.0	0.4	8
Rwanda	..	..	3.9	2.7	1,283	7.6c	17.3	33
Saint-Marin	..	..	..	10.0	..	..	..	..
Salomon (Iles)	..	..	..	5.6	163	2.7	22.2	137
Salvador	17.0	1.7	0.8	3.8	4,683	7.4	1.7	37
Samoa (Iles) américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa (Iles)	..	..	..	3.9	204	7.1	17.0	248
Sao Tomé et Principe	..	..	..	1.6	313	9.9	90.6	251
Sénégal	20.6	-1.2	1.5	2.6	3,461	9.3c	9.2	43
Seychelles	57.9	-14.6	1.8	4.1	215	2.1	2.4	164
Sierra Leone	20.9	-8.5	3.6	2.6	1,188	74.3c	45.8	65
Singapour	18.8	10.0	5.0	1.2	..	..	0.0	0
Slovaquie	40.5	-3.0	1.9	5.3	11,121	6.2	0.8	30
Slovénie	40.2	-1.3	1.4	6.8	..	..	0.7	63
Somalie	..	..	..	0.9	2,532	..	..	16
Soudan	8.7	-0.9	3.0	1.0	15,348	3.2	1.5	5
Sri Lanka	25.7	-9.5	3.9	1.8	8,529	9.2	2.0	18
St Vincent et Grenadines	33.9	-2.2	..	4.1	194	6.9	2.6	75
St. Kitts & Nevis	..	..	..	3.1	189	13.5	3.4	236
Ste Lucie	..	..	..	2.7	238	6.9	2.6	104
Suède	39.3	0.1	2.0	6.5	..	..	..	..
Suisse	26.7	3.0	1.1	5.9	..	..	..	..
Surinam	..	..	..	5.5	..	..	3.4	55
Swaziland	30.0	-0.9	1.5	3.0	308	2.5	2.3	27
Syrie	23.2	0.7	6.2	1.6	21,305	2.1	0.8	9
Tadjikistan	11.3	-0.2	1.2	0.9	1,086	6.3	15.5	25
Tanzanie	..	..	1.3	2.8	6,676	7.3c	13.3	36
Tchad	..	..	1.5	2.5	1,104	7.7c	11.2	23
Thaïlande	18.0	-3.0	1.4	2.1	67,384	7.9	0.3	5
Timor Oriental	..	..	..	..	..	..	48.4	259
Togo	..	..	..	1.5	1,406	5.9	3.8	10
Tonga	..	..	..	3.5	63	7.9	14.4	201
Trinidad & Tobago	..	..	..	2.6	2,422	3.8	0.0	-1
Tunisie	32.0	-2.6	1.6	2.9	10,884	13.4	2.0	39
Turkménistan	..	..	3.8	4.6	..	..	1.2	13
Turquie	39.4	-11.4	4.9	3.6	115,118	24.6	0.1	3
Ukraine	28.3	-0.6	2.7	2.9	12,811	6.5	1.4	11
Uruguay	31.5	-3.4	1.3	5.1	9,706	30.3	0.1	5
Vanuatu	25.8	-1.3	..	2.4	66	1.1	15.2	157
Venezuela	21.7	-1.7	1.5	2.7	34,660	20.9	0.0	2
Vierges (Iles) (U.S.)	..	..	..	..	..	..	..	..
Vietnam	23.4	-2.8	..	1.3	12,578	6.5	4.4	18
Yémen	26.7	-3.5	6.1	2.1	4,954	6.3	5.0	24
Yougoslavie, Rép. Féd.	..	..	4.9	2.9	11,740	2.0	12.1	123
Zambie	..	..	0.6	3.5	5,671	13.4c	10.7	36
Zimbabwe	..	..	3.2	3.1	3,780	3.4	1.8	12
Monde	***25.8*** **w**	***-1.0*** **w**	**2.3 w**	**5.4 w**	**.. s**	**.. w**	**0.2 w**	**10 w**
Revenu élevé	*18.3*	*-3.6*	2.3	1.1	533,346	11.4	2.4	10
Revenu intermédiaire	*21.3*	*-3.3*	2.5	3.0	1,798,761[e]	11.3	0.4	8
Revenu élevé, tranche inférieure	*20.7*	*-3.8*	2.7	2.6	917,109	9.5	0.6	7
Revenu intermédiaire, " " supérieure	*24.4*	*-4.7*	2.2	3.5	881,566[e]	13.7	0.2	7
Revenu faible et intermédiaire	*20.7*	*-3.3*	2.5	2.7	2,332,106[e]	11.4	0.9	11
Extrême-Orient & Océanie	*15.0*	*-3.7*	2.1	1.8	504,125	6.1	0.5	4
Europe & Asie Centrale	30.5	-1.3	3.0	4.0	497,827	11.4	1.0	21
Amérique Latine & Antilles	*21.9*	*-4.8*	1.3	3.3	764,880	19.4	0.3	11
Moyen-Orient & Afrique du N.	..	..	6.7	2.9	200,641	11.3	0.7	16
Asie du Sud	17.9	-5.4	2.6	1.0	161,657	12.9	1.0	4
Afrique subsaharienne	*25.9*	*-1.6*	1.8	2.5	202,976	9.0	4.6	21
Revenu élevé	..	..	2.3	6.0	..	..	0.0	1
Union monétaire Européenne	..	..	1.8	6.7	..	..	..	..

a. Les statistiques concernant certains pays sont établies à partir de données partielles ou incertaines ou à partir d'estimations grossières de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. b. Les totaux par région du monde comprennent des statistiques pour les pays qui ne sont pas spécifiés ailleurs. Les totaux pour le monde et par tranches de revenu comprennent l'aide qui n'est pas allouée par pays ni par région du monde. Les statistiques de 2001 ne comprennent pas l'aide du Programme alimentaire mondial. c. Les statistiques proviennent des analyses de la durabilité de la dette réalisées dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (HIPC). Les estimations de la valeur actuelle pour ces pays ne concernent que la dette publique et publiquement garantie, et les chiffres des exportations n'incluent pas les reversements des employés à leurs familles. d. Il sera rendu compte de l'aide renforcée aux HIPC dans les Finances du développement mondial 2004. e. Comprend les statistiques de Gibraltar.

Objectifs de développement du millénaire

Objectifs et cibles de la Déclaration du Millénaire	Indicateurs pour le suivi du progrès
Objectif 1 Eradiquer la pauvreté extrême et la faim	
Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion d'habitants dont le revenu est inférieur à 1 $ par jour	• Proportion de la population au-dessous de 1 $ par jour • Ratio de l'écart de pauvreté (incidence par intensité de la pauvreté) • Part du cinquième le plus pauvre dans la consommation nationale
Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion d'habitants qui souffrent de la faim	• Prévalence d'un poids insuffisant chez les enfants (de moins de cinq ans) • Proportion de la population au-dessous du niveau minimum de consommation de calories alimentaires
Objectif 2 Atteindre l'éducation primaire universelle	
Faire en sorte qu'en 2015, les enfants, partout dans le monde, filles autant que garçons, soient capables d'accomplir un cycle complet de scolarité primaire	• Ratio de scolarisation nette dans l'éducation primaire • Proportion d'écoliers ayant commencé la première année qui atteignent la cinquième année • Taux d'alphabétisation chez les 15 à 24 ans
Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et affranchir les femmes	
Eliminer la disparité entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire, de préférence en 2005, et à tous les niveaux d'éducation d'ici 2015 au plus tard	• Ratios filles /garçons dans l'éducation primaire, secondaire et tertiaire • Ratio de l'alphabétisation filles /garçons chez les 15 à 24 ans • Part des femmes dans les emplois salariés pour le secteur non agricole • Proportion de sièges détenus par des femmes au parlement
Objectif 4 Lutter contre la mortalité infantile	
Réduire de deux tiers la mortalité avant l'âge de cinq ans entre 1990 et 2015	• Taux de mortalité avant l'âge de cinq ans • Taux de mortalité infantile • Proportion d'enfants de un an vaccinés contre la rougeole
Objectif 5 Faire progresser la santé des mères	
Réduire de trois quarts le ratio de mortalité en couches entre 1990 et 2015	Ratio de mortalité en couches Proportion de naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié
Objectif 6 Lutter contre le SIDA, la malaria et les autres maladies infectieuses	
Avoir enrayé la prolifération du SIDA en 2015 et avoir commencé à le faire régresser	• Prévalence du SIDA chez les femmes enceintes de 15 à 24 ans • Taux d'utilisation des préservatifs à partir du taux de prévalence de la contraception • Nombre d'enfants orphelins du SIDA
Avoir enrayé l'incidence de la malaria et des autres principales maladies infectieuses en 2015 et avoir commencé à les faire régresser	• Prévalence et taux de décès liés à la malaria • Prévalence et taux de décès liés à la malaria • Proportion de la population des zones exposées au risque de malaria soumises à une prévention efficace de la malaria et à des actions de traitement • Prévalence et taux de décès liés à la tuberculose • Proportion de cas de tuberculose détectés et traités dans le cadre du traitement de courte durée sous Surveillance directe (DOTS)
Objectif 7 Assurer la durabilité de l'environnement	
Intégrer les principes du développement durable dans les orientations politiques et les programmes des pays concernés et inverser le processus de disparition des ressources environnementales	• Proportion du couvert forestier dans la superficie totale des terres Ratio de la superficie protégée en vue de préserver la biodiversité sur la superficie totale Consommation d'énergie par unité de PIB

Objectifs et cibles de la Déclaration du Millénaire	Indicateurs pour le suivi du progrès
Objectif 7 suite	
	• Emissions de dioxyde de carbone (par habitant) et consommation de chlorofluorocarbones destructeurs de la couche d'ozone • Proportion de la population consommant des combustibles solides
Diminuer de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes n'ayant pas durablement accès à une eau potable et saine	• Proportion de la population urbaine et rurale ayant durablement accès à une source d'eau améliorée
Avoir obtenu en 2020 des progrès significatifs du niveau de vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles	• Proportion de la population urbaine et rurale bénéficiant d'installations sanitaires améliorées • Proportion de ménages bénéficiant de la sécurité de jouissance
Objectif 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	
Poursuivre le développement d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prédictible et non discriminatoire (avec notamment un engagement dans une bonne gouvernance, le développement et la lutte contre la pauvreté - au niveau à la fois national et international)	Certains des indicateurs présentés ci-dessous seront suivis séparément pour les pays les moins avancés, l'Afrique, les Etats entourés de terre et les petits Etats insulaires en développement. **Aide officielle au développement (AOD)** • AOD nette, totale et à destination des pays les moins avancés, en pourcentage du revenu national brut (RNB) des pays donateurs du CAD • Proportion de l'AOD bilatérale pour les services sociaux de base (éducation de base, soins de base, alimentation, eau saine et assainissement) • Proportion de l'AOD bilatérale non liée • AOD reçue par les pays entourés de terre en proportion de leur RNB • AOD reçue par les petits Etats insulaires en développement en proportion de leur RNB **Accès aux marchés** • Proportion des importations des pays développés (à l'exception des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés admises sans droits de douane • Tarifs douaniers moyens imposés aux pays développés sur les produits agricoles, les textiles et l'habillement • Estimation du soutien à l'agriculture pour les pays de l'OCDE en pourcentage de leur PIB • proportion de l'AOD accordée pour aider à renforcer les capacités commerciales **Durabilité de l'endettement** • Nombre total de pays ayant atteint leur point de décision HIPC et leur point de complétion (cumulatif) • Allègement de la dette dans le cadre du projet HIPC • Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services
Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés (notamment possibilités d'exporter sans être soumis à des droits de douane ni à des quotas, programme renforcé d'allègement de la dette et annulation de la dette officielle bilatérale, et aide officielle au développement plus généreuse pour les pays engagés dans la lutte contre la pauvreté)	
Répondre aux besoins particuliers des pays entourés de terre et des petits Etats insulaires (à travers le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement et les dispositions de la 22e assemblée générale)	
Résoudre en totalité les problèmes d'endettement des pays en développement grâce à des mesures	
En coopération avec les pays en développement, développer et mettre en œuvre des stratégies pour offrir aux jeunes des emplois décents et productifs	• Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, par sexe et total
En coopération avec les groupes pharmaceutiques, assurer l'accès aux médicaments essentiels à des prix abordables dans les pays en développement	• Proportion de la population ayant durablement accès aux médicaments essentiels à des prix abordables
En coopération avec le secteur privé, rendre disponibles les avantages des nouvelles technologies, en particulier dans le domaine de l'information et des communications	• Nombre de lignes de téléphone et d'abonnements à un téléphone mobile pour 100 habitants • Nombre d'ordinateurs individuels utilisés pour 100 habitants • Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants

a. Pour le suivi au niveau d'un pays, il convient d'utiliser le seuil de pauvreté national. b. Parmi les méthodes contraceptives, seuls les préservatifs sont efficaces pour lutter contre la propagation du SIDA. c. La proportion des orphelins par rapport aux non orphelins chez les enfants de 10 à 14 ans qui vont à l'école. d. Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans qui dorment sous des moustiquaires traitées à l'insecticide (prévention) et correctement soignés (traitement). e. L'OCDE et l'OMC collectent les données, qui seront disponibles à compter de 2001. f. Une mesure améliorée de la cible est en cours de développement au sein de l'Organisation internationale du travail.

notes

Définitions, sources, et remarques

A

Agriculture Comprend la chasse, la pêche et l'exploitation forestière et correspond aux divisions 1 à 5 de la Classification standard industrielle internationale (ISIC).

Aide officielle au développement (AOD) Comprend les dotations et prêts (nets des remboursements en principal) relevant de la définition de l'AOD que donne le Comité d'aide au développement (CAD) et qui sont accordés aux pays en développement et aux territoires du titre I de la liste des pays bénéficiaires du CAD. (*Source :* OCDE)

Aide officielle au développement (AOD) au titre des services sociaux de base Selon les membres du Comité d'aide au développement, aide accordée pour les services de base en matière de santé, d'éducation, de nutrition, de distribution d'eau et d'assainissement. (*Source :* OCDE)

Aide officielle nette Les dotations et les prêts (nets de remboursements) qui satisfont les critères pour l'aide officielle au développement et qui sont accordés aux pays et territoires du titre II de la liste des bénéficiaires de l'aide du Comité d'aide au développement. (*Source :* OCDE)

Année de l'enquête Année au cours de laquelle les statistiques ont été collectées.

C

Capitalisation boursière Cours moyen des titres multiplié par le nombre de titres en circulation (aussi appelée valeur du marché). (*Source :* Standard & Poor's)

Chômage des jeunes Part de la population active âgée de 15 à 24 ans sans travail mais disponible et cherchant un emploi. Les définitions de la population active et du chômage varient selon les pays. (*Source :* OIT)

Contraception, taux de prévalence Pourcentage de femmes qui utilisent ou dont le partenaire utilise une forme ou une autre de contraception. Cet indicateur se mesure habituellement chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans uniquement. (*Source :* OMS)

Coût de l'applicabilité d'un contrat Frais d'action en justice, frais de justice et frais d'avocat estimés. (*Source :* Projet Doing Business de la Banque Mondiale)

Cultures permanentes Terres soumises à des cultures qui les occupent pendant des périodes longues et qui n'ont pas besoin d'être replantées après chaque récolte, comme le cacao, le café ou le caoutchouc. En font également partie les cultures d'arbres à fleurs, d'arbres fruitiers, de fruits secs et les vignes, mais pas les exploitations de bois. (*Source :* FAO)

D

Déforestation Conversion permanente des surfaces de forêt naturelle vers d'autres utilisations du territoire comme les cultures mobiles, l'agriculture permanente, l'élevage, l'habitat humain et le développement d'infrastructure. Les superficie comptabilisées sous ce titre ne comprennent pas les superficies sur lesquelles le bois est coupé mais qui sont destinées à la régénération ni les zones dégradées par l'exploitation du bois comme combustible, par les pluies acides ou par les incendies de forêt. Les chiffres négatifs indiquent une croissance de la superficie de la forêt. (*Source :* FAO)

Demandeurs d'asile Personnes qui fuient leur propre pays, qui cherchent refuge dans un autre Etat et qui demandent asile. (*Source :* Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies)

Densité de population Population en milieu d'année divisée par la superficie du pays en kilomètres carrés.

Dépendance (ratios) Ratios des personnes dépendantes - individus de moins de 15 ans et de plus de 64 ans - par rapport à la population en âge de travailler (âgée de 15 à 64 ans). (*Source :* Banque Mondiale)

Dépendance de l'aide (ratios) L'aide officielle nette, l'aide officielle au développement en pourcentage du RNB et l'aide par habitant donnent une indication de la dépendance du pays concerné vis-à-vis de l'aide. Elles sont calculées en utilisant des valeurs en dollars US convertis aux taux de change officiels. (*Source :* OCDE)

Dépenses de l'Etat, total Comprennent les dépenses courantes et de capital non remboursables, mais ne comprennent pas les prêts de l'Etat et remboursements à l'Etat ni l'acquisition de titres par l'Etat pour les besoins de la politique publique. (*Source :* FMI)

Dépenses militaires Comprennent toutes les dépenses courantes et en capital pour les forces armées, y compris les forces d'interposition, pour le ministère de la défense et les autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense, les forces paramilitaires, lorsqu'il est considéré qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires, et pour les activités spatiales militaires. Il n'est pas tenu compte de la défense civile ni des dépenses courantes pour les activités militaires passées : avantages pour les vétérans, démobilisation, reconversion et destruction d'armes. (*Source :* Institut international de recherches sur la paix de Stockholm)

Dette extérieure totale Dette envers des non-résidents, remboursable en devise étrangère, en biens ou en services. C'est la somme des dettes à long terme publiques, publiquement garanties et privées non garanties, de l'utilisation du crédit du FMI et des dettes à court terme. Les dettes à court terme comprennent toutes les dettes dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à un an et les intérêts moratoires sur les dettes à long terme. (*Source :* Banque Mondiale)

Dette (total du service de la) Somme des remboursements en principal et des intérêts réellement versés en devise étrangère, en biens ou en services sur les dettes à long terme, des intérêts versés sur les dettes à court terme et des remboursements (rachats et charges) au Fonds monétaire international. (*Source :* Banque Mondiale)

Dioxyde de carbone (émissions) Emissions provenant de la consommation de combustibles fossiles (combustions de matières solides, liquides ou gazeuses et torchage) et de la fabrication de ciment. (*Source :* Centre d'analyse de l'information sur le dioxyde de carbone)

E

Eau douce (ressources en) Total des ressources renouvelables du pays et des flux fluviaux provenant d'autres pays. (*Source :* Institut des ressources mondiales)

Eau douce, prélèvements annuels Total des prélèvements d'eau, sans compter les pertes d'évaporation des bassins mais en comptant l'eau des usines de

dessalement dans les pays dans lesquels elles constituent des sources non négligeables. Les statistiques concernant les prélèvements font référence aux différentes années comprises entre 1980 et 2000. Les prélèvements peuvent dépasser 100% du total des ressources renouvelables lorsque l'extraction des nappes aquifères non renouvelables ou le dessalement prennent beaucoup d'importance ou lorsque la quantité d'eau réutilisée est significative. (*Source* : Institut des ressources mondiales)

Ecart de pauvreté Déficit moyen par rapport au seuil de pauvreté (les non pauvres étant ceux pour lesquels il n'y a pas de déficit) exprimé en pourcentage du seuil de pauvreté. Cet indicateur reflète la gravité de la pauvreté ainsi que son incidence. (*Source* : Banque Mondiale)

Echanges de marchandises en proportion du PIB Total des exportations et des importations de marchandises divisé par la valeur du PIB, les chiffres étant en dollars US courants. (*Source* : OMC, Banque Mondiale)

Education (dépenses publiques d') Dépenses publiques pour l'instruction publique plus subventions à l'éducation privée aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. (*Source* : Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Education primaire Apporte aux enfants les capacités fondamentales de lecture, d'écriture et de calcul, ainsi qu'une compréhension élémentaire dans des domaines comme l'Histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, l'art et la musique. (*Source* : UNESCO)

Education secondaire Complète l'éducation de base dispensée par l'école primaire. Elle vise à poser les fondations d'un apprentissage et d'un développement humain tout au long de l'existence en offrant une instruction plus orientée vers l'approfondissement des disciplines ou vers l'acquisition de compétences, à l'aide d'enseignants plus spécialisés. (*Source* : UNESCO)

Energie commerciale, production Fait référence aux formes commerciales d'énergie primaire - pétrole (brut, gaz de pétrole liquéfiés et pétrole d'origine non traditionnelle), gaz naturel et combustibles solides (charbon, lignite et autres combustibles dérivés) - et à l'électricité primaire, toutes converties en équivalent pétrole. (*Source* : AIE)

Energie, consommation Fait référence à la consommation apparente d'énergie commerciale, égale à la production intérieure plus les importations et les variations de stocks, moins les exportations et les combustibles fournis aux navires et aux avions assurant les transports internationaux. (*Source* : AIE)

Energie électrique, consommation Production des centrales électriques et des installations mixtes de production de chauffage et d'énergie électrique, moins les pertes se produisant au cours de la transmission, de la distribution et de la transformation et l'autoconsommation par les unités de production. (*Source* : AIE)

Energie, importations nettes Calculée comme la consommation moins la production d'énergie, l'une et l'autre mesurées en équivalent pétrole. Une valeur négative indique que le pays est un exportateur net. (*Source* : AIE)

Engrais, consommation Quantité de nutriments pour les cultures utilisés par unité de terre arable. Comprend les engrais azotés, les potasses et les phosphates (y compris les minerais de phosphate). La référence temporelle pour la consommation d'engrais est l'année de récolte (juillet à juin). (*Source* : FAO)

Entreprise, délai de lancement Temps, en jours calendaires, nécessaire pour accomplir toutes les formalités requises pour exercer une activité de manière légale. Lorsqu'il est possible d'accélérer une formalité moyennant un coût supplémentaire, on choisit la méthode la plus rapide, sans considération de coût. Il n'est pas tenu compte du temps consacré à collecter de l'information sur les formalités d'immatriculation de l'entreprise. (*Source* : Banque Mondiale)

Entreprise, coût de l'immatriculation Comprend les coûts de toutes les formalités nécessaires pour pouvoir exercer légalement une activité. Ce coût est normalisé de manière à pouvoir être présenté sous forme de pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant. (*Source* : Banque Mondiale)

Espérance de vie à la naissance Nombre d'années que devrait vivre un nouveau-né si les conditions qui prévalent en termes de mortalité, au moment de sa naissance, devaient rester les mêmes tout au long de son existence. (*Source* : Banque Mondiale)

Exportations de haute technologie Produits très intensifs en recherche et développement. Il s'agit des produits de l'industrie aérospatiale, des ordinateurs, des produits pharmaceutiques, des instruments scientifiques et des machineries électriques. (*Source* : ONU)

Facteur de conversion à parité de pouvoir d'achat (PPA) Nombre d'unités de la devise du pays nécessaire pour pouvoir acheter la même quantité de biens et services sur le marché intérieur que ce qu'un dollar US permettrait d'acheter aux Etats-Unis. (*Source* : Banque Mondiale)

Femmes au parlement Part des sièges détenus par des femmes à la chambre des députés ou à l'unique chambre du parlement national. (*Source* : IPU)

Femmes enceintes bénéficiant de soins prénatals Pourcentage de femmes prises en charge au moins une fois au cours de leur grossesse par un personnel de santé qualifié pour une raison liée à la grossesse. (*Source* : ONU)

Femmes exposées au risque de grossesse non désirée Femmes mariées fertiles et en âge de se reproduire qui ne souhaitent pas être enceintes et qui n'utilisent pas de contraception. (*Source* : OMS)

Financement extérieur (provenant des non-résidents) et financement intérieur (provenant des résidents) Le moyen par lequel un Etat dispose de ressources financières pour couvrir un déficit budgétaire ou pour allouer des ressources financières provenant d'un excédent budgétaire. Les chiffres tiennent compte de l'ensemble de l'endettement de l'Etat - en dehors des dettes liées à l'émission de devises ou aux dépôts à vue, à terme ou d'épargne auprès de l'Etat - et des créances d l'Etat sur des tiers et des variations des avoirs de l'Etat en liquidités et dépôts. Ils ne tiennent pas compte des garanties de l'Etat sur les dettes des tiers. (*Source* : FMI)

Flux nets de capitaux privés Flux de capitaux privés liés ou non à l'endettement. Les flux privés liés à l'endettement comprennent les prêts commerciaux des banques, les obligations et autres crédits privés. Les

notes

autres flux comprennent l'investissement extérieur direct et l'investissement en portefeuille. (*Source :* FMI)

Forêts, couvert forestier Terres couvertes d'arbres poussant naturellement ou plantés, productives ou non. (*Source :* FAO)

Formation brute de capital Dépenses ajoutant aux actifs immobilisés du pays, nets des variations de stocks, et acquisitions nettes d'actifs. Les actifs immobilisés comprennent les améliorations des terrains (clôtures, fossés, drains, etc.), les achats d'usines, de machineries et d'équipements et la construction de routes, de chemin de fer, etc. ainsi qu'écoles, bureaux, hôpitaux, complexes résidentiels privés, bâtiments commerciaux et industriels. Les stocks sont constitués de biens possédés par les entreprises dans le but de répondre aux fluctuations temporaires ou imprévues de la production ou des ventes ainsi que des encours. (*Source :* Banque Mondiale, OCDE, ONU)

G

Guerres civiles Conflits internes entre un Etat et une organisation rebelle faisant 1.000 morts ou davantage dans le pays considéré et avec au moins 5% des morts dans chaque camp.

H

HIPC (initiative pour les pays pauvres très endettés) Une initiative prise par les pays créanciers officiels pour aider les pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés à sortir d'un endettement non viable. (*Source :* Banque Mondiale)

I

Industrie Comprend l'activité minière, l'industrie manufacturière, la construction, la production et la distribution d'électricité, d'eau et de gaz, soit les divisions 10 à 45 de la Classification standard industrielle internationale (ISIC). L'industrie manufacturière fait référence aux industries des divisions 15 à 37.

Inflation (taux) Taux annuel moyen de variation globale des prix pour l'ensemble des biens et services compris dans le PIB.

Installations sanitaires améliorées (accès à des) Part de la population ayant accès au moins à des installations sanitaires (privées ou communes mais pas publiques) pouvant de manière efficace empêcher le contact des humains, des animaux et des insectes avec les déjections. Les installations améliorées vont des fosses de déjection simples mais protégées aux toilettes à chasse d'eau connectées à un système d'évacuation. Pour qu'elles soient efficaces, les installations doivent être construites correctement et entretenues de façon adéquate. (*Source :* OMS, UNICEF)

Institutional Investor Credit Rating (notation du crédit) Classement de 0 à 100 des risques qu'un pays n'honore pas ses dettes. (*Source :* institutional Investor)

Investissement extérieur direct Flux entrants nets d'investissement destinés à acquérir un intérêt durable (au moins 10% du droit de vote) dans la gestion d'une entreprise exerçant son activité dans un pays autre que celui de l'investisseur. C'est la somme du capital social, du réinvestissement des bénéfices, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements. (*Source :* FMI)

M

Machines agricoles Tracteurs à roues et à chenilles (à l'exclusion des tracteurs de jardin) utilisés dans l'agriculture. (*Source :* FAO)

Malnutrition infantile (prévalence de la) Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dont le poids par rapport à l'âge est inférieur de plus de deux écarts types à la médiane pour la population internationale de référence âgée de 0 à 59 mois. La population de référence, adoptée par l'Organisation mondiale de la santé en 1983, est basée sur la population des enfants des Etats-Unis, considérés comme bien nourris. (*Source :* OMS)

Méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale La méthode de l'Atlas pour le calcul du revenu national brut (RNB) par habitant. Elle consiste à convertir la devise nationale en dollars US aux taux de change courants en les corrigeant pour tenir compte de l'inflation et en en calculant une moyenne sur trois ans. L'objectif est de réduire l'effet des fluctuations des taux de change sur les comparaisons du revenu national entre les pays.

N

Naissances prises en charge par un personnel de santé qualifié Le pourcentage d'accouchements pris en charge par un personnel formé pour assurer la supervision, les soins et les conseils nécessaires aux femmes au cours de leur grossesse, de la délivrance et de la période post-natale pour qu'elles puissent mener à bien leur accouchement et prendre soin des nouveau-nés. (*Source :* OMS)

O

Ordinateurs individuels Ordinateurs autonomes conçus pour être utilisés par un seul individu. (*Source :* ITU)

P

Part du cinquième le plus pauvre dans le revenu ou la consommation nationale Part de la consommation, ou dans certains cas du revenu, qui échoit aux 20% les plus pauvres de la population. (*Source :* Banque Mondiale)

Particules Particules fines en suspension de moins de 10 microns de diamètre, capables de pénétrer profondément dans les voies respiratoires et de provoquer des dégâts significatifs au niveau de la santé. (*Source :* Banque Mondiale)

Pays à revenu élevé Pays dont le revenu national brut (RNB) par habitant était supérieur ou égal à 9.206 $ en 2001.

Pays à revenu faible Pays dont le revenu national brut (RNB) par habitant était inférieur ou égal à 745 $ en 2001.

Pays à revenu intermédiaire Pays dont le revenu national brut (RNB) par habitant est supérieur à 745 $ mais inférieur à 9.206 $.

Personnes déplacées à l'intérieur du territoire Personnes fuyant leur lieu de résidence pour les mêmes raisons que les réfugiés mais qui restent dans leur propre pays et restent donc soumis aux lois de leur Etat. Certains groupes de population affectés par la guerre en font partie. (*Source :* Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)

Pertes au cours de la transmission et de la distribution d'électricité Pertes se produisant au cours de la transmission entre les sources d'énergie électrique et les points de distribution et au cours de la distribution aux consommateurs, y compris la consommation sauvage. (*Source :* AIE)

Petites et moyennes entreprises Micro entreprises (jusqu'à 10 salariés), petites entreprises (10 à 50 salariés) et entreprises moyennes (50 à 300 salariés). (*Source :* Banque Mondiale /International Finance Corporation)

Population au-dessous de 1 $ par jour Pourcentage de la population disposant pour vivre de moins de 1,08 $ par jour aux prix internationaux de 1993. Par suite des révisions des taux de change à parité de pouvoir d'achat, on ne peut pas comparer ces ratios avec les taux de pauvreté publiés dans les éditions antérieures par pays. (*Source :* Banque Mondiale)

Population au-dessous de 2 $ par jour Pourcentage de la population disposant pour vivre de moins de 2,15 $ par jour aux prix internationaux de 1993. (*Source :* Banque Mondiale)

Population au-dessous du seuil de pauvreté, rurale Pourcentage de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté rurale national. (*Source :* Banque Mondiale)

Population au-dessous du seuil de pauvreté, urbaine Pourcentage de la population urbaine vivant au-dessous du seuil de pauvreté urbaine national. (*Source :* Banque Mondiale)

Population rurale Différence entre la population totale et la population urbaine. (*Source :* Banque Mondiale)

Population, taux de croissance annuelle moyen (croissance démographique) Variation exponentielle de la population au cours de la période étudiée. (*Source :* Banque Mondiale)

Population totale Ensemble des résidents sans considération de leur situation légale ni de leur citoyenneté - sauf en ce qui concerne les réfugiés qui ne sont pas installés de façon permanente dans leur pays d'asile et qui sont généralement considérés comme faisant partie de la population de leur pays d'origine. (*Source :* Banque Mondiale)

Population urbaine Population des agglomérations urbaines - territoires d'habitations contiguës définis sans considération des limites administratives. (*Source :* Banque Mondiale)

Production alimentaire, indice Couvre les produits de la récolte considérés comme comestibles et contenant des nutriments. Le café et le thé ne sont pas pris en compte, car bien que comestibles, ils n'ont pas de valeur nutritive. (*Source :* FAO)

Production du bétail, indice Comprend la viande et le lait quelles qu'en soient les sources, les produits laitiers tels que les fromages, les œufs, le miel, la soie brute, la laine, les peaux et les cuirs. (*Source :* FAO)

Production des récoltes, indice Production agricole pour chaque période par rapport à la période de référence 1989-1991. Elle comprend toutes les cultures sauf le fourrage. (*Source :* FAO)

Productivité agricole Ratio de la valeur ajoutée de l'agriculture, mesure en dollars US 1995 constants, sur le nombre de travailleurs du secteur agricole. (*Source :* FAO)

Produit intérieur brut (PIB) Somme des valeurs ajoutées dans l'économie par l'ensemble des producteurs résidents, plus toutes les taxes sur les produits (moins les subventions) non incluses dans la valeur des produits. Le PIB est calculé en utilisant les prix acheteurs et sans déduction pour dépréciation des actifs fabriqués ni pour épuisement ou dégradation des ressources naturelles. (*Source :* Banque Mondiale)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant Produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. (*Source :* Banque Mondiale)

Produit intérieur brut (PIB) par unité d'énergie consommée PIB PPA par kilogramme d'équivalent pétrole de consommation d'énergie commerciale. LE PIB PPA est le produit intérieur brut converti en dollars internationaux en utilisant les taux à parité de pouvoir d'achat. Un dollar international a le même pouvoir d'achat sur le PIB qu'un dollar US aux Etats-Unis. (*Source :* Banque Mondiale)

Produits de l'agriculture Produits animaux et végétaux, y compris les récoltes des vergers mais non compris les produits de l'exploitation du bois et de la pêche. (*Source :* FAO)

R

Ratio d'alphabétisme femmes /hommes Ratio des femmes âgées de 15 à 24 ans sachant lire et écrire sur les hommes de cette tranche d'âge sachant lire et écrire. (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Ratio de mortalité des mères Nombre de femmes qui meurent d'une cause liée à leur grossesse, au cours de la grossesse ou de l'accouchement, pour 100.000 naissances viables. Les statistiques présentées ont été collectées au cours de diverses années et corrigées en fonction de l'année de référence commune 1995. Il s'agit d'estimations modélisées par l'OMS et l'UNICEF. (*Source :* OMS, UNICEF)

Recettes courantes Comprennent l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat ainsi que les recettes courantes non fiscales (autres que dotations) telles que les amendes, les droits, le recouvrement et le revenu de la propriété et des ventes. (*Source :* FMI)

Réfugiés Personnes ayant quitté leur pays et dans l'impossibilité d'y retourner en raison d'une crainte fondée de persécution pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'opinion ou d'appartenance à une couche sociale particulière. (*Source :* Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)

Remboursement des intérêts Versements des intérêts sur les dettes de l'Etat - obligations à long terme, prêts à long terme et autres dettes - à des résidents intérieurs ou extérieurs. (*Source :* Banque Mondiale)

Rendement céréalier Rendement du blé, du riz, du maïs, de l'orge, de l'avoine, du millet, du sorgho, du seigle, du blé noir et des mélanges de graines, mesuré en kilogrammes par hectare de terre cultivée. Les statistiques de production concernant les céréales font référence aux récoltes de graines sèches seulement. (*Source :* FAO)

Revenu national brut (RNB) Produit intérieur brut (PIB) plus recettes nettes du revenu primaire (compensation des salariés et revenu de la propriété) provenant de l'extérieur. Les statistiques sont présentées en dollars en utilisant la méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale. (*Source :* Banque Mondiale)

notes

Revenu national brut (RNB) par habitant Revenu national brut divisé par la population en milieu d'année. (*Source :* Banque Mondiale)

Revenu national brut (RNB) PPA Revenu national brut converti en dollars internationaux en utilisant les taux à parité de pouvoir d'achat. Un dollar international a le même pouvoir d'achat sur le RNB qu'un dollar US aux Etats-Unis. (*Source :* Banque Mondiale)

Reversements des travailleurs à leur famille Transferts courants des immigrés qui sont employés ou tentent de le rester pendant plus d'un an dans un pays autre que celui dont ils sont considérés comme résidents.

Routes goudronnées Kilométrage de routes revêtues de cailloux concassés (macadam) et d'un liant à base d'hydrocarbures (comme le goudron), de ciment ou de graviers en pourcentage du kilométrage de l'ensemble des routes du pays. (*Source :* FRI)

S

Santé, dépenses publiques (de) Dépenses courantes et de capital des budgets de l'Etat (Gouvernement central et autorités locales), emprunts extérieurs et dotations (y compris donations de la part des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales) et fonds d'assurance sociale santé (obligatoire). (*Source :* OMS)

Scolarisation, ratio brut Ratio du nombre d'enfants scolarisés dans le niveau d'éducation concerné, sans considération de l'âge sur l'ensemble de la population des enfants ayant l'âge officiel correspondant à ce niveau de scolarisation (tel qu'il est défini par le système scolaire national). (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Scolarisation, ratio net Ratio du nombre d'enfants scolarisés dans le niveau d'éducation concerné, sans considération de l'âge sur l'ensemble de la population des enfants de la même tranche d'âge. (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Scolarisation, ratio filles /garçons pour l'enseignement primaire et secondaire Le ratio du nombre de filles écolières du primaire et du secondaire par rapport au nombre de garçons (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Services Divisions 50 à 99 de la Classification standard industrielle internationale (ISIC). Les chiffres de ce secteur sont calculés en tant que partie résiduelle (PIB moins agriculture moins industrie) et ne reflètent pas toujours de façon satisfaisante la production totale des services y compris les services bancaires et financiers.

SIDA (prévalence du) Pourcentage de personnes âgées de 15 à 24 ans contaminées par HIV. (*Source :* UNAIDS)

Solde du compte courant Somme des exportations nettes de biens et services, du revenu net et des transferts nets courants comptabilisés dans la balance des paiements. (*Source :* FMI)

Source d'eau améliorée (accès à une) Part de la population ayant raisonnablement accès à l'eau d'une source améliorée : eau courante, fontaine publique, puits, source protégée ou citerne d'eau de pluie. Les sources non améliorées sont l'eau en vente, les camions-citernes et les sources et puits non protégés. On appelle accès raisonnable le fait de disposer d'au moins 20 l d'eau par personne et par jour à partir d'une source située à moins d'un kilomètre de l'habitation. (*Source :* OMS, UNICEF)

Superficie Superficie totale du pays, comprenant les surfaces des cours d'eau et de certaines voies navigables côtières. (*Source :* FAO)

T

Tarifs douaniers, moyenne simple Moyenne non pondérée des taux effectivement appliqués pour tous les produits soumis à droits de douane. (*Source :* Banque Mondiale, UNCTAD, OMC)

Taux d'alphabétisme chez les adultes Pourcentage d'habitants âgés de 15 ans et plus qui sont capables, tout en comprenant, de lire et d'écrire un texte simple et court sur leur vie quotidienne. (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Taux d'analphabétisme chez les adultes Pourcentage d'habitants âgés de 15 ans et plus qui sont incapables, tout en comprenant, de lire et d'écrire un texte simple et court sur leur vie quotidienne. (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Taux d'analphabétisme chez les jeunes Taux d'analphabétisme chez les personnes âgées de 15 à 24 ans. (*Source :* Institut pour les statistiques de l'UNESCO)

Taux de change officiel Le taux de change déterminé par les autorités du pays concerné ou le taux déterminé sur le marché des changes légalement sanctionné. Il est calculé comme une moyenne annuelle d'après les moyennes mensuelles (en unités de la devise locale par rapport au dollar US). (*Source :* FMI)

Taux de complétion du primaire Nombre d'écoliers qui accomplissent avec succès la dernière année de l'école primaire (ou qui réussissent l'examen de sortie) au cours d'une année donnée, divisé par le nombre d'enfants de la population ayant l'âge officiel de sortir du primaire. (*Source :* Banque Mondiale)

Taux de fécondité global Nombre d'enfants qui seraient nés d'une femme si elle devait vivre jusqu'à la fin de sa période de fertilité et avoir des enfants selon les taux de fécondité actuels propres à sa tranche d'âge. (*Source :* OMS)

Taux de mortalité infantile Nombre d'enfants qui meurent avant d'atteindre l'âge d'un an pour 1.000 naissances viables et pour une année donnée. (*Source :* Banque Mondiale)

Taux de mortalité avant cinq ans Probabilité qu'un nouveau-né meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans compte tenu des taux de mortalité actuels spécifiques à cette tranche d'âge. Cette probabilité est exprimée sous forme d'un taux pour 1.000. (*Source :* Banque Mondiale)

Taux de vaccination contre la rougeole Pourcentage d'enfants de moins d'un an vaccinés contre la rougeole. (*Source :* OMS)

Téléphone, lignes fixes et abonnements à des téléphones mobiles Lignes téléphoniques principales reliant l'équipement d'un client au réseau téléphonique commuté public, et utilisateurs d'un téléphone portable souscrivant à un service qui utilise la technologie cellulaire pour fournir l'accès au réseau. (*Source :* UIT)

Temps nécessaire pour mettre fin à l'insolvabilité Nombre de jours calendaires entre le moment de l'assignation devant les tribunaux pour insolvabilité et le moment de la véritable résolution des actifs en souffrance.

Terres arables Terres faisant l'objet de cultures temporaires (les terres faisant l'objet de deux cultures sont comptées une seule fois), prairies temporaires pour les parcours ou le pâturage, terres cultivées comme jardins à titre commercial ou privé et terres temporairement en jachère. Les terres abandonnées par suite de cultures itinérantes ne sont pas incluses. (*Source* : FAO)

Terres de production céréalière Fait référence aux superficies récoltées, encore que certains pays ne comptabilisent que les terres semées ou cultivées. (*Source* : FAO)

Tuberculose (incidence de la) Estimation du nombre de nouveaux cas de tuberculose (pulmonaire, cutanée, extrapulmonaire). (*Source* : OMS)

U

Utilisateurs d'Internet Personnes ayant accès au réseau Internet. (*Source* : UIT)

V

Vaccination anti-tétanique pourcentage de femmes enceintes recevant deux injections anti-tétaniques au cours de leur première grossesse et un rappel au cours de chaque grossesse suivante. (*Source* : OMS)

Valeur ajoutée Production nette d'une industrie ou d'un secteur après addition de l'ensemble des outputs et déduction de la consommation intermédiaire. L'origine de la valeur ajoutée est déterminée selon la Classification standard industrielle internationale (ISIC), révision 3.

Z

Zones protégées au niveau national Zones entièrement ou partiellement protégées couvrant au moins 1.000 hectares et désignées sous le terme de parcs nationaux, sites naturels, réserves naturelles ou sanctuaires de la vie sauvage, paysages ou littoral protégé ou réserves scientifiques avec accès restreint du public. Les statistiques ne tiennent pas compte des sites protégés par une loi locale. On utilise la superficie totale des terres pour calculer le pourcentage du total des zones protégées. (*Source* : World Conservation Monitoring Centre)

Sources des statistiques

Les indicateurs présentés dans l'Atlas de la Banque Mondiale sont calculés par les organismes internationaux et par des organisations publiques et privées, généralement sur la base de statistiques provenant d'enquêtes et de statistiques administratives obtenues des Etats concernés. Pour chaque indicateur, la source principale figure entre parenthèses après sa définition. La Banque Mondiale publie ces indicateurs ainsi qu'un certain nombre d'autres séries statistiques dans les Indicateurs du développement dans le monde qui sont disponibles sous forme imprimée, sur CD-ROM ou en ligne. Pour plus de renseignements sur les statistiques concernant le développement, voir à l'adresse www.worldbank.org/data.

Des extraits de l'Atlas de la Banque Mondiale, des renseignements complémentaires sur les sources, les définitions et les méthodes statistiques et des suggestions de lecture sont disponibles à l'adresse www.worldbank.org/data/atlas.

Remarques sur les statistiques et symboles

Les statistiques présentées dans cet ouvrage concernent l'année la plus récente, sauf mention contraire.

- Les taux de croissance sont les variations relatives à l'année qui précède, sauf mention contraire.
- Les totaux par région du monde ne comprennent que les statistiques relatives aux pays à revenu faible et intermédiaire.
- Les chiffres en italiques indiquent des statistiques relatives à des années ou à des périodes autres que celles spécifiées.

Les statistiques présentées concernent les pays dont la population dépasse 30.000 habitants ou ceux dont la population est inférieure à ce chiffre mais qui sont membres de la Banque Mondiale. Le terme de pays (utilisé de manière interchangeable avec le mot économie) ne fait pas référence à une indépendance politique ni à une reconnaissance officielle par la *Banque Mondiale* mais à une économie pour laquelle les autorités publient des statistiques sociales et économiques séparées.

Le regroupement des pays par région du monde ne prend en compte que les pays à revenu faible et intermédiaire.

En ce qui concerne les tranches de revenu, tous les pays sont classés comme étant à revenu faible, intermédiaire ou élevé.

Les pays à **revenu faible** sont ceux dont le RNB par habitant était inférieur ou égal à 745 $ en 2001. Les pays à **revenu intermédiaire** sont ceux dont le RNB par habitant est supérieur à 745 $ mais inférieur à 9.206 $. La limite des pays à **revenu intermédiaire, tranche inférieure** et des pays à **revenu intermédiaire, tranche supérieure** est à 2.975 $. Les pays à revenu élevé sont ceux dont le RNB par habitant est supérieur ou égal à 9.206 $.

Les 12 pays membres participants de **l'Union monétaire Européenne** sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

Symboles utilisés dans les tableaux de statistiques :

..	signifie que les données ne sont pas disponibles ou que les totaux ne peuvent pas être calculés en raison de données manquantes.
0 ou 0,0	signifie zéro ou moins de la moitié de l'unité utilisée.
$	signifie dollars US courants.

m (médiane), **s** (total simple), **t** (total comprenant les estimations des données manquantes) et **w** (moyenne pondérée) servent à décrire le calcul du revenu et des totaux et moyennes par région du monde dans les tableaux.

RNB par habitant en 2001 — Méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale

Classement		$	Classement		$	Classement		$	Classement		$	Classement		$
1	Luxembourg	39,840	57	Arabie Saoudite	8,460	105	Thaïlande	1,940	150	Salomon (Iles)	590	197	Tadjikistan	180
2	Liechtenstein	..[a]	60	Argentine	6,940	106	Colombie	1,890	152	Cameroun	580	199	Erythrée	160
3	Suisse	38,330	62	Palau	6,780	107	Surinam	1,810	152	Papouasie-Nouvelle Guinée	580	199	Guinée-Bissau	160
4	Norvège	35,630	63	St. Kitts & Nevis	6,630	108	Jordanie	1,750	154	Arménie	570	199	Malawi	160
5	Japon	35,610	64	Seychelles	6,530	108	Russie	1,750	155	Ouzbékistan	550	203	Libéria	140
6	Bermudes	..[a]	65	Oman	6,180[c]	110	Roumanie	1,720	156	Lesotho	530	203	Sierra Leone	140
7	Etats-Unis	34,280	66	Trinidad & Tobago	5,960	111	Macédoine	1,690	157	Timor Oriental	520	206	Burundi	100
8	Danemark	30,600	68	Uruguay	5,710	112	Guatemala	1,680	158	Angola	500	206	Ethiopie	100
9	Caïman (Iles)	..[a]	69	Mexique	5,530	112	Iran	1,680	159	Sénégal	490	208	Congo (Rép. Dém.)	80
10	Islande	28,910	70	République Tchèque	5,310	114	Algérie	1,650	160	Haïti	480			
11	Saint-Marin	..[a]	71	Hongrie	4,830	114	Bulgarie	1,650	160	Zimbabwe	480			
12	Suède	25,400	72	Venezuela	4,760	116	Egypte	1,530	162	Inde	460			
13	Hong Kong, (chine)	25,330	73	Chili	4,590	116	Tonga	1,530	163	Yémen	450			
14	Royaume-Uni	25,120	74	Croatie	4,550	119	Samoa (Iles)	1,490	164	Pakistan	420			
15	Monaco	..[a]	75	Pologne	4,230	120	Kazakhstan	1,350	165	Guinée	410			
16	Pays-Bas	24,330	76	Costa Rica	4,060	120	Paraguay	1,350	165	Vietnam	410			
17	Autriche	23,940	77	Liban	4,010	120	Cisjordanie et Gaza	1,350	167	Moldavie	400			
18	Belgique	23,850	78	Ste Lucie	3,950	123	Albanie	1,340	167	Mongolie	400			
19	Finlande	23,780	79	Estonie	3,870	123	Cap Vert	1,340	169	Bénin	380			
20	Allemagne	23,560	80	Maurice (Ile)	3,830	125	Swaziland	1,300	169	Comores	380			
22	Irlande	22,850	81	Slovaquie	3,760	126	Biélorussie	1,290	172	Bangladesh	360			
23	France[b]	22,730	82	Grenade	3,610	127	Bosnie-Herzégovine	1,240	172	Mauritanie	360			
25	Canada	21,930	83	Lituanie	3,350	128	Maroc	1,190	174	Kenya	350			
26	Singapour	21,500	84	Malaisie	3,330	129	Equateur	1,080	175	Soudan	340			
29	Australia	19,900	85	Panama	3,260	130	Vanuatu	1,050	176	Gambie	320			
30	Italie	19,390	86	Lettonie	3,230	131	Syrie	1,040	176	Zambie	320			
31	Koweït	18,270	87	Dominique	3,200	132	Philippines	1,030	178	Laos	300			
34	Polynésie Française	17,290[c]	88	Gabon	3,160	134	Bolivie	950	179	Ghana	290			
35	Israël	16,750	89	Botswana	3,100	134	Turkménistan	950	179	Nigeria	290			
38	Nouvelle-Calédonie	15,060[c]	90	Brésil	3,070	136	Yougoslavie, Rép. Féd.	930	182	République Kirghize	280			
39	Bahamas	14,860[c]	91	Bélize	2,940	137	Honduras	900	182	Sao Tomé et Principe	280			
40	Macao, (Chine)	14,380	92	Afrique du sud	2,620	138	Chine	890	184	Cambodge	270			
41	Espagne	14,300	93	Jamaïque	2,800	138	Djibouti	890	184	Tanzanie[d]	270			
44	Nouvelle-Zélande	13,250	94	St. Vincent & Grenadines	2,740	140	Sri Lanka	880	184	Togo	270			
46	Chypre	12,320	95	Turquie	2,530	141	Guyane	840	187	République Centrafricaine	260			
47	Grèce	11,430	96	République Dominicaine	2,230	142	Kiribati	830	187	Madagascar	260			
49	Bahrain	11,130	97	Marshall (Iles)	2,190	143	Ukraine	720	187	Ouganda	260			
50	Porto Rico	10,950	98	Fidji (Iles)	2,150	144	Guinée Equatoriale	700	190	Népal	250			
51	Portugal	10,900	98	Micronésie (Etats fédérés)	2,150	145	Indonésie	690	191	Mali	230			
52	Slovénie	9,760	100	Tunisie	2,070	146	Azerbaïdjan	650	192	Burkina Faso	220			
53	Barbade (la)	9,750	101	Salvador	2,040	147	Bhoutan	640	192	Rwanda	220			
54	Corée du Sud	9,460	102	Maldives	2,000	147	Congo (Rép. Du)	640	194	Mozambique	210			
55	Malte	9,210	103	Pérou	1,980	149	Côte d'Ivoire	630	195	Tchad	200			
56	Antigua et Barbuda	9,150	104	Namibie	1,960	150	Géorgie	590	197	Niger	180			

Remarque : le classement comprend l'ensemble des 208 pays présentés dans les tableaux 1 à 9, mais seuls sont montrés ici ceux qui ont confirmé les estimations de l'Atlas pour le RNB par habitant en 2001 ou qui se classent parmi les 20 premiers.
Pour les pays qui n'ont pas confirmé les chiffres de l'Atlas pour le RNB par habitant, le classement estimé est le suivant :
Revenu élevé (supérieur ou égal à 9.206 $) : Andorre, îles anglo-normandes, Antilles néerlandaises, Aruba, Brunei, Emirats arabes unis, îles Féroé, Groenland, Guam, îles Mariannes du Nord, Qatar et îles Vierges (US).
Revenu intermédiaire, tranche supérieure (entre 2.976 $ et 9.205 $) : île de Man, Samoa américaines, Libye et Mayotte. Revenu intermédiaire, tranche inférieure (entre 746 $ et 2.975 $) : Cuba et Irak. Revenu faible (inférieur ou égal à 745 $) : Afghanistan, Birmanie, Corée du Nord, Nicaragua et Somalie.
a. Statistiques non disponibles : le classement est approximatif. b. Les statistiques incluent les départements français d'outremer suivants : Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion. c. Les statistiques concernent l'année 2000 : le classement est approximatif. d. Les statistiques font référence à la Tanzanie continentale uniquement.
Remarque : le classement comprend l'ensemble des 208 pays présentés dans les tableaux 1 à 9, mais seuls sont montrés ici ceux qui ont confirmé les estimations pour le RNB PPA par habitant en 2001.
Les pays qui n'ont pas confirmé les chiffres du RNB PPA par habitant, le classement estimé sont les suivants : Afghanistan, Andorre, îles anglo-normandes, Antilles néerlandaises, Aruba, Bhoutan, Birmanie, Brunei, Cisjordanie et Gaza, Corée du Nord, Emirats arabes unis, îles Féroé, Groenland, Guam, Kiribati, Liberia, Libye, Liechtenstein, Maldives, île de Man, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, Mayotte, Micronésie, Monaco, Nicaragua, Palau, Qatar, Saint-Marin, Seychelles, Somalie, Suriname, Sao Tome et Principe, Timor oriental, Tonga, îles Vierges (US), Samoa américaines et Yougoslavie (Rép. Féd.)

a. Les statistiques concernent l'année 2000 : le classement est approximatif. b. Les statistiques font référence à la Tanzanie continentale uniquement.

Chine
Le 1er juillet 1997, la Chine a retrouvé l'exercice de sa souveraineté sur Hongkong, et le 20 décembre 1999, elle a retrouvé l'exercice de sa souveraineté sur Macao. Sauf mention contraire, les statistiques relatives à la Chine ne prennent pas en compte les chiffres concernant Hongkong, Taiwan et Macao.

Timor oriental
Le 20 mai 2002, le Timor oriental est devenu un pays indépendant. Les statistiques relatives à l'Indonésie incluent le Timor oriental jusqu'en 1999, sauf mention contraire.

Yougoslavie (Rép. Féd.)
Le 4 février 2003, la République Fédérale de Yougoslavie est devenue la Serbie et Monténégro.

RNB par habitant en 2001 — méthode de calcul apparité de pouvoir d'achat (PPA)

Classement		$	Classement		$	Classement		$	Classement		$
1	Luxembourg	48,560	67	Oman	10,720[a]	114	Dominique	4,920	170	Mongolie	1,710
3	Etats-Unis	34,280	69	St. Kitts & Nevis	10,190	117	Pérou	4,470	171	Angola	1,690
5	Suisse	30,970	70	Maurice (Ile)	9,860	118	Swaziland	4,430	172	Togo	1,620
7	Norvége	29,340	71	Estonie	9,650	119	Liban	4,400	173	Bangladesh	1,600
8	Islande	28,850	72	Antigua et Barbuda	9,550	120	Guatemala	4,380	174	Cameroun	1,580
9	Danemark	28,490	73	Pologne	9,370	121	Guyane	4,280	175	Laos	1,540
11	Polynésie Française	28,020[a]	74	Costa Rica	9,260	123	Ukraine	4,270	176	Sénégal	1,480
13	Pays-Bas	27,390	75	Croatie	8,930	124	Turkménistan	4,240	177	Ouganda	1,460
14	Irlande	27,170	76	Chili	8,840	125	Philippines	4,070	179	Côte d'Ivoire	1,400
15	Canada	26,530	77	Trinidad & Tobago	8,620	127	Chine	3,950	180	Népal	1,360
17	Autriche	26,380	78	Lituanie	8,350	128	Jordanie	3,880	181	République centrafricaine	1,300
18	Belgique	26,150	79	Uruguay	8,250	130	Albanie	3,810	183	Rwanda	1,240
19	Hong Kong, (Chine)	25,560	80	Mexique	8,240	131	Egypte	3,560	184	Tajikistan	1,140
20	Japon	25,550	81	Malaisie	7,910	132	Maroc	3,500	185	Burkina Faso	1,120
21	Allemagne	25,240	82	Lettonie	7,760	133	Jamaïque	3,490	187	Tchad	1,060
22	Nouvelle-Calédonie	25,200[a]	83	Biélorussie	7,630	134	Sri Lanka	3,260	188	Mozambique	1,050
24	Australie	24,630	84	Botswana	7,410	136	Syrie	3,160	189	Erythrée	1,030
25	Italie	24,530	85	Namibie	7,410	137	Vanuatu	3,110	190	Bénin	970
26	Royaume-Uni	24,340	86	Brésil	7,070	139	Lesotho	2,980	190	Kenya	970
27	France	24,080	87	Russie	6,880	140	Equateur	2,960	193	Guinée-Bissau	890
28	Finlande	24,030	88	Colombie	6,790	141	Azerbaijan	2,890	194	Niger	880
29	Suède	23,800	89	Bulgarie	6,740	142	Indonésie	2,830	197	Madagascar	820
32	Singapore	22,850	90	République Dominicaine	6,650	143	Indie	2,820	198	Ethiopie	800
34	Macao, China	21,630	91	Grenade	6,290	144	Honduras	2,760	199	Nigeria	790
35	Kuwait	21,530	92	Bosnie-Herzégovine	6,250	145	Armenie	2,730	200	Mali	770
36	Chypre	21,110	93	Thaïlande	6,230	147	République Kirghize	2,630	201	Zambie	750
39	Espagne	19,860	94	Kazakhstan	6,150	148	Géorgie	2,580	202	Yémen	730
40	Israël	19,630	95	Samoa (Iles)	6,130	149	Papouasie-Nouvelle Guinée	2,450	203	Burundi	680
43	Nouvelle-Zélande	18,250	96	Tunisie	6,090	151	Djibouti	2,420	203	République du Congo	680
44	Puerto Rico	18,090	97	Macédoine	6,040	152	Turkménistan	2,410	205	Congo (Rép. Dém.)	630
46	Portugal	17,710	98	Iran5,940		154	Moldavie	2,300	206	Malawi	560
47	Greece	17,520	99	Algérie	5,910	155	Bolivie	2,240	207	Tanzania[b]	520
49	Slovenia	17,060	100	Turquie	5,830	156	Zimbabwe	2,220	208	Sierra Leone	460
51	Bahamas, The	15,680[a]	101	Roumanie	5,780	157	Ghana	2,170			
52	Bahrain	15,390	102	Venezuela, RB	5,590	159	Vietnam	2,070			
53	Barbados	15,110	103	Cap Vert	5,540	160	Gambie	2,010			
54	Corée du Sud.	15,060	104	Panama	5,440	162	Mauritanie	1,940			
55	République Tchéque	14,320	105	Gabon	5,190	163	Salomon (Iles)	1,910			
56	Arabie Saoudite	13,290	106	Paraguay	5,180	164	Guinée	1,900			
57	Malte	13,140	107	Salvador	5,160	165	Comores	1,890			
59	Hongrie	11,990	108	Bélize	5,150	166	Haiti	1,870			
60	Slovaquie	11,780	111	St. Vincent & Grenadines	4,980	167	Pakistan	1,860			
63	Argentine	10,980	112	Ste Lucie	4,960	168	Cambodge	1,790			
64	South Africa	10,910	113	Fiji	4,920	169	Soudan	1,750			

Remarque : le classement comprend l'ensemble des 208 pays présentés dans les tableaux 1 à 9, mais seuls sont montrés ici ceux qui ont confirmé les estimations pour le RNB PPA par habitant en 2001.

Les pays qui n'ont pas confirmé les chiffres du RNB PPA par habitant, le classement estimé sont les suivants : Afghanistan, Andorre, îles anglo-normandes, Antilles néerlandaises, Aruba, Bhoutan, Birmanie, Brunei, Cisjordanie et Gaza, Corée du Nord, Emirats arabes unis, îles Féroé, Groenland, Guam, Kiribati, Liberia, Libye, Liechtenstein, Maldives, île de Man, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, Mayotte, Micronésie, Monaco, Nicaragua, Palau, Qatar, Saint-Marin, Seychelles, Somalie, Surinam, Sao Tome et Principe, Timor oriental, Tonga, îles Vierges (US), Samoa américaines et Yougoslavie (Rép. Féd.)

a. Les statistiques concernent l'année 2000 : le classement est approximatif.
b. Les statistiques font référence à la Tanzanie continentale uniquement.

Chine
Le 1er juillet 1997, la Chine a retrouvé l'exercice de sa souveraineté sur Hongkong, et le 20 décembre 1999, elle a retrouvé l'exercice de sa souveraineté sur Macao. Sauf mention contraire, les statistiques relatives à la Chine ne prennent pas en compte les chiffres concernant Hongkong, Taiwan et Macao.

Timor oriental
Le 20 mai 2002, le Timor oriental est devenu un pays indépendant. Les statistiques relatives à l'Indonésie incluent le Timor oriental jusqu'en 1999, sauf mention contraire.

Yougoslavie (Rép. Féd.)
Le 4 février 2003, la République Fédérale de Yougoslavie est devenue la Serbie et Monténégro.

ISBN 274720524-X

9 782747 205245

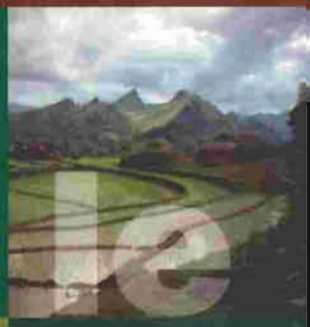
Editions ESKA
12, rue du Quatre-Septembre
75002 Paris
France

Téléphone : 01 42 86 55 73
Télécopie : 01 42 60 45 35
Site web : http://www.eska.fr
email : eska@eska.fr

Banque Mondiale
1818 H Street NW
Washington DC
20433 Etats-Unis d'Amérique

Téléphone : 202 477 1234
Télécopie : 202 477 6391
Site web : http://www.worldbank.org
email : feedback@worldbank.org

Evaluer le



Evaluer les actions